

Histoire T^{le}

sous la direction de **Jean-Marc Vidal**

Mickaël Bertrand

Lycée Anna Judic – Semur-en-Auxois (21)

Cédric Boulard

Lycée Robert Schuman – Charenton-le-Pont (94)

Guillaume Bourel

Lycée Fénelon – Paris (75)

Marielle Chevallier

Lycée La Folie Saint-James – Neuilly-sur-Seine (92)

Lycée d'adultes – Paris (75)

Xavier Desbrosse

Lycée Pierre Bayen – Châlons-en-Champagne (51)

Sébastien Durand

Cité scolaire Olympe de Gouges – Noisy-le-Sec (93)

Bertrand Jolivet

Lycée Paul Robert – Les Lilas (93)

Francis Larran

Lycée Martin Luther King – Bussy-Saint-Georges (77)

Angélique Marie

Lycée Carnot – Dijon (21)

Alexandre Ployé

Académie de Créteil (94)

Pauline Rameau

Lycée Parc des chaumes – Avallon (89)

Fabrice Romanet

Collège Molière – Lyon (69)

Correspondant académique du Mémorial de la Shoah

Yann Simon

Lycée Voltaire – Paris (75)

Jean-Marc Vidal

Lycée Alain Colas – Nevers (58)

Les auteur.e.s et les éditions Magnard remercient l'ensemble des relecteurs et relectrices pour leurs remarques et leurs suggestions et tous les enseignants qui ont participé aux études menées sur le manuel :

T. Abrigada (75), K. Ango-Ela (Cameroun), D. Arsac (69), S. Betant (95), A. Buisson (13), C. Caillot-Morby (61), A.-M. Crapet (66), D. Daigre (17), C. Deshayes (45), A. Dullin (75), S. Duten (64), J. Eckert de Monleon (94), S. El Amrani (02), C. Fargeix (49), F. Labadie (31), C. Lebailly (04), O. Leca (13), R. Legros (84), K. Minatchy (974), R. Moran (83), P. Mouhot (25), P. Pastre-Imbert (31), M. Pesenti (74), I. Petitprez (59), L. Prido (93), G. Prud'homme (974), C. Reboulet (01), D. Sanmarty (92), B. Sentier (59), R. Solano-Gallard (82), S. Tessier (61), C. Tran Quang (92), B. Vadon-Goblet (74), C. Villordin (77).



MAGNARD

Édition : Nicolas Waszak
Mise en page : Sabine Beauvallet
Couverture : Primo&Primo

ISBN : 9782210113695
© Magnard 2020

Comment la crise de 1929 bouleverse-t-elle l'économie et les sociétés aux États-Unis, puis dans le monde ?

I. Introduction

Ce chapitre a pour objectif de montrer comment une crise, au départ boursière et localisée aux États-Unis, se transforme en une grave dépression économique d'une ampleur et d'une échelle inégalées. Si des crises économiques consécutives à des bulles spéculatives se sont déjà produites dans l'histoire, comme par exemple le krach des Tulipes en 1637, la crise de 1929 est particulière car elle remet en cause un édifice économique fondé sur la croyance que les crises générales ne sont pas possibles pendant l'ère industrielle. Cette orthodoxie libérale, particulièrement forte aux États-Unis, permet de comprendre le manque d'anticipation et les difficultés de gestion d'une crise pourtant prévisible au regard de la forte spéculation boursière et des reculs de la production, comme le montre John Kenneth Galbraith, dans un ouvrage devenu un classique.

Le programme invite à s'interroger sur les causes de la crise. Il est difficile, comme le montre Pierre-Cyrille Hautcoeur, d'avoir une explication qui fasse consensus. Les analyses sont, dès 1929, diverses voire totalement opposées, et s'enrichissent après 1945 des apports statistiques et économiques.

Les contemporains sont parfois perplexes et désemparés. Les économistes libéraux comme Lionel Robbins (1935), considèrent que le contexte d'après-guerre, l'intervention des États et toutes les entraves au libre fonctionnement des marchés expliquent la crise et son ampleur. Les marxistes comme Eugène Varga (1934) y voient une crise majeure du capitalisme, système voué à disparaître. John Maynard Keynes, enfin, en 1936, dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* donne, entre autres, comme facteurs d'explication, l'insuffisance de la demande dans des sociétés très inégalitaires.

Après 1945, la littérature scientifique est abondée par de nombreux ouvrages dont certains s'opposent directement aux thèses de Keynes. Milton Friedman et Anna Schwartz par exemple, mettent en avant, en 1963, des explications monétaires, en insistant sur l'insuffisance de l'offre de monnaie de la part de la Réserve fédérale et la faillite des banques. D'autres auteurs montrent que les États-Unis, dans le contexte d'une mondialisation financière, sont certes l'épicentre de la crise, mais que celle-ci a également des causes internationales. Ils insistent sur la surproduction, antérieure à 1929, dans de nombreux États.

Depuis les années 1980, la dérégulation des marchés financiers et la résurgence de crises financières mondiales (1987, 2000, 2007-2009) conduisent à réinterpréter les causes de la crise de 1929. Cependant, les thèses sont, de nouveau, nombreuses et multifactorielles. Elles reprennent, en les complétant, les analyses antérieures. Les interprétations monétaristes par exemple s'opposent aux néokeynésiennes. Des écoles économiques comme celle de la régulation (Michel Aglietta, 1976), proposent une autre approche en montrant qu'en l'absence d'un État régulateur, la crise de 1929 résulte d'un décalage entre la hausse de la productivité et des profits et celle des salaires (plus faible). De nombreux travaux à partir de la fin du ^{xx}e siècle se penchent sur la responsabilité du maintien de l'étalon-or dans les années 1920 (Barry Eichengreen, 1992) ou sur l'impact du choc monétaire et de la crise bancaire aux États-Unis et dans le monde (Ben Bernanke, 2000).

Le programme suggère également de mettre en avant le passage d'une crise américaine à une crise mondiale. La crise boursière et bancaire, qui débute en octobre 1929, se produit dans ce qui est alors la première puissance économique mondiale (42 % du PIB mondial en 1929). Cette puissance s'incarne en particulier à la bourse de New York. L'évolution de ses cours a donc des conséquences sur le reste du monde. Le poids considérable des États-Unis en Amérique latine, où ils ont remplacé les investisseurs européens, permet de comprendre les difficultés que rencontrent les pays latino-américains à partir de 1929. Des économistes comme Charles Kindleberger mettent également en

avant les conséquences désastreuses des choix protectionnistes, à partir de 1930, et déplorent que les États-Unis n'aient pas joué un rôle de régulateur de l'économie mondiale.

D'autre part le programme invite à mettre en évidence les déséquilibres sociaux et donc l'impact considérable que la dépression économique a sur les sociétés. Si la Grande Dépression traumatise les Américains, à court et à long terme, c'est également parce que des millions de citoyens se retrouvent au chômage ou à la rue. Ce chômage de masse est un des points essentiels à mettre en avant selon le programme. Malgré les chiffres très élevés, il est vraisemblablement sous-évalué. Les indicateurs, en effet, ne prennent souvent en compte que les emplois dans l'industrie et ne comptabilisent que ceux qui ont perdu leur travail, et donc qui étaient employés antérieurement. Les sociétés sont d'autant plus déstabilisées que la protection sociale n'existe pas ou est très insuffisante. En Allemagne, un système de protection sociale a été mis en place par Bismarck à la fin du XIX^e siècle, mais ce pays fait figure d'exception. La perte du salaire, ou la faillite, a rapidement des conséquences dramatiques (expulsions des fermes ou des logements, multiplication des bidonvilles, faim). Aux États-Unis, des milliers de migrants prennent la direction des quelques régions qui procurent encore du travail, comme la Californie. La détresse de ces fermiers est illustrée de façon poignante dans le roman de John Steinbeck, *Les Raisins de la colère* (1939) et dans le film éponyme de John Ford sorti en 1940.

Le programme conduit enfin à évoquer l'impact de la crise sur les équilibres politiques. Dans un contexte de forte hausse de la pauvreté, les tensions sociales ont des répercussions sur les États. Les salariés participent parfois à des grèves longues, comme celles de mai-juin 1936 en France. Les manifestations donnent ponctuellement lieu à des émeutes. Les mouvements ouvriers, même pacifiques, sont parfois réprimés par crainte d'une contagion révolutionnaire. Enfin, dans de nombreux pays, la crise entraîne une montée de la xénophobie et du rejet des travailleurs étrangers. En France, des « trains du retour » sont même organisés, entre 1934 et 1935, à destination de la Pologne.

La lutte contre le chômage et la pauvreté devient rapidement indispensable. Aux États-Unis, le *New Deal* entraîne la naissance d'un nouveau modèle politique : l'État-providence. Les lois votées sont une vraie rupture avec la culture libérale de cet État. En France, en 1936, sous le gouvernement du Front populaire, les accords Matignon (7 juin) sont une victoire pour le mouvement ouvrier. La dépression des années 1930 conduit à de nouvelles théories économiques. La nécessaire implication des États à l'échelle macroéconomique est en effet théorisée par John Maynard Keynes en 1936.

La crise économique, enfin, a des répercussions politiques durables. D'un côté des démocraties se maintiennent. Les partis communistes, dont l'influence progresse, espèrent que le contexte conduira à des révolutions permettant la mise en place de systèmes politiques sur le modèle de celui de l'URSS. Cependant, leur audience reste faible dans les pays anglo-saxons. De nombreuses démocraties résistent (France, États-Unis). De l'autre, l'autoritarisme progresse. Dans certains pays, les troubles politiques conduisent à une remise en cause des modèles démocratiques. En Amérique latine de nombreux régimes autoritaires sont mis en place suite, notamment, à des coups d'État, et le populisme se répand. En Europe si la crise n'est pas la seule cause de la mise en place de régimes autoritaires dans les années 1930, les difficultés économiques et les troubles sociaux entraînent des réflexes nationalistes qui favorisent les partis d'extrême droite. Des dictatures se mettent en place comme en Autriche en 1934, ou en Grèce en 1936. Après l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir en Allemagne en 1933, le nazisme devient même, pour certains pays, un modèle. La paix mondiale est de plus en plus menacée par des régimes qui développent des politiques extérieures agressives.

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture présente une photographie d'une manifestation de chômeurs dans Times Square à New York, le 8 novembre 1930. Chaque manifestant arbore un dossard sur lequel est inscrite sa profession (« *cook* », « *kitchenman* » : cuisinier ; « *painter* » : peintre, « *laborer* » : ouvrier, « *porter* » : portier). Les vêtements, les voitures ancrent la scène dans les années 1930. La photographie permet d'aborder plusieurs thèmes. Celui, d'abord, de la montée du chômage aux États-Unis, pays particulièrement et précocement touché par ce phénomène. Elle permet également de s'interroger sur la situation dramatique des chômeurs, privés de toute aide et essayant par tous les moyens de retrouver du travail. Le grand nombre de personnes rassemblées renvoie à un phénomène massif.

Enfin, la relative indifférence de ceux qui assistent à la scène montre que la situation devient banale pour beaucoup de New-Yorkais.

Cette double page propose également un lien vers une vidéo, qui, à l'aide d'images d'archives, présente les causes de la crise et sa diffusion mondiale.

La double page « Mots clés » approfondit quatre notions essentielles du chapitre : « crise économique », « dépression », « paupérisation » et « *New Deal* ». Chacune est définie et contextualisée, ce qui permet de la mettre en relation avec les Points de passage et les études proposés au sein du chapitre.

La double page « Repères » propose un schéma du mécanisme de la crise de 1929 qui montre le cercle vicieux de cette dernière. Il permet de réfléchir à la fois aux liens de causalité, mais aussi aux difficultés pour sortir de la dépression. Il distingue la crise financière et la crise économique et permet de montrer comment l'une a généré l'autre.

Une carte de synthèse à l'échelle mondiale montre la dimension internationale de la crise à travers tous les pays touchés en 1932. Elle rappelle le poids des États-Unis, et l'impact du rapatriement de leurs capitaux et de leurs choix économiques (protectionnisme). Elle montre la crise bancaire européenne (Autriche, Allemagne). Les produits échangés avant la crise sont rappelés et la contraction du commerce mondial est suggérée. Enfin, les réponses politiques aux crises sont abordées en montrant les différences entre les démocraties (*New Deal*, programmes sociaux) et les régimes autoritaires (autarcie, réarmement).

Enfin, une frise chronologique revient sur les dates importantes du chapitre.

La première double page « Cours » aborde la crise américaine. La première partie, le tournant de 1929, permet de réfléchir au contexte des années 1920, à l'illusion de la prospérité et aux causes de la crise. Le krach et ses conséquences y sont rappelés. La deuxième partie revient sur le cercle vicieux de la crise et sur sa prolongation en dépression. Les effets sociaux sont évoqués. Enfin, la troisième partie traite de la politique menée par F. D. Roosevelt pour sortir de la crise. Le cours rappelle que le *New Deal* n'est pas uniquement un programme économique, mais qu'il est aussi un nouveau modèle politique et social.

L'étude « Les impacts économiques et sociaux de la crise aux États-Unis » permet de prolonger les parties 1 et 2 de la première double page de cours. Elle revient sur des points essentiels à mettre en avant dans le traitement du sujet, à savoir les causes du krach boursier et de la dépression, ainsi que les effets sociaux de cette dernière. Elle apporte à travers un tableau de chiffres des indicateurs permettant de qualifier la crise. Enfin, elle illustre, à travers deux photographies et un témoignage, la grande précarité d'une partie des populations urbaines et rurales, aux États-Unis pendant les années 1930.

Le point de passage « Franklin Delano Roosevelt et le *New Deal* » revient sur la personnalité de Roosevelt, l'un des présidents les plus populaires des États-Unis et sur la singularité de la réponse politique qu'il apporte à la crise. Une affiche électorale permet de constater qu'il fait campagne sur le thème de l'échec politique de Hoover à combattre la crise et qu'il se positionne comme un homme providentiel. L'extrait de son discours d'investiture, mis en relation avec une infographie, un tableau de chiffres et un document iconographique permet de montrer qu'il applique son programme. Enfin, un texte revient sur l'aspect novateur du *New Deal* qui marque une rupture avec une gouvernance américaine habituellement libérale et qui repose sur un nouveau personnel politique.

La seconde double page « Cours » permet d'expliquer la mondialisation de la crise et ses effets économiques, à l'aide, en particulier, d'un graphique montrant l'effondrement de la production entre 1929 et 1938. Dans un second temps, sont évoqués les effets sociaux et politiques de la dépression, illustrés par une image présentant les « marches de la faim » en Angleterre. Enfin, la troisième partie du cours revient sur les politiques menées dans les différents États pour essayer de lutter contre la crise. Le libéralisme, mais aussi l'autarcie sont rappelés. Une biographie de J. M. Keynes présente cet économiste majeur du ^{xx}e siècle.

Le point de passage « Les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine » permet de montrer la profonde déstabilisation de cette région dans les années 1930. Une carte rappelle, dans la première partie de sa légende, que les États latino-américains ont une économie qui repose très

largement sur les exportations agricoles et de matières premières, particulièrement vulnérables à la baisse des cours. Elle est complétée par une affiche évoquant le commerce du café. La seconde partie de la légende de la carte revient sur les conséquences économiques de la crise, ainsi que sur les troubles politiques et la forte montée de l'autoritarisme. Deux textes la complètent et présentent la situation en Argentine et au Brésil. L'impact social de la crise, enfin, est abordé à l'aide d'un document iconographique rappelant les marches de la faim.

Le point de passage « Juin 1936. Les accords Matignon » présente d'abord le contexte des accords Matignon à travers la Une d'un journal. Des extraits de ces accords sont proposés et peuvent être mis en relation avec des documents revenant sur les acquis des ouvriers (congés payés). Une photographie et un témoignage rendent compte de la joie de pouvoir bénéficier de loisirs et de repos et permettent de comprendre pourquoi l'été 1936 est resté un des moments forts de la mémoire ouvrière. Enfin, un texte d'historien dresse un bilan du Front populaire avec ses succès et ses échecs.

L'étude « L'Allemagne, un pays particulièrement touché par la crise » insiste sur la situation particulièrement difficile de ce pays ayant déjà connu entre 1923 et 1924 une hyperinflation traumatisante. Les effets économiques de la crise sont évoqués par une série de trois graphiques. Deux d'entre eux évoquent des aspects économiques (la crise boursière et le recul des exportations). Ils peuvent être mis en relation avec un document iconographique montrant la course aux guichets. Le troisième graphique montre la forte hausse du chômage. Ses conséquences sociales sont rappelées par une photographie d'une distribution de soupe populaire. Enfin, deux documents reviennent sur la situation politique de l'Allemagne, entre les difficultés du gouvernement Brüning et ses choix économiques basés sur l'austérité budgétaire, et le contexte de forte montée du nazisme, en particulier en 1932. Cette étude introduit le chapitre suivant « les régimes totalitaires ».

BIBLIOGRAPHIE

- **Olivier Dabène**, *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Armand Colin, 2018.
- **John Kenneth Galbraith**, *La Crise économique de 1929*, Petite bibliothèque Payot Histoire, 2018.
- **Bernard Gazier**, *La Crise de 1929*, PUF, Que-sais-je ?, 2017.
- **Pierre-Cyrille Hautcoeur**, *La Crise de 1929*, La Découverte, 2016.
- **Jacques Portes**, *Histoire des États-Unis*, Armand Colin, 2017.
- **Jean Vigreux**, *Histoire du Front populaire*, Texto, 2018.

III. Corrigés

REPÈRES

p. 18-19

1. La crise est provoquée par un krach boursier le 24 octobre 1929, c'est-à-dire un effondrement brutal du cours des actions à la bourse de New York (Wall Street). Il met fin à une période de très forte spéculation et à une montée des cours totalement déconnectée de l'économie réelle.

2. La chute du cours des actions a des répercussions sur l'économie car elle entraîne d'abord une ruine des actionnaires. Ce sont des particuliers, souvent aisés, mais également des professionnels : « *brokers* » (courtiers). La chute des cours fait également perdre de l'argent aux banques, qui avaient placé des capitaux en bourse, et ces dernières sont d'autant plus fragilisées que, dans

un contexte de panique, les particuliers viennent retirer leurs avoirs aux guichets. Les entreprises, enfin, sont doublement touchées. D'une part parce qu'elles avaient également acheté des actions, mais aussi parce qu'elles ne parviennent plus à se faire financer par un secteur bancaire en grande difficulté. La réduction des crédits touche aussi les particuliers qui avaient pris l'habitude de contracter des prêts à la consommation. Le cercle vicieux s'enclenche alors. Les nombreuses faillites d'entreprises conduisent à des licenciements massifs. Ce chômage et l'incapacité de nombreux ménages à rembourser leurs dettes conduisent à une forte baisse de la consommation. Malgré la chute des prix, les entreprises ne parviennent pas à écouler leurs stocks et, à nouveau, font faillite.

3. Sur le continent américain, après les États-Unis, l'Amérique latine est impactée par la crise. Depuis la Première Guerre mondiale, les États-Unis ont, en effet, considérablement renforcé leur présence dans cette région. Ils y ont remplacé les investisseurs européens et ont multiplié par trois leurs propres investissements. Les pays latino-américains ont, certes, commencé à s'industrialiser dans les années 1920, mais restent très dépendants de leurs exportations. La mise en place du protectionnisme par leur puissant voisin du nord (loi Hawley-Smoot en juin 1930) entraîne un fort ralentissement de leurs activités. Ils sont également victimes de la baisse des prix agricoles, antérieure à 1929. L'Europe est également touchée. Depuis la Grande Guerre, les États-Unis sont devenus les créanciers de l'Europe. La mondialisation financière s'est accentuée. La crise américaine se traduit par une baisse des prêts en direction de l'Europe et un rapatriement des capitaux. L'Europe entre donc, à son tour, dans la crise bancaire et entraîne avec elle ses colonies en Afrique et en Asie. Cette dernière est impactée également par la rétraction du commerce mondial, même si le Japon souffre assez peu de la crise. Enfin, l'URSS semble ne pas être touchée car elle participe peu aux échanges mondiaux. Mais la situation y est dramatique du fait des choix économiques : planification, collectivisation forcée, qui entraînent un fort recul de la production agricole et des famines.

4. Les conséquences sociales de la crise sont la forte hausse du chômage, qui atteint parfois 25 % de la population active, comme aux États-Unis. La paupérisation s'accroît et s'accompagne de mouvements de protestation (manifestations pacifiques comme les marches de la faim, ou plus violentes comme les émeutes). Les États sont déstabilisés et tentent de remédier à ces difficultés. Les politiques interventionnistes sont de plus en plus nombreuses : *New Deal* aux États-Unis, Front populaire en France. L'autoritarisme se répand, en particulier en Europe centrale et en Amérique latine. Il est la conséquence de processus électoraux ou de coups d'État. En Allemagne, le totalitarisme nazi se met en place.

ÉTUDE Les impacts économiques et sociaux de la crise aux États-Unis

p. 22-23

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Paul Claudel explique la naissance de la crise par la forte spéculation boursière des années 1920. Elle s'inscrit dans un contexte de forte croissance

(5 % par an en moyenne entre 1922 et 1928) liée en particulier à la hausse de la productivité et à une consommation soutenue par les crédits. La confiance envers les marchés financiers se traduit par un accroissement du nombre de spéculateurs dont l'objectif est de réaliser un profit en revendant les actions préalablement achetées. Cette spéculation est, pour 80 % des achats, réalisée à crédit. Les fonds sont prêtés par des sociétés d'investissement, qui elles-mêmes empruntent à des banques. La hausse des cours, de l'ordre de 12 % par an dans les années 1920, encourage cette spéculation qui devient déconnectée de l'économie réelle. La puissance de la bourse de New York permet également de comprendre qu'elle attire aussi les capitaux étrangers. Lorsque les cours commencent à baisser, début octobre 1929, parce que de plus en plus d'observateurs s'inquiètent de la trop forte spéculation, un mouvement de défiance s'amorce qui conduit à la crise. Les spéculateurs vendent leurs actions pour espérer limiter les pertes, mais plus le volume des actions vendues est important, plus leurs prix diminuent.

2. La crise économique devient à partir de 1931 une profonde dépression. Les investissements sont réduits du tiers environ entre 1929 et 1931, et à nouveau du cinquième entre 1931 et 1932. Cette baisse est à mettre en relation avec la chute de la production qui a conduit à des fermetures d'entreprises. Ces dernières, ayant parfois perdu des fonds lors de la crise boursière ont des difficultés de paiement et réduisent donc, fatalement, leurs investissements. L'agriculture est aussi un secteur particulièrement touché en particulier par la baisse générale des prix observée à l'échelle américaine et mondiale. De nombreux agriculteurs sont en faillite. Le produit intérieur brut des États-Unis est un bon indicateur pour rendre compte de ce marasme économique. Il est presque divisé par deux entre 1929 et 1933. Enfin, la dimension sociale de la Grande Dépression est visible dans les chiffres du chômage qui explose à partir de 1930, allant jusqu'à toucher un quart de la population active recensée. Ces chiffres sont d'ailleurs sous-évalués car ils ne prennent en compte que ceux ayant déjà un emploi et non ceux n'ayant jamais travaillé.

3. Hoover est un président républicain qui, comme son prédécesseur Coolidge et beaucoup de ses contemporains, croit que le contexte économique des années 1920 ne permet pas d'envisager une crise générale. Jusqu'en octobre 1929, de nombreux économistes continuent à prôner les vertus d'un système ne pouvant que tendre vers le progrès et la croissance. Ils sont de manière générale hostile à une trop forte intervention des États dans l'économie et considèrent qu'il est nécessaire de

contrôler les budgets nationaux pour éviter l'endettement et le retour de l'inflation du début des années 1920. D'autre part, cette orthodoxie libérale et l'individualisme américain permettent de comprendre pourquoi la protection sociale est quasi inexistante aux États-Unis dans les années 1920. L'aide aux pauvres est le fait d'organismes de charité. Si le président Hoover mène une politique tout de même assez volontariste, avec des tentatives pour restaurer la confiance (rencontres avec des chefs d'entreprise, fonds d'aide pour les chômeurs), elles sont insuffisantes à juguler la crise profonde que traverse le pays.

4. La photographie est prise à New York dans Central Park. Cet espace végétalisé est au cœur de Manhattan, un des quartiers les plus riches de la ville. On observe d'ailleurs en arrière-plan des immeubles d'habitation. Au premier plan toutefois, apparaissent des abris rudimentaires, construits avec des matériaux de récupération. Ce sont des bidonvilles. Le drapeau américain qui flotte devant l'un de ces habitats précaires permet de confirmer que c'est aux États-Unis, première puissance mondiale que certains habitants sont contraints de vivre dans cette situation. Ils se sont retrouvés à la rue, probablement parce qu'ils n'ont pas réussi à payer leur loyer, ou les traites de leur maison. Ces bidonvilles, symboles de la Grande Dépression, sont baptisés « Hoovervilles » durant les années 1930.

5. Dans le monde rural, la situation était déjà difficile dans les années 1920. La forte augmentation de la production, dans le contexte, en particulier, de la Première Guerre mondiale entraîne ensuite une surproduction et une baisse des prix. D'autre part, les agriculteurs sont confrontés à des catastrophes climatiques, comme les tempêtes de sable qui, à la fin des années 1920, détruisent les récoltes. Certains fermiers dans ces conditions, ne parviennent plus à rembourser des prêts contractés pour se moderniser ou faire fonctionner les exploitations. Les banques exigent les remboursements et, à défaut, saisissent les fermes. L'absence d'aides sociales et l'extrême misère des campagnes poussent une partie des paysans à migrer vers l'ouest, en particulier vers la Californie, où ils espèrent trouver du travail. Sur place, cependant, l'afflux de travailleurs ne permet pas d'employer tout le monde et les salaires offerts, dérisoires, permettent tout juste la survie. Sur la photographie la misère évoquée dans le texte est flagrante : vêtements déchirés, toile de tente en arrière-plan, fatigue sur le visage d'une mère qui paraît beaucoup plus âgée que ses 32 ans.

PARCOURS 2 : Classer des informations

Les causes de la crise

La crise est la conséquence de la forte spéculation boursière des années 1920, dans un contexte de forte croissance (5 % par an en moyenne). Cette spéculation est pour l'essentiel réalisée à crédit et repose sur l'idée que les courtiers parviendront toujours à revendre les actions avant que les cours ne diminuent. Ceux-ci toutefois se déconnectent de plus en plus des réalités économiques (chiffres d'affaires des entreprises par exemple). Les indices inquiétants, comme le recul de la production industrielle, dès le printemps 1929, ne sont pas pris en compte. La baisse des cours début octobre 1929 débouche finalement sur un mouvement de panique général et un krach boursier.

Les manifestations économiques de la crise

La dépression économique se manifeste par un grand nombre de facteurs. Les investissements tout d'abord sont en chute (réduction du tiers environ entre 1929 et 1931 par exemple). C'est le cas également de la production industrielle dont le recul est lié aux faillites d'entreprises, mais aussi au ralentissement de leur activité faute de débouchés. L'agriculture est aussi un secteur particulièrement touché en particulier par la baisse générale des prix. Finalement, le produit intérieur brut des États-Unis rend bien compte de ce marasme économique. Il est presque divisé par deux entre 1929 et 1933.

Les conséquences sociales de la crise

Le chômage devenu massif aux États-Unis (25 % de la population active recensée) entraîne une paupérisation de la population. De nombreux salariés ne parviennent plus à rembourser leurs prêts immobiliers ou leurs crédits à la consommation et sont très vite confrontés à la plus grande précarité, d'autant que les aides sociales sont presque inexistantes. Les bidonvilles appelés « Hoovervilles » se multiplient. Dans les campagnes, la situation des fermiers est également dramatique. La chute des prix amorcée avant 1929 ne permet plus à des milliers d'entre eux de rembourser les emprunts contractés pour se moderniser ou simplement poursuivre leur activité. Expulsés de leurs fermes, ils migrent massivement vers l'ouest pour espérer y trouver du travail.

SYNTHÈSE : Comment la crise économique de 1929 fragilise-t-elle durablement la société américaine ?

Dans les années 1920 les États-Unis connaissent une période de forte prospérité avec des taux de croissance d'environ 5 % par an. Ils sont la première puissance économique mondiale (42 % du PIB mondial en 1929). L'optimisme est relayé par des économistes libéraux pour lesquels les crises générales de surproduction sont impossibles. Lors de sa campagne électorale, en 1928, Herbert Hoover se félicite du recul de la pauvreté dans son pays, et lors de son discours d'investiture en mars 1930, fait preuve d'un bel optimisme : « Je n'ai aucune crainte pour l'avenir, il resplendit d'espoir. »

Pourtant, les faiblesses existent. La société américaine est très inégalitaire. En 1929, 5 % des habitants les plus riches disposent d'une fortune équivalant au tiers des revenus du reste de la population. L'agriculture s'est modernisée pendant la Première Guerre mondiale, mais depuis 1918 est marquée par la surproduction. Enfin, l'industrie a connu une récession en 1927 et recule également depuis le printemps 1929. Ces signes ne sont pas correctement interprétés.

Le krach boursier, s'il était prévisible, marque par ses conséquences à court et moyen terme. La crise bancaire impacte fortement une partie des épargnants et les entreprises. Le chômage, qui explose, montre les failles d'un système reposant sur l'individualisme et le sentiment que les hommes doivent faire la preuve de leur propre valeur. Les initiatives du président Hoover sont peu efficaces, car reposant trop sur une orthodoxie libérale. Le retour de la faim, les migrations vers les campagnes, le désespoir de millions d'Américains sont autant de traumatismes pour une société qui était fière de sa réussite.

POINT DE PASSAGE

Franklin Delano Roosevelt
et le *New Deal*

p. 24-25

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. En 1932 Franklin Delano Roosevelt fait campagne dans le contexte de la crise économique devenue, aux États-Unis, une profonde dépression. Il fustige l'incapacité de son concurrent et président en exercice, Herbert Hoover, à combattre efficacement la crise. Il se positionne en homme d'action, en homme providentiel et annonce une politique interventionniste. Il entend, enfin, établir un lien direct avec la population. Il établit un nouveau style de gouvernance.

2. Selon Roosevelt, l'État doit intervenir prioritairement dans la lutte contre le chômage. Il propose de créer des emplois publics en particulier à destination des jeunes. En 1933 sont créées la *Civilian Conservation Corps* puis la *Civil Works Administration*. Cette dernière emploie plus de 4 millions de chômeurs. Son objectif est également de restaurer la confiance, y compris envers le système bancaire (*Emergency Banking Act*, 1933). Durant les cent premiers jours de son mandat, il fait également voter une série de lois destinées à soutenir l'agriculture (*Agricultural Adjustment Act*) et l'industrie (*National Industrial Recovery Act*). Tout est mis en œuvre pour soutenir les prix des produits agricoles. L'État a également une action très incitative. Il négocie avec les entrepreneurs pour lutter contre la concurrence, qui fragilise le tissu industriel. Il s'assure de la collaboration des syndicats dont la liberté est reconnue et œuvre pour que les salaires soient maintenus à des niveaux acceptables.

3. L'État-providence est un État qui intervient dans l'économie et la société pour en corriger, par exemple, les déséquilibres à travers des systèmes de protection sociale et de la redistribution. C'est un nouveau modèle de gouvernance.

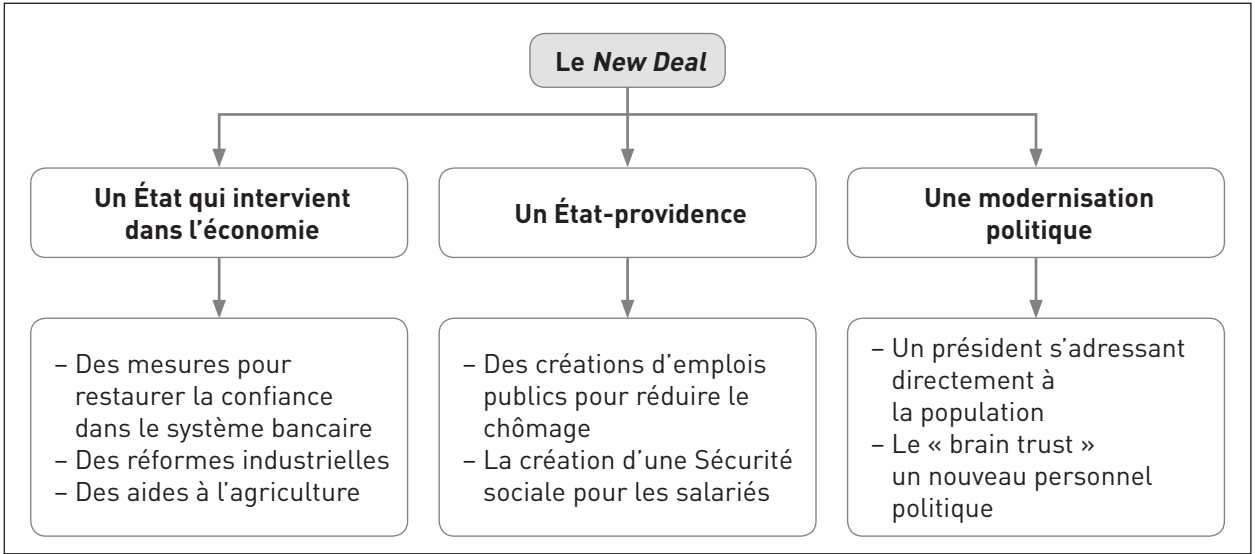
4. Le document 4 traduit bien l'esprit et les objectifs du *New Deal* car cette huile sur toile, inspirée des grands chantiers de construction des barrages dans la vallée de la rivière Columbia et du fleuve Colorado, montre la reprise du travail telle qu'elle a été envisagée par Roosevelt dans son discours d'investiture. Le groupe d'ouvriers, au premier plan, montre bien l'union des énergies individuelles au service de la collectivité. Dans les années 1930, en effet, la lutte contre le chômage passe par la création d'emplois dans les travaux publics. La scène, à la gauche du tableau, renvoie au courage des ouvriers car le peintre montre bien la dangerosité d'un chantier gigantesque. Ce dernier peut renvoyer à ce qui est entrepris, à partir de 1933, dans la vallée du Tennessee par le biais de la *Tennessee Valley Authority* dont l'objectif est de réguler le cours du fleuve et de ses affluents sur environ 1 500 km.

5. Dans un premier temps, les résultats du *New Deal* sont encourageants. Entre 1933 et 1936, le PIB/hab. et la production industrielle s'accroissent et le chômage recule. Mais la situation stagne à partir de 1937 et la production industrielle ne retrouve son niveau de 1929 qu'en 1939. Les programmes de relance et de redistribution, s'ils ont permis de rompre le cercle vicieux de la crise, ne sont pas assez massifs pour sortir définitivement de la dépression. Le chômage reste, en particulier, à un niveau très élevé.

6. Depuis 1932, Roosevelt s'entoure de nouveaux cadres dirigeants. Ces « hommes du président » constituent le « *brain trust* ». Ce ne sont pas, pour la plupart, des élus mais des universitaires, des journalistes, des syndicalistes. Parmi eux, l'un des plus proches conseillers de Roosevelt, Harry Hopkins,

dirige par exemple la *Works Progress Administration*. Une femme, Frances Perkins, fait également partie de cette garde rapprochée. Elle est, en tant que ministre du Travail, la première femme à diriger un ministère et occupe ce poste entre 1933 et 1945. Elle œuvre, en particulier, contre le travail des enfants.

PARCOURS 2 : Réaliser un schéma



SYNTHÈSE : Pourquoi le New Deal marque-t-il une rupture avec le libéralisme américain ?

Dans les années 1920 la prospérité américaine semble confirmer la validité d'un modèle reposant sur le libéralisme économique. Le PIB, entre 1919 et 1929, passe de 78,9 à 104,4 milliards de dollars. La société de consommation se met en place et les États-Unis se modernisent. Le secteur automobile, par exemple est en plein essor et les usines Ford incarnent cette réussite. Les hommes d'affaires bénéficient d'une image très positive. Ces années prospères sont qualifiées de « *roaring twenties* », c'est-à-dire les vingt rugissantes. Les économistes libéraux ont une grande confiance en les capacités des marchés à se réguler d'eux-mêmes et ne croient pas en la possibilité de crises générales. De fait, au début de la crise, le président Hoover demeure profondément imprégné de cette culture libérale. Lui-même homme d'affaires brillant, puis efficace ministre du Commerce, il pense que la crise financière ne sera que provisoire. Il intervient néanmoins, en portant un discours résolument optimiste, pour limiter l'impact psychologique de la crise. Il organise des rencontres avec des chefs d'entreprise et agit en mettant en place, par exemple, une agence pour aider les chômeurs. Mais il ne s'engage pas dans une politique suffisamment interventionniste.

Roosevelt, finalement, reprend un certain nombre de mesures de son prédécesseur, comme une aide aux banques, mais sa politique est une véritable rupture. L'État fédéral, en effet, s'implique directement dans l'économie, et à grande échelle. Dans les premiers cent jours de son mandat il met en place un arsenal législatif volontariste et inégalé afin de régler le plus de problèmes possible. Il intervient dans le secteur bancaire, agricole, industriel. Il porte assistance aux chômeurs, en particuliers aux jeunes. Le second *New Deal* à partir de 1935 complète le premier en créant, par exemple, une sécurité sociale pour les salariés. Un nouveau modèle politique naît alors, celui de l'État-providence, un État qui se préoccupe du bien-être des citoyens.

POINT DE PASSAGE Les conséquences de la crise de 1929 en Amérique latine

p. 28-29

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Dans les années 1920, les pays d'Amérique latine ont une économie qui repose très largement sur la production et l'exportation de produits agricoles et de matières premières. Ce modèle de développement est un héritage historique qui remonte à

la colonisation européenne dès la fin du ^{xv}^e siècle (exploitation des mines d'or du Pérou, économie sucrière au Brésil). La Première Guerre mondiale a permis une forte croissance des exportations vers l'Europe et les États-Unis et la balance commerciale de l'Amérique latine est excédentaire. Si, dans les années 1920, le rythme de croissance des exportations se ralentit, beaucoup d'États continuent à en bénéficier. C'est le cas, en particulier, du Brésil, premier exportateur mondial de café. Les infrastructures portuaires sont renforcées et bénéficient de capitaux étrangers, en particulier états-uniens. Cet apport est un risque en cas de tarissement de ces investissements. D'autre part, cette économie de rente est soumise aux aléas des marchés, les prix des produits agricoles se caractérisant par une forte instabilité.

2. Les pays d'Amérique latine sont très fortement touchés, économiquement, par la crise économique. Ils subissent la baisse des cours des matières premières qui, entre 1929 et 1932, diminuent en moyenne de 50 %. Les cours des produits agricoles subissent également une forte chute. Le Brésil subit particulièrement la baisse des cours du café. Son prix mondial passe de 18 *cents* par livre en 1928-1929, à 6 *cents* en 1931. Pour soutenir les cours, les autorités brésiliennes font d'abord des stocks, en achetant le café aux producteurs, mais, faute d'acheteurs et de hausse des prix, elles doivent ensuite se résoudre à les détruire, en les utilisant comme combustibles dans les locomotives. Les valeurs des exportations reculent fortement : de 65 % pour l'Argentine et 60 % pour le Brésil. Dans ce contexte, le chômage augmente fortement. Il touche près de 300 000 personnes en Argentine. La pauvreté s'accroît. Elle entraîne un exode rural en direction, en particulier de Buenos Aires. Les difficultés alimentaires, la misère conduisent à des mouvements sociaux, comme les marches de la faim.

3. Dans un contexte de hausse du chômage et de mouvements sociaux conduits par les syndicats et les partis de gauche, les États latino-américains connaissent d'importants troubles politiques qui modifient, pour la plupart d'entre eux, le mode de gouvernance. La crise entraîne en effet une remise en cause des démocraties des années 1920. De nombreux régimes autoritaires sont mis en place suite, notamment, à des coups d'État (Brésil et Pérou en 1930, Salvador et Équateur en 1931). En Argentine en 1930 le président Yrigoyen est renversé par le général Uriburu, qui met en place une dictature militaire. Cette forme politique devient dominante dans la région, comme au Honduras ou au Paraguay. Au Brésil et au Mexique, des régimes populistes incarnent cet autoritarisme qui a de pro-

fondes répercussions sur l'histoire de l'Amérique latine.

4. Getulio Vargas prend le pouvoir en 1930, à la suite d'un coup d'État. Son pouvoir est encore renforcé après 1937, date à laquelle est instauré l'« *Estado Novo* » (l'État nouveau). L'État est centralisé. Le régime est autoritaire, répressif, anticomuniste. Les libertés individuelles ne sont plus garanties. Les syndicats sont strictement encadrés. Le mode d'exercice du pouvoir – le populisme – allie nationalisme et démagogie. Le peuple est au cœur des discours du dictateur qui, pour s'assurer de son soutien, met en place une législation sociale (par exemple, réglementation du travail des femmes et des enfants en 1931). La propagande relaie l'idéologie du régime.

5. Pendant les années 1930, et en particulier à partir de 1937, l'État brésilien encadre l'économie. Vargas veut que son pays se développe. Il encourage l'extraction des matières premières et l'industrialisation du pays, en favorisant, en particulier, les industries de base, comme la sidérurgie. Il met en place de grandes entreprises publiques. Il s'agit de poursuivre un programme d'industrialisation par substitution d'importations (ISI).

PARCOURS 2 : Classer des informations

Conséquences économiques
<p>Les pays d'Amérique latine, dont l'économie repose sur l'exportation des matières premières et des produits agricoles subissent la baisse des prix et la forte contraction du commerce mondial.</p> <p>Les États de la région sont fortement endettés car ils ont emprunté dans les années 1920 pour leur développement. La valeur des exportations chutant, ils ne parviennent plus à rembourser leurs dettes.</p> <p>La plupart des États latino-américains se retrouvent en cessation de paiements et leurs économies sont sinistrées.</p>
Conséquences sociales
<p>La crise touche les populations rurales et en particulier les ouvriers agricoles. Elle génère un fort exode rural et entraîne une forte pression sur les villes.</p> <p>Les populations urbaines sont, elles aussi, touchées par une forte hausse du chômage dans tous les États latino-américains. Les chômeurs sont, par exemple, 1,5 million au Mexique en 1932, 500 000 à Cuba en 1933.</p> <p>La forte paupérisation, comme ailleurs dans le monde conduit à des mouvements sociaux, et à des manifestations.</p>

Conséquences politiques

Si, dans les années 1920, l'Amérique latine s'était démocratisée, les régimes politiques sont fortement ébranlés par la crise économique.

De nombreux régimes autoritaires sont mis en place, suite, en particulier, à des coups d'État comme en Argentine en 1930.

Un nouveau modèle politique associant nationalisme et démagogie voit le jour, au Mexique et au Brésil : le populisme.

SYNTHÈSE : Pourquoi l'Amérique latine est-elle déstabilisée par la crise de 1929 ?

L'Amérique latine est fortement déstabilisée économiquement. En effet, la crise mondiale provoque un effondrement des échanges et des prix des matières premières et des produits agricoles. La plupart des États latino-américains ayant une économie exportatrice, entrent en profonde dépression. Par ailleurs, ils ne reçoivent plus d'investissements, de la part en particulier des États-Unis, et ne peuvent plus rembourser leurs dettes. De nombreux pays se retrouvent en cessation de paiements.

Le marasme économique a, bien sûr, des conséquences sociales désastreuses. Dans les campagnes, de nombreux ouvriers agricoles se retrouvent sans activité et viennent grossir les rangs d'un prolétariat urbain touché, lui aussi, de plein fouet par le chômage. Des millions de sans-emploi se retrouvent dans des situations très précaires. La faim touche les populations de pays comme l'Argentine, qui est pourtant l'un des grands producteurs mondiaux de viande.

Enfin, cette paupérisation des sociétés a des conséquences politiques. Les troubles sociaux sont nombreux et le mouvement ouvrier se renforce dans certains États comme le Chili. Les années 1930 déstabilisent politiquement toute la région. La plupart des États changent de régime politique et l'autoritarisme se diffuse, suite, souvent, à des coups d'État. De nouveaux modèles politiques voient le jour. L'un, en particulier, le populisme, marque durablement l'histoire latino-américaine.

POINT DE PASSAGE

Juin 1936. Les accords Matignon

p. 30-31

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Le « Front populaire », alliance électorale des partis de gauche (SFIO, PCF, Parti radical) est majoritaire à la suite des élections des 26 avril et 3 mai 1936. La SFIO ayant obtenu le plus de sièges, c'est donc l'un de ses dirigeants, Léon Blum, qui

devient président du Conseil le 4 juin. C'est la première fois qu'un socialiste occupe cette fonction. Dans le contexte de crise économique et sociale ainsi que de grèves massives, qui se sont déclenchées en mai, le nouveau chef du gouvernement annonce dès son arrivée au pouvoir, qu'il va prendre un grand nombre de mesures. La plupart sont inscrites dans le programme électoral du Rassemblement populaire. C'est le cas, par exemple de la semaine de travail de 40 heures, des congés payés et des conventions collectives. Léon Blum annonce également qu'il va abroger des décrets-lois. Il s'agit de ceux du gouvernement Laval, en 1935, qui, dans l'objectif de réduire de 10 % les dépenses de l'État, diminuent par exemple les traitements des fonctionnaires, les retraites et les pensions des anciens combattants. Enfin, Léon Blum annonce une politique interventionniste avec par exemple la nationalisation des fabrications de matériel de guerre, une réforme de la Banque de France, la création d'un office du blé.

2. Suite aux grèves massives, le gouvernement de Léon Blum organise le 7 juin 1936 une rencontre entre la CGPF (Confédération générale de la production française) représentant le patronat, et la CGT (Confédération générale du travail) représentant les ouvriers. Les accords Matignon sont signés dans la nuit. Ils sont favorables aux travailleurs puisqu'ils permettent un renforcement des droits syndicaux, avec l'institution de délégués du personnel et l'établissement de conventions collectives. Ces mesures reprennent et renforcent celles déjà établies par la loi du 25 mars 1919. D'autre part, l'article 4 instaure une hausse des salaires de l'ordre de 7 à 15 %, permettant à terme, une hausse de la consommation, et donc une relance économique.

3. 1936 est un temps fort de la mémoire ouvrière en France. Depuis l'industrialisation du pays, au XVIII^e siècle et surtout au XIX^e siècle, les ouvriers connaissent des conditions de vie et de travail très difficiles. Des salaires très faibles, une entrée dans le monde du travail précoce, peu de temps de repos. Si les luttes ouvrières et la pression syndicale ont permis quelques acquis (journée de 8 heures en 1919, donc semaine de 48 heures), la situation reste très difficile dans les années 1920. La crise économique qui touche la France, à partir de 1931, accentue les difficultés de salariés touchés par le chômage total ou partiel. L'arrivée de la gauche au pouvoir suscite un grand espoir. Les grèves massives (1,8 million de grévistes) montrent au gouvernement les attentes fortes des ouvriers. Les occupations d'usines contraignent de nombreux patrons à négocier. Les accords Matignon reconnaissent les droits des salariés et accordent également un droit au repos. Ces congés payés,

qui existaient dans certaines branches d'activité mais pas pour les ouvriers, permettent à ces derniers de profiter d'un temps de vacances (12 jours ouvrables). Si finalement très peu d'entre eux partent sur de longues périodes, l'image des premiers séjours à la mer ou à la campagne durant cet été 1936 marque durablement la mémoire ouvrière.

4. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche et la politique interventionniste du Front populaire suscitent à la fois de la crainte et un fort mécontentement dans les milieux d'affaires. On observe une fuite des capitaux qui ne sont pas investis dans l'appareil productif. La relance espérée grâce aux augmentations de salaires ne se produit pas, car les entreprises, pour les compenser, augmentent les prix des produits. Ces derniers ne sont pas régulés par le gouvernement. Le pouvoir d'achat des salariés augmente finalement beaucoup moins vite entre 1936 et 1938 qu'entre 1930 et 1935. Enfin, le Front populaire ne met pas en place un grand programme de restructuration industrielle et tarde trop à dévaluer le franc, ce qui nuit au commerce extérieur. La diminution du chômage, bien réelle (recul de 17 % du nombre de chômeurs secourus entre 1935 et 1937 en France), est moindre que dans d'autres pays (-30 % au Royaume-Uni pendant la même période). Les acquis sociaux, indéniables (congrés payés, liberté syndicale renforcée) sont quand même une des réalisations importantes du Front populaire.

PARCOURS 2 : Rédiger un paragraphe argumenté

Les élections du printemps 1936 en France sont marquées par la victoire d'une alliance électorale de gauche. Son programme comporte des réformes sociales importantes comme une diminution du temps de travail, l'octroi de congés payés pour les salariés de l'industrie, la reconnaissance des droits syndicaux des ouvriers. Dès son investiture, le nouveau président du Conseil, le socialiste Léon Blum rappelle ces promesses et annonce qu'un projet de loi va être rapidement soumis au parlement. Les accords Matignon organisés dans le contexte d'un fort mouvement social reprennent ces annonces. La rencontre le 7 juin 1936 entre les représentants du patronat et ceux des ouvriers débouche, en effet, sur la signature de ce texte très favorable aux ouvriers. Le 20 juin, la loi est promulguée. Pour la première fois de leur vie, les ouvriers peuvent bénéficier de vacances, même si tous ne partent pas pour de longues durées, car ils n'en ont pas les moyens. 500 000 Français profitent néanmoins d'un « billet populaire » de congés payés, créé par le gouvernement le 3 août 1936, et offrant une forte réduction sur les prix des billets de train.

SYNTHÈSE : Quelles réponses à la crise économique et sociale les accords Matignon apportent-ils ?

La France est touchée par la crise économique mondiale à partir de 1931. Comme dans les autres pays, la production industrielle recule. Par rapport à une base 100 définie pour l'année 1913, la production passe de l'indice 144 en 1930 à 100 en 1935. Le chômage est massif. Le taux de 7,5 % des actifs est sous-évalué comme dans de nombreux pays. Certaines catégories ne sont pas prises en compte, comme, par exemple, les travailleurs à domicile. Entre 1931 et 1936, les gouvernements successifs mènent des politiques inadaptées au contexte. La rigueur budgétaire est préconisée afin de maintenir une monnaie stable. En termes de commerce extérieur, des mesures protectionnistes sont adoptées. Les dépenses sociales sont réduites. Les décrets-lois de 1935, diminuant de 10 % les dépenses de l'État, poursuivent cette logique qui ne parvient pas à relancer la croissance.

Le gouvernement du Front populaire rompt avec cette politique. Le programme électoral, rappelé d'ailleurs par Léon Blum le 5 juin 1936 lors de la présentation de son gouvernement comporte des projets économiques et sociaux très interventionnistes. Dans le contexte de forts mouvements sociaux, au printemps 1936, le gouvernement de Léon Blum organise le 7 juin une rencontre entre la CGPF (Confédération générale de la production française) représentant le patronat, et la CGT (Confédération générale du travail) représentant les ouvriers. Les accords Matignon sont signés dans la nuit. La hausse des salaires inscrite dans l'article 4 peut permettre d'envisager une relance par la consommation. Cependant, dans les faits, le pouvoir d'achat des salariés augmente moins vite qu'avant 1936, puisque les industriels répercutent la hausse des charges salariales sur les prix des produits qui augmentent fortement.

Socialement, le Front populaire est favorable aux ouvriers. Les accords Matignon reprennent en grande partie le programme social du Front populaire et permettent d'espérer une baisse du chômage grâce à la diminution du temps de travail (semaine de 40 heures). Le nombre de chômeurs diminue effectivement, même si la baisse est moins importante que dans d'autres États. Par ailleurs, la possibilité donnée aux ouvriers de négocier avec les patrons peut également permettre d'envisager une nette amélioration des conditions de travail. Les congés payés et les acquis issus des lois votées en juin 1936 représentent un tournant majeur dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. L'Allemagne dans les années 1920, après un contexte d'après-guerre extrêmement difficile (hyperinflation entre 1923 et 1924) renoue avec la croissance économique. Mais elle est très liée aux capitaux américains et très endettée. Les États-Unis, en effet, lui ont consenti d'importants prêts pour lui permettre de financer son économie. Le déclenchement de la crise américaine entraîne la fin de ces flux monétaire et fragilise le système bancaire allemand. Des faillites de grandes banques autrichiennes (*Kreditanstalt*, en mai 1931), puis allemande (*Danatbank* en juillet 1931), entraînent en Allemagne un mouvement de panique et une course aux guichets. Le gouvernement est même contraint de faire fermer les banques pendant trois jours pour tenter d'éviter la faillite de tout le système financier. La crise est enclenchée et elle est majeure. Le cours des actions chute brutalement puisqu'elles perdent en moyenne 60 % de leur valeur entre 1929 et 1932. De nombreuses entreprises font faillite et la production s'effondre (-25 % entre 1931 et 1932). Dans le contexte de contraction du commerce international lié, en particulier, à la politique protectionniste américaine, les exportations allemandes chutent. Enfin, le chômage devient massif (6 millions de personnes touchées en 1932).

2. La photographie montre au premier plan un soldat devant une cuisine de campagne militaire qui semble contenir de la soupe chaude. Derrière lui, une foule composée principalement d'enfants et de femmes attend d'être servie. Deux autres soldats assistent à la scène qui montre qu'en Allemagne la crise économique a des répercussions sociales très fortes, car même si le pays dispose d'un système de protection sociale depuis le ^{XIX}^e siècle, il est fortement remis en cause par la politique gouvernementale. Le gouvernement du chancelier Brüning prend, en effet, des mesures déflationnistes qui se traduisent par une réduction des dépenses sociales. En 1931, par exemple, l'aide aux chômeurs est diminuée de 14 %, les allocations familiales sont réduites et les impôts augmentent. La misère s'installe.

3. Le chancelier Brüning, nommé en mars 1930, met en place, pour sortir de la crise, une politique de rigueur budgétaire. Le spectre de l'hyperinflation de l'après-Première Guerre mondiale explique en partie cette attitude. Le gouvernement allemand

souhaite également renégocier les conditions des réparations imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles. Il veut donc contenir les dépenses de l'État par des mesures d'austérité. Pour cela, il préconise une baisse des prestations sociales, mais aussi des allocations-chômage et des traitements des fonctionnaires (-10 %). Il envisage aussi une réforme fiscale avec une hausse des impôts. Son programme déflationniste est rejeté une première fois par le Reichstag en juillet 1930, ce qui conduit à l'organisation de nouvelles élections en septembre 1930. Cette nouvelle assemblée, à laquelle il présente à nouveau ses mesures, est caractérisée par une montée du parti communiste et du parti nazi. Brüning n'a toujours pas de majorité et utilisant l'article 48 de la Constitution, gouverne par décrets-lois. Ses mesures sont mal acceptées car elles ont un impact social désastreux et ne sont pas adaptées à la situation. Elles aggravent les difficultés de l'Allemagne.

4. En Allemagne, la situation politique est très tendue car de nombreux gouvernements se succèdent entre 1929 et 1933. Le scrutin proportionnel rend difficile la consolidation de majorités de gouvernement. Lorsque la crise économique se déclenche, c'est une coalition de gauche qui est au pouvoir et le président du Conseil est le socialiste Hermann Müller. Il est rejeté par la droite conservatrice et en particulier par l'entourage du président Hindenburg. Ce dernier le contraint à la démission et nomme à sa place un centriste : Heinrich Brüning. Ce dernier, toutefois, ne parvient pas à obtenir de majorité au Reichstag lors des élections suivantes, en septembre 1930. Elles se traduisent par la montée du parti communiste, KPD, et du NSDAP, qui devient le second parti d'Allemagne. Ce dernier reçoit le soutien d'une partie de la droite nationaliste et des milieux d'affaires. En 1931, une alliance politique, le Front de Harzburg, rassemble d'ailleurs cette opposition d'extrême droite au gouvernement Brüning. Ce dernier continue à diriger des « cabinets présidentiels » et ne gouverne que par décrets-lois avant de démissionner en mai 1932. Ses successeurs, Franz von Papen puis le général von Schleicher, ne parviennent pas à endiguer la crise politique. Les affrontements entre militants communistes et nazis sont fréquents et entraînent des centaines de morts. En 1932, deux élections successives sont organisées. Le NSDAP devient le premier parti d'Allemagne (37,2 % des voix en juillet 1932, 33 % en novembre). Le président Hindenburg craignant la montée de l'extrême gauche et influencé par certains milieux d'affaires nomme finalement Hitler chancelier le 30 janvier 1933.

5. Dans le contexte de la crise économique, de la montée du chômage, et de l'appauvrissement de

la population, le NSDAP cherche à poursuivre, en 1932, son ascension électorale. L'affiche, en noir et blanc, montre une foule de femmes, d'hommes et d'enfants appartenant à divers groupes sociaux. Certains ont des tenues d'ouvriers, d'autres sont vêtus comme des employés. La foule immense renvoie aux millions de chômeurs et de précaires. Les visages sont tristes, les traits creusés par les soucis voire la faim. Le contexte est donc exploité pour présenter Hitler comme un recours. Rien ne rappelle ici l'idéologie nazie, sa violence et son antisémitisme. La communication politique ne repose que sur l'idée de l'homme providentiel. Le NSDAP mène une intense campagne de propagande sur ce thème, en direction, en particulier, des classes moyennes, et cela lui permet vraisemblablement d'accroître fortement son électorat.

PARCOURS 2 : Construire une chronologie

- **24 octobre 1929** : Krach boursier aux États-Unis
- **1930** : Crise économique. Forte hausse du chômage
- **Mars 1930** : Heinrich Brüning chancelier
- **Octobre 1930** : Mesures d'austérité
- **Juillet 1931** : Faillite de la *Danatbank* et panique bancaire
- **Mai 1932** : Démission de Brüning
- **Juillet 1932** : Élections au Reichstag, le NSDAP obtient 37,4 % des voix
- **Novembre 1932** : Élections au Reichstag, le NSDAP obtient 33 % des voix
- **30 janvier 1933** : Hitler est nommé chancelier

SYNTHÈSE : Pourquoi la crise de 1929 marque-t-elle un tournant pour l'Allemagne ?

En 1929, la crise américaine met en grande difficulté l'Allemagne. Ce pays est, en effet, très dépendant des capitaux américains qui lui ont permis de faire face à ses dettes et de surmonter l'épisode traumatisant d'hyperinflation entre 1923 et 1924. Alors que la croissance était revenue, le tarissement des flux monétaires américains plonge l'Allemagne dans une crise profonde. Le gouvernement Brüning, à partir de mars 1930, propose des mesures d'austérité qui aggravent la situation. Les chômeurs, de plus en plus nombreux, sont moins indemnisés, les prestations sociales diminuent, les impôts augmentent. La dépression économique devient de plus en plus profonde.

En juillet 1931, la faillite de la *Danatbank* accroît encore les difficultés. Elle provoque une panique bancaire et une ruée vers les guichets. Le système financier allemand se retrouve au bord de la faillite. Tous les indicateurs économiques plongent. La production recule de 25 % en un an. Le commerce

extérieur poursuit sa chute. Le chômage explose et touche 6 millions de personnes en 1932. Le gouvernement poursuit, malgré tout, sa politique de rigueur budgétaire, peu adaptée au désastre économique et social. Le mode de gouvernance devient de plus en plus autoritaire avec l'usage des décrets-lois. Politiquement, la situation est de plus en plus tendue.

Depuis 1930 le KPD et le NSDAP accroissent leur électorat. Opposés politiquement, leurs militants se livrent à des bagarres de rue. Cette violence inquiète les milieux d'affaire qui ont pourtant tendance à soutenir Hitler. Les gouvernements successifs, Brüning jusqu'en mai 1932, puis von Papen et von Schleicher sont non seulement impuissants à enrayer la crise, mais également à lutter contre la hausse du NSDAP. Ce dernier mène en 1932 une intense campagne de propagande, dans laquelle il présente Hitler comme un homme providentiel, en occultant l'antisémitisme et la violence du parti. Ce dernier devient le premier parti d'Allemagne lors des élections de juillet et novembre 1932. Craignant la hausse de l'extrême gauche, le président Hindenburg nomme finalement Hitler chancelier le 30 janvier 1933. Le régime totalitaire s'installe alors très rapidement.

SUJET BAC E3C

Analyse de documents

p. 36-37

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Les deux documents proposés sont, d'une part, un graphique en courbes, présentant les chiffres du chômage entre 1927 et 1938, pour 4 pays industrialisés, et, d'autre part, un document source, extrait d'une thèse datant de 1935 et qui apporte des précisions sur le chômage de masse et les revendications des chômeurs. Les deux documents s'inscrivent donc bien dans le même contexte : celui de la crise économique des années trente, à l'échelle mondiale. En quoi l'analyse de ces documents permet-elle de montrer l'ampleur de la crise sociale née de la crise économique des années 1930 ?

La crise des années 1930 entraîne, comme le montrent les deux documents, un chômage massif. Sur les courbes du document 1, on observe à partir de 1929 et jusqu'en 1932, une très forte hausse des taux de chômage qui sont multipliés par 5 aux États-Unis pour atteindre près de 25 % de la population active, mais également par 3 au Royaume-Uni et en Allemagne. Le document 2 confirme ces données en rappelant que « la crise économique mondiale a engendré un chômage énorme. Dans

33 pays seulement nous trouvons près de 39 millions de chômeurs ».

À partir de 1929, en effet, la crise économique, née aux États-Unis suite au krach de Wall Street entraîne des faillites bancaires et d'entreprises et de nombreux licenciements. Le chômage augmente donc fortement et devient massif dans la plupart des États industrialisés. Un pic est atteint en 1932. Le chômage diminue ensuite jusqu'en 1938, sauf aux États-Unis et au Royaume-Uni où il remonte légèrement.

Ces chiffres sont cependant en deçà de la réalité, comme le rappelle le document 2 : « Ajoutons à ces 39 millions : les chômeurs que les statistiques ont oubliés. » Le chômage dans les années 1930 est difficile à chiffrer avec précision. Souvent, seuls les chômeurs de l'industrie sont comptabilisés. De plus, ceux qui n'ont jamais occupé d'emploi ne sont pas non plus comptés. Les agriculteurs, pourtant fortement touchés par la crise, et qui se retrouvent parfois sans terres, ne sont pas non plus répertoriés par les statistiques.

Les conséquences sociales de ce chômage massif sont terribles, comme le rappelle le document 2 : « Cette masse ne reste pas inerte... dans certains pays, comme en Pologne, par exemple, elle s'empare des magasins de vivres, elle occupe les mines abandonnées, elle prend le blé ou les pommes de terre dans les champs ». Si, en Allemagne, par exemple, existe un système de protection sociale, la prise en charge des chômeurs est dans la plupart des États très insuffisante (absence d'allocations par exemple). Ils se retrouvent alors confrontés à des difficultés matérielles majeures : expulsion de leurs logements, grande paupérisation. La faim devient un véritable problème.

Ces difficultés entraînent de fortes tensions sociales : « Chaque jour, elle manifeste son mécontentement ». Si les chômeurs ont des difficultés à faire entendre leurs voix, parce qu'ils se retrouvent assez vite isolés et désespérés, ils parviennent dans certains cas à se regrouper, aidés parfois par les syndicats. En Grande-Bretagne, une organisation de sans-emploi est créée : le NUWM (*National Unemployed Workers's Movement*). Des marches de la faim sont organisées, comme dans de nombreux pays.

Le chômage de masse qui résulte de la crise économique des années 1930 entraîne une forte paupérisation des sociétés à l'échelle mondiale, ainsi que des troubles sociaux. Ils entraînent parfois des crises politiques, et fragilisent les démocraties.

SUJET BLANC : Vous montrerez et expliquerez l'ampleur du chômage et ses conséquences sociales, à l'échelle de l'Allemagne, pendant la dépression des années 1930.

Les deux documents sont, pour l'un, un graphique en courbe issu d'un ouvrage historique et qui montre la très forte croissance du chômage, en Allemagne, entre 1929 et 1933. Le second est un document source, une photographie datée de 1933, qui montre des militaires distribuant de la soupe à des populations allemandes. Le contexte est donc celui de la crise, de son déclenchement, en 1929, à la mise en place d'un régime totalitaire en 1933, suite à l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en janvier. La confrontation des documents permet de montrer et d'expliquer l'ampleur du chômage et ses conséquences sociales à l'échelle de l'Allemagne pendant les années 1930.

I. L'ampleur du chômage

1. Le nombre de chômeurs croît fortement entre 1929 et 1932, où il atteint un pic. Le chômage passe de 6 % de la population active en 1929 à 17 % en 1932.

2. La hausse du chômage s'explique dans un premier temps par le contexte économique international. Le premier graphique (cours des actions) rappelle la crise boursière née aux États-Unis qui se transmet ensuite à l'Allemagne en raison des liens financiers étroits entre ces deux pays. D'autre part, la chute des exportations (graphique 3) renvoie au contexte international et aux mesures protectionnistes prises par de nombreux États pour tenter de sauvegarder leurs marchés intérieurs.

3. L'économie allemande est toutefois fragile car fortement endettée. Les entreprises allemandes sont fragilisées, le système bancaire est pratiquement ruiné (faillite de la *Danatbank* en juillet 1931). Le cercle vicieux de la crise conduit à une profonde dépression économique et accentue le chômage.

II. Les conséquences sociales du chômage de masse

1. La photographie renvoie à la très forte paupérisation d'une partie de la population allemande et sa description permet d'insister sur les problèmes alimentaires. Un rapprochement peut être fait avec les marches de la faim qui ont lieu dans de nombreux pays.

2. La photographie renvoie à une forme d'assistanat qui peut paraître étonnant dans un pays qui dispose, depuis le ^{XIX}^e siècle, d'un système de protection sociale. Cependant, la politique d'austérité, menée depuis 1930 par les gouvernements successifs, réduit l'aide aux chômeurs et aux précaires dont la situation se complique.

3. La photographie date de 1933, et les graphiques s'interrompent à cette date. L'arrivée au pouvoir

d'Hitler s'effectue dans ce contexte de détresse sociale. Cependant, le vote en faveur des nazis n'est pas le fait des chômeurs dont une grande partie des voix se tourne vers la gauche. Le NSDAP recueille plutôt le vote de salariés précaires ou des classes moyennes qui craignent pour leur avenir.

SUJET BAC E3C

Réponse à une question problématisée

p. 38

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Dans les années 1920, les États-Unis connaissent une ère de prospérité soutenue par une forte croissance économique, et qui repose en particulier sur une consommation soutenue par des crédits. La spéculation boursière, dans ce contexte, prend une ampleur inédite. Les sociétés d'investissement, les entreprises, les banques, mais aussi les particuliers achètent des actions dont la valeur est de plus en plus déconnectée de l'économie réelle ce qui constitue une menace pour la stabilité de l'économie américaine. On peut alors se demander comment la crise de 1929 devient un événement majeur du ^{xx}e siècle. La crise, dans un premier temps américaine, s'étend, ensuite, à l'ensemble du monde.

La crise naît et s'épanouit, dans un premier temps, aux États-Unis. La période de forte spéculation dans les années 1920 conduit à une euphorie boursière. Les cours de la Bourse sont de plus en plus déconnectés de l'économie réelle. Ils commencent à baisser, à Wall Street, en octobre 1929. Le jeudi 24 octobre, « jeudi noir », dans un contexte de ventes massives, les cours s'effondrent. Le Dow Jones (base 100 en 1926) passe de 381 à 147, entre septembre et décembre 1929. L'effondrement de la bulle spéculative entraîne de nombreuses faillites de banques, mais aussi d'entreprises ayant déposé des capitaux en bourse. De nombreux spéculateurs et épargnants sont ruinés.

La production industrielle qui avait commencé à reculer dès le printemps 1929, poursuit sa baisse. La consommation recule également. À partir de 1930 les États-Unis sont en dépression. Tous les secteurs économiques sont touchés. Pour tenter de protéger les producteurs nationaux, une loi protectionniste, qui taxe fortement les produits étrangers, est votée en 1930 (loi Hawley-Smoot). Le commerce extérieur est divisé par 3 entre 1929 et 1932.

La dépression s'accompagne d'un chômage de masse (25 % de la population active). Le chômage et l'absence de protection sociale se traduisent par l'aggravation des conditions de vie pour des millions d'Américains. Dans les campagnes, beaucoup

d'agriculteurs sont expulsés de leurs fermes et migrent vers l'ouest. Les bidonvilles se multiplient. Aux États-Unis, ils sont baptisés « Hoovervilles », en référence au président Hoover.

Le poids des États-Unis dans l'économie mondiale est tel que ses difficultés ont un impact mondial. Dans les années 1920, les États-Unis prêtent de l'argent à de nombreux pays européens, comme l'Allemagne. La baisse de ces prêts bancaires et le rapatriement des capitaux américains propagent la crise en Europe. En mai 1931, la principale banque autrichienne, le *Kreditanstalt*, fait faillite. Le mouvement de panique qui en découle touche progressivement le reste de l'Europe. Le cercle vicieux de la crise s'enclenche.

Les mesures protectionnistes et libérales aggravent la crise. Les États tentent de protéger leurs monnaies et leurs marchés intérieurs. Par conséquent, entre 1929 et 1933, le commerce international diminue, en valeur, de 69 %. Les pays producteurs de matières premières, comme ceux d'Amérique latine, qui étaient très dépendants du commerce avec les États-Unis, sont particulièrement touchés par ce ralentissement. Beaucoup se retrouvent en cessation de paiements. La dépression mondiale se traduit par un fort ralentissement de l'activité économique. Jusqu'en 1932, la production industrielle diminue fortement.

Tous les États sont touchés par un chômage parfois massif, surtout vers 1932-1933. La prise en charge des chômeurs est souvent insuffisante. La pauvreté s'intensifie de façon alarmante. Les expulsions de logements augmentent et conduisent à la multiplication des bidonvilles.

La crise américaine, suite au krach boursier de 1929, est donc devenue, dans les années 1930, une dépression d'une telle ampleur qu'elle a durablement marqué les esprits aux États-Unis où elle est nommée la « Grande Dépression ». Le poids économique des États-Unis et leurs liens financiers et commerciaux avec le reste du monde ont conduit à une diffusion de cette dépression à l'échelle mondiale. Le fort ralentissement économique et les déséquilibres sociaux ont profondément déséquilibré les sociétés et mis en péril la paix mondiale. C'est le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, en 1939, qui met fin à cette période.

SUJET BLANC : Quelles réponses sont apportées à la crise économique et sociale de 1929 ?

En octobre 1929, le krach de Wall Street plonge les États-Unis, puis le monde, dans une grave crise économique et sociale qui, par son ampleur et sa

durée, se transforme en dépression. La production industrielle recule partout, le commerce international se rétracte, les systèmes bancaires sont extrêmement fragilisés, les prix des produits agricoles et des matières premières chutent. Le chômage touche tous les pays et s'accompagne d'une forte paupérisation des sociétés. D'abord désespérés et surpris par l'ampleur du désastre, les gouvernements tentent d'y remédier et prennent des mesures, au départ libérales, puis davantage interventionnistes.

I. Les politiques économiques libérales

1. Aux États-Unis, le président Hoover mène une politique influencée par l'orthodoxie libérale. L'État n'intervient que de manière ponctuelle. Les mesures prises sont insuffisantes, en particulier d'un point de vue social. Aucun plan d'aide massif n'est envisagé pour les chômeurs.

2. Dans de nombreux États (France, Allemagne, Royaume-Uni), les politiques sont également déflationnistes. La norme est la rigueur budgétaire pour essayer de sauvegarder les systèmes financiers, et pour conserver l'étalon de change or.

3. Le protectionnisme, déjà appliqué dans les années 1920, s'accroît à partir de 1930 (loi Hawley-Smoot). Les États essaient tous de protéger leurs marchés intérieurs, mais sont finalement pénalisés par le ralentissement du commerce mondial.

II. Les politiques interventionnistes dans les démocraties

1. À partir de mars 1933, aux États-Unis, Roosevelt met en place le *New Deal*. Ce programme, clairement interventionniste, redonne de l'espoir aux Américains et permet de relancer la production et de diminuer le chômage.

2. En France, en 1936, le gouvernement du Front populaire met également en place une politique en rupture avec les gouvernements précédents. Les accords Matignon accordent de nombreux droits aux salariés et mettent en place un nouveau modèle de société.

3. Ces politiques ont des succès parfois mitigés parce qu'elles ne vont pas toujours assez loin dans les réformes. L'économiste J. M. Keynes montre que la relance par la consommation peut être une solution à la crise et que les États, dans ce contexte, doivent sortir des logiques déflationnistes.

III. Des politiques interventionnistes dans les régimes autoritaires

1. Dans les États latino-américains, la crise provoque une vague d'autoritarisme. Dans les régimes populistes, comme au Brésil ou au Mexique, les ouvriers sont encadrés et la répression s'exerce, tandis qu'un secteur privé est maintenu.

2. Dans les États totalitaires européens (Italie, Allemagne à partir de 1933), l'économie devient encadrée et planifiée. L'objectif est l'autarcie, mais le commerce extérieur se maintient dans des zones placées sous influence, par la signature d'accords commerciaux (Europe centrale pour l'Allemagne).

3. En Allemagne, des grands travaux (autoroutes) ou des programmes d'armement permettent de faire diminuer le chômage.

REGARD CRITIQUE

p. 39

1. Tant en 1929 qu'en 1987 et 2008, la crise se produit après une phase de forte spéculation boursière dans un contexte de laisser-faire, et de confiance envers un modèle de croissance économique paraissant sans limites. Si les économistes théorisent depuis le XIX^e siècle les cycles économiques et s'ils admettent la réalité des bulles financières débouchant sur des krachs, les économistes libéraux réfutent l'idée de crises de surproduction générales. Dans les années 1920, comme dans les années 1980 et les années 2000, les spéculateurs sont persuadés qu'ils sauront agir avec efficacité avant le retournement de conjoncture et qu'ils parviendront à éviter de vendre leurs actions à perte. Dans tous les cas, les instruments financiers permettant cette forte spéculation sont considérés en amont comme suffisamment fiables (achats d'action à crédit dans les années 1920, *subprimes* en 2007). Pourtant les crises se produisent et, en 1929 comme en 2008, débouchent à la fois sur une déstabilisation du système bancaire et une dépression mondiale aux effets à long terme.

2. L'auteure, comme d'autres économistes (Galbraith) n'est pas très optimiste quant à la capacité du système capitaliste à se réguler et à éviter la répétition des crises. Passé le choc initial du krach, puis de la dépression, les acteurs économiques finissent toujours par retrouver un fort optimisme en étant persuadés qu'ils sauront, à l'avenir, détecter les signes avant-coureurs d'une chute des cours, et qu'ils sauront s'en protéger. Les États encouragent parfois ce sentiment en menant des politiques économiques néolibérales vécues, malgré les échecs des années 1930, comme des réponses à des situations de récession (Reagan aux États-Unis, Margaret Thatcher au Royaume-Uni dans les années 1980). Les années 1980 et 1990 sont donc marquées par une forte dérégulation sur les marchés mondiaux. Finalement, le capitalisme est un système fortement instable et les crises paraissent difficilement évitables, en raison des mécanismes psychologiques en jeu dans les achats et ventes d'action.

*Comment se caractérisent les régimes totalitaires de l'entre-deux-guerres ?***I. Introduction**

Ce chapitre invite à mettre en évidence les caractéristiques des régimes totalitaires ainsi que leurs conséquences sur l'ordre européen des années 1930. L'analyse s'appuie sur l'étude des régimes communiste soviétique, fasciste italien et national-socialiste allemand. Parmi ces caractéristiques, on retrouve des éléments d'ordre idéologique (avec des convergences, mais aussi des spécificités), ainsi que des pratiques communes (politiques, sociales et économiques). La notion de « totalitarisme », qui s'est constituée progressivement jusqu'à la fin des années 1940, est complexe, abondamment discutée par les historiens. Le rapprochement entre les régimes fasciste et nazi d'une part, soviétique d'autre part, continue d'être débattu.

La naissance de ces régimes d'un nouveau genre doit être reliée au contexte historique spécifique de l'entre-deux-guerres. Le premier conflit mondial constitue un événement matriciel des régimes autoritaires. Emilio Gentile, s'inspirant lui-même du concept de brutalisation de G. L. Mosse, a montré combien ce conflit avait participé à diffuser le culte du combat, à renforcer l'accoutumance à la violence, tout en étendant la sphère d'intervention des États. Les premiers squadristes italiens, les premiers nazis, sont d'anciens combattants nostalgiques de l'expérience combattante. Ils profitent de la faiblesse de leur démocratie, du rejet des traités de paix, ainsi que de la crise économique et sociale. Les bolcheviques s'emparent du pouvoir dans une Russie en révolution, alors que le régime tsariste, épuisé par l'effort de guerre et fragilisé par les défaites, s'est effondré.

Les totalitarismes se distinguent des autres régimes autoritaires européens en ce qu'ils sont porteurs d'une idéologie, d'une vision du monde cohérente à laquelle ils entendent soumettre la société. Sans mener une analyse approfondie de chacune de ces idéologies, il est important de souligner un trait commun : ces régimes se présentent comme des projets de transformation totale, à la fois de la société et des individus. Ils entendent être le creuset au sein duquel sera forgée une humanité nouvelle. Au-delà de cette ambition commune, fascisme et nazisme possèdent des traits idéologiques qui les distinguent du communisme soviétique. Totalitarismes de droite, ils se conçoivent comme des nationalismes appelés à sauver une nation sur le déclin. Ils emploient un vocabulaire martial de la régénérescence. Mais il convient de les distinguer entre eux : Hitler fonde le nazisme sur un racisme biologique. Il appréhende l'histoire de l'humanité à travers le prisme d'un affrontement entre les races. Johann Chapoutot a montré comment les nazis ont fait d'une pseudo-loi de la nature leur grille de lecture de l'ensemble des relations humaines. Le communisme soviétique, de filiation marxiste, est quant à lui une idéologie internationaliste selon laquelle les concepts de nation ou de race doivent être dépassés. Il convient de réfléchir au fait que le stalinisme, comme idéologie et pratique, se substitue progressivement au marxisme-léninisme internationaliste des bolcheviques.

Différents dans les idéologies qu'ils soutiennent, les régimes totalitaires partagent néanmoins certaines pratiques :

- **Des pratiques politiques.** Elles se fondent sur un usage intensif de la propagande et l'entretien du mythe du chef, sur l'omniprésence du parti unique, ainsi que le recours à la terreur.
- **Des pratiques sociales.** Le programme insiste sur la nécessité d'aborder « les formes et degrés de l'adhésion ». Or on ne peut comprendre l'acceptation ni le soutien populaire à ces régimes sans analyser les modes d'embrigadement des sociétés. Embrigadement de la jeunesse, encadrement des travailleurs, prise en charge des loisirs : la vie quotidienne est entièrement politisée. Cependant, il ne faut pas ignorer les résistances sociales à l'œuvre. S'il est impossible d'exprimer une opposition franche, des formes de refus existent.
- **Des pratiques économiques.** Les régimes fasciste et nazi critiquent avec véhémence l'économie communiste collectivisée, nationalisée et planifiée mise en place par les Soviétiques. Ils n'en mènent pas moins des politiques interventionnistes. Ils engagent de grands travaux ainsi que des programmes agricoles et industriels.

Le programme emploie l'expression de « géopolitique des totalitarismes » à propos de l'intervention des régimes totalitaires dans la guerre civile espagnole. Ces régimes bouleversent en effet profondément les équilibres diplomatiques ainsi que les rapports de force sur le continent européen. La réflexion doit porter sur les manières dont s'effectue ce bouleversement. Elle demande une analyse du caractère belliciste du fascisme et du nazisme : deux idéologies qui n'envisagent pas seulement la guerre comme moyen de conquête, mais comme idéal permettant la régénérescence des individus et des nations. Pour les nazis, la conquête territoriale doit être mise au service d'une ambition pangermaniste et permettre la survie de la « race » par l'agrandissement de son espace vital.

Il est important de comprendre de quelle manière ces trois régimes modifient en profondeur l'ordre international, l'ordre européen en particulier : remise en cause des traités de paix, ignorance des condamnations de la SDN, intervention dans la guerre civile espagnole. Ces transgressions de l'ordre international hérité de 1918 doivent être mises en rapport avec l'attitude des démocraties, paralysées par leurs opinions publiques profondément pacifistes.

La logique du programme demande enfin à ce que l'on comprenne comment la politique expansionniste menée par l'Allemagne nationale-socialiste à partir de 1938 précipite le continent européen dans une nouvelle guerre.

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture présente une photographie d'Hitler et Mussolini lors d'une rencontre en 1937. Les insignes des partis fascistes et nazis, le caractère martial des tenues et des postures, le salut fasciste de Mussolini permettent de pointer certaines caractéristiques de ces régimes d'un nouveau genre. La photographie permet également d'aborder le thème de la nouvelle géopolitique européenne, née de l'alliance entre régimes totalitaires (Axe Rome-Berlin proclamé en novembre 1936). Une vidéo accompagne le document d'ouverture pour introduire le chapitre par un autre biais. L'exposition internationale de 1937 qui se tient à Paris conduit au face-à-face symbolique des pavillons allemand et soviétique. Elle permet d'interroger la fonction de l'art, notamment la sculpture, en tant que vecteur de la puissance et de l'idéologie de ces régimes.

La double page « Mots clés » met en avant quatre idées centrales du chapitre : « homme nouveau », « antisémitisme », « terreur » et « nationalisme de conquête ». Chaque mot, défini et contextualisé, permet d'éclairer les Points de passage et d'ouverture ainsi que les études proposés au sein du chapitre.

La double page « Repères » traite le sujet à travers une carte de synthèse à l'échelle du continent européen. La légende de la carte reprend les principaux éléments de connaissance abordés au cours du chapitre. Une infographie illustre la notion surplombante de totalitarisme. Elle présente :

- les principaux acteurs, afin d'évoquer la pratique du culte de la personnalité ;
- leurs partis politiques, partis uniques omniprésents dans la vie des citoyens, afin d'évoquer le contrôle politique et social ;
- les symboles qui saturer l'espace public, afin d'évoquer l'exercice de la propagande.

Enfin, une frise fournit à l'élève les principaux repères chronologiques à retenir.

La première double page « Cours » traite des fondements idéologiques des régimes totalitaires et identifie leurs convergences, mais également leurs spécificités. Y sont analysées les caractéristiques du fascisme et du nazisme. La dernière partie aborde le communisme soviétique, idéologie internationaliste se réclamant du marxisme. Elle distingue le stalinisme, qui se constitue en tant qu'idéologie et pratique, à mesure que le dictateur impose son pouvoir personnel. Il est ainsi possible de parler d'un totalitarisme stalinien.

L'étude « Forger un "homme nouveau" » interroge un élément central de l'idéologie des régimes totalitaires. Les documents permettent de comprendre quelles sont les logiques de l'ambition totalitaire de naissance d'une humanité nouvelle. L'étude souligne ce que ces projets ont en commun tout en pointant les spécificités de chacun.

Le point de passage « 9-10 novembre 1938. La Nuit de cristal » permet d'expliquer l'idéologie antisémite nazie des années 1930 et la manière dont elle se diffuse dans la société allemande. Elle met en avant la responsabilité des autorités nazies dans cet événement ainsi que les différentes formes de

violences infligées à la population juive du Reich. Elle évoque enfin les conséquences de ces violences à travers l'accélération de l'émigration juive. On pourra souligner auprès des élèves que cette forme d'antisémitisme d'État aux manifestations violentes n'est pas, fin 1938, une spécificité allemande : on la retrouve en effet en Pologne. La spécificité tient à la centralité de l'antisémitisme dans l'idéologie raciale nazie.

La deuxième double page « Cours » est consacrée aux pratiques communes des régimes totalitaires : pratiques politiques, sociales et économiques. Elles ont pour but de soumettre les citoyens à la toute-puissance de l'État. L'individu, imprégné de l'idéologie du régime, doit s'effacer au profit de la collectivité. L'usage intensif de la propagande, le culte du chef, la pratique de la terreur, le contrôle social accru, l'interventionnisme économique sont au service de ce projet totalitaire. Le cours aborde également les résistances sociales à l'œuvre dans chacun de ces régimes, les formes de refus qui se manifestent. Johann Chapoutot évoque, en parlant du totalitarisme, une « dynamique jamais achevée ».

Le point de passage « 1937-1938. La Grande Terreur en URSS » analyse les différentes logiques de ce massacre d'État. Les grandes purges permettent à Staline de renforcer encore son pouvoir personnel à la tête de l'État. L'« opération Koulak » vise à briser les résistances à la collectivisation des terres dans les campagnes. Il est important de définir les différentes formes de répression à l'œuvre : condamnations à mort, déplacements de populations, déportations de personnes condamnées en tant qu'ennemies. Les camps du Goulag possèdent eux-mêmes différentes fonctions : instiller la peur parmi les populations, punir, utiliser la force de travail des personnes déportées. L'étude s'attache enfin à analyser la manière dont la Grande Terreur bouleverse en profondeur la société soviétique.

L'étude « Des sociétés embrigadées » rend compte de la manière dont les régimes totalitaires cherchent à contrôler leurs sociétés. Elle vise à mieux comprendre les raisons pour lesquelles de très nombreux citoyens, dans chacun de ces pays, ont adhéré à des régimes qui restreignaient leurs libertés. Elle analyse les différentes méthodes d'embrigadement des masses et de soumission des individus. Le document 5, sur la mise en scène du pouvoir fasciste, peut être rapproché du document de la page 53, sur le congrès du parti nazi organisé à Nuremberg. Ces rassemblements de masse avaient pour but de gagner l'adhésion du peuple en jouant sur les émotions, en renforçant son identification à un chef charismatique.

La troisième double page « Cours » traite de la manière dont les régimes totalitaires bouleversent la géopolitique du continent européen au cours des années 1930, le conduisant à la guerre. En ce sens, elle introduit le chapitre suivant, consacré au second conflit mondial. L'Allemagne nazie, et l'Italie fasciste en particulier, exaltent la guerre. Ces nationalismes de conquête rêvent de grandeur impériale. Par ailleurs, les nazis font de la guerre la condition même de la survie de la race germanique. Ces régimes modifient les relations internationales en remettant en cause les traités de paix d'après 1918 et en s'affranchissant des règles promues par la SDN. Ils s'affrontent de manière indirecte lors de la guerre civile espagnole : fascistes et nazis du côté des rebelles nationalistes ; Soviétiques du côté républicain. À partir de 1938, les visées expansionnistes d'Hitler, qui profite des tergiversations des démocraties, conduisent le continent à la guerre.

Le point de passage « 1936-1938. Les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole : géopolitique des totalitarismes » permet de mieux comprendre les ambitions internationales des régimes totalitaires. Les causes et les formes de leur intervention sont analysées et mises en regard de l'attitude des démocraties. Hitler, qui craint d'être encerclé par des régimes communistes, voit dans cette intervention la possibilité de tester de nouveaux armements et de nouvelles techniques de combat. Staline cherche à renforcer son pouvoir sur le plan intérieur. Il utilise la création du mouvement antifasciste des Brigades internationales dans le cadre d'une vaste opération de propagande. Pour les élèves, il s'agit de comprendre à quel point la guerre civile espagnole est révélatrice de nouveaux rapports de force sur le continent européen.

L'étude « Le pacte germano-soviétique (1939) » analyse la manière dont les régimes totalitaires conduisent le continent européen à la guerre durant l'été 1939. Elle examine les enjeux de ce pacte en évoquant les motivations secrètes d'Hitler et de Staline. L'étude aborde enfin le regard porté par les premières victimes de ce rapprochement, à savoir les démocraties, le Parti communiste français et les Polonais.

BIBLIOGRAPHIE

- **Jean-Pierre Azéma, François Bédarida, 1938-1948. Les Années de tourmente, de Munich à Prague**, Flammarion, 1995.
- **Bernard Bruneteau, Les Totalitarismes**, Armand Colin, collection U, 2014.
- **Philippe Burin, Fascisme, nazisme, autoritarisme**, éditions du Seuil, 2000.
- **Johann Chapoutot, Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)**, Presses universitaires de France, coll. Quadrige, 2013.
- **Johann Chapoutot, Le Nazisme. Une idéologie en actes**, Documentation photographique n° 8085, La Documentation française, 2012.
- **Emilio Gentile, Qu'est-ce que le fascisme ?**, Gallimard, coll. Folio Histoire, 2004.

III. Corrigés

REPÈRES

p. 44-45

1. Les régimes totalitaires se définissent avant toute chose comme anti-démocratiques. Ils substituent le parti unique au pluralisme politique. Le parti fasciste en Italie, national-socialiste en Allemagne, communiste en URSS, ont le monopole de la vie politique et participent à l'encadrement des populations grâce aux multiples organisations qui en dépendent. Leur emblème est omniprésent dans le paysage urbain de ces pays.

2. La troisième partie de la légende de la carte apporte des éléments pour comprendre à quel point les régimes autoritaires bouleversent la géopolitique du continent européen au cours des années 1930. Hitler ne respecte pas le traité de Versailles en remilitarisant la Rhénanie. Mussolini ne tient pas compte des règles édictées par la SDN en envahissant l'Éthiopie à la fin de l'année 1935. À partir de l'automne 1936, les régimes totalitaires s'affrontent dans le cadre de la guerre civile espagnole, violant le pacte de non-intervention qu'ils ont signé. Fascistes et nazis soutiennent les rebelles nationalistes, les Soviétiques sont du côté du gouvernement républicain. À partir de 1938, Hitler accroît ses revendications territoriales. Il tient un discours pan-germaniste en disant vouloir rassembler tous les Allemands dans un grand Reich. Il annexe l'Autriche en mars 1938, puis la région des Sudètes en Tchécoslovaquie, en septembre de la même année.

ÉTUDE

Forger un « homme nouveau » p. 48-49

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Le projet totalitaire de construction d'un homme nouveau est une quête de la perfection. Trotsky considère l'être humain comme un matériau sur

lequel mener des expérimentations. Le progrès continu des sciences engage à ne pas se fixer de limites. Il exprime sa croyance dans les progrès infinis des techniques et de l'industrie. En évoquant « la tâche future du communisme », le leader bolchevique fait de cette idéologie sans Dieu une nouvelle puissance démiurgique. Le portrait de la famille aryenne renvoie au mythe nazi du retour à une « race » pure, en même temps qu'à la société germanique archaïque des origines. Cette société idéalisée et fantasmée est constamment convoquée dans le discours nazi.

2. L'homme fasciste idéal est un homme d'action, qui possède les qualités du soldat. Animé d'une énergie guerrière, il doit être capable de remporter le combat que constitue la vie. Soumis à l'autorité de l'État, il est pleinement imprégné de l'idéologie fasciste et ne peut donc porter atteinte à l'unité de la nation italienne. Courage, énergie, discipline, sens de la communauté de combat : telles sont ses qualités.

3. L'homme soviétique idéal est un ouvrier qui se consacre à la puissance économique, surtout industrielle, de son pays. C'est un bâtisseur dont la force de travail sert à prouver la supériorité du modèle socialiste d'organisation de l'économie et de la société. Le pendant rural de cet ouvrier est le paysan, membre d'une ferme collective (kolkhoze).

4. La famille aryenne parfaite se caractérise d'abord par des critères physiques. La taille, la pâleur de la peau et la blondeur des cheveux sont les signes de l'appartenance à la « race supérieure », celle des descendants des guerriers germaniques. En ayant beaucoup d'enfants, elle assure la survie de cette « race ». En ce sens, les nazis mènent une politique fortement nataliste.

Éclairage : Il est important de commenter le cadre dans lequel cette famille est représentée. Elle vit à

la campagne en communion avec une nature généreuse, nourricière. Les nazis sont nostalgiques d’une société agraire des origines, qui n’aurait pas été corrompue par la modernité et la vie en ville. L’homme germanique des origines a les pieds plantés dans la terre. La contamination de la race germanique par le mélange avec des « races inférieures » aurait abouti à sa dénaturation (oubli de la nature et de ses lois).

5. Les combats de la Première Guerre mondiale ont joué un rôle important dans l’élaboration des idéologies totalitaires. L’homme nouveau doit posséder les qualités du soldat des tranchées : la solidarité avec ses camarades de combat, le courage guerrier, la soumission aux intérêts de la nation. La guerre est censée dévoiler ce que chaque individu a de meilleur en lui. Les premiers squadristes italiens, les premiers nazis allemands sont d’anciens combattants nostalgiques de la guerre. La communauté nationale doit reproduire les qualités de la communauté du front.

PARCOURS 2 : Compléter un tableau de synthèse

Forger un « homme nouveau »	
Un projet commun aux régimes totalitaires	Des spécificités propres à chaque régime
<p>Le projet de transformation, au cœur des projets totalitaires, touche l’être humain. Pour les fascistes et les nazis, la Première Guerre mondiale est une matrice de cet homme nouveau. Leur volonté est de construire un homme parfait, pur produit de l’idéologie du régime, un homme qui s’efface au profit du collectif, dévoué à la défense des intérêts de l’État, de la nation ou de la révolution prolétarienne. On assiste à une remise en cause de la conception de l’individu conscient de son autonomie, de ses droits, héritée des Lumières et de la Révolution française.</p>	<p>Les nazis donnent une dimension raciale à leur projet de transformation de l’homme : revenir à la pureté de la race germanique. Les fascistes italiens sont fortement influencés par la Grande Guerre : l’homme nouveau est un guerrier qui met son énergie au service de la construction d’un empire italien. Le pouvoir soviétique veut créer un ouvrier idéal, dévoué à la victoire du modèle communiste, qui se définit par son appartenance au prolétariat.</p>

SYNTHÈSE : Pourquoi et comment le projet totalitaire veut-il transformer l’individu ?

Les régimes totalitaires se présentent comme des révolutions. Ils portent des projets de transformation qui touchent à tous les domaines de la vie politique, sociale, économique ou culturelle. Cette transformation va jusqu’à concerner l’individu lui-même. Ils entendent être le creuset d’une humanité nouvelle. Nous nous demanderons quels sont les fondements du projet totalitaire de transformation de l’individu. Nous montrerons dans une première partie qu’il s’agit d’un projet commun à ces régimes, puis aborderons dans une seconde partie les spécificités propres à chacun.

La révolution totalitaire passe par la régénération des individus. Ces régimes ont pour ambition de modeler un homme nouveau, qui corresponde parfaitement aux critères idéologiques du régime. Un homme qui accepte la supériorité de la communauté, que ce soit la nation, la communauté du peuple pour les nazis, le prolétariat en révolution pour les communistes soviétiques. L’homme nouveau, produit par le régime, soumis à la toute-puissance de l’État, n’a pas de véritable libre arbitre, n’a pas de réelle existence au sein de la collectivité. En un sens, cet homme nouveau se distingue d’abord par son effacement. Les idéologies totalitaires, aussi différentes soient-elles, ont pour trait commun une remise en cause frontale de l’individualisme libéral hérité des Lumières.

Pourtant, au-delà du projet commun, des spécificités propres à chaque régime existent. Pour les fascistes et les nazis, cet homme naît de la Grande Guerre. La guerre sert à régénérer l’homme, à dégager ce qu’il a de meilleur en lui et permet donc de distinguer les meilleurs lorsqu’elle ne les conduit pas à la mort. L’homme nouveau fasciste est un guerrier qui se consacre à l’accomplissement du projet national de restauration de la grandeur de l’Italie. Il est le pilier sur lequel sera édifiée la III^e Rome. Les Chemises noires fournissent un modèle de cette virilité martiale vantée par le régime. Les nazis font de cet homme nouveau un élément central de leur vision raciste et antisémite de l’histoire et des relations humaines. Il doit être le digne représentant de la race germanique des origines, pure de toute altération ou corruption. Ils développent le mythe du retour à une civilisation agraire, dans laquelle l’individu aryen vit en symbiose avec une nature nourricière. Ce combat pour la survie de la race est un combat démographique. Le régime nazi conduit une politique nataliste. Quant aux communistes soviétiques, inspirés par la pensée de Karl Marx, leur modèle est celui de l’ouvrier, du kolkhozien, entièrement occupé à l’édification d’une économie collectivisée florissante

apportant à chacun ce dont il a besoin pour vivre. Cet homme nouveau se définit par sa participation à l'édification de la cité communiste idéale. L'ambition de forger une humanité nouvelle nécessite donc la mise en œuvre d'un projet totalitaire. Elle participe à distinguer ces régimes des nombreux États autoritaires en Europe dans les années 1930.

POINT DE PASSAGE
9-10 novembre 1938. La Nuit de cristal
p. 50-51

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

- 1. Les nazis imposent un antisémitisme d'État. Les lois de Nuremberg de 1935 instituent la mise à l'écart de la population juive, notamment en interdisant les mariages avec des personnes non juives. L'enjeu est d'empêcher un mélange des populations qui, selon l'idéologie nazie, altérerait la pureté du sang allemand. La logique de l'État nazi avant 1939 est une logique d'exclusion de la population juive, condition de la protection de la race germanique.
- 2. Le *Völkischer Beobachter* est l'organe de presse officiel du parti nazi, directement contrôlé par Joseph Goebbels, en charge de la propagande. Le lendemain de l'assassinat d'Ernst vom Rath, le journal appelle à la vengeance et incite la population à commettre des actions violentes contre les Juifs. À travers ces lignes, c'est le pouvoir nazi qui s'exprime directement.
- 3. Le pogrom s'étend à l'ensemble de l'Allemagne. Le grand nombre de destructions de synagogues donne de l'ampleur à l'événement (une centaine de

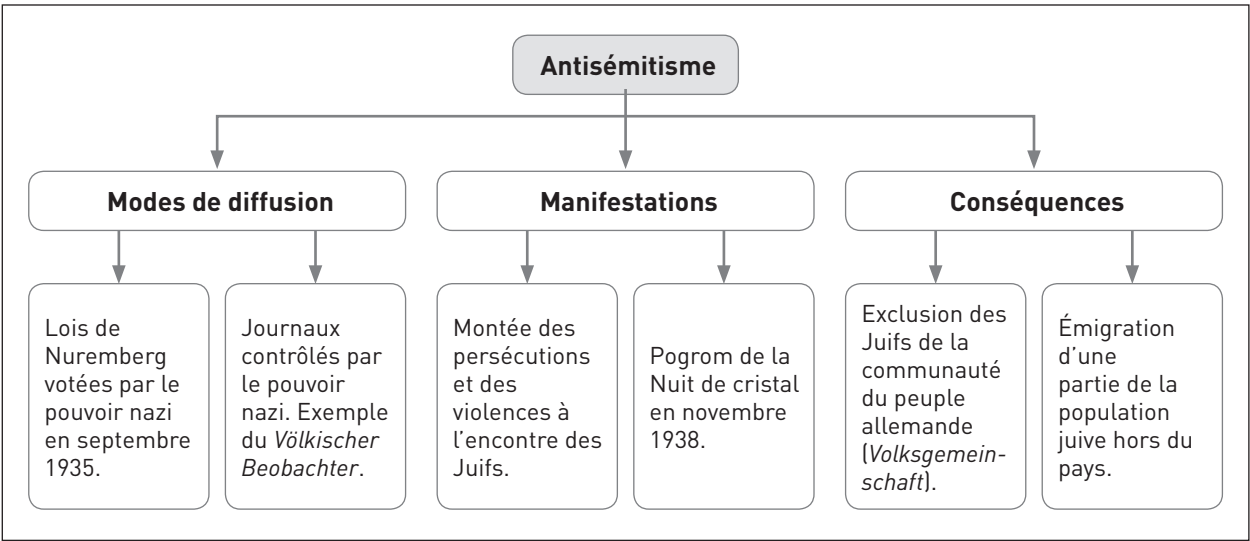
synagogues environ ont été incendiées). Il ne s'agit pas d'événements isolés.

4. Les violences de la Nuit de cristal s'expriment par des incendies de synagogues, des détériorations et des pillages de magasins juifs. Sur la photographie du document 4, les vitrines sont brisées et une croix gammée a été peinte sur une devanture à l'arrière-plan. La désignation des commerces tenus par des Juifs et l'encouragement à leur boycott ont commencé dès l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes. Ces journées de novembre 1938 correspondent également aux premières arrestations de masse. Le document 5 rend compte de l'effroi et de la panique qui saisissent la population juive du Reich.

5. Les lois de Nuremberg s'intitulent officiellement Loi « pour la défense du sang et de l'honneur allemands ». Il s'agit d'exclure les Juifs de la « communauté du peuple ». Le document 6 montre qu'une conséquence des événements de la Nuit de cristal fut l'amplification de l'émigration juive hors d'Allemagne. La carte de synthèse p. 45 indique les principales destinations de l'émigration de la population juive allemande.

Éclairage : Il est important de faire comprendre aux élèves que cette émigration est voulue par le pouvoir nazi, qui ne se place pas encore dans une logique concentrationnaire ou d'extermination. Les Juifs arrêtés lors de la Nuit de cristal sont rapidement libérés. Les camps de concentration sont destinés aux opposants (à toutes les personnes qualifiées d'asociales). Lors des premiers mois de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les nazis préparent les conquêtes à l'Est, ils envisagent encore des déportations massives vers l'île de Madagascar par exemple.

PARCOURS 2 : Réaliser un schéma



SYNTHÈSE : En quoi la Nuit de cristal manifeste-t-elle l'antisémitisme nazi dans les années 1930 ?

Le 7 novembre 1938, à Paris, Herschel Grynszpan, jeune juif polonais, assassine le secrétaire de l'ambassade d'Allemagne. Dans les heures qui suivent, les dignitaires du parti nazi dénoncent un complot de la communauté juive et appellent les Allemands à se défendre. La Nuit de cristal du 9-10 novembre 1938 correspond au premier grand déchaînement de violence antisémite dans l'Allemagne nazie. Nous nous demanderons ce que cet événement nous apprend sur l'antisémitisme nazi dans les années 1930. Nous montrerons qu'il s'agit d'un antisémitisme d'État qui vise à exclure les Juifs de la communauté du peuple. Nous évoquerons ensuite son caractère violent, qui aboutit à des persécutions, avant d'évoquer ses conséquences directes.

Les événements de la Nuit de cristal, orchestrés par le régime nazi, indiquent à quel point l'antisémitisme est désormais encouragé, véhiculé et finalement institué par l'État. Les lois dites « de Nuremberg », en septembre 1935, excluent les Juifs de la communauté du peuple allemand. Elles sont présentées par le pouvoir comme des lois de défense. Dès lors, s'en prendre aux Juifs, c'est défendre le peuple germanique, assurer sa survie. En novembre 1938, après l'assassinat de E. vom Rath par Herschel Grynszpan, les dirigeants nazis, Goebbels en premier lieu, appellent à la vengeance. Le *Völkischer Beobachter*, organe de presse officiel du parti, incite la population à commettre des actions violentes contre les Juifs. La violence antisémite est donc légitimée et n'est désormais clairement plus contraire à la loi. C'est une réponse nécessaire à une agression contre la race germanique.

La Nuit de cristal est avant toute chose un déchaînement de violence. Elle est la transposition en actes du discours antisémite nazi tel qu'il s'exprime depuis le début des années 1920. L'appel au boycott des commerces tenus par des Juifs a commencé dès l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes. Désormais, on les détruit. Une centaine de synagogues sont incendiées, plus de 7 000 magasins juifs sont détériorés et pillés. Au cours des journées de novembre 1938, les premières arrestations de masse ont également lieu.

Une conséquence immédiate de la Nuit de cristal est l'intensification de l'émigration juive en dehors du pays. Les migrants cherchent refuge dans les pays européens voisins, aux États-Unis ou encore en Palestine. L'intention des dirigeants nazis est bien de vider le pays de sa population juive afin qu'il redevienne « *Judenrein* » ou « *Judenfrei* ».

Les familles juives qui quittent l'Allemagne sont contraintes de le faire en abandonnant l'essentiel de leurs biens. La persécution ne s'inscrit pas encore dans une logique concentrationnaire ou exterminatrice. Les Juifs arrêtés lors de la Nuit de cristal sont rapidement libérés.

La Nuit de cristal illustre les logiques, les manifestations ainsi que les conséquences de l'antisémitisme nazi dans les années 1930.

POINT DE PASSAGE 1937-1938.

La Grande Terreur en URSS

p. 54-55

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Une purge politique consiste à se débarrasser de ses ennemis ou rivaux politiques, de ceux qui peuvent apporter une contradiction au sein d'une institution ou d'un parti. Dans le contexte de l'URSS de 1937-1938, celle-ci est particulièrement violente. Staline cherche à éliminer les membres les plus influents du parti communiste pour renforcer son pouvoir personnel. Ses rivaux politiques, anciens bolcheviques qui ont participé à la prise de pouvoir de 1917, sont accusés de trahison et d'espionnage au profit des ennemis de l'URSS. L'affiche, qui représente Trotsky entre les mains d'un ouvrier soviétique, utilise le terme de « fascisme » pour le discréditer (il est contraint à l'exil en 1929). Toute personne qui n'appartient pas au clan de Staline est ainsi accusée de dérive droite.

2. L'ordre opérationnel du NKVD de juillet 1937 précise que les « plus actifs et hostiles » parmi les ennemis de l'intérieur doivent être fusillés. Ceux qualifiés de « moins actifs » sont envoyés dans des camps. Il évoque l'enfermement des ennemis de l'intérieur en « prison, camp ou village spécial ». La carte figure les camps du Goulag, ainsi que les colonies spéciales et la région de la Kolyma, immense zone concentrationnaire située dans l'extrême-orient russe. Les déplacements collectifs de populations et la condamnation à la déportation occupent une place importante dans la politique de terreur menée par le pouvoir soviétique.

Éclairage : Les historiens ont largement débattu des raisons pour lesquelles l'explosion de violence se déclenche en 1937. Nicolas Werth, dans un article de la revue *Vingtième Siècle* de 2010 (n° 107), pointe l'importance de la guerre d'Espagne. La perspective d'un conflit international qui déstabiliserait le pays pousse en effet Staline à lancer une opération de grande ampleur contre les « ennemis intérieurs ». Le dictateur entend retenir la leçon de ce qui s'est passé en Russie en 1917. Il est donc possible de mettre cette étude en rapport

avec celle sur les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole.

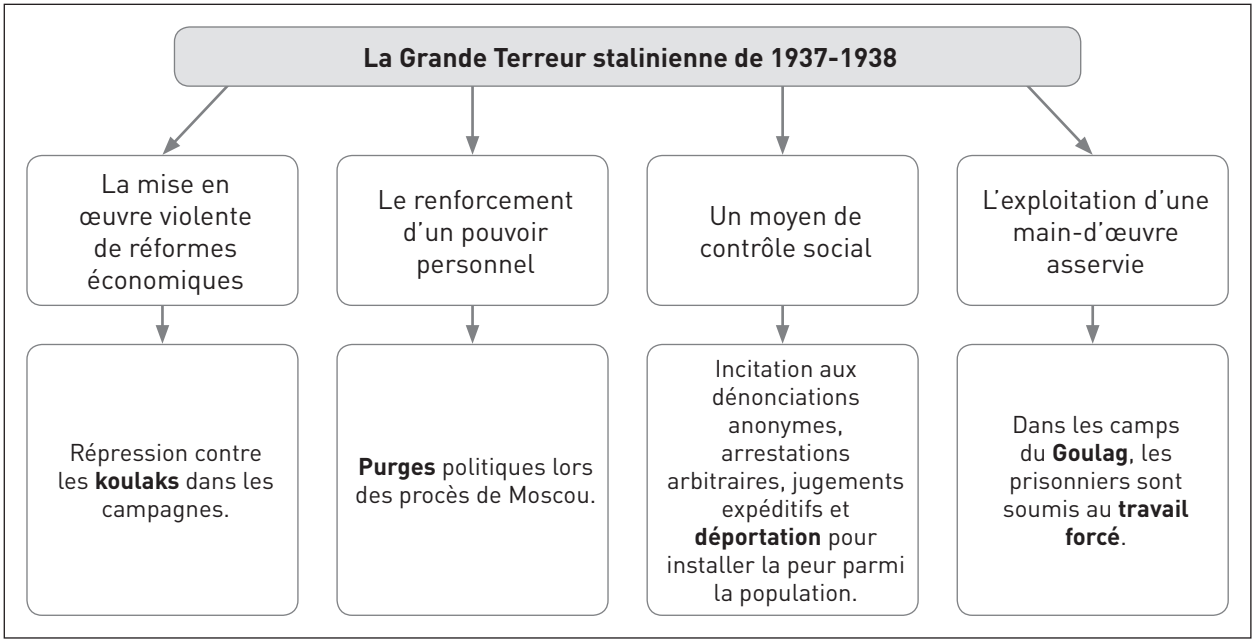
3. L'immensité du pays donne davantage de poids à la politique de déplacements collectifs et de déportations. Les camps de travail du Goulag sont situés dans les confins soviétiques, des régions désertiques du grand nord ou de l'extrême-orient, soumises à des conditions climatiques sévères. La Kolyma est la principale région de déportation pour les personnes condamnées au travail forcé. L'éloignement rendait les évasions particulièrement périlleuses et le maintien de contacts avec des proches beaucoup plus difficile. La relégation s'ajoute à l'enfermement.

4. Les camps du Goulag ne sont pas simplement des instruments de persécution et de répression. Ce sont des camps de travail dans lesquels on utilise la force physique des prisonniers pour mener de grands travaux (construction d'infrastructures, travaux agricoles). Evguenia Guinzbourg évoque l'épuisement

des personnes contraintes de travailler à la mise en valeur agricole de terres marécageuses. Une autre fonction du Goulag est de diffuser la peur parmi la population afin de la soumettre encore davantage. Evguenia Guinzbourg mentionne « l'attente du malheur » qui ronge la population soviétique.

5. Le bilan humain de la Grande Terreur est extrêmement lourd : 750 000 personnes ont été fusillées ; 800 000 ont été déportées dans des camps de travail. Des populations appartenant à des minorités ethniques ont été déplacées de force. Le parti communiste, l'encadrement de l'armée, les milieux universitaires et scientifiques sont touchés par les purges stalinienne (procès de Moscou). Les campagnes subissent la politique de collectivisation forcée. Au-delà des drames humains, c'est toute l'administration et l'économie de l'URSS qui sont bouleversées par la Grande Terreur. Cela a des conséquences sur l'impréparation du pays à faire face à l'invasion allemande au mois de juin 1941.

PARCOURS 2 : Réaliser un schéma



SYNTHÈSE : Comment la Grande Terreur stalinienne de 1937-1938 s'exerce-t-elle ?

Entre 1937 et 1938, Staline impose en URSS une politique répressive de grande ampleur : c'est la Grande Terreur. Sa conduite est confiée à Nikolai Lejov, chef du NKVD, la police politique du régime. 1,5 million de personnes sont arrêtées, jugées lors de procès expéditifs, sans aucune possibilité de se défendre. Une large part de la population est touchée directement ou indirectement. Nous nous demanderons quelles formes a prises ce massacre

d'État. Nous évoquerons en premier lieu la question des purges politiques, puis celle de l'exercice de la terreur dans les campagnes, avant d'aborder les différentes logiques de l'univers concentrationnaire. Staline, seul maître du pays depuis la fin des années 1920, veut encore renforcer son pouvoir. Il organise une série de purges au sein du parti communiste soviétique, visant à éliminer tous les anciens membres susceptibles de résister à son autocratie. Lors des procès de Moscou, ceux-ci sont accusés de trahison et d'espionnage au profit des puissances fascistes et systématiquement

condamnés à mort. Les purges concernent également l'encadrement de l'armée et les cadres de l'administration.

La Grande Terreur touche les campagnes. Depuis la fin des années 1920, Staline met en œuvre une politique de collectivisation forcée des terres agricoles. Les koulaks, paysans propriétaires de leurs terres qui résistent à cette politique, sont considérés comme des ennemis intérieurs. En juillet 1937, le NKVD, police politique du régime communiste, lance l'opération Koulak : l'arrestation et la déportation de milliers de paysans propriétaires. Les sociétés rurales s'en trouvent profondément désorganisées et la production agricole perturbée. Certaines régions périphériques, comme l'Ukraine ou le Kazakhstan, sont particulièrement touchées.

La politique répressive menée par Staline aboutit à la constitution d'un véritable univers concentrationnaire. De très nombreux camps de travail sont ouverts, ainsi que des colonies spéciales. Des régions sont désignées pour accueillir les populations déportées. La Kolyma, dans l'extrême-orient soviétique, devient une immense zone concentrationnaire. L'administration du Goulag est chargée de la gestion des camps de travail et de leurs prisonniers. On parle des camps du Goulag. Les déportés sont soumis au travail forcé, contraints de participer à de gigantesques chantiers ou bien à des travaux agricoles épuisants dans des conditions extrêmes. La multiplication des procès et les déportations massives maintiennent la population soviétique dans la peur constante d'être arrêté du jour au lendemain, sur une simple dénonciation anonyme, d'être jugé de manière expéditive et condamné. L'ensemble des relations sociales se trouvent modifiées par la politique de terreur.

Par son ampleur et les différentes formes par lesquelles elle s'exerce, la Grande Terreur stalinienne, qui concerne toutes les couches de la société et l'ensemble du territoire, bouleverse profondément la société soviétique à la fin des années 1930.

ÉTUDE

Des sociétés embrigadées

p. 56-57

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Les régimes totalitaires sont fondés sur des idéologies, c'est-à-dire des conceptions de l'existence humaine, des rapports sociaux, de l'histoire, etc. Ils ont pour ambition de les imposer à leurs citoyens pour former des sociétés unies et homogènes, soumises à la toute-puissance de l'État. L'embrigadement de la jeunesse constitue un élément essentiel du projet totalitaire de contrôle de la société. Les jeunes gens doivent s'imprégner le plus tôt pos-

sible de l'idéologie du régime afin de devenir des citoyens modèles et disciplinés. Hitler résume ce projet en énonçant son ambition d'apprendre à la jeunesse à « penser allemand, agir allemand ». Ils ne doivent surtout pas être des « citoyens libres ».

2. En Allemagne, les jeunes intègrent très tôt les organisations de jeunesse, la *Jungvolk*, puis les Jeunesses hitlériennes. Jeunes adultes, ils entrent dans les organisations du parti nazi ou bien intègrent le syndicat nazi (Front du Travail), voire les unités paramilitaires et de police du parti (SA et SS). Leur vie quotidienne est encadrée et leurs relations sociales se construisent au sein du parti unique. Ce parcours a pour but de les soustraire à l'influence de leur famille et en faire de purs produits de l'idéologie nazie. Le document 2 est une affiche de propagande soviétique sur laquelle on voit des jeunes des Komsomols défiler en uniforme devant un portrait de Staline. Elle montre la dimension paramilitaire de l'embrigadement de la jeunesse dans les régimes totalitaires. Port de l'uniforme, défilés, exercices physiques sont imposés aux membres de ces organisations.

Éclairage : Ces documents peuvent être rapprochés de la première étude « Forger un homme nouveau ». L'embrigadement de la jeunesse a pour objectif de produire des citoyens modèles dont l'individualité s'efface au profit de l'accomplissement du projet totalitaire. Les organisations de jeunesse peuvent être considérées comme la fabrique de l'« homme nouveau ».

3. La volonté de contrôle s'étend à tous les aspects de la vie quotidienne et même privée. La seconde photographie du document 4 montre comment, lors de grandes manifestations, les citoyens sont tenus de manifester leur adhésion au régime nazi en tendant le bras. Le salut nazi devient la norme, un geste à la fois rituel et commun. Le portrait sur la façade du siège du parti fasciste semble prévenir les populations qu'elles sont sous surveillance. Des organisations dépendantes du parti unique prennent en charge les activités sportives, culturelles, ou bien de loisirs. C'est le cas de l'organisation *Kraft durch Freude* (la Force par la joie) qui, dans l'Allemagne nazie, organise les loisirs : randonnées, sorties culturelles, croisières, etc. C'est à cette organisation qu'Hitler confie la fabrication de la « voiture du peuple ». Le premier nom de la Volkswagen est la KdF Wagen.

4. Les régimes totalitaires se caractérisent par l'importance du mythe du chef. Mussolini, Staline et Hitler font l'objet d'un culte de la personnalité. Celui-ci passe d'abord par une mise en image du chef infaillible, guide de la nation. L'art de l'affiche, la peinture, la sculpture, le cinéma sont utilisés. Sur

le document 2, le portrait de Staline fait le lien entre le peuple des villes et des campagnes, l'armée en ordre de bataille et la jeunesse prête à s'engager pour la défense de l'idéal communiste. Il est à la fois celui qui protège (« Petit Père des peuples ») et celui qui fédère. Son anniversaire, la date de son arrivée au pouvoir, ses grands faits, sont célébrés et médiatisés à travers le pays. Le culte de la personnalité passe également par l'organisation de grandes manifestations réunissant les foules autour du chef. Son pouvoir est alors mis en scène. Mussolini réunit le peuple italien place de Venise pour tenir des discours enflammés. En Allemagne, Joseph Goebbels, en charge de la propagande, est le grand organisateur des congrès de Nuremberg, immenses cérémonies célébrant le régime nazi et son Führer (doc. p. 53).

5. Ces documents expriment l'adhésion des peuples allemand et italien au nazisme et au fascisme. Expliquer les régimes totalitaires par le seul fait de la contrainte et de la persécution ne suffit pas. Les bras tendus dans les gradins du stade olympique de Berlin témoignent de l'importance de la diffusion du nazisme dans la société allemande (bien sûr, il était difficile de ne pas saluer). Le document 5, même s'il émane d'un journal fasciste, rend compte de la ferveur d'une partie de la population. La population réunie sur la place de Venise à Rome se laisse gagner par cette émotion collective que le régime cherche à susciter en organisant de grandes manifestations. Le mythe du chef (les cris « vive le Duce » retentissent sur la place) permet de mieux comprendre l'acceptation au régime.

Éclairage : L'historien G. L. Mosse a lié cette esthétisation du politique à l'entrée des masses en politique entamée au cours du XIX^e siècle. Les régimes totalitaires ont fait un usage intense de ces pratiques qui visent à produire de l'affect et à susciter de la passion pour se faire entendre des masses. Johann Chapoutot explique que le « stimulus sensible envahit le politique, alors qu'il avait été congédié par les Lumières au profit de la raison » (*Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe, 1918-1945*, PUF, 2013, p. 194).

PARCOURS 2 : Compléter un tableau de synthèse

Embrigadement de la jeunesse

- Création d'organisations de jeunesse. Parcours qui conduit les jeunes de la petite enfance à l'âge adulte (doc. 1).
- Volonté de modeler la jeunesse, « penser allemand » (doc. 1).
- Dimension paramilitaire de ces organisations (doc. 1b et doc. 2).

Contrôle de la vie quotidienne

- Créations d'organisations d'encadrement des populations, qui dépendent du parti unique (KdF) (doc. 3).
- Mise sous surveillance des citoyens (doc. 4a).

Contrôle des esprits

- Mise en œuvre d'une propagande intensive (doc. 2).
- Diffusion de nouvelles normes (salut nazi) (doc. 4).
- Culte de la personnalité qui véhicule un mythe du chef (doc. 1b et doc. 2).
- Organisation de grands rassemblements pour jouer sur les émotions collectives (doc. 5).

SYNTHÈSE : De quelle manière les régimes totalitaires embrigadent-ils leur société ?

L'embrigadement des populations distingue le totalitarisme de l'autoritarisme. La volonté de contrôle est au cœur des pratiques politiques, sociales et économiques des régimes totalitaires. Fondés sur des idéologies, ils ont pour ambition de les imposer à leurs citoyens pour former des sociétés parfaitement unies et homogènes, soumises à la toute-puissance de l'État. Nous nous demanderons quelles formes prend cet embrigadement. Nous aborderons l'encadrement de la jeunesse, l'usage intensif de la propagande, puis le contrôle étroit de la vie quotidienne.

L'embrigadement de la jeunesse est un élément essentiel du projet totalitaire de contrôle de la société. Les jeunes doivent s'imprégner le plus tôt possible de l'idéologie du régime pour devenir des citoyens modèles et disciplinés. Dans son discours du 2 décembre 1938, Hitler résume ce projet en énonçant son ambition d'apprendre à la jeunesse à « penser allemand, agir allemand ». Les Jeunesses hitlériennes en Allemagne, la Jeunesse italienne du Lictor en Italie, les Komso-mols en URSS, obéissent à cette même logique. Les jeunes intègrent très tôt ces organisations, et suivent ensuite un parcours de formation. En Allemagne, ils passent du *Jungvolk* aux Jeunesses hitlériennes. Puis, jeunes adultes, ils rejoignent les organisations du parti nazi, ou bien le syndicat nazi (Front du Travail), voire les unités paramilitaires et de police du parti (SA et SS). Ces organisations ont, de fait, une dimension paramilitaire. Port de l'uniforme, défilés, exercices physiques sont imposés à leurs membres. Cet encadrement a pour objectif de soustraire la jeunesse à l'influence des familles, afin d'éliminer son libre arbitre et de gommer les différences qui peuvent opposer les individus. Les relations sociales se construisent désormais au

sein du parti unique. Il s'agit de faire de ces jeunes gens de purs produits de l'idéologie du régime.

L'embrigadement des sociétés passe également par un usage intensif de la propagande. Celle-ci prend notamment la forme du mythe du chef. Mussolini, Staline et Hitler sont l'objet et entretiennent le culte de leur personnalité. L'art de l'affiche, la peinture, la sculpture, le cinéma en sont les vecteurs. Le chef infaillible, guide de la nation, est abondamment et constamment mis en images. Son anniversaire, la date de son arrivée au pouvoir, ses grands faits, sont représentés et diffusés à travers le pays. Le culte de la personnalité passe également par l'organisation de grandes manifestations réunissant les foules. Le pouvoir est alors mis en scène de manière spectaculaire. Mussolini s'adresse au peuple place de Venise pour lui tenir des discours enflammés. En Allemagne, Joseph Goebbels, en charge de la propagande, est le grand organisateur des congrès de Nuremberg, immenses cérémonies célébrant le régime nazi et son Führer. L'efficacité de cette propagande permet de mieux comprendre l'adhésion des populations aux régimes totalitaires. Expliquer ces régimes par le seul fait de la contrainte et de la persécution ne suffit pas.

La volonté de contrôle s'étend à tous les aspects de la vie quotidienne et même privée. En Allemagne, lors des grands rassemblements, les citoyens sont tenus de manifester leur adhésion au régime nazi en tendant le bras. Le salut nazi devient une norme, un geste à la fois rituel et commun. À Rome, le portrait géant sur la façade du siège du parti fasciste semble prévenir les populations qu'elles sont sous surveillance. Des organisations dépendantes du parti unique prennent en charge les activités sportives, culturelles, ou de loisirs. C'est le cas de l'organisation *Kraft durch Freude* (la Force par la joie) qui, dans l'Allemagne nazie, organise des randonnées, des sorties culturelles, des croisières, etc. C'est à cette organisation qu'Hitler confie la fabrication de la « voiture du peuple ». Le premier nom de la Volkswagen est la KdF Wagen. Cet encadrement étroit de la société aboutit à une politisation de la vie quotidienne. Il n'est plus possible de s'extraire de l'influence et de la surveillance du régime. La frontière entre vie publique et vie privée est abolie.

La manière dont les régimes totalitaires ont pu embrigader leur population est complexe. Elle repose à la fois sur l'encadrement précoce et étroit de la jeunesse, la prise en charge de la vie quotidienne dans tous ses aspects, et un usage intensif de la propagande. Son analyse permet de mieux comprendre l'adhésion solide et prolongée d'une large part de la population à ces régimes.

POINT DE PASSAGE 1936-1938.

Les interventions étrangères
dans la guerre civile espagnole :
géopolitique des totalitarismes p. 60-61

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Hitler fait de la lutte contre la menace communiste l'un des axes principaux de sa politique étrangère. Il évoque le risque d'une « bolchevisation » pour le continent européen. L'antagonisme avec l'URSS, le grand ennemi, est fondé sur une double opposition raciale (lutte contre la race slave) et idéologique (lutte contre le judéo-bolchevisme, idéologie internationaliste à combattre). Hitler se place dans une logique d'affrontement des totalitarismes.

2. Les démocraties européennes, le Royaume-Uni et la France en particulier, refusent d'intervenir dans la guerre civile espagnole. Elles sont paralysées par leurs opinions publiques, encore marquées par le premier conflit mondial et fortement pacifistes. La Une du journal *Juvénal* témoigne du fait qu'une large part de la population française refuse de prendre parti entre les camps républicain et nationaliste par peur de se laisser entraîner dans un nouveau conflit. Il est à noter que Léon Blum, chef du gouvernement, penche en faveur de l'intervention mais doit se conformer à l'importance du sentiment pacifiste. Anthony Eden, le Premier ministre britannique, prend acte du fait que les régimes totalitaires sont présents en Espagne. Il en tire la conclusion qu'il ne faut surtout pas intervenir. Cette position annonce la politique d'« *appeasement* » conduite en septembre 1938 au moment de la conférence de Munich. Elle se fonde sur l'idée qu'il faut mener le plus loin possible les négociations avec Hitler pour sauvegarder la paix sur le continent.

Éclairage : La question de l'intervention dans la guerre civile espagnole déchire les partis politiques qui participent au gouvernement du Front populaire. Un Comité d'action socialiste pour l'Espagne est créé le 1^{er} décembre 1936 pour « rétablir l'Espagne dans ses droits, le socialisme dans ses devoirs ». Si Léon Blum doit se résigner à la non-intervention, il met tout de même en place une aide secrète à la République espagnole. Le radical Pierre Cot, ministre de l'Air du gouvernement du Front populaire, et son chef de cabinet, Jean Moulin, sont chargés de coordonner l'acheminement du matériel militaire.

3. Les membres des Brigades internationales sont animés par un fort sentiment antifasciste. Ils sont influencés par la propagande soviétique relayée

par le Komintern et les partis communistes. Dans le document, le brigadiste évoque ses « frères d'URSS » ainsi que les « masses prolétariennes » et dit combattre au nom d'un idéal de « Paix, de Liberté et de Progrès ». Pour ces hommes, la dimension internationaliste du communisme justifie qu'ils aillent combattre au nom de la révolution prolétarienne, contre le fascisme.

4. L'URSS, par l'intermédiaire du Komintern (III^e Internationale communiste), met sur pied les Brigades internationales à l'automne 1936. Il s'agit d'unités de combat composées de volontaires recrutés parmi les ouvriers du monde entier, principalement communistes, mais également socialistes ou anarchistes. Dolores Ibárruri, qui figure en médaillon sur l'affiche républicaine, est une communiste, déléguée espagnole auprès du Komintern avant la guerre civile. C'est une figure importante des Brigades internationales. Si tous les brigadistes ne sont pas communistes et ne prêtent pas allégeance à l'URSS, Staline cherche à contrôler le mouvement tout au long du conflit.

5. L'intervention allemande dans la guerre civile espagnole est annonciatrice des combats de la Seconde Guerre mondiale car elle permet de tester de nouvelles armes et méthodes de combats. Lors du bombardement du village de Guernica, en avril 1937, l'Allemagne nazie teste de nouveaux modes d'attaque aérienne (bombes antipersonnel et bombes incendiaires). Le fait de s'en prendre directement à des populations civiles, dans une stratégie de terreur, est également annonciateur des combats de la Seconde Guerre mondiale.

PARCOURS 2 : Compléter un tableau de synthèse

Alliances et oppositions
<ul style="list-style-type: none">– L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste interviennent en soutien du camp nationaliste du général Franco.– L'URSS soutient le gouvernement républicain.– Le Royaume-Uni et la France défendent une politique de non-intervention.
Raisons des interventions
<ul style="list-style-type: none">– L'Allemagne nazie redoute de voir le communisme s'étendre en Europe et l'encercler.– Hitler s'inscrit dans une logique d'affrontement des totalitarismes.– En retour, Staline ne veut pas être accusé de faire le jeu des puissances fascistes. Il comble le vide laissé par les démocraties.

Formes des interventions
<ul style="list-style-type: none">– L'Allemagne et l'Italie envoient des armes mais également des troupes en soutien des forces nationalistes. La légion Condor est une force aérienne formée de volontaires issus de l'armée de l'air de l'Allemagne nazie.– L'URSS fournit une aide financière et matérielle au gouvernement républicain mais n'intervient pas directement. Elle met sur pied les Brigades internationales formées de volontaires du monde entier.

SYNTHÈSE : En quoi la guerre d'Espagne devient-elle un champ d'affrontement des régimes totalitaires ?

À l'été 1936, une guerre civile commence en Espagne. Elle oppose les partisans du gouvernement républicain aux rebelles nationalistes dirigés par le général Franco. Alors que les démocraties européennes se replient derrière une politique de non-intervention, les régimes totalitaires s'engagent rapidement dans le conflit, transformant l'Espagne en un terrain d'affrontement. Nous nous demanderons comment la guerre civile espagnole permet de comprendre les ambitions internationales des régimes totalitaires. Nous montrerons que la guerre civile espagnole est à replacer dans un contexte d'affrontement entre régimes totalitaires, avant d'aborder la question de leurs ambitions géopolitiques. Nous verrons enfin que la guerre civile espagnole constitue pour l'Allemagne nazie un terrain d'exercice en vue d'un futur conflit généralisé.

La guerre civile espagnole doit être replacée dans le cadre de l'affrontement idéologique et géostratégique qui oppose les régimes totalitaires. Hitler fait de la lutte contre la menace communiste l'un des principaux axes de sa politique étrangère. Il est obsédé par le risque d'une « bolchevisation » du continent européen. L'antagonisme avec l'URSS, le grand ennemi, est fondé sur une double opposition : raciale (lutte contre la « race slave ») et idéologique (lutte contre le communisme). Mussolini, également, insiste dans ses discours sur la lutte nécessaire contre le communisme et ses ambitions de révolution prolétarienne mondiale. Depuis la fin 1935 et la conquête de l'Éthiopie, il se rapproche du régime nazi, le seul à l'avoir soutenu face aux condamnations de la SDN. En retour, Staline, qui s'apprête à lancer sa politique de Grande Terreur sur le plan intérieur, ne veut pas être accusé de faire le jeu des puissances fascistes. Il cherche à prendre la tête d'un front antifasciste. Chacun des trois régimes entend également étendre son influence. À l'automne 1936, Hitler

n'a pas encore véritablement lancé sa politique d'expansion territoriale mais se prépare déjà à un conflit européen. Il souhaite installer en Espagne un pouvoir sur lequel il peut compter. Mussolini rêve de conquêtes territoriales qui lui permettraient de bâtir un nouvel Empire romain. L'intervention en Espagne fait suite à la conquête de l'Éthiopie, achevée en mai 1936. Elle doit renforcer le rayonnement extérieur de l'Italie (→ Cours 3 p. 58). Ces interventions doivent être mises en regard de l'attitude du Royaume-Uni et de la France, qui maintiennent une position non-interventionniste. Ces démocraties sont paralysées par leurs opinions publiques fortement pacifistes.

Enfin, l'intervention en Espagne permet à l'Allemagne nazie de tester ses capacités militaires. Elle en fait un terrain d'entraînement. À cette époque, l'industrie militaire allemande fonctionne déjà à plein régime. En avril 1937, lors du bombardement de Guernica, la légion Condor emploie de nouvelles bombes, lâchées sur la population civile du village. Cette manière de s'en prendre délibérément à des populations civiles est annonciatrice des combats de la Seconde Guerre mondiale.

En mars 1939, les troupes allemandes de la légion Condor défilent au côté des nationalistes dans les rues de Madrid qui vient de tomber. Cette image met en lumière les ambitions internationales de l'Allemagne nazie. Elle souligne également l'effacement des puissances démocratiques.

ÉTUDE Le pacte germano-soviétique (1939)

p. 62-63

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Le pacte germano-soviétique se présente comme un pacte de non-agression. Chacune des deux puissances s'engage à ne pas commettre d'acte de violence à l'encontre de l'autre, à ne pas s'associer à quelque attaque que ce soit. Dans sa partie secrète, il s'agit d'un partage territorial. Les deux États se répartissent des sphères d'influence en Europe de l'Est et envisagent la disparition de l'État polonais.

2. La partie secrète du pacte consiste en un partage de sphères d'influence entre Allemands et Soviétiques dans l'est de l'Europe. Pays baltes et Pologne sont destinés à être démembrés ou placés sous la domination de ces deux puissances. Le dessin montre que les Polonais ont parfaitement compris qu'ils sont les grands perdants du rapprochement germano-soviétique. Une nouvelle frontière est tracée en Pologne, qui partage le pays entre ses deux puissants voisins.

3. La caricature insiste sur le fait qu'il s'agit d'une alliance contre nature. Les jambes de Staline et d'Hitler sont attachées, gênant leurs mouvements et rendant leur danse ridicule. Allemagne nazie et URSS sont des ennemis. Ils se sont affrontés, même indirectement lors de la guerre civile espagnole. Hitler ne cesse d'exprimer sa haine du « judéo-bolchevisme » et les membres du parti communiste allemand sont les premiers à être envoyés dans des camps de concentration au printemps 1933.

4. Le journal *L'Humanité*, organe du parti communiste français, présente la signature du pacte comme un aveu de faiblesse de l'Allemagne nazie, « contrainte de négocier » avec la puissance soviétique. Il oppose la signature du pacte aux accords de Munich de septembre 1938 en expliquant que, cette fois-ci, aucune concession n'a été accordée à Hitler. Le journal vante la fermeté soviétique pour mieux souligner la faiblesse des démocraties. Il considère enfin que le pacte sauve la Pologne du dépeçage qui lui était promis et permet ainsi de sauvegarder la paix en Europe. Cette vision des choses ne tient compte que du texte officiel du pacte, passant sous silence l'accord secret de partage du territoire polonais. L'article ne prend pas en compte le contexte géopolitique : le fait que la signature du pacte de non-agression permette à Hitler de lancer des opérations de conquête militaire dans l'ouest de l'Europe. Le parti communiste français, affilié au Komintern, offre la vision soviétique du pacte, faisant davantage œuvre de propagande que d'information.

5. Hitler lie depuis toujours la survie de la race allemande à la constitution d'un espace vital en Europe de l'Est. La Pologne est vouée à être annexée afin que les plaines agricoles nourrissent les Allemands et que sa population soit asservie. Le rattachement de l'Autriche au Reich, l'extension territoriale en Tchécoslovaquie ne lui suffisent pas. Sachant que la France et le Royaume-Uni entreranno en guerre, il lui faut s'assurer de la neutralité de l'URSS. De son côté, Staline mesure les conséquences d'une invasion allemande de la Pologne. Il espère tirer profit d'un conflit généralisé en Europe. La signature du pacte germano-soviétique s'inscrit bien dans un contexte de marche à la guerre.

Éclairage : La signature du pacte germano-soviétique est une remise en cause du traité de paix de Versailles qui aboutit à la formation d'un État polonais indépendant. Avant 1914, ce territoire était partagé entre les empires allemand, russe et austro-hongrois. Pour Hitler, le traité de Versailles, qui est l'expression des vainqueurs de 1918, est la négation des rapports de force naturels entre Allemands et Polonais. La partition de la Pologne est donc pour lui un juste retour à l'ordre des choses.

PARCOURS 2 : Compléter un tableau de synthèse

Une alliance des totalitarismes
<ul style="list-style-type: none">– Deux régimes antagonistes (ils se sont affrontés de manière indirecte lors de la guerre civile espagnole) décident de signer un accord.– L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste sont déjà rassemblées au sein de l'axe Rome-Berlin.– La signature du pacte bouleverse les rapports de force en Europe.
Des ambitions territoriales
<ul style="list-style-type: none">– Un partage de sphères d'influences entre Allemands et Soviétiques dans l'est de l'Europe.– Le pacte s'inscrit du point de vue allemand dans la constitution d'un nouvel espace vital à l'Est.– Une nouvelle ligne frontière traverse la Pologne de part en part.
Un discours trompeur
<ul style="list-style-type: none">– Un accord qui se présente comme un pacte de paix.– Il contient une partie secrète, qui correspond à un partage territorial.– Hitler prépare une guerre en Europe de l'Ouest. Il veut s'assurer de la neutralité de l'URSS. Staline espère tirer profit d'un conflit généralisé en Europe.

SYNTHÈSE : Quels sont les enjeux du pacte germano-soviétique d'août 1939 ?

Le 23 août 1939, les ministres des Affaires étrangères allemand, J. von Ribbentrop, et soviétique, V. Molotov, signent un traité de non-agression : le pacte germano-soviétique. Il s'agit du dernier acte d'une série de bouleversements géopolitiques conduits par les régimes totalitaires. Les populations européennes se préparent à un nouveau conflit que personne n'espère plus pouvoir éviter. Nous nous demanderons quels sont les enjeux du pacte germano-soviétique. Nous montrerons que sa signature correspond à une reconfiguration des alliances, qu'il prévoit la transformation de la carte de l'Europe, et précipite le déclenchement de la guerre.

La signature du pacte germano-soviétique achève de constituer un front des régimes totalitaires. Il suit la signature du Pacte d'acier conclu au mois de mai entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, rejointes par l'Empire du Japon. Le pacte correspond pourtant à la constitution d'une alliance contre nature. L'Allemagne nazie et l'URSS sont en effet des ennemis aux idéologies antagonistes. Les communistes allemands sont parmi les premiers à être enfermés dans des camps de concentration dès le printemps 1933. Fin 1936, l'Allemagne et l'Empire du Japon signent un pacte anti-Komintern. Ils se sont affrontés, même indirectement, lors de la guerre civile espagnole

entre l'automne 1936 et le printemps 1939. Les deux puissances décident de dépasser leur antagonisme au nom d'objectifs géostratégiques.

Le premier d'entre eux est le partage de territoires ou zones d'influence dans l'est de l'Europe. Le pacte germano-soviétique se présente comme un pacte de non-agression. Chacune des deux puissances s'engage à ne pas commettre d'acte de violence à l'encontre de l'autre, à ne pas s'associer à quelque attaque que ce soit. Dans sa partie secrète, il s'agit d'un partage territorial. Les deux États se partagent des sphères d'influence en Europe de l'Est et envisagent la disparition de l'État polonais. L'accord précise le tracé d'une nouvelle ligne frontière qui le traverse en son milieu. Les Polonais comprennent qu'ils sont les grands perdants du rapprochement germano-soviétique et alertent immédiatement l'opinion internationale. Les Pays baltes, quant à eux, sont destinés à être placés sous la domination de ces deux puissances.

Enfin, la signature du pacte germano-soviétique s'inscrit dans un contexte de marche à la guerre. Hitler lie depuis toujours la survie de la race allemande à la constitution d'un espace vital en Europe de l'Est. La Pologne est vouée à être annexée afin que ses plaines agricoles nourrissent les Allemands et que sa population soit asservie. Le rattachement de l'Autriche au Reich, l'extension territoriale en Tchécoslovaquie ne lui suffisent pas. Sachant que la France et le Royaume Uni entreront en guerre, il lui faut s'assurer de la neutralité de l'URSS. De son côté, Staline mesure les conséquences d'une invasion allemande de la Pologne. Il espère tirer profit d'un conflit généralisé en Europe. La déstabilisation du continent doit favoriser ses projets d'extension de l'influence soviétique. Les démocraties européennes assistent, impuissantes, à ces manœuvres diplomatiques qui rapprochent le continent d'un nouveau conflit.

À l'été 1939, la signature du pacte germano-soviétique achève de bouleverser les grands équilibres diplomatiques et géopolitiques du continent européen. Les régimes totalitaires, l'Allemagne nazie en particulier, poursuivent leur entreprise de modification des frontières et achèvent leurs préparatifs en vue d'un conflit généralisé.

SUJET BAC E3C

Analyse de document

p. 66-67

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Les régimes totalitaires se caractérisent par leur volonté d'exercer un contrôle total sur leurs sociétés. C'est le cas du régime fasciste en Italie à partir de 1922, du régime nazi en Allemagne à partir de 1933.

En nous appuyant sur l'analyse de deux documents, la couverture d'un calendrier fasciste de 1927 et le témoignage d'un Allemand rédigé entre 1938 et 1939, nous nous demanderons comment les régimes totalitaires ont cherché à exercer ce contrôle. Dans une première partie, nous verrons comment ces régimes cherchent à séduire les populations. Nous montrerons ensuite que le projet totalitaire s'appuie sur l'exercice de la terreur d'État, avant d'aborder, pour terminer, le projet social et économique de ces régimes.

Les régimes totalitaires sont fondés sur des idéologies qui doivent s'imposer à tous par un contrôle des esprits. Cela explique le caractère central de la propagande dans leurs pratiques politiques. Le texte de Sébastien Haffner montre que celle-ci passe par l'exercice de la censure. Des autodafés sont organisés sur les places publiques à travers l'Allemagne pour brûler les livres interdits. La seule pensée autorisée est la pensée officielle portée par le régime et dictée par son chef. Joseph Goebbels, ministre du Reich à l'Éducation du peuple et à la Propagande, est le principal ordonnateur du contrôle des esprits dans l'Allemagne nazie. Il veille à ce que le reste de la presse soit contrôlé, la liberté d'information supprimée en même temps que la liberté d'opinion. Haffner mentionne les « nombreux journaux et magazines » qui disparaissent des kiosques. À partir du printemps 1933, les Allemands n'ont plus accès qu'à une information filtrée par le régime. L'auteur évoque ces journaux « transformés en organes nazis », que l'on « ne reconnaissait pas vraiment ».

La propagande prend également la forme du culte de la personnalité. La couverture du calendrier fasciste de 1937 en est une illustration. Elle présente en gros plan un portrait de Benito Mussolini, le Duce. Les portraits du chef suprême de la nation sont omniprésents dans l'Italie fasciste. Ils entretiennent le mythe d'un chef infaillible conduisant le pays vers un avenir glorieux. Hitler en Allemagne et Staline en URSS sont l'objet de pratiques comparables. Elles fournissent une explication à l'intensité de l'adhésion populaire à ces régimes, malgré leur dimension autoritaire et répressive.

Le projet totalitaire repose également sur la terreur d'État, sous le contrôle d'un parti unique qui encadre la société.

Sur la couverture de ce calendrier fasciste, les initiales PNF (Part national fasciste) encadrent (avec l'année) la photographie représentant des Italiens au travail. Elles rappellent que le parti est omniprésent, c'est un pilier du régime. Le contrôle par le parti s'exerce, à la base de la société, par le groupe de quartier ainsi que par des chefs d'immeubles qui surveillent les citoyens. Le parti nazi en Allemagne, le parti communiste en URSS jouent un même rôle.

L'emprise de ces régimes est complétée par un recours massif à la contrainte et à la terreur. Sébastien Haffner évoque « le présentateur radio-phonique » disparu dans un camp de concentration. Himmler annonce le 20 mars 1933 l'ouverture de Dachau, le premier camp de concentration créé par le régime nazi. Les personnes enfermées sont des opposants politiques (communistes et socialistes en particulier) ainsi que toute personne manifestant publiquement son refus de se soumettre à la dictature. L'univers concentrationnaire est au cœur des systèmes totalitaires. C'est vrai également en Italie (à un moindre degré), et particulièrement en URSS avec les camps du Goulag.

Le contrôle des citoyens passe enfin par la promesse d'une société régénérée reposant sur l'instauration de pratiques sociales et économiques nouvelles. Il touche tous les aspects de la vie quotidienne, allant en Italie jusqu'à modifier le système de datation. Ce calendrier fasciste est daté de l'an XVI. Mis en place en 1925, il a comme origine la date de l'accession au pouvoir de Mussolini. Le parti, que ce soit en Italie, en Allemagne ou en URSS, se ramifie en de multiples organisations qui encadrent la vie quotidienne. En Allemagne, la KdF prend en charge les loisirs et les vacances des ouvriers.

L'emprise totalitaire passe enfin par la mise en œuvre de politiques économiques interventionnistes. Si l'URSS possède une économie communiste, nationalisée et planifiée, les régimes fasciste et nazi lancent des programmes économiques ainsi que de grands chantiers. La scène agricole au bas du document 1 renvoie aux batailles économiques mises en œuvre par le pouvoir fasciste, dont la bataille du blé lancée en 1925. Mussolini donne pour objectif au pays d'aboutir à l'autarcie agricole en mettant en valeur des terres insalubres. La couverture du calendrier montre que le programme est intégré à la propagande du régime.

Les régimes totalitaires recherchent l'adhésion des populations par l'usage de la propagande, le développement d'un culte de la personnalité. Ceux et celles qui refusent de se soumettre à l'autorité de l'État totalitaire sont persécutés. L'ambition des régimes totalitaires est de construire une société et une économie nouvelles.

Les régimes totalitaires cherchent ainsi un contrôle total de la société par tous les moyens : séduction, terreur et promesses d'une nouvelle société.

Cependant, la constitution d'une société parfaitement homogène et disciplinée, soumise à la puissance de l'État, demeure un projet. Même si les oppositions franches sont très rares, il existe des formes de refus ou de résistance. L'adhésion à l'idéologie de ces régimes n'est jamais unanime.

SUJET BLANC : Montrez la place de l'antisémitisme dans l'Allemagne des années 1930, ses manifestations et ses conséquences.

Le régime national-socialiste allemand se distingue des autres régimes totalitaires par le caractère central de son racisme et de son antisémitisme. Dès 1924, Hitler décrit dans *Mein Kampf* le combat millénaire entre des races antagonistes, insistant sur l'importance vitale de l'affrontement contre la race juive. Racisme et antisémitisme ne sont pas simplement idéologiques, mais bel et bien mis en pratique dès 1933. Nous nous demanderons quelles formes prend l'antisémitisme dans l'Allemagne nazie des années 1930. Nous nous appuierons sur l'analyse de deux documents : un extrait des lois de Nuremberg (loi pour la défense du sang et de l'honneur allemands) de septembre 1935 et une photographie de passants devant des magasins juifs vandalisés lors de la Nuit de cristal de novembre 1938.

I. Mettre les Juifs à l'écart

– Les lois dites « de Nuremberg », s'intitulent « Loi de défense du sang et de l'honneur allemand ». Il s'agit sauver la race germanique de la menace mortelle constituée par le mélange avec la race juive. L'enjeu est « la pureté du sang allemand ». « Assurer l'avenir de la nation allemande » passe donc par une mise à l'écart radicale de la population juive. Le Reich doit redevenir « *judenrein* ».

– Tous les articles de l'extrait présenté ont en commun le principe de séparation, avec deux logiques :
– La préservation de la pureté du sang allemand (articles 1 et 2, les plus importants, car ils interdisent le mélange funeste et mortel entre les races).

– La mise à l'écart des Juifs de la communauté du peuple allemand (l'article 4 dénie aux Juifs leur nationalité allemande). Ils deviennent des citoyens d'une autre catégorie, ressortant de droits spécifiques.

→ Il y a donc la mise en place d'un antisémitisme d'État, inscrit dans la loi, visant à combattre une menace raciale juive constamment dénoncées dans les discours des dirigeants nazis. Cette législation antisémite est prolongée par des violences quotidiennes, encouragées voire perpétrées par le pouvoir, qui ne cessent d'augmenter au cours des années 1930.

II. Le pogrom de la Nuit de cristal, expression d'un antisémitisme violent

– La photographie du document 4 montre des vitrines de magasins juifs dévastées lors du pogrom de la Nuit de cristal des 9 et 10 novembre 1938.

– La croix gammée sur une devanture, à l'arrière-plan, a pu être peinte avant ces violences de masse. Le marquage et le boycott des magasins juifs sont encouragés par les nationaux-socialistes dès leur arrivée au pouvoir.

– Les vitrines brisées, qui ont donné son nom à ce pogrom, correspondent à l'une des manifestations des violences subies par les Juifs allemands en novembre 1938. De très nombreuses synagogues ont également été incendiées.

– Les passants qui jettent un œil sur les magasins vandalisés et pillés, donnent un caractère banal à cette scène de rue, qui tranche avec la dimension dramatique des événements. La photographie témoigne de la banalisation de la violence antisémite dans l'Allemagne nazie de 1938.

L'antisémitisme dans l'Allemagne nazie est un antisémitisme d'État, imposé par la loi et véhiculé par la propagande du régime. Il prend également une forme violente, qui déborde dans les rues et culmine avec le pogrom de la Nuit de cristal. Mais si ces violences ont été accompagnées d'arrestations, celles-ci ont été relativement peu nombreuses et les Juifs emprisonnés ont été rapidement libérés. La politique antisémite nazie dans les années 1930, repose sur la terreur et la mise à l'écart, pour contraindre à l'émigration. Elle ne consiste pas encore à interner et à exterminer.

SUJET BAC E3C

Réponse à une question problématisée

p. 68

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Dans la seconde moitié des années 1930, trois régimes totalitaires, l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie, et à un moindre degré l'URSS communiste, bouleversent la géopolitique européenne. Ils participent fortement à la remise en cause de l'ordre international instauré après 1918. Nous nous demanderons de quelle manière ces trois régimes modifient les relations entre États européens au cours des années 1930. Nous verrons dans une première partie que le fascisme et le nazisme développent un nationalisme de conquête particulièrement agressif. Puis nous montrerons que les trois régimes participent à remettre en cause l'ordre international, pour enfin exposer la manière dont l'Allemagne nazie conduit l'Europe à la guerre entre 1938 et l'été 1939.

Fascisme et nazisme sont des nationalismes de conquête qui possèdent la guerre comme horizon. La guerre est considérée comme bénéfique

car elle permet la régénérescence des individus et de la nation. Elle prouve la grandeur d'un peuple et consacre la domination des plus forts. Pour les nazis, l'affrontement est au cœur du fonctionnement de la nature et de toutes les relations humaines. Mais l'exaltation de la guerre n'est pas simplement idéologique.

Elle obéit également à des ambitions géostratégiques. Mussolini, qui érige l'Empire romain en modèle absolu, souhaite le ressusciter par la conquête coloniale. Les troupes italiennes envahissent l'Éthiopie en octobre 1935. Le Duce voit dans cette victoire le prélude à la reconstitution d'une Méditerranée italienne. Hitler tient un discours pangermaniste : il affirme vouloir réunir tous les Germains dans un Grand Reich. Les Autrichiens ainsi que les Allemands de Pologne et de Tchécoslovaquie sont appelés à l'intégrer. L'expansion est également considérée comme le moyen de garantir au peuple allemand un espace vital, indispensable à la survie de la race germanique. Cet espace doit être conquis sur les territoires de la race slave à l'est, dans un grand mouvement de colonisation.

Le caractère belliciste des régimes fasciste et nazi les conduit à bouleverser la géopolitique européenne à partir du milieu des années 1930. Dès son arrivée au pouvoir en janvier 1933, Hitler s'affranchit des règles des relations internationales. L'Allemagne quitte la Société des Nations et cesse de respecter les stipulations du traité de Versailles de 1919. Il rejette la notion même de droit international. Le service militaire est rétabli et la Rhénanie remilitarisée en 1936. Il cherche dans un premier temps à nouer des alliances pour protéger le Reich de la menace communiste. En novembre 1936, il signe le pacte anti-Komintern avec l'Empire japonais et se rapproche de l'Italie fasciste avec la constitution de l'axe Rome-Berlin.

Le déclenchement de la guerre civile espagnole entre républicains et nationalistes à l'été 1936, fournit aux régimes totalitaires un terrain d'affrontement. L'Allemagne et l'Italie soutiennent la rébellion militaire nationaliste alors que le Komintern met sur pied les Brigades internationales pour soutenir les forces républicaines. Hitler et Mussolini fournissent des fonds ainsi que des armes et envoient des troupes. La légion Condor, composée de volontaires de l'armée de l'air allemande, est responsable du bombardement du village de Guernica en avril 1937.

Alors que les régimes totalitaires cherchent à étendre leur influence, à tester de nouveaux armements et techniques de guerre, les démocraties, comme le Royaume-Uni et la France refusent d'intervenir. Une géopolitique des totalitarismes est en train de se mettre en place sur le continent.

À partir de 1938, Hitler engage une politique étrange expansionniste qui conduit le continent à la guerre. Il met en application son projet de constitution d'un Grand Reich. En mars 1938, ses troupes pénètrent en Autriche, qui est annexée : c'est l'Anschluss. Il revendique également la région des Sudètes en Tchécoslovaquie, où vivent 2 millions de germanophones.

Les gouvernements britannique et français sont paralysés par leurs opinions publiques profondément pacifistes. Lors de la conférence de Munich de septembre 1938, Neville Chamberlain, le Premier ministre britannique, défend une politique d'apaisement, fondée sur des négociations censées protéger le continent d'un nouveau conflit. Hitler obtient le rattachement des Sudètes.

Sa politique d'expansion vers l'Est se poursuit au début de l'année 1939. En mars, la Wehrmacht entre dans Prague. L'état-major allemand accélère les derniers préparatifs d'une guerre programmée depuis longtemps. En août 1939, les ennemis allemands et soviétiques signent un pacte de non-agression qui prévoit des partages territoriaux. À la fin de l'été, Hitler, dont l'armée compte 2,2 millions d'hommes, est prêt à envahir la Pologne.

Entre 1933 et 1939, les régimes totalitaires bouleversent profondément l'ordre européen né de la Première Guerre mondiale. Ils s'affranchissent des règles qui régissaient les relations internationales pour en imposer de nouvelles fondées sur le rapport de force. Hitler en particulier profite de la faiblesse des démocraties pour mener une politique impérialiste qui conduit le continent à une nouvelle guerre.

SUJET BLANC : Quel usage les régimes totalitaires font-ils de la terreur ?

L'emprise de l'État totalitaire sur la société prend plusieurs formes et repose sur plusieurs pratiques. Parmi elles, l'exercice de la terreur constitue un trait commun entre ces régimes. Tous ont cherché à contraindre leurs citoyens par une violence d'État qui nie les libertés individuelles. Il ne s'agit pas de l'autoritarisme commun à tous les régimes autoritaires, mais d'un fondement du projet totalitaire de contrôle et de transformation des individus. Nous nous demanderons quel usage ont fait les régimes totalitaires de la terreur. Nous verrons dans une première partie qu'ils cherchent à surveiller leurs citoyens pour mieux traquer et persécuter les opposants. Puis nous aborderons la place des camps de concentration en Allemagne et en URSS avant d'analyser dans une dernière partie la spécificité des persécutions antisémites nazies.

I. Persécuter les opposants, surveiller les citoyens

– Fascistes et nazis, s'ils accèdent au pouvoir de manière légale, n'en utilisent pas moins la violence (exemple de la violence des Chemises noires fascistes au début des années 1920). Les SA nazis pratiquent les assassinats politiques dès les années 1920.

– Suppression de libertés individuelles fondamentales ainsi que du pluralisme politique. S'opposer politiquement devient un délit qui doit être réprimé.

– L'incendie du Reichstag, le 27 février 1933, permet aux nazis, quelques semaines après leur arrivée au pouvoir, d'arrêter les premiers dirigeants communistes.

– Création de polices politiques chargées de surveiller, de traquer et de punir les opposants, les « déviants », tous ceux qui ne se plient pas à l'ordre totalitaire. L'OVRA en Italie, le NKVD en URSS, la Gestapo en Allemagne.

– En URSS, la traque et la répression des opposants prend la forme particulière des purges politiques. Staline élimine au sein du parti communiste, tous ceux qui pourraient contester son pouvoir personnel. Exemple des procès de Moscou de 1936-1938.

→ Cette mise sous surveillance des citoyens, la persécution des opposants, entraînent, particulièrement en Allemagne et en URSS, l'ouverture de camps de concentration.

II. La formation d'univers concentrationnaires : rééduquer et exploiter

– Le premier camp de concentration ouvre en Allemagne à Dachau en mars 1933. On y enferme des prisonniers de droit commun, les opposants politiques, toutes les personnes considérées comme déviantes, afin de les rééduquer.

– En URSS, l'administration du Goulag gère les camps de travail forcé à travers le pays. Ces camps, le plus souvent situés dans les confins de l'immensité soviétique, sont à la fois un instrument de terreur et un moyen d'utilisation massive du travail forcé.

– La Grande Terreur stalinienne de 1937-1938 aboutit à une forte augmentation des personnes déportées et condamnées aux travaux forcés dans les camps du Goulag.

– Un véritable univers concentrationnaire se constitue en Allemagne et en URSS, fondement de la pratique terroriste de ces États totalitaires.

→ Les nationaux-socialistes en Allemagne ont développé une politique de persécution spécifique à l'encontre de la population juive.

III. La terreur antisémite nationale-socialiste : persécuter

– Un antisémitisme d'État (exemple des lois de Nuremberg de septembre 1935) qui conduit à des persécutions.

– Une montée des violences antisémites encouragée par la propagande nazie.

– Des violences qui culminent au moment du grand pogrom de novembre 1938 : la Nuit de cristal.

– Une terreur antisémite qui a pour objectif de contraindre les juifs allemands à émigrer.

Les régimes autoritaires, en particulier les régimes soviétique et national-socialiste, ont placé l'usage de la terreur au cœur de leurs pratiques. Ils cherchent à exercer un contrôle plus étroit sur leurs sociétés par la contrainte et la diffusion de la peur. Pour autant, la pratique terroriste ne constitue pas la seule explication à la faiblesse des oppositions. Les mécanismes de l'adhésion des populations sont plus complexes.

REGARD CRITIQUE

p. 69

Cette page permet d'interroger à la fois l'importance et les mécanismes de l'adhésion du peuple allemand au national-socialisme. La question de la séduction exercée par le nazisme, taboue au lendemain de la guerre, a depuis été largement traitée par les historiens. Les effets conjugués d'un discours nationaliste promettant de redonner au pays sa grandeur, d'une politique économique aux retombées matérielles positives, d'une propagande massive et multiforme ont abouti à ce qu'un grand nombre d'Allemands adhèrent positivement au nazisme. Il est également possible de faire réfléchir les élèves à la signification de cette adhésion. Tous ceux qui acceptaient le nazisme n'en partageaient pas nécessairement toutes les idées. Beaucoup effectuaient un tri dans le discours nazi, occultant un certain nombre de finalités pour en conserver uniquement ce qui leur convenait. La conséquence est que l'adhésion, si elle est massive, est également complexe.

Comment se caractérise la violence de la Seconde Guerre mondiale et quelles conséquences la défaite de 1940 a-t-elle en France ?

I. Introduction

L'enjeu de ce chapitre est d'amener les élèves à faire le lien entre le terme de « guerre mondiale » utilisé par le programme et la notion historique de « guerre-monde » définie par Enzo Traverso :

[Cette] « guerre-monde [...] s'inscrit dans l'histoire du ^{xx}^e siècle comme l'apogée – et l'achèvement – d'une crise dont le début a été, vingt-cinq ans plutôt, le trauma de 14-18. Une crise politique, marquée par l'effondrement de l'ancien ordre libéral et l'irruption des masses dans l'espace public, jusqu'à l'avènement de l'État total, des fascismes et du communisme. Une crise économique avec la fin du laissez-faire, la récession internationale de 1929 et l'introduction, dans tous les pays, de formes plus ou moins accentuées d'interventionnisme étatique [...]. Une crise, enfin, de la culture, avec une profonde remise en cause de l'idée du Progrès qui avait dominé le siècle antérieur. »

Enzo Traverso (dir.), « Le monde au prisme de la guerre, Guerre totale et modernité », in 1937-1949, *La Guerre-monde*, Folio Histoire, 2015, p. 24.

Le concept de « guerre-monde », utilisé dans cet ouvrage et préféré à celui de « guerre mondiale », répond à la volonté de souligner la différence de nature entre le conflit de 1939-1945 et celui de 1914-1918. La spécificité de la guerre de 1939-1945 peut se définir sous trois angles. Le premier est d'ordre géographique : le conflit s'est étendu au monde entier, Asie et Afrique comprises. Le second est d'ordre géopolitique : le conflit, qui se joue sur tous les continents, relie plus étroitement les territoires par les déplacements accélérés des hommes (exils et diasporas inclus), les transferts d'informations, la diffusion des connaissances, les échanges (financiers, économique...). Le troisième est d'ordre psychologique : cette guerre bouleverse en profondeur les sociétés par le poids de la propagande, son impact sur le quotidien et surtout la violence inédite des crimes de masse et génocides. La Seconde Guerre mondiale est ainsi une rupture majeure : elle constitue le point d'orgue d'une longue crise multiforme débutée au début du ^{xx}^e siècle et elle accélère les interdépendances multiples entre les nations, qui annoncent la mondialisation de la seconde moitié du ^{xx}^e siècle.

Le programme invite à mettre l'accent sur la place de la France dans la guerre. La déroute de mai/juin 1940 y pose immédiatement la question des choix politiques d'acteurs clés dans un contexte de crise : les débats sur les alternatives entre armistice et capitulation donnent naissance à une profonde division des Français. Le maréchal Pétain, Pierre Laval et leur entourage font alors des choix qui sont autant de bouleversements pour le pays et sa population. Le choix d'un nouveau régime, sabordant la République au profit d'une dictature personnelle. Le choix d'une violence d'État et d'une politique d'exclusion. Enfin, le choix des collaborations, qu'elles soient politiques, économiques ou répressives. Face à ces choix, un groupe minoritaire et disparate compose la « France libre » dont le chef, Charles de Gaulle, est reconnu officiellement par Churchill le 28 juin 1940. La Résistance se met en place lentement. Il faut attendre la fin de l'année 1940 et les débuts de l'année 1941 pour voir la création des grands mouvements de Résistance. Pendant ce temps, la majorité des Français témoigne d'attentisme, d'accommodements, souvent sur fond de culture de la défaite.

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture présente, dans une courte introduction, les multiples facteurs ayant engendré le conflit afin de poser la problématique d'ensemble. La photographie de propagande, opposant à la barbarie des bombardements de l'Allemagne nazie sur Londres et ses lieux de culture le flegme et l'esprit de résistance britanniques (complétée par la vidéo de contextualisation sur la bataille d'Angleterre proposée en lien mini) permet de montrer les principales formes de la guerre et ses conséquences sur les populations.

La double page « Mots clés ». Une courte introduction articule entre eux les mots clés du chapitre pour faire sens. Chaque mot clé est défini brièvement et est renforcé par un document visuel pour faciliter sa mémorisation. Une contextualisation fait le lien avec le chapitre.

Les quatre pages « Repères » fixent les grandes caractéristiques de la Seconde Guerre mondiale en termes :

- de mobilisation générale, humaine et matérielle (infographie statistique) ;
- de géographie des fronts et de leurs évolutions (cartes multiscalaires) ;
- de chronologie des événements majeurs (frise à l'échelle du monde et de la France).

La première double page « Cours » est consacrée, dans une approche chronologique classique, à la dimension géopolitique du conflit, à travers les différentes phases de la guerre et l'évolution des principaux fronts. Les événements majeurs cités sont repris et approfondis dans les études et points de passage qui suivent.

L'étude « Des théâtres d'opérations sur tous les continents » porte sur la dimension planétaire du conflit, spécificité de cette guerre. Les nouvelles formes de combats et de techniques militaires, la diversité des espaces concernés (air, terre, mer) sont présentés afin d'amener les élèves à construire la notion de guerre « mondiale », mobilisant l'ensemble des ressources humaines, économiques et technologiques des belligérants.

Le point de passage et d'ouverture « Juin 1944. Le débarquement en Normandie et l'opération Bagration » met l'accent sur l'été 1944, rupture décisive sur les fronts européens. Si le 6 juin 1944 constitue un repère connu des élèves, déjà abordé à la fin du cycle 4 au collège, l'opération Bagration est une nouveauté de ce programme.

La seconde double page « Cours » aborde la radicalisation des violences et des crimes de masse, en lien avec l'affrontement idéologique, qui constitue la seconde spécificité de ce conflit. Les populations civiles deviennent les cibles privilégiées dans cette guerre d'anéantissement caractérisée, dans ses formes extrêmes, par les bombardements massifs des villes et les politiques génocidaires.

Le point de passage et d'ouverture « Le front de l'Est et la guerre d'anéantissement » souligne le rôle de l'opération Barbarossa du 22 juin 1941 dans le basculement de la guerre. Basculement géopolitique tout d'abord, avec le renversement de l'alliance conclue en 1939 entre l'Allemagne et l'URSS ; basculement dans la violence des assassinats de masse surtout, au sein d'un affrontement idéologique majeur entre deux puissances totalitaires.

L'étude « Le génocide des Juifs et des Tsiganes » permet de comprendre comment la guerre donne une ampleur inédite à la politique raciale nazie. Celle-ci se décline en une succession d'étapes mises en œuvre selon l'évolution du contexte géopolitique (gestion de l'exclusion dans le territoire allemand puis dans « l'espace vital » ; massacres de masse puis mise en œuvre de la « solution finale »).

Le point de passage et d'ouverture « 6 et 9 août 1945. Les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki » traite d'un événement emblématique de la guerre d'anéantissement. Au-delà des conséquences humaines et morales dramatiques, il s'agit de saisir les justifications, de la part de démocraties, de l'utilisation de cette arme contre des civils.

La troisième double page « Cours », conformément aux attendus du programme, a pour sujet la situation spécifique de la France durant la guerre. Il s'agit d'insister sur les conséquences de la défaite de 1940 en termes territorial, économique, politique et social. Alors que l'opposition entre les partisans de la capitulation, qui souhaitent continuer le combat depuis l'extérieur, et les partisans de l'armistice est vive, la France bascule en quelques jours vers un régime autoritaire et antirépublicain qui divise profondément les Français.

Le point de passage et d'ouverture « Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre » illustre combien, du 12 au 16 juin 1940, partisans de l'armistice ou de la capitulation s'opposent violemment. L'armistice, imposé par les Allemands et accepté par Philippe Pétain, modifie en profondeur le visage de la France et les conditions de vie des Français.

Le point de passage et d'ouverture « De Gaulle et la France libre » s'inscrit dans la continuité de l'étude précédente. Il décrit, sous l'impulsion décisive du général de Gaulle, condamné à mort par contumace par le régime de Vichy après son refus de la défaite et son départ pour l'Angleterre, l'organisation progressive de la Résistance à l'extérieur du territoire, tant sur le plan politique que militaire avec comme objectif premier la préservation des idéaux républicains.

La dernière étude porte sur « Le régime de Vichy et la “Révolution nationale” », soulignant les différents aspects de la politique mise en œuvre sous l'autorité de Philippe Pétain : collaboration d'État avec l'Allemagne et tentative de construction d'une France balayant tous les acquis de 1789.

BIBLIOGRAPHIE

- **Alya Aglan, Robert Frank** (dir.), *1937-1947 : La Guerre-monde*, tomes I et II, coll. Folio histoire, Gallimard, 2015.
- **Jean Lopez, Nicolas Aubin, Vincent Bernard, Nicolas Guillerat**, *Infographie de la Seconde Guerre mondiale*, Perrin, 2018.
- **Olivier Wieviorka**, *Histoire de la Résistance, 1940-1945*, coll. Synthèses historiques, Perrin, 2013.
- **Jean-Pierre Azema, François Bedarida** (dir.), *Le Régime de Vichy et les Français*, Fayard, 1992.
- **Marc Olivier Baruch**, *Le Régime de Vichy*, coll. Repères, La Découverte, 1996.
- **Tal Bruttman, Christophe Tarricone**, *Les 100 mots de la Shoah*, coll. Que sais-je ?, n° 4031, PUF, 2018.
- **Jean Lopez, Lasha Otkhmezuri**, *Barbarossa : 1941. La guerre absolue*, Passés/Composés, 2019.

III. Corrigés

REPÈRES

p. 74-77

1. La frise chronologique met en évidence trois grandes phases. De 1939 au début de l'année 1942, la guerre est marquée par les « conquêtes de l'Axe ». L'Allemagne et ses alliés remportent de nombreuses victoires qui assurent leur domination, comme l'offensive de mai-juin 1940 en France. Les années 1942-1943 sont un « tournant » : une série de batailles (Stalingrad, Guadalcanal, El-Alamein) mettent un coup d'arrêt aux victoires de l'Axe. Enfin, la période 1943-1945 est celle des « victoires des Alliés », lente reconquête des territoires perdus jusqu'à la capitulation de l'Allemagne et du Japon.

2. L'infographie décrivant l'engagement humain permet de constater que toutes les grandes puissances, à l'échelle des principaux continents, sont impliquées : en Asie (ex. : Japon), en Europe (ex. : France), en Amérique (ex. : États-Unis) ou encore en Océanie (ex. : Australie). La carte, à l'échelle mondiale, permet de compléter ce constat d'une guerre planétaire en soulignant l'intégration de l'Afrique au conflit et la place particulière des océans comme zones d'affrontement (Atlantique au cœur de la guerre sous-marine ; Pacifique, théâtre de vastes offensives aéronavales).

3. La première partie de la légende permet de retrouver, à l'échelle de l'Europe, la chronologie

des grandes phases de la guerre à l'échelle mondiale (question 1). La guerre débute en Europe par une série d'offensives (flèches vertes) de l'Allemagne nazie qui conduit à une domination des puissances de l'Axe sur une grande partie de l'Europe dont l'apogée se situe en 1942. Des batailles décisives, comme Stalingrad sur le front de l'Est ou El-Alamein en Afrique du Nord, marquent un tournant. Dès lors, de façon très progressive, les Alliés reprennent l'avantage avec de grandes offensives : tout d'abord au Sud, à partir de l'Afrique (« *Avalanche* » et « *Dragoon* »), puis de façon coordonnée à l'Ouest (« *Overlord* ») et à l'Est (« *Bagration* »). La carte permet de souligner le fait que très peu de pays européens, comme la Suisse ou la Suède, restent à l'écart du conflit.

4. La défaite de juin 1940 a pour conséquence la disparition de l'unité territoriale de la France. Le pays est morcelé en territoires aux statuts différents. Deux grandes zones sont séparées par une frontière intérieure, la « ligne de démarcation » (de juin 1940 à novembre 1942) afin de distinguer la zone nord, occupée par l'armée allemande, et la zone sud placée sous l'autorité de l'État français et dont Vichy devient la capitale. Les territoires frontaliers du Nord-Est sont dans des situations spécifiques sur le plan militaire. Une zone est annexée tandis qu'une zone « réservée » a, pour les nazis, vocation à l'être.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. L'armée allemande s'appuie sur la combinaison des avions, des chars et de son infanterie et peut ainsi mettre en pratique la stratégie de la Blitzkrieg. Les avions sont ici des « stukas », bombardiers légers spécialisés dans l'attaque en piqué d'objectifs précis. Les chars sont des « panzers » regroupés en grand nombre pour former une force de frappe capable de percer rapidement les lignes adverses.

2. Les théâtres d'opérations sont multiples. Des grandes villes comme Leningrad en URSS (doc. 2) peuvent être des enjeux stratégiques. Le siège de la ville place des millions de civils au cœur de la guerre. Le désert libyen (doc. 3) est quant à lui très peu peuplé mais tout autant un espace stratégique : Alliés et puissances de l'Axe s'y affrontent. Enfin, l'océan Pacifique est le théâtre de vastes opérations militaires aéronavales, comme le montre la photographie (doc. 4) prise sur un porte-avions américain durant une attaque japonaise en 1942.

3. Le Japon et les États-Unis s'affrontent principalement dans l'océan Pacifique lors de vastes offensives aéronavales engageant de nombreux navires de guerre et d'importantes forces aériennes. Le porte-avions y est au cœur du dispositif militaire des deux pays : la défaite du Japon à Midway est ainsi marquée par la perte de quatre porte-avions.

4. Après la défaite de juin 1940, la France libre se réorganise très progressivement en force militaire. Les FFL reprennent le combat aux côtés des Alliés à partir des zones non occupées par l'Allemagne et en particulier les colonies d'Afrique du Nord. Le témoignage de Roger Ludeau montre qu'à Bir Hakeim, les FFL sont désormais une force militaire réelle puisqu'ils ont comme mission de « garder [...] Bir Hakeim au moins quatre jours ». Cependant, ils ne constituent qu'une force d'appoint, « une division française libre » aux côtés de l'armée anglaise.

5. Les civils subissent les bombardements massifs des villes comme lors du siège de Leningrad (doc. 2). Ils sont également victimes de « mesures de représailles », arrestations et exécutions, donnant lieu à un développement continu de « crimes de masse » comme en Yougoslavie (doc. 5). Face à ces violences, certains civils entrent en résistance.

Les acteurs de la guerre

- Les principaux pays deux grandes alliances militaires (Axe et Alliés) : Allemagne, Japon, États-Unis, Royaume-Uni.
- Leurs forces armées : aviation, infanterie soutenue par les chars, marine.
- Les organisations de résistance : résistants yougoslaves, Forces françaises libres.
- Les populations civiles qui subissent la guerre de manière inédite, avec notamment les bombardements des villes et la radicalisation des crimes de masse.

Les théâtres d'opération

- Les grandes plaines d'Europe, théâtre de grandes offensives terrestres.
- Le désert africain, espace colonial et zone stratégique.
- Les espaces maritimes, en particulier l'océan Pacifique.
- Les villes, assiégées, bombardées.

SYNTHÈSE : Quelles formes prend un conflit aux dimensions planétaires ?

Lorsque l'Allemagne envahit la Pologne le 1^{er} septembre 1939, la guerre a déjà commencé dans le Pacifique depuis 1937 avec les premières conquêtes japonaises en Chine. Par le jeu des alliances, les belligérants mobilisent rapidement l'ensemble de leurs ressources économiques, militaires et humaines. Quelles formes prend alors ce conflit aux dimensions planétaires ?

La Seconde Guerre mondiale tient son nom de la multiplication des théâtres d'opérations. En effet, et contrairement à la Première Guerre mondiale, aucun continent n'est épargné par le conflit : de l'Asie à l'Afrique en passant par l'Europe, et même aux Amériques si l'on considère les possessions américaines dans le Pacifique, les fronts se multiplient. Les armées doivent s'adapter aux différents espaces concernés, que ce soient les grandes plaines de l'Est, le désert africain ou l'océan Pacifique. Lors de la bataille de Midway, le Japon et les États-Unis, dont l'affrontement débute après le 7 décembre 1941 (attaque de Pearl Harbor), s'affrontent au cours d'offensives aéronavales. Du 5 au 7 juin 1942, une attaque surprise japonaise menée par l'amiral Yamamoto a pour but d'anéantir les forces américaines. C'est une cuisante défaite pour le Japon qui perd quatre porte-avions (doc. 4). La géographie spécifique de cette zone, dominée par de multiples archipels, implique également des combats insulaires meurtriers. Les formes de la guerre sont nombreuses – batailles

terrestres, bombardements (doc. 1), guerre sous-marine – donnant au conflit un aspect spécifique.

Dans ce conflit mondial aux dimensions planétaires, les pratiques de guerre changent également totalement de celles de 1914-1918. La stratégie offensive choisie par l'armée allemande, la Wehrmacht, est à elle seule une forme particulière. C'est la stratégie de la Blitzkrieg, associant avions, chars et infanterie. Il s'agit alors de concentrer un maximum d'armements offensifs sur un front réduit afin de déstabiliser l'ennemi et percer rapidement les lignes adverses. Les populations civiles sont les premières victimes de la Seconde Guerre mondiale avec les bombardements réguliers des villes, mais aussi la multiplication des crimes de masse, pratiqués dans chaque camp. C'est le cas notamment lors du siège de la ville de Leningrad où les Allemands considèrent qu'ils n'ont « aucun intérêt à sauvegarder ne serait-ce qu'une partie de la population » (doc. 2). Pourtant, malgré les exactions et les répressions (doc. 5), une partie de celle-ci n'hésite pas à s'engager dans des actions coordonnées de résistance, comme les FFL sous l'autorité du général de Gaulle qui luttent avec les troupes anglaises dans le désert lors de la bataille de Bir Hakeim en 1942 (doc. 3).

La Seconde Guerre mondiale, aux dimensions planétaires, se caractérise donc par des formes spécifiques qui en font non seulement une guerre totale mais aussi une guerre d'anéantissement, dont l'objectif ultime est de détruire totalement l'ennemi, militaire ou civil.

POINT DE PASSAGE Juin 1944.
Le débarquement en Normandie
et l'opération Bagration p. 82-83

Éclairage

Overlord : « Suprême ». L'opération Overlord est une vaste opération militaire des Alliés qui vise à l'établissement d'une vaste tête de pont dans le nord-ouest de l'Europe. Elle englobe ainsi l'opération Neptune qui est le nom donné au débarquement en Normandie.

Bagration : nom d'un prince géorgien, Piotr Ivanovitch Bagration (1765-1812), héros des guerres napoléoniennes immortalisé par Tolstoï dans *Guerre et Paix* et originaire de Géorgie, comme Staline.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La conférence de Téhéran du 1^{er} décembre 1943 montre que les opérations militaires sont préparées au cours de rencontres diplomatiques organisées entre les principaux représentants des pays alliés.

Ici, le choix de Téhéran, capitale d'un pays secondaire au sein de l'alliance, constitue une sorte de terrain neutre. Les trois pays sont représentés par leur principal dirigeant, ce qui témoigne de l'importance des décisions qui y sont prises : le président américain, le Premier ministre britannique et le chef du gouvernement soviétique.

2. Les trois zones choisies pour lancer une reconquête synchronisée de l'Europe sont la Normandie depuis le Royaume-Uni, la Provence et l'Italie depuis l'Afrique, et l'est de l'Europe depuis l'URSS. Les deux premières zones nécessitent des moyens sans précédent dans la mesure où elles impliquent des débarquements par voie maritime.

3. Les moyens militaires conjuguent à la fois des débarquements, de vastes attaques au sol contre les armées allemandes dans les territoires occupés, mais aussi des raids aériens massifs sur les villes allemandes et les populations civiles.

4. Les différents documents témoignent de l'engagement physique, psychologique et moral sans précédent des soldats face à la violence des combats. Le débarquement en Normandie est tout particulièrement éprouvant pour les combattants. Le document 5 rend compte de l'importance des moyens humains engagés dans ces vastes opérations militaires, de la large supériorité numérique des Alliés lorsque l'on compte l'engagement des troupes soviétiques, et de l'importance des pertes humaines dans les deux camps (en % côté allemands et en nombre côté soviétique).

5. Les opérations de l'été 1944 ne mettent pas immédiatement fin à la guerre mais elles entraînent un recul militaire décisif de l'Allemagne. Les pertes territoriales sont spectaculaires à l'Est avec l'avancée de l'Armée rouge. L'Allemagne subit des pertes humaines très importantes, là aussi tout particulièrement à l'Est avec 47 % de pertes. L'historien Ian Kershaw écrit : « avec des ressources et une main-d'œuvre tendues jusqu'à leur limite extrême [...], la fin du régime hitlérien était écrite ».

PARCOURS 2 : Synthétiser des informations

Dimension géopolitique Doc. 1 et 3
1 ^{er} décembre 1943 : conférence de Téhéran (Alliés) : – rapprochement diplomatique malgré les divergences idéologiques et mise en place d'objectifs politiques communs (« paix qui suivra ») ; – élaboration d'une stratégie militaire commune (opérations simultanées pour prendre les Allemands en tenailles) et choix des zones géographiques concernées.

Engagement militaire et humain

Doc. 2 à 6

Opérations militaires d'une ampleur inédite :
– sur mer : débarquements à l'Ouest en Sicile, Provence, Normandie ;
– sur terre : vastes attaques au sol à l'Est contre les armées allemandes dans les territoires occupés ;
– dans les airs : raids aériens massifs sur les villes allemandes et les populations civiles pour réduire le potentiel économique allemand et démoraliser sa population.
Engagement humain massif : 5 829 300 soldats engagés du côté des Alliés, une majorité étant mobilisée par l'URSS.
Engagement physique, psychologique et moral sans précédent des soldats face à la violence des combats.

Conséquences pour l'Allemagne

Doc. 3, 5 et 6

Début d'un recul territorial, en particulier à l'Est. Les territoires occupés par l'Allemagne depuis le début de la guerre sont très progressivement libérés.
Pertes humaines militaires massives, en particulier face à l'Armée rouge (47 % des 849 000 combattants engagés face à l'offensive soviétique).
Pertes civiles et destructions massives dans les villes systématiquement pilonnées.
L'historien Ian Kershaw note qu'« avec des ressources et une main-d'œuvre tendues jusqu'à leur limite extrême [...], la fin du régime hitlérien était écrite. »

SYNTHÈSE : Comment les Alliés reprennent-ils l'avantage sur l'Axe en Europe en juin 1944 ?

Après plus de deux années de victoires ininterrompues, les forces de l'Axe connaissent, sur tous les fronts, les premiers coups d'arrêt au tournant des années 1942-1943. En Europe, les Allemands connaissant un échec sans précédent lors de la bataille de Stalingrad. En Afrique, ils affrontent sans succès les Anglais et les troupes des FFL lors de la bataille de Bir Hakeim. Une nouvelle page de la guerre s'ouvre alors. Comment les Alliés reprennent-ils l'avantage sur l'Axe en Europe en juin 1944 ?

Le 1^{er} décembre 1943, Staline, Churchill et Roosevelt se rencontrent à Téhéran (doc. 1). Sur le plan politique, les trois alliés de circonstance doivent faire passer leurs différends idéologiques au second plan et mettre en avant la volonté de vaincre le

nazisme et de restaurer « la paix » en Europe. Le démembrement de l'Allemagne, après la défaite des nazis, est envisagé. La conférence débouche surtout, sur le plan militaire, sur un plan de débarquement en Europe de l'Ouest. Staline obtient ainsi le « second front » qu'il réclame depuis plus de deux ans. Une stratégie commune est élaborée afin de prendre les Allemands en tenailles par le lancement d'opérations conjointes et simultanées (doc. 3). Pour cela, ils engagent un effort de guerre sans précédent et définissent trois zones comme point de départ d'une reconquête de l'Europe : la Normandie depuis le Royaume-Uni, la Provence et l'Italie depuis l'Afrique, et l'est de l'Europe depuis l'URSS.

Deux opérations de grande envergure sont donc mises en œuvre en Europe au cours du mois de juin 1944 : à l'Ouest, le débarquement en Normandie, mobilisant principalement Américains, Anglais, Canadiens et FFL (doc. 4) ; à l'Est, l'opération Bagration lancée par les troupes soviétiques (doc. 3). Des millions de soldats se lancent dans la reconquête du continent européen et témoignent d'un total engagement physique, psychologique et moral face à la violence des combats (doc. 2). Ainsi, lors du débarquement, le jeune Hudson Riley raconte : « J'ai rejoint ce qui restait de ma compagnie. Les trois quarts ne sont jamais arrivés ».

Pris en tenailles en Europe, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, les Allemands subissent des pertes humaines considérables. Plus de 40 % de leurs troupes périssent sur chaque front (doc. 5). À cela s'ajoutent les raids aériens alliés sur villes allemandes qui déstabilisent encore davantage le Reich, affaiblissant son économie et démoralisant sa population. Aussi, si les opérations de l'été 1944 ne mettent pas immédiatement fin à la guerre, elles entraînent malgré tout un recul militaire décisif en Europe de l'Allemagne, incapable de faire face à la progression d'un arsenal militaire colossal. L'historien Ian Kershaw note alors qu'« avec des ressources et une main-d'œuvre tendues jusqu'à leur limite extrême [...], la fin du régime hitlérien était écrite » (doc. 6).

L'été 1944 correspond donc à une phase militaire essentielle durant laquelle les Alliés reprennent l'avantage en Europe. Grâce à l'opération Overlord, qui débute sur les plages de Normandie le 6 juin 1944, et à l'opération Bagration menée par l'Armée rouge, les troupes allemandes sont prises en tenailles et reculent irrémédiablement. Le 30 avril, le drapeau soviétique flotte sur Berlin et l'Allemagne capitule le 8 mai 1945.

Éclairage

L'opération Barbarossa.

« Wehrmacht et Armée rouge sont, de loin, les deux plus gros instruments militaires de l'époque. Dix millions d'hommes, 30 000 avions, 25 000 chars s'affrontent durant les six mois que dure l'opération Barbarossa sur un territoire grand comme deux fois la France, ce qui donne lieu à des figures militaires hyperboliques : les plus gros encerclements, les percées les plus spectaculaires, les affrontements les plus brutaux. [...] Combats, exécutions, exactions, famines délibérées tuent en 200 jours plus de 5 millions d'hommes, femmes et enfants, soldats et civils. Mille morts à chaque heure, nuit et jour. C'est, sur un seul front, le semestre le plus létal de la Seconde Guerre mondiale et, sans doute, de toute l'histoire humaine. »

Jean Lopez, Lasha Otkhmezuri, *Barbarossa : 1941. La guerre absolue*, op. cit., p. 10 et 11.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. À partir des territoires conquis par la Wehrmacht à l'Est, l'Allemagne lance l'opération Barbarossa : il s'agit de vastes offensives dans trois directions, chacune répondant à des objectifs stratégiques. Au Nord, l'offensive sur Leningrad vise à priver les Soviétiques d'un débouché sur la mer Baltique. Au centre, l'objectif est la conquête du cœur économique et politique de l'URSS, avec sa capitale Moscou, ainsi que les grandes plaines permettant d'assurer un approvisionnement en céréales. Au Sud, avec le contrôle de Stalingrad, c'est l'accès vers les gisements de pétrole du Caucase, ressource indispensable à l'armée allemande dans une guerre qui s'inscrit dans la durée, qui est recherché.

2. Par une série de contre-offensives et de batailles décisives (Leningrad, Moscou, Stalingrad), la Wehrmacht est mise en échec et la stratégie du Reich s'effondre. Au Nord, les Allemands reculent. Au Sud, la bataille de Stalingrad (juillet 1942-février 1943) est l'une des plus meurtrières de la guerre. Deux millions d'hommes s'y affrontent tandis que les civils subissent le siège et la destruction de la ville. L'armée allemande subit de lourdes pertes. Les Soviétiques font de nombreux prisonniers.

3. Différentes formes de propagande sont utilisées, dans les deux camps, pour diffuser un discours patriotique virulent. Pour les officiers supérieurs de la Wehrmacht (doc. 3), les ordres transmis à l'armée sont des relais de la propagande nazie,

assimilant le combat à une lutte pour la survie du « peuple allemand ». Pour l'URSS, qui utilise largement les affiches de propagande à destination des civils, il s'agit de provoquer l'union nationale contre la menace nazie. Dans les deux cas, la violence extrême est justifiée : « Anéantissons l'ennemi » exige l'affiche soviétique, tandis que le général allemand demande « l'anéantissement total et sans pitié de l'ennemi ».

4. La guerre à l'Est entraîne la radicalisation des crimes qui touchent désormais les civils de manière systématique, quel que soit leur âge, leur sexe. L'auteur évoque ici non pas la volonté de tuer des « partisans », qui sont des combattants, mais « tout le village » : femmes et enfants apparaissent comme les principales victimes des tueries de masse à l'Est.

PARCOURS 2 : Construire une argumentation

Les premiers combats Doc. 1

La négation du territoire de l'adversaire : pour l'Allemagne nazie, les territoires de l'Est sont des espaces qui ont vocation à être au service de l'Allemagne (réserves en pétrole, produits agricoles, produits industriels fournis par une population dominée).

Les offensives de l'opération Barbarossa visent à assurer le contrôle sur des richesses indispensables à l'Allemagne dans un conflit qui s'inscrit dans la durée, sans se préoccuper de la souveraineté des États.

Une guerre idéologique Doc. 2 et 3

La négation d'autrui :

- la propagande construit un discours destructeur qui refuse à l'adversaire toute humanité et tout droit à l'existence ;
- elle fait de la guerre non pas un combat pour vaincre l'ennemi, mais un combat pour le faire disparaître totalement, l'anéantir.

Une guerre totale Doc. 4 et 5

La négation de la vie :

- les combats particulièrement meurtriers ont lieu au cœur des villes comme Stalingrad. Les civils subissent la violence des bombardements, des sièges qui durent des mois. Les soldats prisonniers sont détenus dans des conditions extrêmement dures ;
- la multiplication des crimes de guerre à l'Est contre les civils (femmes et enfants compris) accompagne la progression de l'armée allemande lors de l'opération Barbarossa.

SYNTHÈSE : En quoi l'opération Barbarossa contribue-t-elle à donner une nouvelle dimension à la guerre ?

Le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie lance une vaste offensive contre l'Union soviétique, rompant le pacte de non-agression signé en 1939. Près de trois millions de soldats ouvrent un large front s'étendant de la mer Baltique au nord jusqu'à la mer Noire au sud. En quoi l'opération Barbarossa contribue-t-elle à donner une nouvelle dimension à la guerre ?

L'Allemagne nazie, en lançant une opération militaire aussi vaste et risquée, a comme premier objectif de s'emparer de territoires soviétiques indispensables à l'élargissement et à la consolidation de ce que les nazis nomment l'« espace vital » allemand. L'Est représente pour eux un horizon nécessaire à l'heure où la guerre s'installe dans la durée et où l'économie allemande commence durement à ressentir le manque de main-d'œuvre (des millions de soldats allemands sont mobilisés) et des difficultés d'approvisionnement (pétrole, matières premières, produits agricoles). Inversement, priver l'URSS de ses espaces productifs essentiels est également nécessaire dans la perspective d'un futur affrontement. Dès lors, l'offensive assure à l'Allemagne une ouverture plus grande sur le littoral de la Baltique (privant, de fait, l'URSS de ce débouché), la mainmise sur le cœur économique et politique de l'URSS (région de Moscou), sur les grandes plaines céréalières et les gisements de pétrole du Caucase (doc. 1). Hitler nie ainsi la souveraineté soviétique sur une partie de ses territoires, considérant leur intégration dans un espace de domination allemand comme légitime.

Le conflit entre les deux totalitarismes que sont l'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne revêt un aspect largement idéologique porté par un discours patriotique toujours croissant. Le second objectif de l'Allemagne, à travers l'opération Barbarossa, est de détruire l'Union soviétique afin d'éliminer toute menace contre le « peuple allemand ». Au même titre que les Juifs, les Slaves sont assimilés par les nazis à des « sous-hommes » et la lutte contre la menace « judéo-communiste » est un leitmotiv de la propagande nazie. La construction d'une Europe nouvelle, sous la tutelle allemande, et de son idéologie nazie ne peut reposer, pour Hitler, que sur l'élimination du contre-modèle communiste. Pour l'URSS, la lutte contre la politique expansionniste nazie est présentée comme une question de survie. Elle sert également de prétexte à Staline pour cimenter l'unité nationale et asseoir sa dictature. L'URSS mène la « Grande Guerre patriotique », termes de propagande pour désigner la mobilisation totale face à l'attaque allemande. Dans les deux

cas, l'intense propagande tourne autour de l'idée de destruction complète de l'ennemi, présentée comme la seule issue possible : « anéantissement total et sans pitié de l'ennemi » (doc. 3), « frappons et anéantissons l'ennemi » (doc. 2).

La guerre à l'Est revêt donc une dimension particulière : celle d'une guerre totale qui mobilise l'ensemble des moyens militaires, économiques et humains. À partir de l'été 1941, les deux ennemis s'affrontent dans une logique de destruction totale de l'ennemi, qu'il soit militaire ou civil. Dans ce contexte, la bataille de Stalingrad (juillet 1942-février 1943) est l'une des plus meurtrières de la guerre. Deux millions d'hommes s'y affrontent tandis que les civils subissent le siège et la destruction de la ville. Ici, la violence atteint un degré tel que les crimes touchent désormais les civils de manière systématique, quel que soit leur âge, leur sexe. Les femmes et les enfants apparaissent comme les principales victimes des tueries de masse à l'Est. Les témoignages de soldats évoquent l'ampleur de ces crimes (doc. 5). Le 13 mars 1944, le soldat allemand Müller relate ainsi les actes commis par sa patrouille dans un village soviétique : « On a liquidé les femmes, les enfants, tout le monde ».

Les combats sur le front de l'Est marquent un tournant dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. L'affrontement total entre Allemands et Soviétiques bascule dans des logiques d'anéantissement de l'adversaire qui touchent désormais l'ensemble des populations, militaires comme civiles.

ÉTUDE Le génocide des Juifs et des Tsiganes

p. 88-89

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La fonction des ghettos est d'isoler, dans un quartier spécifique, les Juifs du reste de la population. Le plus souvent fermés par des murs ou des barbelés, comme à Lodz en Pologne, les ghettos permettent à l'Allemagne de séparer les populations afin de germaniser les terres conquises à l'Est.

2. À l'automne 1941, l'armée allemande envahit une partie de l'URSS. Les Einsatzgruppen mettent en œuvre les premières tueries de masse, en particulier de Juifs. Ces tueries se caractérisent par des fusillades massives durant lesquelles des centaines de Juifs sont assassinés, entassés dans des fosses et recouverts de chaux. Hommes, femmes et enfants sont victimes de ces violences extrêmes. Ce mode opératoire se caractérise à la fois par une certaine improvisation mais aussi par un début d'organisation rationnelle de la mort de masse (préparation des fosses, recours au chlorure de chaux).

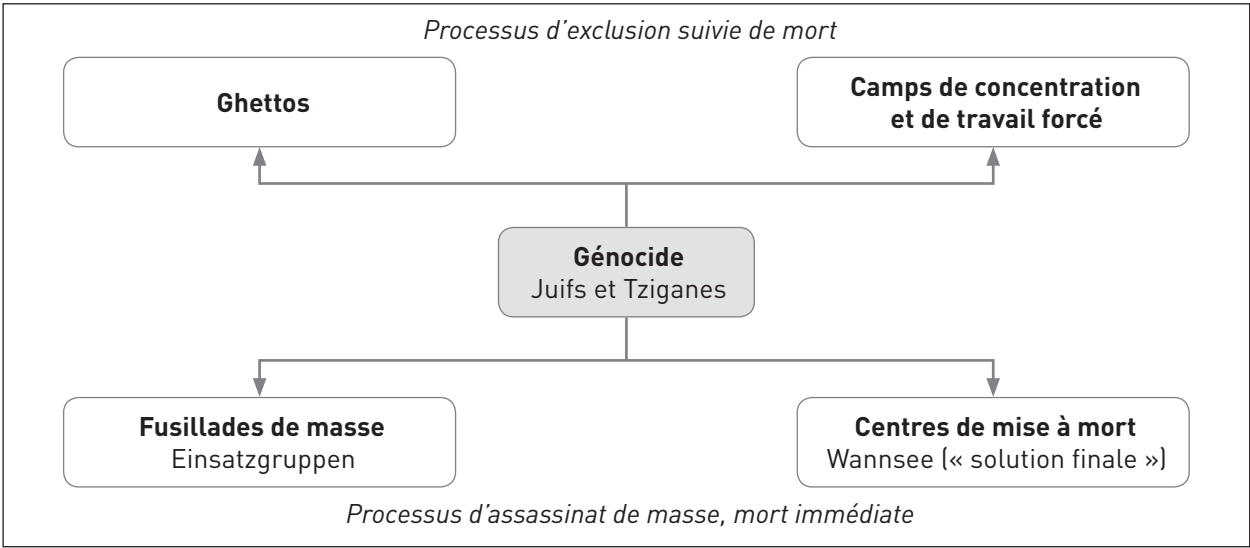
3. La conférence de Wannsee distingue deux catégories de Juifs parmi ceux qui devront être « mobilisés pour le travail » au service de l'Allemagne. La première catégorie est constituée de ceux qui mourront des suites des conditions très dures de travail et de détention. Le texte parle de « diminution naturelle substantielle de leur nombre ». La mort est donc, pour eux, une finalité. La seconde catégorie est constituée de ceux qui résisteront à ces conditions très dures. Pour eux, le texte est flou, évoquant seulement la nécessité de leur « appliquer un traitement approprié » et l'impossibilité de les remettre « en liberté ». Le texte évoque l'idée d'un transport « plus loin à l'Est ». Sans évoquer explicitement leur mise à mort, le texte sous-entend la volonté de les faire définitivement disparaître puisqu'il n'est pas question qu'ils fassent naître une « nouvelle souche juive ». L'extermination de tous les Juifs, d'une façon ou d'une autre, est donc bien l'objet de la conférence de Wannsee.

4. Auschwitz-Birkenau est un lieu qui se distingue par la coexistence de deux types d'espace, cha-

cun associé à une étape de la politique raciale nazie. Dès 1940, Auschwitz I est un vaste camp de concentration répondant à la politique de travail forcé instaurée par les nazis. En 1941, un camp de concentration et de travail forcé supplémentaire, Auschwitz III, vient le renforcer et fournir de la main-d'œuvre à l'usine IG Farben installée à proximité. À la fin de l'année 1941, une politique d'assassinat de masse entraîne l'ouverture d'un centre de mise à mort, Auschwitz II-Birkenau, avec la présence de chambres à gaz et de fours crématoires pour la destruction des corps. Les déportés y sont, pour la plupart, immédiatement assassinés dès leur arrivée.

5. Le document montre comment les nazis procèdent à l'assassinat en masse de familles tsiganes entières, hommes, femmes et enfants, avec la volonté de ne laisser aucun survivant. Les motivations des SS qui exécutent ce crime sont motivées par le simple fait que ces familles sont « Tsiganes », soit simplement pour ce qu'elles sont.

PARCOURS 2 : Réaliser un schéma



SYNTHÈSE : Quelles formes prend la mise en œuvre des génocides pendant la Seconde Guerre mondiale ?

Dans les années 1920, l'idéologie nazie se construit autour d'une conception « raciale du monde ». Dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir en 1933, Juifs et Tziganes sont les principales victimes des politiques d'exclusion. À partir de 1939, la guerre permet de donner une ampleur inédite à la volonté d'anéantir ceux que les nazis considèrent comme des « sous-hommes ». Quelles formes prend la mise en œuvre des génocides pendant la Seconde Guerre mondiale ?

En Allemagne et dans les pays occupés, les nazis mettent en place des politiques d'exclusion de ceux qu'ils considèrent comme étrangers à la société sur la base de critères « raciaux » qu'ils définissent. Dès que la guerre éclate et que l'Allemagne assoit sa domination sur les territoires polonais à l'Est, les Juifs, dont l'identification et l'exclusion avaient débutées bien avant la guerre, sont concentrés au sein de camps de transit ou de ghettos. La fonction des ghettos est de mettre à l'écart, dans un quartier spécifique, les Juifs du reste de la population (doc. 1). Le plus souvent fermés par des murs ou

des barbelés, comme à Lodz en Pologne, les ghettos permettent à l'Allemagne de séparer les populations afin de germaniser les terres conquises à l'Est. Une partie des Juifs est conduite dans des camps de concentration pour travailler dans des conditions inhumaines comme à Auschwitz dès 1940. À partir de 1941, un second camp (Auschwitz II) est créé, associé à l'usine IG Farben (doc. 4). La conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 met en œuvre un plan de déportation massif des Juifs d'Europe et prévoit qu'ils soient, pour une partie d'entre eux, « mobilisés pour le travail », dans des conditions très dures afin d'arriver à une « diminution [...] substantielle de leur nombre ».

Les désordres de la guerre et l'occupation de vastes territoires à l'est de l'Europe permettent aux nazis de mettre en place des politiques d'assassinats de masse. À partir de 1941, dans le cadre de l'opération Barbarossa, ce sont des groupes spéciaux, les Einsatzgruppen, qui massacrent les Juifs et les opposants politiques, au fur et à mesure de l'avancée de l'armée allemande à l'est de l'Europe et en URSS (doc. 2). Ces tueries se caractérisent par des fusillades massives durant lesquelles des centaines de Juifs sont assassinés à la chaîne et ensevelis les uns sur les autres dans des fosses et recouverts de chaux. Hommes, femmes et enfants sont victimes de ces violences extrêmes. Près de 2 millions de Juifs, hommes, femmes et enfants, sont tués lors de ces opérations. La conférence de Wannsee (20 janvier 1942) officialise un vaste plan de déportation et d'assassinat systématique des Juifs d'Europe, la « solution finale » (doc. 3). Sans évoquer explicitement leur mise à mort, le texte sous-entend la volonté de les faire définitivement disparaître, affirmant qu'il n'est pas question qu'ils fassent naître une « nouvelle souche juive ». L'objectif est donc de toute évidence de trouver un moyen d'éliminer les 11 millions de Juifs. Les populations juives sont déportées en convois ferroviaires. La majorité est envoyée dans des centres de mise à mort. Là, les déportés sont immédiatement exécutés, gazés dans les chambres à gaz. Le centre de mise à mort d'Auschwitz-Birkenau, à proximité des camps de travail, est ouvert à la fin de 1941. Il s'impose comme le lieu de l'assassinat massif des Juifs d'Europe. Un million de Juifs et 23 000 Tsiganes y trouvent la mort dans les chambres à gaz (doc. 4 et 5).

Le bilan de cette politique d'assassinat de masse est effroyable : environ 6 millions de Juifs sur 9 à 11 millions sont tués ; 250 000 Tsiganes environ, soit 1/3 des Tsiganes d'Europe. La mise en œuvre des politiques génocidaires nazies est ainsi un aspect indissociable de la Seconde Guerre mondiale.

POINT DE PASSAGE 6 et 9 août 1945. Les bombardements nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki

p. 90-91

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki se distinguent par l'effet de sidération qu'ils produisent au regard de leur puissance destructrice immédiate. Le souffle de l'explosion s'étend sur un rayon de deux kilomètres, entraînant un embrasement immédiat et total au sol avec des températures atteignant les 4 000 °C. Surtout, les radiations ont des conséquences durables, à long terme, avec de nombreux cas de cancers.

2. Le président Harry Truman s'adresse au Japon en affirmant qu'il est le vrai responsable, n'ayant pas tenu compte de « l'avertissement » lancé auparavant par les États-Unis. Il rappelle que les puissances de l'Axe menaient également des recherches scientifiques pour la mise au point d'une telle arme et qu'il était nécessaire de les devancer. H. Truman anticipe les critiques internationales sur l'inhumanité d'une telle arme utilisée contre des civils en rappelant que le Japon n'a pas, à de nombreuses reprises, respecté les « lois de guerre internationales ». Il s'adresse également à l'opinion publique américaine en expliquant qu'écourter la guerre de cette façon est un moyen de limiter les pertes de soldats américains en accélérant la reddition du Japon.

3. Les conséquences humaines et matérielles de ces deux explosions sont dévastatrices. Le bilan humain est tout d'abord dramatique : sur un total de 650 000 habitants pour les deux villes, 210 000 meurent dont 110 000 immédiatement. Les effets immédiats pour les survivants sont des brûlures profondes accompagnées de vomissements, diarrhées, fortes fièvres, chutes de cheveux, saignements des gencives. À long terme, de nombreux cas de cancers sont diagnostiqués et le choc psychologique est durable. Les infrastructures ont été soufflées par l'explosion ou bien ravagées par les incendies. Les villes apparaissent quasiment entièrement détruites.

4. Pour l'empereur, l'usage d'une telle arme implique la capitulation immédiate au risque d'une disparition totale du Japon.

5. Albert Camus développe une réflexion sur l'avenir de l'humanité face à une telle capacité destructrice. Il pose la question de la place de l'éthique dans un monde moderne capable de telles destructions. Il préconise l'arrêt de la situation de guerre qui donne des pouvoirs très étendus aux gouvernements et le retour à la démocratie, seule condition, pour lui, permettant que « les peuples » imposent la paix.

PARCOURS 2 : Réaliser un exposé

Ressources :

- Site Lumni :
 - Flore-Anne d'Arcimoles, *Hiroshima, la grande explication* (vidéo, 04:36), INA-France Télévisions-RTS, 2018. Publié le 18/07/18 ; Modifié le 11/12/19. www.lumni.fr/video/hiroshima
 - *La Bombe atomique : Hiroshima et Nagasaki* (vidéo, 02:26), reportage diffusé le 12 octobre 1945 (date d'événement : 9 août 1945), INA. <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000172/la-bombe-atomique-hiroshima-et-nagasaki.html>
- L'Histoire, « 1931-1945, Asie-Pacifique : l'autre guerre mondiale », n° 413, juillet-août 2015.
- Site L'Histoire par l'image :
 - Alexandre SUMPF, *Hiroshima après la bombe*, février 2018. Analyse de deux photographies ;
 - Vue d'Hiroshima en ruine à proximité de l'épicentre, anonyme, août 1945.
 - Deux garçons dans un champ de ruines près du centre de l'explosion, Lohse Bernd, 1951. www.histoire-image.org/fr/etudes/hiroshima-apres-bombe

SYNTHÈSE : Quelles sont les spécificités de ces deux bombardements ?

Le recours aux bombardements des centres urbains est massif lors de la Seconde Guerre mondiale. Les Allemands ciblent les villes britanniques, Londres en particulier, dès 1940. Les Alliés bombardent massivement l'Allemagne (Dresde, Berlin) et le Japon (Tokyo). Durant l'été 1945, 68 villes japonaises sont touchées. Les 6 et 9 août 1945, les villes d'Hiroshima et de Nagasaki sont visées. Quelles sont les spécificités de ces deux bombardements ?

Les bombardements sur Hiroshima et Nagasaki sont d'un caractère inédit. Entre décembre 1941 et août 1945, le projet Manhattan mobilise scientifiques et militaires américains pour mettre au point une arme nouvelle, d'une puissance inégalée et capable à elle seule de permettre la victoire : l'arme atomique. Quelques jours après le premier essai réussi, le 6 août 1945, une première bombe, surnommée « Little Boy », est lâchée sur Hiroshima par un bombardier B-29. Elle provoque la mort immédiate de 70 000 personnes, 200 000 morts au total compte tenu des effets à long terme. Le 9 août 1945, une seconde bombe explose à Nagasaki, faisant 40 000 morts immédiates et 120 000 morts en tout (doc. 1). En comparaison des nombreux bombardements effectués durant la Seconde Guerre mondiale, les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki se dis-

tinguent par l'effet de sidération qu'ils produisent au regard de leur puissance destructrice.

La course aux armements, avec la mise au point d'armes nouvelles, est une composante essentielle de l'affrontement militaire. Les Américains lancent le projet Manhattan dès le début de la guerre. Les bombardements sur Hiroshima et Nagasaki, avec ces armes nouvelles que seuls les États-Unis possèdent, sont un geste militaire fort par lequel les États-Unis démontrent leur supériorité militaire et leur statut de puissance dominante face à leurs adversaires (doc. 2), et même auprès de leurs Alliés (Soviétiques en particulier, que Truman ne cite pas dans les Alliés ayant participé à la prise de décision). En 1945, l'impact militaire de ces deux bombardements est immédiat. Quelques jours plus tard, le Japon capitule (doc. 3).

L'empreinte psychologique de ces bombardements est durable. Le monde découvre avec effroi la puissance destructrice de ce nouveau type d'armement. Au-delà du bilan humain immédiat dramatique, les effets sur les survivants sont durables à cause des brûlures et surtout des radiations subies (doc. 5). Les villes apparaissent entièrement détruites (doc. 4). Albert Camus développe une réflexion sur l'avenir de l'humanité face à la puissance destructrice d'une telle arme.

Les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki marquent la fin de la guerre dans le Pacifique et annoncent la fin de la Seconde Guerre mondiale, remportée par les Alliés. Cependant, comme l'écrit A. Camus, « la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie » (doc. 6).

POINT DE PASSAGE Juin 1940 en France : continuer ou arrêter la guerre p. 94-95

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Pour Charles de Gaulle, la défaite subie en 1940 n'est pas inéluctable. La « bataille de France » n'est qu'un épisode d'une guerre qui est « mondiale ». Le combat doit donc, pour lui, continuer. Il fait partie des chefs politiques et militaires qui défendaient l'idée d'une simple capitulation, renoncement à combattre de l'armée permettant à l'État de continuer à prendre des mesures pour continuer la guerre et, à titre individuel, aux combattants français à se retrouver « en territoire britannique » pour continuer le combat auprès des Alliés. Pour Philippe Pétain, au contraire, la défaite est une réalité. Il emploie le terme de « fin » à propos des combats qui sont, selon lui, inutiles face à la supériorité allemande. Il défend l'idée d'un « armistice

[...] inévitable », décision politique engageant l'État français dans un processus d'arrêt de tout combat et de négociations pour préparer un accord de paix.

2. Selon Charles de Gaulle, la France peut poursuivre le combat en maintenant ses engagements avec les Alliés qui sont encore en mesure de vaincre les puissances de l'Axe : les Britanniques contrôlant les mers, et les États-Unis (dont de Gaulle espère une rapide entrée dans la guerre) disposant d'une puissance industrielle sans égale. La France peut également encore s'appuyer sur ses propres forces pour combattre hors de l'Hexagone : recours aux territoires français d'outre-mer et appel à tous les volontaires souhaitant le rejoindre à Londres. Dans les deux cas, le refus de l'armistice est indispensable.

3. Philippe Pétain critique les gouvernements républicains au pouvoir depuis le lendemain de la Première Guerre mondiale, les accusant de laxisme et de ne pas avoir fait de « l'effort » une valeur apte à redresser la France. Sans le nommer directement, il fait allusion tout particulièrement au Front populaire qui a mis en œuvre les congés payés et le développement des loisirs, conduisant selon lui le pays à un « esprit de jouissance » plutôt que de « sacrifice » (voir p. 30-31).

4. L'image de propagande utilise une référence religieuse chrétienne : Philippe Pétain est assimilé à Jésus, le Christ Sauveur, bras presque en croix. Il est ainsi présenté comme l'homme providentiel, capable de « ressusciter » la France du champ de ruines (visibles devant lui) dans lequel l'a plongé la défaite. Il se tient en homme droit et fier qui reste sur le sol français, ne fuyant pas des responsabilités qu'il a déjà assumées (son uniforme de maréchal, héros de 14-18, le rappelle) et qu'il assume désormais (drapeau en main, il est présenté comme le chef légitime de la France). Il s'agit, de fait, d'une critique implicite à l'égard du général de Gaulle, celui qui s'est placé « hors du sol de France ».

5. L'armistice signé avec l'Allemagne entraîne un démantèlement militaire d'envergure de la France placée sous l'entière tutelle du vainqueur. Les mesures visent tout particulièrement la flotte de guerre française dont l'Allemagne redoute qu'elle n'aille renforcer celle du Royaume-Uni. En outre, il impose au Gouvernement français la responsabilité de s'opposer à toute forme de résistance contre l'Allemagne.

PARCOURS 2 : Compléter un tableau de synthèse

Ce que veut de Gaulle et pourquoi Doc. 1
<p>Continuer le combat à l'extérieur de la France hexagonale et refuser la défaite, en respectant les engagements pris auprès des Alliés :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Alliés largement en mesure de vaincre l'Axe : puissance maritime britannique et puissance industrielle américaine ; – forces françaises encore disponibles pour se battre : appel aux volontaires pour reprendre le combat sous toutes ses formes (soldats, ouvriers, ingénieurs) depuis l'extérieur du territoire ; empire colonial français encore disponible. <p>De Gaulle s'impose donc comme un adversaire de l'armistice et un partisan de la capitulation, avec l'objectif de reconstituer un État français libre hors de l'Hexagone pour continuer la guerre.</p>
Ce que veut Pétain et pourquoi Doc. 2 et 3
<p>Arrêter le combat et reconnaître la défaite en engageant des négociations de paix de façon unilatérale :</p> <ul style="list-style-type: none"> – option de l'armistice présenté par Pétain comme le seul moyen d'éviter un désastre encore plus grand ; – président du Conseil depuis peu, Pétain se présente comme le seul capable d'établir avec l'Allemagne des conditions acceptables de la défaite. <p>Pétain s'impose donc comme un partisan de l'armistice. Il engage l'État français à ne pas continuer la guerre durant la période de négociations qui doit conduire à la signature d'un traité de paix.</p>
Ce qu'imposent les Allemands Doc. 4
<p>La reconnaissance par la France de sa défaite complète et l'acceptation de conditions très dures qui écartent toute capacité de redevenir une menace.</p> <p>Démantèlement militaire d'envergure de la France placée sous l'entière tutelle de l'Allemagne, notamment en ce qui concernant les forces navales.</p> <p>Acceptation du gouvernement français d'assurer le contrôle de sa population et d'étouffer les différentes formes de résistance contre l'Allemagne.</p>

SYNTHÈSE : Quelles sont les conséquences de la défaite de juin 1940 ?

Le 10 mai 1940, l'Allemagne lance une grande offensive sur les Pays-Bas, la Belgique et le nord-est de la France. Fin mai, l'armée française est en grande difficulté, contenant à grand-peine l'avancée allemande sur son territoire. Début juin, la défaite militaire semble inéluctable. Quelles sont les conséquences de la défaite de juin 1940 ?

Pour une partie des chefs militaires et politiques français, le désastre de la campagne de France de juin 1940 ne doit pas signifier la défaite totale et définitive de la France. Une simple capitulation militaire permettrait au gouvernement français d'organiser la poursuite de la guerre en s'appuyant sur ses Alliés et sur son territoire encore disponible, soit le sud de la France où se trouve l'essentiel de la flotte militaire et surtout l'empire colonial. C'est en particulier la position du général de Gaulle qui a quitté la France pour rejoindre Londres, d'où il lance un appel à la résistance le 18 juin 1940, sur les ondes de la BBC (doc. 1). Charles de Gaulle s'impose donc comme un partisan de la capitulation, avec l'objectif de reconstituer un État français libre hors de France et de continuer la guerre, incarnant à lui seul l'esprit de résistance.

Depuis le 16 mai, Paul Reynaud a démissionné de la présidence du Conseil et son successeur, le maréchal Pétain, fait partie de ceux qui privilégient le choix de l'armistice. Comme le général Weygand, il refuse d'humilier l'armée en lui faisant endosser la responsabilité de la défaite et souhaite que l'État assume cette responsabilité, quitte à renoncer, de fait, à son alliance avec le Royaume-Uni (doc. 2). Se présentant comme le seul capable de sauver la France et de restaurer l'honneur du pays dans une telle situation, il justifie ses choix à venir en critiquant non seulement de Gaulle pour son choix de quitter la France mais aussi les gouvernements antérieurs, tout particulièrement le Front populaire de 1936, qui ont conduit, selon lui, le pays au désastre (doc. 3). Pétain s'impose donc comme l'artisan clé de l'armistice et de l'acceptation de la défaite.

La convention d'armistice, signée à Rethondes le 22 juin 1940, est largement dictée par l'Allemagne (doc. 4). Elle impose l'arrêt des combats sur l'intégralité du territoire national, y compris dans les territoires coloniaux, ainsi que le démantèlement militaire total de la France, placée désormais sous son entière tutelle, notamment en ce qui concernant les forces navales. La priorité pour l'Allemagne, dans un conflit qui se poursuit avec le Royaume-Uni, est d'éviter tout risque de ralliement de la flotte française à la flotte britannique et de

s'assurer, à moindre coût en hommes et moyens matériels, la docilité de la France. Elle interdit également toute tentative de résistance, obligeant le gouvernement français à contrôler lui-même sa population.

La défaite de juin 1940 marque une rupture majeure en France entre partisans de la capitulation et partisans de l'armistice. Les premiers se rangeront progressivement derrière Charles de Gaulle qui incarne, depuis Londres, l'esprit de résistance. Les seconds soutiendront l'action du maréchal Pétain à la tête de l'État français qui opte pour une politique de collaboration avec l'Allemagne.

POINT DE PASSAGE

De Gaulle et la France libre

p. 96-97

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Les combattants de la France libre sont des volontaires qui quittent la France occupée pour rejoindre l'Angleterre ou l'Afrique. Leur nombre ne cesse d'augmenter, passant de 3 000 à l'été 1940 à 73 500 en 1944. Ce sont aussi des troupes coloniales comme celles d'Afrique-Équatoriale française, ralliées à la France libre dès août 1940.
2. Le général de Gaulle s'impose très tôt, à la suite de l'appel du 18 juin 1940, comme le chef de la France libre. Cette qualité lui est officiellement reconnue par le gouvernement britannique et son Premier ministre Winston Churchill dès l'été 1940. Durant toute la période de la guerre, et en particulier à la Libération en 1944, il incarne à lui seul l'esprit de résistance de la France libre.
3. En 1940, la France libre, que de Gaulle organise depuis Londres, est réduite à l'Afrique-Équatoriale française et aux comptoirs en Asie. Lentement, la reconquête territoriale s'organise à partir de l'Afrique. À la fin de 1942, la France libre contrôle l'intégralité des territoires français africains (Maghreb, Afrique-Occidentale française, Madagascar). La reconquête complète du territoire national s'effectue enfin progressivement (Tunisie, Antilles, Guyane, Corse), pour s'achever à l'été 1944 par la libération de la France métropolitaine.
4. En juin 1940, de Gaulle est à Londres où il est reconnu par le gouvernement britannique comme chef de la France libre. De fait, Londres en devient la capitale. L'Afrique-Équatoriale française étant, à la fin de 1940, le seul territoire contrôlé par la France libre, Brazzaville, sa capitale, devient la première capitale française de la France libre. La reconquête du Maghreb en 1942 fait qu'Alger, capitale de l'Algérie que la France considérait comme partie intégrante de son territoire depuis le ^{xix}^e siècle,

devient la nouvelle capitale jusqu'à la libération de Paris qui n'intervient qu'à l'été 1944.

5. Le premier extrait montre que de Gaulle considère la France libre comme un gouvernement provisoire. Autoproclamé en 1940, il a comme objectif de préserver les valeurs républicaines (« souveraineté [...] de la nation »), et comme finalité d'être remplacé, dès que possible, par une autorité politique démocratiquement élue par l'« Assemblée nationale ». Le second extrait montre que, pour de Gaulle, la France libre représente ce qu'il nomme « la seule [...], la vraie France », c'est-à-dire un gouvernement provisoire légitime car garant du retour à la démocratie, contrairement au régime de Vichy qui « a capitulé ».

6. Jeanne Bohec est une résistante de la première heure, rejoignant de Gaulle en Angleterre dès juin 1940. Elle se joint ensuite à la Résistance intérieure en menant des actions de sabotage en Bretagne. On peut constater une continuité dans sa formation au maniement des armes et des explosifs en Angleterre et son engagement sur le terrain en France. La France libre assure la formation militaire, la logistique, la cohérence des actions que la Résistance intérieure met en action sur le terrain.

PARCOURS 2 : Réaliser une synthèse de documents

La France libre est une organisation politique qui s'affirme comme seule détentrice de la légitimité démocratique française (doc. 5), refusant de reconnaître la légitimité des actes constitutionnels de juillet 1940 instaurant le régime de Vichy. Elle est reconnue comme organisation politique par le gouvernement britannique et son Premier ministre W. Churchill (doc. 2) dès août 1940.

Elle est également une organisation militaire qui n'accepte pas la défaite de mai/juin 1940 et se fixe comme objectif de participer activement, aux côtés des Alliés, à la reconquête du territoire national (doc. 3). Pour cela, de Gaulle fait appel à des volontaires dont le nombre ne cesse d'augmenter entre 1940 et 1944 (doc. 1).

La France libre est incarnée en premier lieu par un homme, Charles de Gaulle, qui en devient le chef dès 1940 après l'appel fondateur du 18 juin (biographie). Autour de lui, des milliers de combattants s'organisent progressivement, qu'ils le rejoignent en Angleterre, comme Jeanne Bohec (biographie) qui combat ensuite sur le territoire français, ou qu'ils combattent dans les territoires coloniaux comme les unités de tirailleurs (doc. 4) de l'Afrique-Équatoriale française.

SYNTHÈSE : Comment le général de Gaulle organise-t-il la France libre hors du territoire français métropolitain ?

En juin 1940, la France subit une écrasante déroute militaire qui conduit une partie des chefs militaires, comme le général Weygand, et politiques, comme le vice-président du Conseil Philippe Pétain, à faire le choix de l'armistice : une partie du territoire français est occupée tandis que les actes constitutionnels de juillet fondent l'État français et mettent fin à la République. Charles de Gaulle, alors sous-secrétaire d'État à la Défense, s'oppose à ces choix et rejoint Londres le 17 juin (biographie). Comment, de là, organise-t-il progressivement la France libre ?

Le départ de Charles de Gaulle est en premier lieu lié au refus d'abandonner les idéaux républicains (doc. 5) face aux projets de « Révolution nationale » du régime de Vichy. Le terme de « France libre » choisi par de Gaulle est révélateur de l'ambition politique qui consiste à affirmer la défense de la liberté comme valeur fondamentale. Tout au long de ses discours, il n'a cessé de rappeler cet objectif de la France libre qu'est la restauration de la République et de ses fondements : « souveraineté [...] de la nation », « Assemblée nationale » (déclaration aux mouvements de Résistance, 1942).

Le choix des différentes capitales de la France libre symbolise cette volonté de nier à « Vichy » toute légitimité. Dès la fin de 1940, le contrôle de l'Afrique-Équatoriale française par les troupes fidèles à la France libre permet à de Gaulle de faire de Brazzaville une première capitale de la France libre. En 1942, c'est Alger, capitale d'une Algérie libérée et que la France considère comme totalement française depuis le ^{xix}^e siècle, qui devient la nouvelle capitale (doc. 3). La légitimité politique, en 1940, passe en premier lieu par la reconnaissance de la France libre par les Alliés. De Gaulle l'obtient très rapidement, dès août, du gouvernement britannique et de son Premier ministre W. Churchill (doc. 2).

Militaire, Charles de Gaulle veut également constituer la France libre comme force combattante. L'appel du 18 juin au micro de la BBC de Londres est un appel à la résistance armée auprès des Alliés. Peu nombreux en 1940, les rangs des combattants de la France libre se gonflent progressivement jusqu'à environ 43 500 en 1944 (doc. 1). C'est surtout à partir de l'Afrique française libre que les forces combattantes de la France libre se structurent, avec l'aide des Alliés, et s'engagent dans les combats. 60 % de ses combattants sont des tirailleurs, c'est-à-dire des soldats de l'infanterie coloniale (doc. 4). À partir de 1942, le général de Gaulle missionne Jean Moulin pour unifier les mouvements de Résistance intérieure. Des hommes et des femmes comme

Jeanne Bohec (biographie) assurent une action complémentaire et coordonnée entre les groupes militaires clandestins qui forment les Forces françaises de l'intérieur (FFI) et les FFL qui prennent une part active dans les actions engagées, par exemple le débarquement allié du 6 juin 1944.

La force de la France libre a été sa capacité de rassemblement d'hommes et de femmes autour de ses valeurs. En juin 1940, un homme plus que tout autre incarne à lui seul cet engagement humain hors normes dans un contexte de défaite et de renoncement. Charles de Gaulle, par son appel du 18 juin, devient la figure tutélaire de la France libre. En 1944, lorsqu'il s'adresse aux Parisiens libérés, Charles de Gaulle fait immédiatement la synthèse entre les Français de la France libre et tous les autres, combattants ou non, pour faire de la France libre le noyau de l'unité nationale et non pas un élément de division, assimilant la France libre à la France « toute entière ».

De 1940 à 1944, Charles de Gaulle a su rassembler autour de lui une minorité d'homme et de femmes dont le nombre n'a cessé de grandir dans une structure politique et militaire en permanente adaptation afin de permettre le rétablissement, dès la Libération, des idéaux démocratiques et de l'unité nationale.

ÉTUDE Le régime de Vichy et la « Révolution nationale » p. 98-99

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. L'Acte constitutionnel n° 2 permet au chef de l'État, Philippe Pétain, de concentrer entre ses mains à la fois le pouvoir exécutif (le paragraphe 1 parle de « pouvoir gouvernemental » et le paragraphe 3 précise, à propos des lois, qu'il « assure leur exécution ») et le pouvoir législatif (paragraphe 2). L'Acte constitutionnel n° 3 soumet la réunion des Assemblées (« Sénat et Chambre des députés ») au bon vouloir du chef de l'État. Ces deux éléments permettent de qualifier le nouveau régime politique de régime de type autoritaire. Il s'agit d'une dictature reposant sur le pouvoir personnel d'un chef de l'État doté de larges prérogatives. Ce régime est à l'opposé de la République, qui s'inspire de principes énoncés par les philosophes des Lumières comme Montesquieu : la séparation des pouvoirs et leur équilibre entre différentes institutions, le chef de l'État n'étant que l'une d'entre elles. La République repose également sur l'affirmation du rôle central, au sein de des institutions, des Assemblées composées de représentants des citoyens qui leur ont délégué leur souveraineté.

2. Pierre Laval (doc. 3) considère que les « intérêts » de la France sont d'établir une politique de coopération avec l'Allemagne (« relations normales et confiantes ») car la priorité est la lutte contre « le bolchevisme » (les communistes). L'Allemagne ayant besoin de main-d'œuvre et de produits agricoles et industriels (« [l'Allemagne] ne ménage pas le sang de sa jeunesse [...] elle va la chercher dans les usines et les champs »), il est nécessaire pour Pierre Laval que la France donne à l'Allemagne des gages de bonne volonté, qu'elle s'engage à ses côtés et qu'elle ne reste pas « inerte ou rétive ». Le doc. 2 montre la concrétisation de cette politique voulue par Pierre Laval avec les trois aspects de la « collaboration d'État » : aide financière, économique et humaine avec en particulier le STO et la Milice.

3. L'affiche joue un rôle clé dans la diffusion, par le régime de Vichy ou ses soutiens, des principes sur lesquels repose l'idéologie officielle, la « Révolution nationale ». Celle-ci met tout particulièrement en avant le culte du chef dans une démarche très proche de celle des régimes totalitaires. Philippe Pétain, en uniforme militaire au sommet de son bâton de maréchal, occupe une position dominante, protectrice. L'affiche promeut avant tout une dictature reposant sur l'autorité sans partage du chef de l'État. Le nationalisme du régime, liant le redressement de la France aux valeurs traditionnelles de la patrie, est également très présent sur cette affiche avec l'omniprésence des couleurs nationales, la présence du coq (symbole traditionnel) et le mot « patrie » au sein du triptyque de la devise du régime qui a remplacé la devise républicaine. Le redressement de la France promis par le régime doit reposer, selon l'affiche, sur l'adhésion des Français aux deux valeurs fondamentales énoncées dans la devise du régime : le « travail », qui doit permettre le rétablissement de l'économie (usines à l'arrière-plan, ouvrier au travail, paysan dans ses champs) ; la « famille », cellule de base de la société, qui doit faire naître une nouvelle génération de Français capables de tourner la page de la défaite (femme et ses enfants). Enfin, le thème de l'unité nationale (France des villes avec la tour Eiffel, France des champs avec le clocher du village, France des littoraux et de l'outre-mer avec l'ancre et le ballot de marchandises) est également présent.

4. L'antisémitisme, qui consiste, pour le régime de Vichy, à désigner « les Juifs » (doc. 4) comme des ennemis de l'intérieur, est une composante forte du régime qui l'associe étroitement, sur ce point, à l'idéologie nazie. Les résistants, tout particulièrement les combattants des maquis, sont désignés par Joseph Darnand, chef de la Milice (doc. 6),

comme un « adversaire [luttant] contre le pays » et des « bandes rebelles ». Le régime de Vichy combat ces deux adversaires. La loi « portant statut des Juifs » (doc. 4) organise la mise au ban de la société des Juifs et leur exclusion des fonctions clés du monde du travail. La Milice, organisation paramilitaire créée en janvier 1943, organise des opérations militaires meurtrières contre les maquis dans les zones de montagnes, comme « en Haute-Savoie » sur le plateau des Glières le 4 avril 1944.

PARCOURS 2 : Rédiger un paragraphe argumenté

Après la défaite militaire et la déroute politique de mai/juin 1940, le régime de Vichy met en œuvre son programme de Révolution nationale en deux temps. Les documents 1 et 4 montrent que, dans les semaines qui suivent la défaite, Philippe Pétain, qui était depuis mai 1940 vice-président du Conseil, profite de la sidération des Français face à cette situation exceptionnelle pour se présenter comme l'homme providentiel (doc. 5) et jeter les bases législatives du nouveau régime. Les Actes constitutionnels de juillet 1940 mettent fin à la République et fondent la dictature d'un chef de l'État aux larges prérogatives. La loi « portant statut des Juifs » d'octobre 1940 jette les bases d'un système social d'exclusion, antisémite et liberticide.

La longue période de l'Occupation, dans les années qui suivent, assure la consolidation du régime grâce à la mise en œuvre de la Révolution nationale. Le doc. 3 permet de souligner le rôle politique d'un acteur clé du régime, Pierre Laval, chef du Gouvernement de 1942 à 1944. C'est lui qui, en particulier, met en œuvre la politique de collaboration d'État avec l'Allemagne (doc. 2). Joseph Darnand (doc. 6), pour sa part, assure par la terreur et la violence de la Milice la lutte contre toute opposition, en particulier celle de la Résistance des maquis.

SYNTHÈSE : Quelle politique le maréchal Pétain et l'État français conduisent-ils après la défaite ?

Entre mai et juin 1940, l'armée française est débordée par l'avancée fulgurante de la Wehrmacht qui entre dans Paris le 14 juin. L'effondrement militaire est aussi politique avec la démission du président du Conseil, Paul Reynaud, dès le 16 mai, remplacé par Philippe Pétain. Ce dernier met en place l'« État français » qui s'installe à Vichy et dont l'existence est validée par les Actes constitutionnels du 11 juillet. Dès lors, quelle politique le maréchal Pétain et l'État français conduisent-ils ?

Dans les semaines qui suivent la défaite, Philippe Pétain et le régime de Vichy mettent en place

une politique de réorganisation des structures politiques, économiques et sociales du pays : la Révolution nationale, dont l'ambition est résumée par la devise qui remplace celle de la République, « Travail, Famille, Patrie » (doc. 5). Sur le plan politique, le régime repose sur l'autorité suprême du chef de l'État doté de larges pouvoirs. Il peut tout à la fois promulguer des lois et en assurer leur exécution ou encore réunir les assemblées, Chambre des députés et Sénat, selon son bon vouloir (doc. 1). Une intense propagande, par les affiches en particulier, développe un culte de la personnalité identique à celui des régimes totalitaires (doc. 5). La réorganisation économique repose sur une valorisation du travail manuel et des secteurs traditionnels de l'industrie et de l'agriculture. Elle vise tout à la fois à assurer les besoins du pays mais également à faire face aux prélèvements faits par l'Allemagne. La Révolution nationale repose enfin sur d'importantes transformations sociales, prônant les valeurs familiales comme condition nécessaire au redressement du pays. Les femmes sont encouragées à faire des enfants pour soutenir la natalité (doc. 5).

La mise en place d'une collaboration d'État avec l'Allemagne est le second volet de la politique menée par l'État français. Philippe Pétain, qui a rencontré Hitler à Montoire en octobre 1940, ainsi que Pierre Laval, son chef de Gouvernement à partir de 1942, espèrent intégrer le pays au sein d'une Europe forte, sur le modèle allemand. L'anticommunisme est un fondement de la politique de Vichy : pour Pierre Laval, lutter contre le risque d'expansion du bolchevisme soviétique ne peut se faire qu'en soutenant l'Allemagne et en adhérant à une idéologie prônant les valeurs traditionnelles (doc. 3). La France s'engage ainsi à fournir des produits alimentaires et industriels à l'Allemagne. Elle autorise également l'envoi de main-d'œuvre dans le cadre du Service du Travail obligatoire, STO, qui organise 650 000 départs de travailleurs français entre 1943 et 1944. Enfin, l'État français verse d'importantes sommes d'argent au titre des frais d'occupation (doc. 2).

L'État français est ainsi un régime liberticide. Tournant le dos aux principes républicains inspirés des Lumières et de 1789, il traque les opposants en utilisant la Milice, organisation paramilitaire créée en janvier 1943. Celle-ci organise des opérations meurtrières contre les maquis, comme en Haute-Savoie sur le plateau des Glières en avril 1944 (doc. 6). L'État français est un régime antisémite. La loi « portant statut des Juifs » d'octobre 1940 exclut les Juifs des fonctions publiques (doc. 4). Le régime de Vichy joue un rôle décisif dans le génocide des Juifs en participant à leur arresta-

tion, leur internement et leur déportation comme les 16 et 17 juillet 1942, lors de la rafle du Vél' d'hiv' durant laquelle plus de 13 000 Juifs étrangers sont arrêtés dans Paris et sa banlieue.

Le maréchal Pétain et l'État français conduisent, entre juillet 1940 et l'été 1944, une politique de réorganisation politique, économique et sociale (la « Révolution nationale »), une politique de collaboration d'État avec l'Allemagne et une politique répressive contre toute forme d'opposition qui se situent aux antipodes des valeurs républicaines.

SUJET BAC E3C

Analyse de document

p. 102-103

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Chil Rajchman, survivant de Treblinka, écrit *Je suis le dernier Juif* afin de témoigner du fonctionnement du centre de mise à mort, lieu de l'assassinat d'environ 800 000 Juifs. Cet espace s'inscrit dans un plan plus global, « la solution finale », décidée officiellement lors de la conférence de Wannsee, dans la banlieue de Berlin, le 22 janvier 1942. Il s'agit alors de résoudre « la question juive » en décidant du sort de plus de 11 millions de personnes. Comment définir la « solution finale » ?

Le texte de Chil Rajchman est un document qui permet d'abord de comprendre les objectifs de la « solution finale ». L'auteur est déporté à Treblinka en octobre 1942 dans un convoi qui ne compte que des Juifs. Ces derniers ont toujours été identifiés comme une menace pour l'Allemagne nazie. Leur idéologie, nourrie principalement d'antisémitisme, pousse les nazis à mener une politique d'assassinat systématique des Juifs au sein des territoires qu'ils dominent dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale. Ceux perpétrés par les Einsatzgruppen ont déjà commencé depuis plus de six mois et le premier convoi en provenance de la région de Lodz est arrivé à Chelmno le 7 décembre 1941. Pour Chil Rajchman, l'arrivée lente dans ce bois isolé annonce « un tableau terrifiant, une image de mort ».

Le témoignage de Chil Rajchman permet de comprendre les modalités d'application de la « solution finale » à travers la description précise du fonctionnement du centre de mise à mort de Treblinka. Organisé de « manière professionnelle » presque industrielle, cet espace isolé et clos est destiné à l'assassinat de masse des populations juives dans le cadre de l'opération Reinhard (Aktion Reinhard). Cette opération aboutit à la construction de trois centres de mise à mort : Belzec, ouvert en mars 1942, Sobibor ouvert en mai 1942, et Treblinka en

juillet 1942. Les Juifs, déportés pour la plupart du ghetto de Varsovie, y sont débarqués après un voyage éprouvant, dans des conditions d'une violence extrême. Dépouillés de tous leurs biens (« on emmagasine la nourriture que les gens ont apportée dans leurs bagages »), mis nus (« les femmes se déshabillent [et] à droite du quai, le vaste espace réservé à l'empilement des vêtements »), ils sont directement envoyés dans des chambres à gaz avec « au milieu de la pièce [...] des pommeaux de douche, par lesquels le gaz arrive ». Lorsque Chil Rajchman arrive à Treblinka en octobre 1942, 12 000 déportés sont tués le soir même.

Le texte de Chil Rajchman, écrit avant la fin de la guerre, témoigne des mécanismes du génocide des Juifs d'Europe. Avec force détails sur le fonctionnement et la rationalisation de l'assassinat dans le centre de mise à mort de Treblinka, il constitue un précieux témoignage. Il rend concret le terrible bilan de la « solution finale » avec ses 6 millions de victimes juives et 250 000 victimes tsiganes.

SUJET BLANC : Montrez comment les Français se divisent durant l'Occupation.

Étape 1 – Analyser la consigne et les documents

- Interrogez chaque terme de la consigne :
 - Qui ? : Philippe Pétain (président du Conseil) ; jeunes volontaires signant leur engagement dans les Forces françaises libres auprès du général de Gaulle.
 - Quand ? : juin 1940.
 - Où ? En France pour le discours de Philippe Pétain ; à Londres pour la photographie.
 - Quoi ? : la réaction des Français face à la déroute militaire de mai-juin 1940.

- Identifiez la problématique suggérée par la consigne.

Comment les Français se divisent-ils durant l'Occupation ?

- Analysez le document.

– Nature, auteur, contexte, destinataires :
Le texte est un extrait du discours officiel adressé le 20 juin 1940 aux Français par le président du Conseil pour annoncer la demande d'armistice dans le contexte d'une déroute de l'armée française face à la progression allemande sur le territoire national. Il est largement relayé par les médias, presse écrite et radio. La photographie prise à Londres au cours du mois de juin est un document de propagande en faveur de la France libre destiné à montrer que la volonté de refuser la défaite est présente dès 1940.

– Sens général :

La confrontation des deux documents permet de décrypter la profonde division qui se dessine en 1940 entre d'un côté les Français qui acceptent la défaite et l'armistice mais au-delà, également pour

certain, la prise de pouvoir par Philippe Pétain, et de l'autre ceux qui refusent cette défaite et qui, animés par l'esprit de résistance, s'engagent dans la poursuite des combats.

Étape 2 – Organiser la réponse

• Identifiez le plan suggéré par la consigne, prélevez les informations des documents et mobilisez vos connaissances :

La consigne suggère un plan thématique en deux parties.

Plan	Documents	Connaissances
I. Accepter la défaite : le choix de l'armistice et de la collaboration	« mettre fin aux hostilités » « demande d'armistice » « notre défaite » « de son sol »	– Général Weygand (partisan de l'arrêt des combats) / 16 mai, démission de Paul Reynaud – 22 juin signature armistice à Rethondes – État français, 1 ^{er} juillet à Vichy
II. Refuser la défaite : le choix de la résistance et des idéaux républicains	jeunesse des protagonistes uniformes (marins, aviateurs) et tenues civiles signature écrite (engagement)	– De Gaulle, appel du 18 juin – Forces françaises libres (3 000 été 1940), Évadés de France – Afrique libre

Étape 3 – Exemple de corrigé rédigé

Le 10 mai 1940, l'Allemagne lance une grande offensive sur les Pays-Bas, la Belgique et le nord-est de la France. Fin mai, l'armée française est en grande difficulté, contenant à grand-peine l'avancée allemande sur son territoire. Début juin, alors que les Allemands entrent dans Paris le 10, la défaite militaire semble inévitable. La question se pose du choix militaire et politique à adopter dans ce contexte difficile. Comment les Français se divisent-ils durant l'Occupation ?

Sous l'impulsion décisive de Philippe Pétain, le choix majoritaire, en 1940, pour les Français est l'acceptation de la défaite. Dès 16 mai 1940, le président du Conseil Paul Reynaud démissionne. Il laisse ainsi le champ libre au vice-président du Conseil, Philippe Pétain, soutenu par des militaires de haut rang comme le général Weygand, partisan de l'acceptation de la défaite. Le maréchal Pétain l'annonce à la population française (« mettre fin aux hostilités ») dans ce discours du 20 juin, au cours duquel il justifie sa décision par « l'infériorité » de l'armée française. La conséquence politique de cette acceptation de la « défaite » est la « décision » d'ouvrir des négociations avec les Allemands (« le gouvernement a désigné mercredi les plénipotentiaires chargés de recueillir leurs conditions ». Le 22 juin, « l'armistice » est signé. C'est une décision politique lourde de conséquences car elle engage l'État français : acceptation de l'arrêt de tout combat, désarmement des troupes, retrait de l'alliance avec les Britanniques toujours en guerre. Le terri-

toire français est coupé en deux : une zone au Nord occupée par les Allemands et une zone au Sud maintenue libre. Le choix de Philippe Pétain, largement relayé par la presse écrite et la radio officielle, soulage une partie des Français qui acceptent cette situation. Certains s'engageront même dans une politique active de collaboration et de soutien à la « Révolution nationale » engagée par Vichy pour mettre en place un régime autoritaire.

Face à ce choix de l'acceptation de la défaite et du renoncement, une partie des Français fait des choix inverses. Dès le 18 juin, depuis Londres, Charles de Gaulle appelle à la Résistance au micro de la BBC. Il incarne alors le refus de la défaite et de l'abandon des idéaux républicains. Les premiers ralliements donnent naissance aux Forces françaises libres (FFL), comme en témoignent ces jeunes volontaires de la photographie qui ont rejoint Londres. Certains, les « évadés de France », quittent le pays par l'Espagne où beaucoup sont arrêtés par le régime de Franco. À l'été 1940, les combattants des Forces françaises libres sont 3 000, 27 000 en décembre 1940 pour atteindre 73 500 en 1944. C'est à partir de l'Afrique française libre qu'elles se structurent, avec l'aide des Alliés, et s'engagent dans les combats. 60 % de ses combattants sont des tirailleurs, c'est-à-dire des soldats de l'infanterie coloniale. La Résistance extérieure, qui peut aussi compter sur le développement de la Résistance intérieure, joue un rôle essentiel dans la libération de la France et la restauration de la République.

La défaite de juin 1940 marque pour les Français une rupture douloureuse entre partisans de l'armistice et partisans de la capitulation. Les premiers, incarnés par Pétain et son gouvernement, conduisent rapidement la France vers une Révolution nationale et la collaboration. Les seconds, portés par le général de Gaulle, entrent en Résistance pour mettre fin à l'Occupation et restaurer la démocratie en renversant le régime de Vichy.

SUJET BAC E3C Réponse à une question problématisée

p. 104

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

La Seconde Guerre mondiale, tout particulièrement lors des combats sur le front de l'Est à partir de 1941, est caractérisée par la volonté d'anéantissement. En effet, chaque alliance s'impose comme objectif principal la destruction totale de l'adversaire, en tout premier lieu de son armée, de son État, de son idéologie. Sur le terrain, les destructions massives se multiplient et les populations civiles subissent des violences jusqu'alors inédites. Pourquoi la logique d'anéantissement s'est-elle imposée durant la Seconde Guerre mondiale ? La Seconde Guerre mondiale, c'est d'abord l'affrontement d'idéologies antagonistes, puis une mobilisation générale sans précédent qui aboutit au déploiement d'un armement destructeur. Enfin, cette guerre est marquée par la mise en œuvre de politiques génocidaires, dont l'intention est de détruire des peuples entiers.

La Seconde Guerre mondiale est d'abord une guerre idéologique. Les pays de l'Axe sont les premiers à afficher leurs volontés impérialistes. En Asie, le Japon débute la conquête de la Chine par la prise de Nankin dès le 13 décembre 1937. L'Allemagne hitlérienne multiplie les annexions à partir de 1938, de la Tchécoslovaquie à l'Autriche et, le 1^{er} septembre 1939, lance son offensive militaire contre la Pologne pour étendre son « espace vital », indispensable au rayonnement de la « race aryenne ». Les Alliés, quant à eux, s'engagent dans le conflit entre 1939 et 1941 selon deux logiques : répondre aux engagements de soutien dans le cadre des alliances, et lutter contre les fascismes au nom de la démocratie et pour la préservation des libertés fondamentales et de la dignité humaine. La propagande est l'arme privilégiée d'une guerre psychologique. Chaque camp dénonce l'adversaire et soutient le moral des combattants et des civils. Au plus dur de l'opération Barbarossa, les Soviétiques diffusent des affiches de la « Grande Guerre patrio-

tique » marquées du slogan « Frappons et anéantissons l'ennemi ! ».

Cette logique d'anéantissement est rendue possible par le développement d'une guerre totale sans précédent. En effet, la guerre entraîne une mobilisation complète des ressources. Le recours au travail des femmes, comme en 1914-1918, s'accroît. Aux États-Unis, six millions d'Américaines, surnommées « les Rosie », sont à l'œuvre dans les usines d'armement et dans les arsenaux entre 1941 et 1945. L'Allemagne nazie exploite la main-d'œuvre des territoires occupés. Par ailleurs, les innovations technologiques se multiplient : dès octobre 1941, les Américains lancent le projet Manhattan et l'Allemagne met au point les premiers missiles longue portée, les V1 et V2, à partir de 1944. La capacité de destruction modifie les pratiques de guerre. Les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945 marquent profondément les esprits. Albert Camus constate alors que « la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie ».

La violence atteint son paroxysme avec la guerre génocidaire. L'idéal de « purification raciale » est au fondement de l'idéologie nazie. Pendant la guerre, elle se radicalise contre les Juifs et les Tsiganes considérés comme néfastes pour la « race aryenne ». Avec l'opération Barbarossa, les Einsatzgruppen multiplient les fusillades contre les populations juives, comme les 29 et 30 septembre 1941 à Babi Yar en Ukraine, où plus de 30 000 Juifs sont assassinés. La conférence de Wannsee (20 janvier 1942) décide de la « solution finale », c'est-à-dire la destruction totale des Juifs d'Europe et d'Afrique du Nord. Les Juifs de Pologne, jusqu'alors regroupés dans des ghettos, sont envoyés vers les centres de mise à mort comme celui de Chelmno. En 1942, Auschwitz-Birkenau, camp de concentration, devient un centre de mise à mort pour les Juifs d'Europe occidentale. Les Tsiganes, considérés par les nazis comme impurs, en sont aussi les victimes : 30 000 (sur une population de 35 000) sont déportés dans des ghettos ou regroupés dans le camp des Tsiganes à Birkenau. D'autres sont assassinés localement, notamment en Croatie ou en Roumanie.

La Seconde Guerre mondiale a donc été marquée par une logique d'anéantissement, poussée à son paroxysme par les puissances de l'Axe. Le bilan humain en est révélateur : plus de 60 millions de morts, dont 50 millions de civils. Près de 6 millions de Juifs sont morts dans le cadre de « la solution finale » mise en œuvre par les nazis. Le monde sort meurtri et traumatisé par la barbarie du conflit. Les grands procès instaurés par les Alliés après-guerre, dont les procès de Nuremberg, sont l'occa-

sion de réécrire le droit international en instituant désormais les notions de crime contre l'humanité et, bientôt, celui de crime de génocide.

SUJET BLANC : Quelles sont les grandes phases de la Seconde Guerre mondiale ?

Étape 1 – Analyser la question posée

- Les limites chronologiques : 1939-1945
- Les limites spatiales : les différents fronts : Asie, Europe, Afrique
- Les acteurs historiques : les deux grandes alliances en présence : Axe et Alliés
- La notion clé : guerre mondiale

La guerre mondiale se déroule à l'échelle planétaire, dans toutes ses dimensions (continents mais également océans et espaces aériens).

Étape 2 – Organiser la réponse

Le terme de « phases » (étapes) utilisé dans l'intitulé invite à choisir un plan chronologique : à chaque phase correspond un paragraphe du développement.

PLAN	CONNAISSANCES
I. Les victoires de l'Axe (1939-1942)	<ul style="list-style-type: none">– Une guerre qui débute en Asie. Exemple : le Japon rejoint l'axe Rome-Berlin– Une guerre éclair qui surprend l'Europe. Exemples : invasion de la Pologne et campagne de France– Une guerre qui devient mondiale. Exemples : opération Barbarossa et Pearl Harbor
II. Le tournant des années 1942-1943	<ul style="list-style-type: none">– La guerre du Pacifique qui bascule. Exemples : Midway et Guadalcanal– Les premières défaites en Europe. Exemple : Stalingrad– La guerre totale. Exemple : effort de guerre sans précédent des Alliés
III. La reconquête des Alliés (1942-1945)	<ul style="list-style-type: none">– Les Alliés à la reconquête de l'Europe. Exemple : Overlord et Bagration– La libération de la France. Exemple : la Résistance aux côtés des Alliés– La fin de la guerre dans le Pacifique. Exemple : Hiroshima et Nagasaki

Étape 3 – Exemple de corrigé rédigé

En Europe, le conflit débute en septembre 1939 avec l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht. La guerre se propage à tous les continents et devient mondiale. Elle oppose les forces de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon) aux Alliés (Royaume-Uni, France, États-Unis et, après la rupture du pacte germano-soviétique en 1941, URSS). L'effort de mobilisation est sans précédent : un homme sur neuf dans le monde est engagé dans le conflit entre 1939 et 1945. Quelles sont alors les grandes phases de la Seconde Guerre mondiale ?

La première phase du conflit est caractérisée par la succession des victoires de l'Axe, dès 1937 jusqu'à la fin de l'année 1941. La guerre débute en Asie avec les conquêtes japonaises, face à la Chine en particulier. Le Japon rejoint alors l'axe Rome-Berlin qui devient, le 27 septembre 1940, un pacte militaire tripartite. En Europe, le 1^{er} septembre 1939, l'aviation et les blindés allemands attaquent la Pologne. La tactique de guerre-éclair permet à l'Allemagne de progresser rapidement en Europe (Danemark, Norvège par exemple), profitant de la stratégie défensive de l'Angleterre et de la France. À partir de mai 1940, l'Allemagne débute la « campagne de France » et Paris tombe le 14 juin 1940. Le pays est désorganisé : l'exode marque l'été 1940. Mais la guerre connaît également des évolutions majeures au cours de l'année 1941. D'abord lorsqu'Hitler décide d'attaquer l'URSS en juin, ouvrant un nouveau front à l'est de l'Europe, mais également lorsque le Japon détruit la flotte américaine basée à Pearl Harbor le 7 décembre 1941. Les États-Unis entrent dès lors en guerre.

Une deuxième phase débute alors en 1942, année d'un tournant décisif. Jusqu'alors, les forces de l'Axe semblaient invincibles. Mais les premiers coups d'arrêts ont lieu sur tous les fronts. Dans le Pacifique, la progression du Japon est stoppée par une série de victoires alliées : Midway (juin 1942) et Guadalcanal (août 1942-février 1943). En Afrique, la bataille d'El-Alamein (octobre-novembre 1942) marque un important revers pour les troupes allemandes qui espéraient prendre le contrôle du canal de Suez. À Stalingrad, lieu stratégique en direction des gisements pétroliers soviétiques, les deux armées s'affrontent dans une guerre urbaine (juillet 1942-février 1943). La victoire soviétique marque le début de la contre-offensive en Europe. Ce retournement s'explique largement par la supériorité militaire des Alliés, engagés désormais dans une guerre totale. En effet, Britanniques et Américains s'imposent sur les mers et dans les airs. La marine allemande perd 60 % de ses sous-marins. Les États-Unis, devenus l'« arsenal de la démo-

cratie » (Franklin D. Roosevelt, 19 décembre 1940), fournissent plus de matériel militaire que l'Axe peut en détruire.

Ce renversement aboutit à la troisième phase de la guerre, entre 1943 et 1945, qui aboutit à la défaite de l'Axe. Roosevelt, Churchill et Staline se rencontrent à Téhéran en novembre 1943. Ils s'entendent pour mener une reconquête concertée de l'Europe afin de prendre l'Allemagne en tenailles. La victoire passe par l'ouverture d'un nouveau front : le 6 juin 1944 a lieu l'opération Overlord, le débarquement en Normandie. Américains et Britanniques, aidés par la Résistance française, surprennent la Wehrmacht et réussissent, après des combats difficiles, à percer le front allemand. Un deuxième débarquement est entrepris, en Provence, au mois d'août. Le territoire français est progressivement libéré, et notamment Paris, le 25 août. Depuis l'Est, les Soviétiques lancent l'opération Bagration. De vastes territoires, comme la Biélorussie ou une partie de la Pologne, sont ainsi libérés et l'Armée rouge atteint la frontière de la Prusse-Orientale. Les Allemands sont pris en étau sur les deux fronts. Le 30 avril, le drapeau soviétique flotte sur Berlin et l'Allemagne capitule le 8 mai 1945. Dans le Pacifique, le nouveau président américain, Harry Truman, décide de faire usage de l'arme atomique sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki au prix de milliers de victimes civiles, les 6 et 9 août 1945. Le Japon capitule le 2 septembre 1945, mettant ainsi fin à la guerre.

Ainsi, entre 1939 et 1945, la Seconde Guerre mondiale s'est déroulée en trois grandes phases et apparaît comme le conflit le plus meurtrier de l'histoire. Débutée dès 1937 en Asie puis en 1939 en Europe, la guerre s'étend à l'ensemble de la planète et se caractérise bientôt par une extrême violence touchant civils et militaires.

REGARD CRITIQUE

p. 105

Ressource complémentaire :

Alban Perrin, « Les Voyages d'étude à Auschwitz. Enseigner l'histoire de la Shoah sur les lieux du crime », in *Revue d'Histoire de la Shoah* 2010/2, n° 193, p. 423-440.

www.cairn.info/revue-revue-d-histoire-de-la-shoah-2010-2-page-423.htm

Éclairage :

« Symbole de l'extermination des Juifs d'Europe, le nom d'Auschwitz recouvre en réalité une histoire complexe, difficile à appréhender pour des élèves de lycée. Sans préparation, le voyage est inutile. Il ne peut donc résulter de la participation d'une

classe à un quelconque concours. Il ne peut s'agir davantage d'une opération médiatique ou d'un pèlerinage civique imposé à de jeunes adolescents au nom d'un impératif moral. Il est vain d'amener des lycéens dans un lieu depuis longtemps aménagé en musée dans l'espoir qu'un choc salutaire les prémunira à jamais contre la haine et l'intolérance. L'émotion n'est pas vecteur d'éducation. Si les élèves, saisis d'effroi par l'horreur des faits qu'on leur relate, décident qu'il n'y a rien à comprendre à Auschwitz, le voyage n'aura servi à rien. »

1. L'historienne développe plusieurs arguments montrant que la visite d'Auschwitz ne s'impose pas pour comprendre l'histoire de la Shoah. Le premier argument proposé est d'ordre méthodologique et pourrait s'appliquer à tout autre thématique ou période historique. Il n'apparaît pas en effet nécessaire de parcourir un lieu, un espace géographique chargé de mémoire, pour en apprécier l'histoire, le vécu. Il est d'abord et avant tout nécessaire de revenir à la source de la connaissance historique qui passe par lecture des travaux des historiens sur le sujet, par le contact avec les témoignages essentiels, le visionnage de documentaires éclairants. Le deuxième argument porte ensuite sur le public en lui-même qui se rend à Auschwitz. Si, pour Annette Wieviorka, la visite du site peut se montrer nécessaire pour les enseignants eux-mêmes afin de déconstruire leurs propres représentations par la découverte et l'analyse de la complexité du lieu, la démarche s'avère beaucoup plus délicate pour les élèves. La dynamique qui anime les voyages est souvent portée par le devoir de mémoire, dans le cadre d'une visite éclair, qui s'apparente davantage à un parcours d'éducation au « plus jamais ça », à un chemin de repentance, plus qu'à un véritable travail d'histoire, pourtant indispensable à la compréhension du lieu. Pour l'historienne, l'approche purement sensorielle ne peut être qu'un frein à l'éclairage intellectuelle indispensable.

2. En s'appuyant sur les arguments présentés dans la réponse précédente, l'élève peut éventuellement construire sa réponse sur un :

– « Non » car c'est un lieu porteur d'une histoire spécifique, lieu qui est le plus grand cimetière d'Europe, lieu complexe qui est difficilement compréhensible sans un travail en amont, lieu qui implique une attitude, une pratique qui ne peut pas s'apparenter à un tourisme culturel banal...

– « Mais », lieu à découvrir car lieu porteur d'une histoire spécifique, lieu historique en préservation (non en restauration) qui est un espace qui laisse à voir une histoire qui tend peut-être à s'effacer avec la disparition des derniers témoins, lieu qui permet de lutter contre le négationnisme...

CHAPITRE 4 La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial (1945-1949)

Manuel p. 106-133

En quoi la victoire de 1945 inaugure-t-elle un monde nouveau porteur d'espoirs et de tensions inédites ?

I. Introduction

Ce chapitre du programme présente trois enjeux.

Le premier est celui du bilan de la guerre, humain, moral, matériel et économique. Le poids de ce conflit est, de ce point de vue, durable et le bilan ne saurait se réduire à un tableau des pertes. L'historiographie utilise la notion de « sortie de guerre » pour mettre en évidence la longue période entre la fin d'un conflit et le retour à la normale, et la période nécessaire aux populations pour donner un sens au conflit et faire le deuil. Le bilan moral s'étudie dans le choc que provoquent dans les esprits la découverte des camps de concentration et le traumatisme des rescapés. Par ailleurs, les pénuries perdurent jusqu'en 1948 voire 1949 et la sortie de guerre est marquée par des déplacements de population et des violences durant plusieurs mois au moins.

Le second enjeu consiste à montrer comment les vainqueurs ont cherché à bâtir un nouvel ordre mondial en tirant les leçons de cette guerre et de ses causes, tout au moins telles qu'ils les concevaient à l'époque. Les États-Unis jouent alors un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'ONU, mais aussi d'un nouvel ordre économique aux bases libérales. Ce nouvel ordre est aussi juridique et s'inscrit plus globalement dans la mise en œuvre, depuis la fin du XIX^e siècle, d'un droit international.

Enfin, dès le conflit lui-même, se font jour des tensions, entre les alliés, mais aussi dans les empires coloniaux. Il s'agit donc d'étudier le processus qui fait naître les grandes sources de tensions qui marquent la seconde moitié du siècle : la guerre froide bien sûr, mais aussi la naissance d'un foyer durable de crises : le Proche-Orient.

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture vise à permettre une compréhension immédiate des questions qui structurent le chapitre. La photographie prise à Berlin en mars 1945 permet de dégager les deux axes du chapitre. D'un côté, un monde qui est en ruines, et singulièrement l'Allemagne vaincue ; de l'autre, s'affirment deux superpuissances dans un nouvel ordre mondial, dont les États-Unis. La portée symbolique est encore plus forte si l'on insiste sur le président Roosevelt, dont le nom remplace celui d'Hitler, et qui est d'ailleurs le promoteur des Nations unies.

La double page « Mots clés » articule entre elles les idées phares de la question pour faire sens. Elle permet d'en comprendre l'intérêt ainsi que leur place dans la réflexion autour des nouveaux idéaux qui s'imposent après-guerre mais aussi des nouvelles sources de tensions.

La double page « Repères » propose une carte à l'échelle planétaire pour revenir sur la dimension mondiale du conflit que complètent les données chiffrées du bilan de la guerre. Elle fait ressortir les superpuissances qui dominent la scène internationale en 1945, permet de localiser les conférences, procès et institutions qui ont participé à la création d'un nouvel ordre international. La carte fait apparaître les deux principaux enjeux de l'après-guerre : le sort des pays vaincus qui divise les deux Grands et les mouvements nationalistes dans les colonies, car le conflit israélo-arabe – qui est au programme – est à resituer d'abord dans ce contexte.

La première double page « Cours » est consacrée à la première idée-force du chapitre. Après avoir établi le bilan de la Seconde Guerre mondiale, il s'agit de montrer comment l'ampleur de la reconstruction contribue à redéfinir, dans les démocraties notamment, le rôle de l'État. Le choc de la découverte des crimes nazis (mais aussi de l'armée japonaise) contribue à faire évoluer le droit international. Plus généralement, les vainqueurs s'entendent sur les bases d'un nouvel ordre mondial, tant politique qu'économique.

Le point de passage et d'ouverture « 15 mars 1944. Le programme du Conseil national de la Résistance » est un exemple (avec le plan de l'anglais Beveridge) qui permet de comprendre comment s'est imposé dans la guerre le thème de l'État-providence.

L'étude « Reconstruire une Europe dévastée par la guerre » permet de revenir sur le bilan matériel de la Seconde Guerre mondiale. Son principal objectif est de montrer que la reconstruction a posé les bases des Trente Glorieuses à la fois en faisant de l'État le promoteur de la croissance, mais aussi en favorisant des innovations qui se généralisent (ex. : le béton) dans la construction de grands ensembles qui marquent le second ^{xx} siècle.

L'étude « Un nouvel ordre international après 1945 » envisage ce nouvel ordre comme un tout : à la fois des institutions devant garantir la paix, mais aussi la place centrale du droit international dans les relations entre États, notamment la naissance de la notion de crime contre l'humanité.

La seconde double page « Cours » envisage l'autre pan des années d'après-guerre. Il s'agit de comprendre les étapes de la rupture de la Grande alliance jusqu'aux premières années de la guerre froide. La naissance de l'État d'Israël (qui fait l'objet d'un autre point de passage obligatoire du programme) amène à voir comment l'issue de la Seconde Guerre mondiale débouche également sur de nouveaux foyers de crises durables, qui échappent au départ à la logique de la guerre froide.

L'étude « L'Europe au cœur des tensions entre les deux Grands » permet de montrer les étapes de la rupture entre les deux superpuissances, les enjeux européens qui mènent à la guerre froide, et la dimension idéologique de celle-ci. L'étude débouche sur la première crise de la guerre froide, celle de Berlin.

Le point de passage et d'ouverture « 25 février 1948. Le “coup de Prague” » permet de comprendre la stratégie suivie à l'Est par les communistes pour prendre le pouvoir. L'étude illustre plus généralement la coupure de l'Europe en deux camps idéologiquement opposés. Comme l'indique l'historienne spécialiste de la Tchécoslovaquie, Justine Faure, c'est l'événement qui fit prendre conscience de la guerre froide. À partir de ces deux études successives, il pourrait être intéressant de faire réfléchir les élèves sur la date de naissance de la guerre froide : 1947, 1948 ou 1949 ?

Le point de passage et d'ouverture « 1948. La naissance de l'État d'Israël » replace d'abord la création d'Israël dans le contexte de la fin de la Seconde Guerre mondiale à travers l'épisode de l'Exodus. Le premier conflit israélo-arabe fait intervenir les nationalismes qui s'affirment à nouveau un peu partout, ici le sionisme, et aussi un acteur qui s'avère dès sa naissance relativement impuissant, l'ONU. Surtout, l'issue de la première guerre israélo-arabe est lourde de tensions durables : les voisins arabes ne reconnaissent pas Israël. Se pose la question des territoires et des réfugiés palestiniens.

BIBLIOGRAPHIE

- **Michel Abitbol**, *Histoire d'Israël*, 2018.
Michel Abitbol revient sur les origines du sionisme et la déclaration Balfour de 1917, essentielles pour mettre en perspective la création de l'État d'Israël. Son ouvrage est une histoire surtout politique.
- **Sabine Dullin et alii**, *Atlas de la guerre froide*, Autrement, 2017.
Cet ouvrage propose des cartes et infographies originales et très utiles.
- **Justine Faure**, *L'Ami américain*, 2004.
Justine Faure a revisité la guerre froide et notamment l'attitude américaine à partir du cas de la Tchécoslovaquie dans laquelle les États-Unis voyaient un pont entre l'Est et l'Ouest jusqu'au coup de Prague.
- **Stanislas Jeannesson**, *La Guerre froide*, La Découverte, 2014.
Cet ouvrage constitue une synthèse très pratique.
- **Tony Judt**, *Après-Guerre : une histoire de l'Europe depuis 1945*, Fayard, 2010.
Cet ouvrage, célébré par la communauté historique à sa parution, est une synthèse claire et érudite à la fois qui met notamment en avant l'ombre de la Seconde Guerre mondiale sur l'histoire de l'Europe depuis 1945.
- **André Lewin**, *L'ONU pour quoi faire ?*, coll. « Découvertes », Gallimard, 2006 (rééd.).

III. Corrigés

REPÈRES

p. 110-111

1. Le bilan humain est particulièrement lourd avec près de 60 millions de morts. C'est l'Europe et l'URSS qui déplorent le plus de victimes (20 millions pour la seule URSS). Dans le cas de la Pologne, le chiffre de plus de 6 millions de civils morts s'explique principalement par l'extermination des Juifs. Tous les domaines de l'économie ont subi de lourdes pertes et destructions. Les bombardements stratégiques incessants expliquent que près de la moitié des lignes de chemin de fer soient détruites en Europe. Ces bombardements ayant particulièrement visé les villes, de nombreux logements sont à reconstruire.

2. Une série de conférences met en place les institutions qui organisent un nouvel ordre international, tant politique avec la conférence de San Francisco qui crée officiellement l'ONU, qu'économique lors de la conférence de Bretton Woods qui établit le SMI. En 1945, les États établissent une institution internationale, l'ONU. Les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale (États-Unis, URSS, Royaume-Uni, France et Chine) y ont un statut particulier, en tant que membres permanents de son Conseil de sécurité. Toutefois, une nouvelle hiérarchie mondiale se dessine nettement avec l'affirmation de deux superpuissances : les États-Unis et l'URSS.

3. L'Allemagne, mais aussi l'Autriche qu'elle avait annexée, sont occupées par les troupes des quatre vainqueurs qui les partagent en zones d'occupation. Le Japon est, quant à lui, occupé par les Américains qui ont obtenu sa capitulation en septembre 1945. Ces deux pays n'ont plus d'État : ce sont les autorités militaires des vainqueurs qui y détiennent toute autorité.

4. Dès la fin de la guerre, des conflits apparaissent. Il s'agit d'abord des guerres civiles entre communistes et anti-communistes comme en Chine où, après une période de front uni face aux Japonais, la force du Guomindang au pouvoir et l'armée de Libération nationale de Mao s'affrontent de 1946 à 1949. Dans les empires coloniaux, des volontés d'indépendance débouchent sur des insurrections et les premières guerres coloniales quand les métropoles refusent de négocier l'indépendance.

POINT DE PASSAGE 15 mars 1944.

Le programme du Conseil national de la Résistance

p. 114-115

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Dans le domaine économique, le CNR estime que l'État doit être le garant des intérêts économiques collectifs « par le retour à la nation des grands moyens de production ». Le CNR entend également mettre en œuvre une « démocratie économique », ce qui signifie supprimer les monopoles privés mais aussi donner plus de droits aux salariés dans la gestion des entreprises. Le programme du CNR appelle, dans un passage coupé ici à un renforcement « d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ». Dans le domaine social, le CNR pose un droit nouveau en garantissant « la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine » des individus à l'abri des aléas de la vie (maladie, vieillesse...). Le CNR entend finalement parachever l'œuvre de la Révolution française et de la République : instaurer une république démocratique et sociale.

2. Pour ce faire, le CNR envisage la nationalisation des secteurs vitaux de l'économie et, dans le domaine social, un système de sécurité sociale des citoyens qui passe par la garantie de salaires minimum, des indemnités en cas de maladie, de chômage et de retraite.

3. Dès 1945, le gouvernement provisoire met en œuvre ce programme. Il établit un système – qui se veut universel – de sécurité sociale, qui regroupe le remboursement des frais de santé, la retraite, les allocations familiales aux familles nombreuses. La sécurité sociale est financée par les salariés, mais aussi par les employeurs, au moyen d'un « prélèvement sur les revenus ». On peut noter que l'assurance chômage n'est pas évoquée par Ambroise Croizat et ne sera mise en place que progressivement à partir des années 1950.

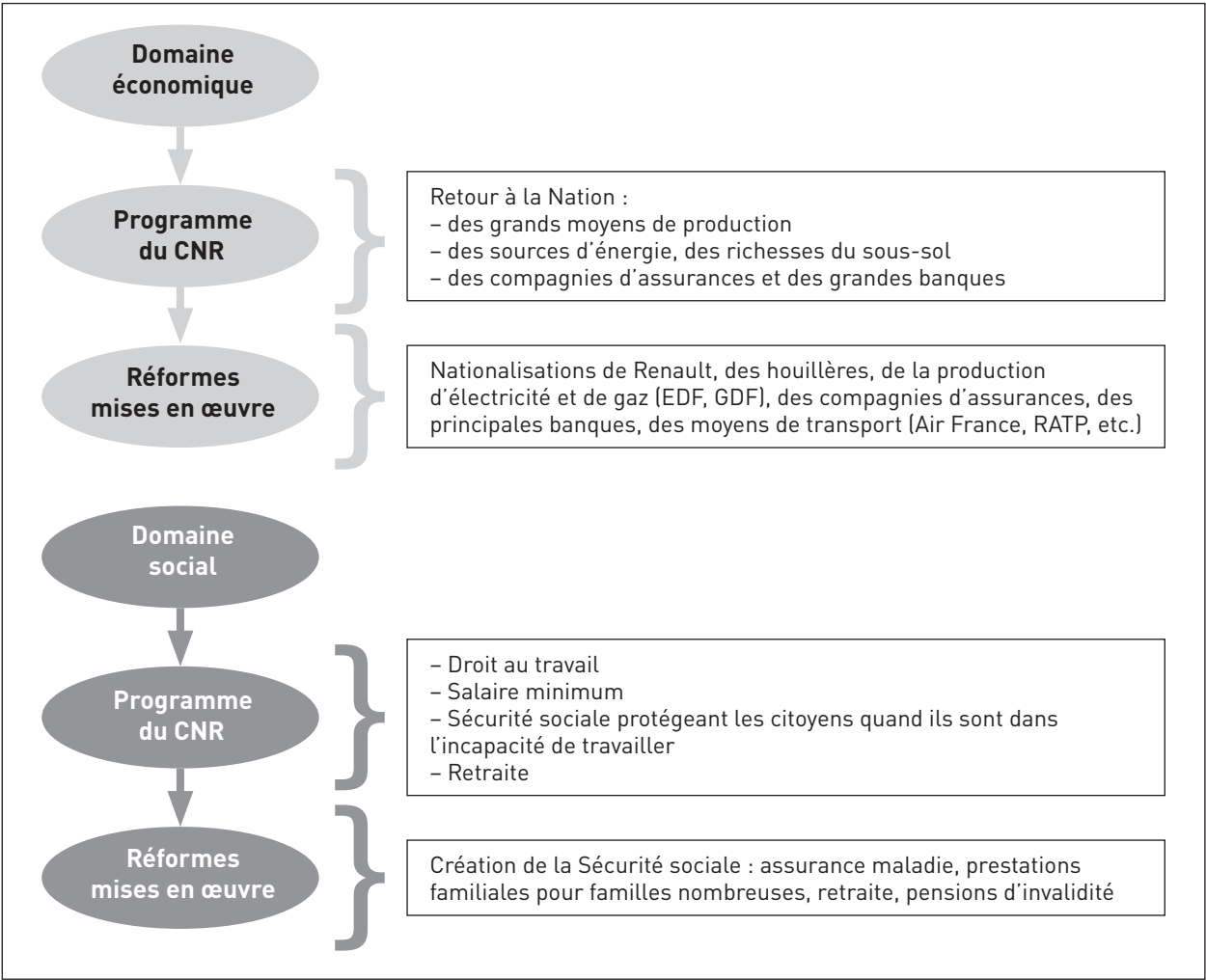
4. Dans le domaine économique, la mise œuvre du programme du CNR se traduit par la nationalisation des secteurs de base (énergie), des transports et du crédit (banques).

5. La naissance de l'État-providence est le fruit d'un consensus entre les principales forces politiques de la Libération, et principalement à gauche la SFIO (doc. 2) et le parti communiste (doc. 3 et 5). Mais on peut ajouter que les autres courants y sont également favorables. La démocratie chrétienne qu'in-

carne le MRP proclame elle aussi le droit de l'État à promouvoir une législation du travail. De son côté, De Gaulle entend donner à l'État un rôle d'orienta-

tion de l'économie pour la moderniser et assurer la puissance de la France, sans remettre en cause l'initiative privée.

PARCOURS 2 : Construire un schéma



SYNTHÈSE : Comment l'État met-il en œuvre le programme du CNR après 1944 ?

Proposition de plan :

- I. Les ambitions de la Résistance : le programme du CNR
- II. Les réformes de la Libération qui établissent un État-providence et donnent un rôle nouveau à l'État dans l'économie (nationalisation et planification évoquée page 117)

ÉTUDE Reconstruire une Europe dévastée par la guerre p. 116-117

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. En Europe, des villes entières ont été bombardées. C'est le cas notamment de l'Allemagne où

les grandes villes ont été bombardées pendant des mois par les Alliés pour vaincre le régime nazi. Berlin a été la cible prioritaire de ces bombardements et la bataille qu'y livrent les troupes soviétiques de mi-avril au 2 mai 1945, l'une des plus sanglante de la guerre, a fini de détruire la capitale allemande. La ville est détruite à 33 % et ses 2 millions d'habitants survivent au milieu des ruines. Les populations sont pour partie sans logement et souffrent de pénuries. Tout manque, surtout en ville : l'alimentation et les biens de première nécessité. Cela tient surtout au bombardement des infrastructures industrielles, ferroviaires et portuaires, mais aussi des routes qui sont hors d'usage. Dès lors, l'approvisionnement des villes devient très difficile.

2. Les États-Unis jouent un rôle déterminant dans la reconstruction car c'est la seule économie

capable de financer les besoins les plus urgents. Le pays livre denrées alimentaires et moyens de transports pour permettre aux pays européens de faire face aux destructions. Dans un second temps, avec le plan Marshall mis en œuvre en 1948, les États-Unis fournissent une aide de 12 milliards de dollars à l'Europe et la Turquie.

3. Les États-Unis entendent ainsi venir en aide aux pays dévastés, mais également éviter que la misère ne tourne les populations vers « quelque chose qui leur tienne d'espoir » en détruisant « la structure de leur société ». Dans son discours, le président Truman parle des risques de révolution, exprimant sa crainte de l'expansion du communisme. L'aide américaine est donc également un élément de la politique d'endiguement (cf. page 122).

4. Pour organiser la reconstruction, l'État français établit une planification – qui n'est qu'incitative – pour donner la priorité, notamment à la construction de logements.

5. Pour les gouvernements de l'après-guerre, la reconstruction doit être aussi l'occasion de moderniser l'économie et les infrastructures, explique Jean Monnet. Elle a donc été l'occasion de moderniser l'industrie (nouvelles machines, nouvelles organisations de production), l'agriculture (mécanisation et engrais) et de favoriser de nouveaux modes de construction. C'est le début des « années béton » dont l'utilisation généralisée donne naissance aux grands immeubles urbains de la seconde moitié du siècle.

PARCOURS 2 : Compléter un tableau de synthèse

Une Europe dévastée...
<ul style="list-style-type: none"> – Europe particulièrement dévastée – Villes en grande partie détruites – Manque de logements – Pénurie alimentaire et misère
... qui bénéficie de l'aide américaine...
<ul style="list-style-type: none"> – Envoi de matériel – Aide financière dans le cadre du plan Marshall
... pour se reconstruire et se moderniser
<ul style="list-style-type: none"> – Reconstruire les infrastructures de transports et de communication – Reconstruire les industries – Reconstruire en modernisant l'industrie – Reconstruire des nouveaux logements en utilisant le béton

SYNTHÈSE : Comment le redressement économique de l'Europe après-guerre s'opère-t-il ?

Proposition de plan :

- I. Le bilan des destructions
- II. L'aide américaine et l'intervention des États ont favorisé la reconstruction
- III. La reconstruction est aussi une période de modernisation

ÉTUDE Un nouvel ordre international après 1945

p. 118-119

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. L'Assemblée générale de l'ONU a surtout pour but de représenter les intérêts de tous les États qui peuvent ainsi faire entendre leur voix à égalité dans le concert des nations quelle que soit leur taille ou leur puissance. Elle constitue un forum qui peut voter des résolutions, mais ses prérogatives ne sont que consultatives. Elle élit le secrétaire général. Le Conseil de sécurité est l'instance dirigeante de l'ONU, qui peut voter des résolutions, condamner officiellement l'attitude d'un État, décider de sanctions ou d'opérations de maintien de la paix.

2. L'ONU a été créée pour éviter une nouvelle guerre, principalement par le serment que ses membres prêtent à leur adhésion, et par le vote de résolutions du Conseil de sécurité (sanctions, opérations de maintien de la paix). Mais elle se donne aussi comme objectif de promouvoir la coopération entre États pour favoriser la paix, et la diffusion du progrès économique et sanitaire à toutes les populations. Finalement, selon Eduardo Zuleta Angel, son principal mérite est de donner la parole à tous les États qui peuvent s'exprimer librement et à égalité avec les puissances. L'ONU constitue donc surtout une opinion publique universelle devant laquelle certains États plaident en faveur des régions dominées (on peut penser à la dénonciation de la colonisation). D'autres peuvent être amenés à rendre des comptes, en tout cas à s'expliquer sur leur politique.

3. Si l'ordre international repose sur le concert de l'ensemble des nations à égalité, les deux Grands jouent un rôle particulier du fait de leur puissance économique (les États-Unis) et/ou militaire. Les États-Unis et l'URSS disposent d'ailleurs d'un droit de veto à l'ONU. Ces puissances contribuent plus particulièrement à la mise en œuvre d'un nouvel ordre mondial. Ainsi le système monétaire international repose-t-il sur la stabilité du dollar américain.

4. Les accords de Bretton Woods, en établissant un système monétaire international fondé sur le dol-

lar convertible en or et des taux de parité stables entre les monnaies, assure la reprise et l'essor des échanges internationaux.

5. Le tribunal militaire international de Nuremberg est institué pour juger les principaux criminels de guerre, les organisations nazies ainsi que le gouvernement et l'état-major allemands. Du 20 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1946, vingt-deux dirigeants nazis comparaissent pour complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité, selon une procédure anglo-saxonne accusatoire. Il s'agit pour les vainqueurs de la guerre de substituer la justice à la violence. C'est pourquoi on retrouve les éléments d'une procédure judiciaire : un jury collégial composé d'un juge représentant chaque pays vainqueur ; de même pour les quatre procureurs. Les accusés sont assistés d'avocats et de traducteurs pour assurer une défense équitable. Les débats se déroulent dans quatre langues : anglais, allemand, français et russe. Les éléments de preuve ou les témoignages (94 témoins dont 33 pour la défense) sont publics (projections de photos, films, schémas). La présence de la presse internationale doit faire de ce procès une entreprise à la fois de révélation du crime nazi et de pédagogie auprès de l'opinion publique. L'intégralité du procès est d'ailleurs filmée.

6. François de Menthon définit ici le « crime contre l'humanité ».

PARCOURS 2 : Compléter un tableau de synthèse

Un ordre international fondé sur...	
La sécurité collective	La charte de l'ONU, qui prévoit la coopération entre les États, établit des mesures pour arrêter ou empêcher un conflit.
L'égalité des droits entre les nations	L'Assemblée générale de l'ONU constitue un forum de discussion entre États sur un pied d'égalité.
La justice internationale	Les responsables allemands de crimes de guerre ou de crime contre l'humanité sont jugés par un tribunal international, composé des représentants des quatre vainqueurs. Les séances sont publiques et portées à la connaissance des opinions publiques.
La défense des droits de l'Homme	C'est l'une des ambitions de la charte de l'ONU. La notion de « crime contre l'humanité » est créée.

SYNTHÈSE : Sur quels principes le nouvel ordre international élaboré après-guerre repose-t-il ?

- Proposition de plan :**
- I. La sécurité collective assurée par l'ensemble des nations
 - II. Une justice internationale défendant les droits de l'homme

ÉTUDE L'Europe au cœur des tensions entre les deux Grands p. 122-123

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

- 1. Le succès des partis communistes en Europe de l'Est repose d'abord sur la présence de l'Armée rouge. Comme l'URSS a libéré ces pays, le communisme y jouit d'une certaine image positive. Mais plus encore, cette présence représente un moyen de pression. Si l'on ajoute que les élections ont été truquées, dans un contexte peu favorable à l'expression démocratique, on comprend de quelle manière ces derniers ont pu prendre le pouvoir.
- 2. Truman oppose le camp des démocraties libérales où les peuples choisissent des gouvernements représentatifs par des élections libres à l'URSS, régime totalitaire d'oppression et de négation des libertés.
- 3. Andreï Jdanov oppose le camp impérialiste, anti-démocratique et fasciste, l'Occident sous domination américaine, au camp de l'URSS et des partis communistes, défenseurs de la démocratie, de l'anti-impérialisme et de la paix. La guerre froide est avant tout idéologique !
- 4. L'affiche soviétique de 1949 dénonce les intentions politiques inavouées du plan Marshall, qui utilise l'aide économique pour combattre le communisme. Cette interprétation est confirmée par la doctrine Truman, qui pense le plan Marshall comme un instrument de la politique d'endiguement. La partie droite de l'affiche illustre l'idée que les peuples ne sont pas dupes et ne souhaitent pas être soumis à l'influence américaine. Le peuple est ici représenté par le prolétaire qui, à lui seul, incarne les opprimés. Il est figuré dans un rapport inversé puisqu'il se dresse contre la caricature du patron et le surplombe de toute son assurance. Le premier drapeau est écrit en français pour signifier que le parti communiste d'un pays pourtant allié des États-Unis participe à ce combat des peuples contre ce qui est présenté comme l'impérialisme agressif américain. De fait, l'URSS a contraint tous les pays d'Europe de l'Est à refuser le plan Marshall, y compris la Tchécoslovaquie avant même le « coup de Prague » (cf. pages 124-125).

5. Les Alliés, lors des conférences de Yalta et de Potsdam en 1945, ont divisé l'Allemagne en quatre zones d'occupation attribuées aux Soviétiques (Est), aux Britanniques (Nord-Ouest), aux Américains (Sud) et aux Français (Sud-Ouest). Berlin subit le même sort que l'Allemagne : la ville est coupée en quatre zones d'occupation. Cette situation est source de difficultés entre anciens alliés, puisque les trois zones occidentales de Berlin (Berlin-Ouest) sont situées en pleine zone d'occupation soviétique. Les relations entre Berlin-Ouest et l'Allemagne de l'Ouest sont donc soumises à la bonne volonté soviétique. C'est ce que Staline perçoit très vite, puisqu'il organise le blocus de Berlin-Ouest dès 1948. Celui-ci échoue du fait de la mise en place d'un pont aérien par les Occidentaux. Cette crise montre bien que la guerre froide n'est pas un conflit ouvert entre l'Est et l'Ouest. Il s'agit, pour chaque grande puissance, de démontrer sa détermination et la primauté de son idéologie. Dès lors, aucun n'envisage un affrontement direct, ni nécessaire, ni recherché.

PARCOURS 2 : Préparer un oral

Pour préparer l'exposé oral, il convient de bien cerner le sujet.

- Repartir d'abord de la définition de la guerre froide proposée dans le manuel p. 109 : un affrontement idéologique, par pays interposé, sans conflit direct entre les deux Grands.
- Pourquoi l'affrontement entre les deux Grands naît en Europe ?
- Comment la guerre froide se manifeste d'abord en Europe ?

Proposition de plan :

I. L'Europe libérée, un enjeu pour les deux Grands

1. Une Europe occupée, notamment à l'Est par l'Armée Rouge qui a libéré seule cette partie du sous-continent.
2. Pour l'URSS, l'Europe de l'Est est également un enjeu stratégique car elle a une frontière commune avec nombre d'États (on peut évoquer la volonté d'en faire un « glacis protecteur »).
3. Pour les États-Unis, les États européens doivent rester ou devenir des démocraties, partenaires des États-Unis (on peut également utiliser l'autre discours de Truman proposé p. 116)

II. Un affrontement idéologique qui divise l'Europe en deux

1. Un affrontement qui oppose la démocratie libérale et le capitalisme à l'Ouest et le bloc communiste qui se dit anti-impérialiste.
2. Les États-Unis utilisent prioritairement l'aide financière (doc. 2 et 4) pour endiguer le communisme. L'URSS cherche à former un bloc

communiste à l'Est par sa tutelle sur les partis communistes (doc. 3 : le Kominform).

3. Une Europe coupée en deux, les pays d'Europe de l'Est refusant le plan Marshall et rompant donc leurs relations avec l'Ouest (doc. 4).

III. La première crise de la guerre froide se déroule en Europe (doc. 5)

1. L'Allemagne, au cœur de l'Europe, enjeu entre l'Est et l'ouest
2. Le blocus de Berlin : une crise sans affrontement direct.

SYNTHÈSE : Comment l'Europe se retrouve-t-elle divisée en deux au lendemain de la guerre ?

Proposition de plan :

- I. L'influence des deux Grands
- II. Une Europe divisée
- III. La première crise de la guerre froide

POINT DE PASSAGE 25 février 1948.

Le « coup de Prague »

p. 124-125

Éclairage : L'étude de ce point de passage peut être illustrée par les contenus vidéo mis à disposition. Il s'agit d'archives des actualités Pathé. Ce sont de courts extraits, présentés chronologiquement, qui permettent de se rendre compte de l'ambiance qui règne à Prague durant cette crise, et surtout de l'utilisation de la mobilisation de masse par les communistes.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Dans son discours de Fulton, Churchill met de côté la Tchécoslovaquie quand il dit, qu'à l'est, il n'y a pas de gouvernement démocratique. Le pays peut apparaître comme un pont entre l'Est et l'Ouest, en tout cas une exception dans la constitution d'un bloc communiste en Europe de l'Est. En effet, le nouveau gouvernement de front national formé à la Libération était composé de 8 ministres du PCT de Gottwald sur 25, celui-ci étant favorable à une prise du pouvoir légale. En mai 1946, grâce à des succès électoraux, ils passaient à 12 ministres, mais restaient minoritaires. Plusieurs facteurs peuvent expliquer une percée communiste plus limitée qu'ailleurs : une russophilie moindre dans la population tchèque et une culture démocratique puisque la vie politique y a fonctionné de façon assez libre de 1919 à 1939.
2. Le parti communiste est le premier parti de Tchécoslovaquie, mais il n'est pas majoritaire. Toutefois, il contrôle les ministères régaliens, notamment l'Intérieur. Surtout, il dispose de moyens de pression, les syndicats et les milices communistes.

3. Benes défend un régime libéral parlementaire où le gouvernement doit être le reflet de la majorité de l'Assemblée et de sa diversité.

4. Les communistes, alors qu'ils ne sont pas majoritaires dans les urnes, ne peuvent espérer gagner le pouvoir par la voie démocratique. Ils mettent en place un coup de force en imposant leurs ministres sous la pression de la rue. Ils utilisent aussi à leur profit la police que contrôle le ministre de l'Intérieur.

5. Justine Faure explique que le coup de Prague a entraîné un choc et un vent de panique, notamment dans les opinions publiques à l'ouest : on ne s'y attendait pas et les événements de Prague rappelaient la crise de Munich où la temporisation des démocraties avait finalement renforcé Hitler. Enfin, les Occidentaux ne comprenaient pas comment un pays que l'on pensait démocratique pouvait tomber dans le bloc communiste. En tout cas, c'est le coup de Prague [et encore plus la mort du ministre des Affaires étrangères Jan Masaryk en mars 1948, le « défenestré de Prague »] qui cristallisa l'attitude de l'Ouest. D'une part, le Congrès vota les crédits du plan Marshall au nom de l'idée qu'il fallait réagir à toute chute d'une démocratie. D'autre part, cette crise souda les pays d'Europe de l'Ouest et fut déterminante dans la création de l'OTAN. Le coup de Prague fut ainsi l'événement qui fit basculer le monde dans une logique bipolaire.

PARCOURS 2 : Organiser des informations

Influence politique des communistes au début de l'année 1948	Premier parti du pays sans la majorité, il contrôle les ministères et les secteurs clés.
Crise politique de février	Les ministres non-communistes démissionnent pour protester contre l'action du ministre de l'Intérieur.
Stratégie des communistes	Pression de la rue pour imposer ses ministres au président de la République.
Situation politique à la fin de février 1948	Le gouvernement est constitué presque uniquement de ministres communistes. E. Benes doit démissionner le 7 juin 1948.

SYNTHÈSE : Comment les communistes prennent-ils le pouvoir en Tchécoslovaquie ?

Proposition de plan :

- I. La Tchécoslovaquie, un cas à part en Europe de l'Est après-guerre
- II. La stratégie communiste pour prendre le pouvoir
- III. La portée de la crise

Éclairage : L'étude de ce point de passage peut être illustrée par les contenus vidéo mis à disposition. Ces rushs extraits des archives Pathé permettent d'illustrer la violence qui prévaut en Palestine après 1945 (notamment les attentats menés par l'Irgoun), l'épisode de l'Exodus et de montrer le retentissement qu'il eut dans les médias internationaux et la proclamation de l'État d'Israël.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. L'épisode de l'Exodus illustre le retournement de l'attitude britannique avant-guerre et plus encore depuis 1945. Du fait des conflits intercommunautaires mais aussi pour conserver de bons rapports avec les États arabes et son influence dans la région, les Britanniques tentent de limiter l'immigration juive qu'ils avaient pourtant favorisée dans l'entre-deux-guerres. Leur politique depuis 1917 et la déclaration Balfour ont participé à envenimer la situation. Finalement, les Britanniques s'en remettent à l'ONU.

2. Le plan de partage de l'ONU prévoit deux États, l'un palestinien et l'autre juif, ainsi qu'un statut de ville internationale pour Jérusalem tant la ville des trois monothéismes est convoitée et qu'aucune autre solution ne paraît acceptable pour de nombreux États.

3. La proclamation prononcée en 1948 par David Ben Gourion se caractérise par ses fondements bibliques et religieux. Elle repose sur la convergence de l'aspiration à l'indépendance des Juifs de Palestine, immigrés pour une part dès la fin du XIX^e siècle, et du choc provoqué par l'ouverture des centres de mise à mort créés par les nazis. Pour David Ben Gourion, la Shoah légitime plus que jamais le projet sioniste d'un État d'Israël.

4. Le décor inscrit clairement la proclamation de l'État d'Israël dans le projet sioniste né à la fin du XIX^e siècle puisque David Ben Gourion se place sous le portrait du fondateur du sionisme, Theodor Herzl. Le drapeau d'Israël lui-même a été adopté par le mouvement sioniste à la fin du XIX^e siècle. Il est composé de deux bandes bleu azur (*tekhéléth* en hébreu) sur fond blanc et d'une étoile de David (le *maguen* ou « bouclier de David »), l'un des symboles les plus anciens du judaïsme, en son centre.

5. La proclamation unilatérale de la naissance de l'État d'Israël par David Ben Gourion entraîne d'abord une guerre entre l'armée israélienne et les Palestiniens. Très vite, elle s'étend aux États arabes voisins, qui ne reconnaissent pas l'existence de ce

nouvel État. La guerre entre les Arabes et les Israéliens tourne à l'avantage de ces derniers, mieux armés et mieux organisés.

6. Au moment du cessez-le-feu en 1949, Israël a agrandi ses frontières et le reste des territoires palestiniens est annexé par la Transjordanie (future Jordanie) d'un côté, par l'Égypte de l'autre (Gaza). Se posent alors deux problèmes : d'une part, les États arabes n'ont pas signé de traité de paix car ils ne reconnaissent pas l'existence de l'État d'Israël, source de nouvelles guerres à venir ; d'autre part, les Palestiniens n'ont pas d'État. L'armée israélienne ayant chassé nombre d'entre eux et le plan de partage de 1947 n'étant pas appliqué, des millions de réfugiés palestiniens se trouvent en territoires jordanien, égyptien ou dans d'autres États arabes de la région.

PARCOURS 2 : Élaborer un plan

Pour élaborer un plan analytique, on peut dégager successivement :

– **Les causes des tensions en Palestine** : un territoire peuplé de Juifs et d'Arabes (chrétiens ou musulmans) ; une nouvelle arrivée massive de réfugiés juifs rescapés de la Shoah ; un mandat britannique en voie de décolonisation ; un mouvement sioniste ancien qui réclame un État pour le peuple juif ; la politique britannique exacerbe le sionisme en refusant toute nouvelle immigration juive.

– **Les solutions envisagées** : l'ONU propose un partage en deux États laissant à part Jérusalem sous tutelle internationale ; le mouvement sioniste veut la création d'un État juif ; les États arabes ne veulent entendre parler que d'un État arabe ou se partager le mandat britannique en Palestine.

– **Les conséquences et le dénouement** : la décision du mouvement sioniste de créer unilatéralement un État d'Israël ne peut qu'entraîner la guerre civile entre Juifs et Palestiniens arabes et le refus des États arabes... ce qui se traduit par la première guerre israélo-arabe

SYNTHÈSE : Pourquoi le Proche-Orient devient-il un foyer de tensions durable ?

Proposition de plan :

I. Les causes des tensions en Palestine : un territoire peuplé de Juifs et d'Arabes (chrétiens ou musulmans) en voie de décolonisation

II. L'intervention de l'ONU et le plan de partage de 1947 rejeté

III. La création de l'État d'Israël provoque la première guerre israélo-arabe

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

George Marshall est le secrétaire d'État américain, en charge des affaires étrangères. Il justifie donc la politique menée par son pays à partir de 1947. Il s'adresse ici aux parlementaires du Congrès américain pour les convaincre de voter une aide financière aux pays européens. L'image est une caricature de Iouri Ganf publiée dans une revue soviétique en 1950. La presse étant étroitement contrôlée par les autorités communistes, le dessin – qui dénonce ici le plan Marshall – reprend la position officielle de l'URSS. Sa caricature déforme la réalité, comme toute caricature, ici dans un but de propagande.

Il s'agit donc de documents engagés qui mettent en avant les idéologies profondément antagonistes défendues par les deux camps au début de la guerre froide. Selon les Américains, le monde serait divisé en deux camps inconciliables, celui de la paix, de la prospérité et de la démocratie à l'Ouest, et celui de l'oppression communiste à l'Est. À l'inverse, la caricature défend une URSS garante de la paix contre le camp de la guerre.

George Marshall présente un monde divisé en deux camps : celui des pays qui acceptent l'aide américaine et celui des pays qui la refusent, alors perçus comme des ennemis des États-Unis. Il explique pourquoi il faut aider les pays européens qui n'ont plus les moyens financiers d'importer le matériel nécessaire à leur reconstruction. Il met en garde contre les désordres qui peuvent naître d'une situation de crise et de misère, et il pense au danger communiste. En effet, l'URSS a déjà étendu son influence dans une Europe de l'Est dévastée par la guerre et qu'elle occupe militairement. Les États-Unis prétendent œuvrer pour la paix et la démocratie dans le monde. Ils sont notamment à l'origine de l'ONU, dont l'objectif fixé est de garantir la paix. Avec le plan Marshall, ils aident financièrement les pays d'Europe de l'Ouest espérant ainsi y défendre les démocraties libérales. Toutefois, les États-Unis protègent aussi leurs intérêts car leur économie dépend des exportations vers l'Europe. Il est donc essentiel que l'Europe se reconstruise rapidement.

Pour les Soviétiques, les Occidentaux sont des impérialistes qui veulent la guerre. Dans la caricature de Iouri Ganf, le camp occidental est incarné par G. Marshall sous les traits d'un policier américain terrifiant. Derrière le mur, les Occidentaux armés menacent le monde et les communistes. Le mur est ici le fameux « rideau de fer », dénoncé par

Churchill dans son discours de Fulton en 1946. Les Occidentaux ouvrent une brèche, ce qui représente une menace pour les communistes. L'humour réside dans le contraste entre les termes employés (« paradis », « saint »...) et les objets (armes diverses) représentés, ainsi que l'attitude agressive des Occidentaux. Le dessinateur veut souligner le caractère mensonger de la propagande américaine et de son idéologie. Le monde communiste est évoqué à travers la figure de l'ange qui symbolise la paix, une paix en danger, menacée par la férocité des Occidentaux.

La guerre froide est une opposition idéologique. Les États-Unis, à travers le discours de Truman, défendent le développement économique libéral et la démocratie. À l'inverse, l'URSS pose le camp communiste comme étant celui de la paix contre des Occidentaux impérialistes tournés vers la guerre.

SUJET BLANC : Vous montrerez que le blocus de Berlin est la première crise de la guerre froide et en présenterez les particularités.

Proposition de plan détaillé :

I. Une Allemagne entre Occidentaux et Soviétiques dont le sort reste en suspens

1. L'Allemagne occupée par les quatre vainqueurs
2. Le problème particulier que pose Berlin, occupée par les quatre vainqueurs, mais au cœur de la zone d'occupation soviétique en Allemagne.

II. Un conflit sans affrontement direct

1. L'URSS organise le blocus de Berlin pour faire céder les Occidentaux et obtenir leur départ de Berlin
2. Les Occidentaux ripostent par un pont aérien, solution qui permet d'éviter un affrontement entre les armées présentes sur le terrain, d'autant que l'armée soviétique se garde bien de tirer sur les avions américains.
3. Les Soviétiques finissent par lever le blocus.

SUJET BAC E3C

Réponse à une question problématisée

p. 132

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

La Seconde Guerre mondiale est le plus terrible des conflits qu'ait connus le monde. Outre un bilan humain terrible de 60 millions de morts, les destructions matérielles ont paralysé l'appareil de production et l'agriculture. Le conflit a été marqué par l'horreur de l'extermination des Juifs par les nazis.

Pour les vainqueurs, s'impose l'idée qu'il faut éviter tout nouveau conflit et qu'une paix durable suppose non seulement de mettre en place un ordre international fondé sur une sécurité collective efficace, mais également de favoriser le développement économique et social des populations.

Dès la Seconde Guerre mondiale, lors de différentes conférences, les vainqueurs s'entendent sur les bases d'un nouvel ordre international. À l'initiative des États-Unis, les vainqueurs posent les bases d'un ordre international fondé sur la sécurité collective. La conférence de San Francisco de juin 1945 donne naissance à l'ONU qui se donne pour mission de garantir la paix en empêchant les guerres et de défendre les droits de l'Homme. Toutefois, son instance de décision, le Conseil de sécurité, est dominée par les vainqueurs qui peuvent bloquer son fonctionnement en usant de leur droit de veto.

Les vainqueurs de la guerre sont convaincus de la nécessité d'instaurer un droit et une morale internationaux. C'est dans cet esprit que s'ouvre à Nuremberg, le 20 septembre 1945, le procès des principaux dignitaires du III^e Reich. À cette occasion, un nouveau chef d'accusation, celui de crime contre l'humanité, entre dans le droit international. Les militaires et ministres japonais accusés de crimes de guerre ou de crime contre l'humanité sont quant à eux jugés lors des procès de Tokyo en 1946.

Ces nouvelles règles diplomatiques et juridiques sont complétées par un nouvel ordre économique qui doit assurer la croissance. Pour les Américains, c'est la crise économique des années 1930 qui a favorisé la montée du nazisme et, finalement, le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Dès lors, selon eux, le développement économique est le préalable nécessaire à une paix durable. Pour assurer la stabilité monétaire, la conférence de Bretton Woods fonde le Système monétaire international en 1944 : le FMI a pour mission de limiter les fluctuations monétaires, le cours des monnaies étant fixé par rapport au dollar dont la valeur est garantie sur l'or. Le dollar est la monnaie des échanges internationaux qu'il s'agit de relancer.

Les États-Unis sont par ailleurs convaincus que le libre-échange est la condition de la croissance et qu'il évite les guerres puisque les pays deviennent économiquement dépendants les uns des autres. Dans cet esprit, à partir de 1947, les accords du GATT abaissent progressivement les barrières douanières pour favoriser le libre-échange.

Durant la guerre s'est également imposée l'idée que l'État doit favoriser le progrès social et, pour ce faire, assurer les besoins premiers de sa population : santé, éducation, assistance en cas de chômage. En France, le Conseil national de la

Résistance propose une démocratie économique et un ensemble de droits sociaux qui garantissent à chacun un salaire décent, et les moyens d'existence en cas de maladie, chômage ou à la retraite. En Grande-Bretagne, l'économiste Beveridge préconise également en novembre 1942, dans un rapport pour le Parlement, la mise en place d'un système de sécurité sociale.

Après guerre, de nombreux États mettent en œuvre cet État-providence. En France, le gouvernement provisoire est composé jusque 1946 des forces politiques issues de la résistance et met donc en œuvre le programme du CNR. Ainsi, l'ordonnance de 1945 instaure en France la Sécurité sociale qui regroupe l'assurance maladie, la retraite et les allocations familiales.

Les vainqueurs espèrent bâtir une paix durable par des institutions internationales comme l'ONU et un droit international. Si le fonctionnement de l'ONU a été paralysé durant la guerre froide, elle a favorisé la décolonisation et est intervenue dans de nombreux conflits des années 1990, avec plus ou moins de succès comme en Ex-Yougoslavie, ou pour apporter un aide humanitaire comme en Somalie en 1992. Afin de prévenir la guerre, les États-Unis sont persuadés qu'il faut également un ordre économique mondial qui favorise les échanges. Les États sont conscients que le développement économique doit aussi profiter à tous : c'est la naissance de l'État-providence. Ainsi, en France, la Sécurité sociale est progressivement mise en place à partir de 1945. En 1958, le gouvernement de de Gaulle instaure un régime d'indemnisation du chômage. Ces mesures ont contribué à augmenter le niveau de vie de Français et ont favorisé la croissance.

SUJET BLANC : Quelles nouvelles tensions naissent après la Seconde Guerre mondiale ?

Proposition de plan détaillé :

I. Un nouveau paysage international

1. La domination de deux superpuissances opposées idéologiquement
2. Une Europe affaiblie, contexte favorable à l'affirmation des nationalismes dans les empires coloniaux

II. Les débuts de la guerre froide

1. 1947 : l'année de la rupture (doctrines Truman et Jdanov)
2. La division de l'Europe en deux blocs
3. La première crise : le blocus de Berlin

III. Le Proche-Orient, un foyer de crises

1. La naissance de l'État d'Israël
2. La première guerre israélo-arabe embrase la région

L'historiographie des deux conflits mondiaux s'est intéressée ces dernières années aux processus de sortie de guerre, à la culture de guerre et à la singularité de la violence des guerres totales, montrant comment celle-ci rejaillit sur les sociétés après-guerre. L'historien britannique Keith Lowe se situe dans cette optique en montrant que l'Europe est durablement marquée par les séquelles de la Seconde Guerre mondiale, mais au moins autant par les violences d'après-guerre.

Cette page offre aussi un contrepoint, permettant de se pencher sur le sort des vaincus et met en lumière ce qu'omet en partie un programme qui insiste sur le nouvel ordre mondial et la reconstruction : la perpétuation des atrocités sur le sol européen, le sort des femmes tondues, et même les nettoyages ethniques d'après-guerre.

Sitographie

- *Histoire-image.org* propose plusieurs analyses d'images intéressantes :
 - l'analyse d'une photographie de femmes tondues issue des archives du Mémorial de Caen : www.histoire-image.org/fr/etudes/tondues-liberation
 - l'analyse d'une photographie des « femmes des ruines » de Berlin (*Trümmerfrauen*) : www.histoire-image.org/fr/etudes/ruines-berlin
- France Info a consacré un dossier aux déplacés allemands après-guerre : www.francetvinfo.fr/monde/europe/allemande/apres-guerre-expulses-de-leurs-pays-natals-parce-qu-allemands_3069637.html
- Le site du musée de l'Immigration propose en audio la conférence de Corinne Defrance sur le même sujet : www.histoire-immigration.fr/agenda/2015-08/les-personnes-deplacees-en-allemande-occupee-en-jeux-et-tensions-de-l-apres-guerre

Bibliographie indicative

- Anne Applebaum, *Rideau de fer. L'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, Grasset, 2014.
- Bernard Shepard, *Le Long Retour, 1945-1950. L'histoire tragique des « déplacés » de l'après-guerre*, Albin Michel, 2014.
- Fabien Théofilakis, *Les Prisonniers de guerre allemands. France, 1944-1949*, Fayard 2014.
- Fabrice Virgili, « Les "tondues" à la Libération : le corps des femmes, enjeu d'une réappropriation », in Françoise Thébaud (dir.), *Résistances et Libérations. France. 1940-1945*, Presses universitaires du Mirail, 1995.

Comment la géopolitique mondiale est-elle bouleversée par le conflit entre les États-Unis et l'URSS et par la fin des grands empires coloniaux entre 1947 et 1975 ?

I. Introduction

Le chapitre aborde les bouleversements géopolitiques provoqués par la guerre froide et la décolonisation. Les bornes chronologiques choisies pour ce chapitre sont les années 1947 et 1975. 1947 correspond à l'indépendance de l'Inde et peut être considérée comme le coup d'envoi du processus de décolonisation. L'année 1975 correspond à la fin de la décolonisation des colonies portugaises en Afrique – qui constituaient alors le dernier grand domaine colonial européen – ainsi qu'au sommet d'Helsinki qui représente le point culminant du processus de détente en Europe.

Le conflit qui oppose les États-Unis et l'URSS à partir de 1947 et qui entraîne la mise en place d'un monde bipolaire constitue l'un des trois principaux temps forts de ce chapitre. Les années 1947-1948, qui marquent le début de ce conflit, sont traitées dans le chapitre précédent. La guerre froide entre les États-Unis et l'URSS repose à la fois sur une opposition géopolitique de rivalité entre grandes puissances cherchant à élargir leur sphère d'influence, et sur un antagonisme entre deux modèles idéologiques à vocation universelle. Les études sur Berlin et sur Cuba permettent ainsi d'aborder les différences entre les deux modèles mais aussi les principales étapes de la guerre froide marquée par des périodes de fortes tensions et de détente. La bipolarisation du monde conditionne très largement les relations internationales. Celles-ci sont très largement influencées par les intérêts des deux grandes puissances et leur volonté de renforcer leur système d'alliance à l'échelle mondiale. Ainsi, les enjeux de la décolonisation, qui constitue l'autre temps fort de ce chapitre, se télescopent avec la logique bipolaire. La décolonisation peut ainsi être accélérée ou bien au contraire ralentie par l'intervention des deux Grands.

Par ailleurs, une fois les indépendances acquises, les jeunes États-nations d'Afrique et d'Asie peinent à échapper à l'attraction des deux blocs et deviennent parfois des théâtres d'affrontement marqués par des « guerres chaudes ». Cette idée est mise en avant dans le point de passage et d'ouverture sur les guerres d'Indochine et du Vietnam. Pourtant, dès les années 1950, émerge parmi les jeunes nations d'Asie et d'Afrique la volonté de constituer un « troisième monde » capable de faire prévaloir la coopération et la solidarité internationales sur les logiques belligères et impérialistes de la guerre froide.

L'affirmation du tiers-monde constitue ainsi le troisième temps fort de ce chapitre. Celle-ci se traduit par l'organisation de grands sommets internationaux excluant les grandes puissances (par exemple Bandung en 1955, Belgrade en 1961, Alger en 1973), la prise de contrôle de certains organes de l'ONU à partir des années 1960 (le secrétariat général, l'Assemblée générale), la création d'organisations internationales d'échelle régionale ou mondiale et surtout la constitution du mouvement des non-alignés. Celui-ci représente une remise en cause directe du monde bipolaire. On voit aussi émerger dans les pays occidentaux un tiers-mondisme qui constitue l'un des vecteurs de la contestation de la jeunesse évoquée dans le point de passage et d'ouverture sur l'année 1968. Une attention particulière est portée aux nouveaux acteurs qui émergent sur la scène internationale. Ce sont d'une part les organisations évoquées précédemment, et d'autre part des États du tiers-monde qui contribuent chacun à leur manière à contester la domination des deux superpuissances qui dominent le monde bipolaire : l'Inde, Cuba, l'Égypte et surtout la Chine font ainsi l'objet d'un traitement privilégié dans ce chapitre.

Conformément aux indications du programme, l'affirmation de la Chine de Mao comme nouvel acteur international doit être mise en avant. En effet, après avoir rompu son alliance avec l'URSS en 1960, Mao considère les deux Grands comme des puissances impérialistes qu'il faut combattre et cherche à diffuser son modèle dans le tiers-monde avant d'opérer un spectaculaire rapprochement avec les États-Unis au début des années 1970.

Le programme invite enfin à aborder les conflits du Proche et du Moyen-Orient. Les causes régionales de ces conflits (par exemple, la création de l'État d'Israël traitée dans le chapitre précédent) se mêlent aux enjeux de la guerre froide (les deux Grands essayant d'étendre leur sphère d'influence dans la région) pour expliquer la conflictualité de cette région. Cependant, certains de ces conflits échappent très largement au contrôle des deux Grands et contribuent à l'émergence d'acteurs du tiers-monde comme l'Égypte de Nasser à partir de la crise de Suez en 1956 ou bien l'OPEP lors du choc pétrolier en 1973.

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture met l'accent sur la rivalité entre les États-Unis et l'URSS à partir d'une caricature qui montre l'image en miroir de deux super-héros représentant l'URSS à gauche et les États-Unis à droite. Cette caricature date de 1968, l'une des dates clés du chapitre. On peut donc, à l'aide de document, présenter la situation d'un monde bipolaire dominé par deux superpuissances et évoquer les critiques qu'il suscite dans les années 1960, marquées par l'affirmation du tiers-monde.

La double page « Mots clés » permet de présenter, de situer dans leur contexte et d'illustrer quatre points centraux du chapitre : guerre froide, bipolarisation, décolonisation et tiers-monde.

La double page « Repères » propose deux planisphères complémentaires. Le premier permet d'étudier la guerre froide et la bipolarisation du monde, ainsi que l'émergence des différents acteurs du tiers-monde. Le second planisphère permet d'analyser le contexte et les différentes étapes de la décolonisation. Il fait également le lien entre décolonisation et émergence du tiers-monde.

La première double page « Cours » étudie les différents modèles idéologiques, les principales phases (crises, coexistence pacifique, détente), ainsi que la mondialisation progressive de la guerre froide entre 1949 et 1975.

L'étude « Berlin dans la guerre froide (1949-années 1970) » permet d'illustrer les différentes étapes de la guerre froide à partir de l'exemple d'un lieu clé représentant un enjeu essentiel de la rivalité entre les États-Unis et l'URSS. Une attention particulière est portée au mur de Berlin qui constitue le symbole le plus évocateur de la guerre froide.

Le point de passage et d'ouverture « 1962. La crise des missiles de Cuba » a pour objectif de montrer en quoi cet événement est à la fois un paroxysme de la guerre froide et un cas typique de crise réglée par la diplomatie entre les deux Grands. L'étude sert aussi à évoquer l'importance de la dissuasion nucléaire et le rôle charnière de cette crise qui ouvre une période de détente entre les deux Grands.

La deuxième double page « Cours » aborde les facteurs et les différentes étapes de la décolonisation. Après avoir montré comment le nouvel ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale constitue un contexte favorable à la décolonisation, on décrit la manière dont le processus se généralise de l'Asie (dans les années 1940-1950) à l'Afrique (à partir des années 1950), ainsi que ses différentes modalités (indépendances négociées ou arrachées par la guerre).

Le point de passage et d'ouverture « 1945-1976. Les guerres d'Indochine et du Vietnam » permet d'une part d'aborder l'exemple d'une décolonisation arrachée par la guerre, et d'autre part d'étudier la manière dont le tiers-monde devient un théâtre d'affrontement de la guerre froide. Il permet donc de montrer les limites du concept de guerre froide dans la mesure où la rivalité entre les États-Unis et l'URSS alimente des guerres très meurtrières. Ainsi le Vietnam connaît-il trente ans de conflits quasiment ininterrompus entre 1946 et 1975.

La troisième double page « Cours » aborde l'émergence du tiers-monde, ses revendications et les limites de son affirmation sur la scène internationale. Elle explique aussi les différentes formes de remise en cause du monde bipolaire. Conformément aux attentes du programme, elle met l'accent sur des acteurs clés comme la Chine, l'Inde ou encore l'Égypte. Enfin, elle explique pourquoi le Moyen-Orient constitue un foyer majeur de conflits à plusieurs échelles.

L'étude « La Chine de Mao : l'affirmation d'un nouvel acteur international (1949-années 1970) » présente un acteur majeur du tiers-monde. Elle permet d'étudier la trajectoire originale de la Chine, sa volonté d'apparaître comme un modèle pour le tiers-monde et les évolutions de ses relations avec les deux superpuissances de la guerre froide.

Le point de passage « L'année 1968 dans le monde » traite des différentes formes de contestation qui se manifestent à travers le monde au cours de l'année 1968. Il met l'accent sur la remise en cause des deux superpuissances, le rôle de catalyseur joué par la guerre du Vietnam et l'influence du tiers-mondisme.

Enfin, l'étude « Les conflits du Proche et du Moyen-Orient » permet d'aborder les différents facteurs de conflits dans cette région devenue l'un des principaux points sensibles de la planète à partir de la proclamation de l'État d'Israël en 1948. Elle met en évidence le rôle d'acteurs clés comme l'Égypte, Israël ou l'OPEP, les enjeux à la fois économiques et politiques, ainsi que les différentes échelles de conflictualité (régionale, mondiale).

BIBLIOGRAPHIE

- **Odd Arne Westad, Martine Devillers-Argouarc'h, *Histoire mondiale de la guerre froide (1890-1991)***, Perrin, 2019.
Cet ouvrage est une somme riche et ambitieuse qui permet de resituer la guerre froide dans une perspective chronologique élargie. Il permet de bien aborder la dimension mondiale du conflit dans ses multiples aspects.
- **Sabine Dullin, Stanislas Jeannesson, *Atlas global de la guerre froide : un conflit global et multiforme***, Autrement, Paris, 2017.
Cet ouvrage propose plus de 120 cartes et infographies permettant de comprendre les principaux enjeux, les formes et les étapes du conflit.
- **Georges Henri Soutou, *La Guerre froide (1943-1990)***, Fayard, 2011.
Cette synthèse consistante sur le sujet est livrée par l'un des historiens français spécialistes des relations internationales les plus reconnus.
- **Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Sandrine Lemaire, préface de Benjamin Stora, *Décolonisations françaises, la chute d'un empire***, La Martinière, Paris, 2020.
Cet ouvrage abondamment illustré (plus de 250 photos, images de presse et affiches) aborde l'histoire de la décolonisation de l'empire français selon les différentes perspectives des colonisés et des colonisateurs.
- **Bernard Droz, *Histoire de la décolonisation au xx^e siècle***, coll. « Points histoire », Le Seuil, 2009.
Cet ouvrage constitue l'une des synthèses les plus complètes et accessibles sur le sujet.
- **Jean-Pierre Peyroulou, *Atlas des décolonisations, une histoire inachevée***, Autrement, 2014.
Plus de 120 cartes et infographies sur l'histoire de la décolonisation et la naissance du tiers-monde.
- **Dennis Wainstock, Robert Miller, *Indochine et Vietnam : 35 années de guerre : 1940-1975***, Nouveau monde éditions, 2019.
Cet ouvrage permet de comprendre la continuité du conflit entre les guerres d'Indochine et du Vietnam. Il propose une historiographie renouvelée grâce à l'accès aux archives nord-vietnamiennes récemment ouvertes.
- **Vijay Prashad, *Une Histoire politique du tiers-monde***, Ecosociété, 2019.
Cet historien indien porte une attention particulière aux espoirs suscités par le projet politique du tiers-monde au sein des jeunes nations issues de la décolonisation, ainsi qu'à leurs désillusions.
- **Jean-Claude Lescure, *Le Conflit israélo-palestinien en 100 questions***, Tallandier, 2018.
Cet ouvrage rend compte de manière très accessible des enjeux d'un des principaux conflits qui touche le Proche et le Moyen-Orient depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale.
- **Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen, Chantal Verdeil, *Histoire du Moyen-Orient du xix^e siècle à nos jours***, Armand Colin, 2016.
Cette synthèse permet de resituer les conflits du Moyen-Orient sur le temps long.
- **Gilles Guiheux, *La République populaire de Chine, histoire générale de la Chine de 1949 à nos jours***, Les Belles Lettres, 2018.
Cet ouvrage de synthèse sur la Chine communiste traite largement des questions intérieures et dépasse le cadre chronologique du chapitre, mais offre aussi des éclairages intéressants sur la politique étrangère de la Chine de Mao.

III. Corrigés

REPÈRES

p. 138-139

1. Le bloc de l'Ouest est constitué des différentes alliances mises en place par les États-Unis à travers le monde. La principale de ces alliances est l'OTAN qui réunit les États-Unis et 11 pays (le Canada, les démocraties d'Europe occidentale et la Turquie à partir de 1952). Les États-Unis sont également alliés avec la quasi-totalité des États d'Amérique latine, les États d'Océanie, plusieurs États en Asie du Sud-Est : Japon, Corée du Sud, Taïwan, Sud-Vietnam ; en Asie du Sud : Pakistan ; et au Moyen-Orient : Arabie Saoudite, Israël, Iran. Le bloc de l'Ouest semble ainsi encercler les pays du bloc de l'Est.

Le bloc de l'Est compte moins d'alliés que le bloc de l'Ouest. Il est constitué des différentes alliances mises en place par l'URSS à travers le monde. La principale de ces alliances est le pacte de Varsovie qui réunit l'URSS et 7 pays (les démocraties populaires d'Europe de l'Est). Les autres alliés de l'URSS sont des pays communistes situés en Asie comme la Corée du Nord, le Nord-Vietnam, la Mongolie ainsi que Cuba situé en Amérique latine. La Chine apparaît comme un cas à part car après s'être alliée avec l'URSS, elle devient rapidement un pays communiste rival. L'URSS possède aussi quelques alliés en Afrique, notamment l'Algérie et l'Angola.

2. À partir des années 1950, les États-Unis et l'URSS s'affrontent par alliés interposés dans le tiers-monde. Les principaux théâtres de cet affrontement sont la Corée (1950-1953), Cuba (1962), le Vietnam (1964-1975), l'Angola et le Nicaragua dans les années 1970.

3. Plusieurs pays jouent un rôle de leader dans le tiers-monde. Tout d'abord la Chine, qui apporte son soutien aux communistes lors de la guerre de Corée (1950-1953), puis de la guerre du Vietnam (1964-1975) et qui devient un pays communiste rival de l'URSS. Il y a aussi Cuba, qui fait partie du mouvement des non-alignés et apporte son soutien aux guérillas communistes en Angola et au Nicaragua. Il faut également mentionner l'Égypte qui soutient la décolonisation de l'Algérie et qui est un des membres fondateurs du mouvement des non-alignés. On peut aussi inclure l'Indonésie, la Yougoslavie et l'Algérie où se tiennent les grandes conférences du tiers-monde entre les années 1950 et 1970. Enfin, il faut également citer l'Inde qui fut l'un des premiers pays décolonisés et l'un des principaux leaders du mouvement des non-alignés.

4. Entre 1945 et 1955, la quasi-totalité des États d'Asie accèdent à l'indépendance, alors qu'en

Afrique la décolonisation ne démarre réellement qu'à partir du milieu des années 1950, exception faite de la Libye. Les principaux États asiatiques qui accèdent à l'indépendance entre 1947 et 1955 sont l'Inde, le Pakistan, la Birmanie, l'Indonésie, le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

ÉTUDE Berlin dans la guerre froide (1949-années 1970)

p. 142-143

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La RFA (République fédérale d'Allemagne) est une démocratie libérale. Sa constitution garantit le pluralisme politique (art. 21) et les libertés fondamentales comme les libertés de croyance et d'opinion (art. 4), ainsi que les libertés d'expression et d'information. Au contraire, la RDA (République démocratique allemande) est fondée sur le modèle soviétique. C'est une dictature communiste contrôlée par un parti unique, le parti marxiste-léniniste qui gouverne au nom de la « classe ouvrière » (art. 1). Par ailleurs, les modèles économiques des deux États s'opposent également : la RFA est un pays capitaliste attaché à la défense de la propriété privée (art. 14) alors que l'économie de la RDA est fondée sur le collectivisme et la propriété de l'État (art. 12).

2. Berlin-Ouest est une enclave occidentale située au cœur du territoire de la RDA. L'URSS et la RDA voudraient transformer Berlin en une ville libre et démilitarisée afin d'empêcher les Occidentaux d'y exercer leur contrôle. Par ailleurs, entre 1945 et 1961, près de 3 millions d'Allemands de l'Est parviennent à fuir la RDA en passant par Berlin-Ouest. C'est pour mettre un terme à cet exode qu'en août 1961 le gouvernement de la RDA, dirigé par Walter Ulbricht, obtient du dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev l'autorisation de construire un mur isolant l'enclave capitaliste de Berlin-Ouest. Pour légitimer cet acte auprès de la population est-allemande le gouvernement de la RDA déclare officiellement qu'il s'agit de lutter contre l'espionnage et les tentatives de déstabilisation menées par la RFA : « Les organisations d'espionnage ouest-allemandes [...] orchestrent systématiquement des campagnes pour abuser les citoyens de la RDA. »

3. La construction du mur de Berlin est une réponse unilatérale au refus des Occidentaux de négocier le statut de Berlin-Ouest et entraîne de nouvelles tensions entre le bloc de l'Est et le bloc de l'Ouest. Lors de la construction du mur, la présence de chars américains et soviétiques de part et d'autre

de Checkpoint Charlie (l'un des principaux points de passage entre Berlin-Ouest et Berlin-Est) fait craindre que les tensions dégénèrent en un affrontement militaire direct.

4. Le mur de Berlin est qualifié de « mur de la honte » par les Occidentaux. Il symbolise l'échec du modèle communiste et son caractère oppressif. La caricature joue ainsi sur l'opposition idéologique qui transparaît dans le contraste entre un dirigeant américain (Kennedy) souriant, associé à la symbolique de la statue de la Liberté, et le dirigeant Est-allemand Walter Ulbricht, l'air sévère, qui tient dans ses mains un fouet et une potence.

5. L'*Ostpolitik*, qui entraîne la reconnaissance mutuelle des deux Allemagne, contribue à la signature par les quatre puissances occupantes pré-

sentes à Berlin (États-Unis, Royaume-Uni, France et URSS) de l'accord quadripartite en 1971. Celui-ci vise à faciliter la circulation entre Berlin-Ouest et le reste de l'Allemagne. D'une part, il engage l'URSS à ne pas entraver « la circulation [...] entre les secteurs occidentaux de Berlin et la République fédérale d'Allemagne, par la route, le rail et la voie d'eau à travers le territoire de la République démocratique allemande ». D'autre part, il assouplit les restrictions sur la liberté de circulation des Berlinoises de l'Ouest souhaitant se rendre à Berlin-Est ou en RDA pour des raisons professionnelles ou familiales : « Les résidents permanents des secteurs occidentaux de Berlin seront en mesure de se rendre en voyage et en visite dans ces régions. » En revanche, l'accord ne prévoit pas de mesures équivalentes pour les citoyens de RDA.

PARCOURS 2 : Organiser ses connaissances autour de repères clés

	Événement clé	Conséquences
1949	Fin du blocus de Berlin/ Création de la RFA et de la RDA	Bipolarisation de l'Allemagne. La RFA et la RDA ont des modèles idéologiques opposés. Chacune est alliée à l'un des deux grands blocs de la guerre froide. La RFA est alliée au bloc de l'Ouest dominé par les États-Unis. La RDA est alliée au bloc de l'Est dominé par l'URSS. Ces deux Allemagne ne se reconnaissent pas et n'ont aucune relation diplomatique. Cette situation contribue à l'aggravation des tensions Est-Ouest.
1961	Construction du mur de Berlin par la RDA	La construction du mur de Berlin aggrave les tensions entre l'Est et l'Ouest. Les Occidentaux qualifient le mur de Berlin de « mur de la honte ». Le mur permet à la RDA de stopper l'exode de citoyens Est-allemands vers l'Ouest.
1971	Accord quadripartite sur Berlin-Ouest	L'accord contribue à apaiser les tensions entre l'Est et l'Ouest sur le statut de Berlin. Il contribue à approfondir le dialogue lancé par l' <i>Ostpolitik</i> de Willy Brandt. Les habitants de Berlin-Ouest peuvent plus facilement se rendre en RFA, en RDA ou à Berlin-Est. En revanche, il ne change rien pour les habitants de Berlin-Est dont la liberté de circulation reste entravée.

SYNTHÈSE : Quelles sont les étapes de l'affrontement Est-Ouest à Berlin ?

À l'issue du blocus de Berlin (1948-1949), l'Allemagne est divisée en deux États opposés idéologiquement : la RFA, démocratie libérale avec une économie capitaliste, est alliée aux États-Unis. La RDA est une dictature communiste alliée à l'URSS. La ville de Berlin, enclavée dans le territoire de la RDA, est également divisée en deux municipalités : la municipalité de Berlin-Ouest associée à la RFA, et Berlin-Est qui devient la capitale de la RDA. Entre 1958 et 1961, Berlin est le théâtre d'une nouvelle crise entre l'Est et l'Ouest. En effet, la présence de l'enclave libérale de Berlin-Ouest facilite l'exode de nombreux citoyens Est-allemands qui fuient la dictature communiste. Entre 1945 et 1961, près de 3 millions de citoyens Est-allemands parviennent à fuir. Le dirigeant soviétique Khrouchtchev dénonce le statut de Berlin-Ouest et voudrait faire de Berlin

une ville libre et démilitarisée afin de mettre fin au contrôle qu'y exercent les Occidentaux. Ceux-ci refusent de négocier. En août 1961, l'URSS et la RDA décident donc de construire un mur afin de mettre fin à cet exode, prétextant la volonté de lutter contre l'espionnage et les tentatives de déstabilisation menées par la RFA. Le mur est qualifié de « mur de la honte » par les Occidentaux. Il devient un symbole de la bipolarisation du monde et de l'oppression du système communiste. Le face-à-face des armées américaine et soviétique à Berlin fait toujours redouter les risques d'un affrontement militaire direct entre les deux Grands. Mais à partir des années 1970, la situation évolue. Dans un contexte de détente entre l'Est et l'Ouest marqué notamment par l'*Ostpolitik*, les quatre puissances occupantes présentes à Berlin (États-Unis, Royaume-Uni, France et URSS) signent en 1971 l'accord quadripartite qui permet de faciliter la cir-

culatation des Berlinois de l'Ouest dans le reste de l'Allemagne. La situation reste cependant inchangée pour les habitants de Berlin-Est. Les événements qui se produisent à Berlin entre 1949 et les années 1970 traduisent donc bien l'évolution des relations Est-Ouest, marquée par l'alternance de périodes de tensions faisant craindre le risque d'un affrontement militaire direct et des phases de détente qui permettent d'approfondir le dialogue et de signer des accords diplomatiques.

POINT DE PASSAGE 1962.

La crise des missiles de Cuba p. 144-145

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Les États-Unis envisagent d'attaquer Cuba en 1962 car leurs avions espions ont repéré l'installation de bases de missiles soviétiques sur le territoire cubain. L'île de Cuba étant située à quelques dizaines de kilomètres du territoire des États-Unis, il s'agit d'une menace intolérable pour les autorités américaines. Des missiles nucléaires tirés à partir de Cuba pourraient en effet atteindre en quelques minutes des cibles stratégiques comme Washington, la capitale fédérale des États-Unis, et d'autres grandes villes comme Dallas, Atlanta ou Miami ou encore le canal de Panama, zone stratégique du commerce mondial (doc.1). Mais les autorités américaines sont divisées sur la stratégie à adopter. Les chefs militaires sont partisans d'une attaque contre Cuba, mais le président Kennedy craint qu'elle serve de prétexte aux Soviétiques pour s'emparer de Berlin-Ouest. Ils hésitent donc sur l'opportunité d'une attaque militaire qui pourrait remettre en cause les équilibres stratégiques de la guerre froide.

2. Fidel Castro, le dirigeant cubain, est partisan de la plus grande fermeté vis-à-vis des États-Unis, qu'il accuse « d'impérialisme ». Il estime que les Soviétiques ne doivent pas céder aux pressions américaines (« Cela ne nous a pas amenés pour autant à vous demander de retirer les projectiles ») et demande à Khrouchtchev de répliquer à une éventuelle attaque militaire des États-Unis par une frappe nucléaire capable de les « anéantir ».

3. Kennedy renonce à attaquer Cuba comme le suggéraient les militaires. Cependant, il adresse un ultimatum à l'URSS, sommant de retirer ses rampes de missiles sous peine de déclencher une guerre : « vous menacez de nous déclarer la guerre » (doc. 5). Il met ses forces militaires en état d'alerte et organise un blocus maritime de l'île de Cuba afin d'empêcher les cargos soviétiques d'y déposer les missiles.

4. La crise de Cuba suscite une grande inquiétude à l'échelle mondiale à cause de l'affrontement direct, voire de la guerre nucléaire qu'elle pourrait déclencher entre les États-Unis et l'URSS. Cette peur est illustrée par les titres alarmistes et la composition de la Une du quotidien français *L'Aurore* publié en pleine crise, le 26 octobre 1962. Le journal titre ainsi « Dramatique suspens au large de Cuba ». Par ailleurs, l'idée d'un affrontement direct est mise en scène par la juxtaposition d'une photo de soldats américains mis en état d'alerte et celle d'un cargo russe censé transporter les missiles. Le journal souligne enfin l'effet déstabilisateur que la crise de Cuba pourrait avoir sur les équilibres de la guerre froide en Europe en évoquant « les soldats russes aperçus derrière le mur de Berlin ». Enfin, le journal évoque les plaintes déposées par les États-Unis, Cuba et l'URSS devant l'ONU. Cette Une est donc un bon exemple de l'émotion et de l'inquiétude que la crise de Cuba a suscitées dans l'opinion publique mondiale.

5. Après une semaine d'échanges épistolaires et de négociations « au bord du gouffre » avec son homologue américain J.-F. Kennedy, Nikita Khrouchtchev, chef de l'URSS, ordonne aux cargos soviétiques de rebrousser chemin. Il cède donc face à la fermeté de Kennedy et à la dissuasion nucléaire. Mais il obtient néanmoins de la part des États-Unis la garantie de ne pas attaquer Cuba (« nous accepterions de retirer nos missiles si vous décidiez en retour de renoncer à toute invasion de l'île »). Par ailleurs, Khrouchtchev souhaite entamer un dialogue sur la limitation des armes nucléaires. Cette proposition aboutit près d'un an plus tard à la signature de l'accord de Moscou sur la limitation des essais nucléaires dans l'atmosphère.

PARCOURS 2 : Synthétiser des informations

Un conflit périphérique de la guerre froide

Les États-Unis et l'URSS s'affrontent par alliés interposés dans le tiers-monde. Située en Amérique latine, Cuba est en effet un allié de l'URSS. Or cette alliance est considérée par les États-Unis comme une atteinte à leur sphère d'influence prioritaire en Amérique latine. Ils veulent donc renverser le régime communiste de Fidel Castro. C'est dans ce but qu'ils organisent en 1961 le débarquement de la baie des Cochons (doc. 1). Mais c'est un échec. Cet événement pousse l'URSS à implanter des missiles nucléaires à Cuba en 1962 pour empêcher une nouvelle tentative d'invasion par les États-Unis (doc. 1). Les États-Unis répliquent alors par un blocus naval de l'île de Cuba (doc. 1 et 2) et adressent un ultimatum à l'URSS (doc. 2)

Les risques d'un affrontement direct

Les chefs militaires américains sont partisans d'une intervention contre Cuba pour empêcher l'URSS d'y implanter des missiles nucléaires. Or une telle opération entraînerait un affrontement direct avec l'URSS qui chercherait à protéger son allié et aussi parce que des militaires soviétiques sont présents à Cuba : « Ils ne peuvent pas nous regarder, les bras croisés, détruire leurs missiles et tuer des centaines de Russes ! » (doc. 2). Par ailleurs, le dirigeant cubain Fidel Castro demande à l'URSS de riposter par une attaque nucléaire à une éventuelle tentative d'invasion de l'île par les États-Unis : « j'ai proposé que, si l'impérialisme attaquait Cuba et les forces militaires de l'URSS stationnées à Cuba et destinées à aider notre défense en cas d'attaque extérieure, devenant par là même agresseur de Cuba et de l'URSS, on réponde par un coup capable de l'anéantir » (doc. 3). Le risque d'un affrontement direct entre les deux Grands entraîne une grande inquiétude de l'opinion publique internationale et la mobilisation de l'ONU (doc. 4). Cependant, la dissuasion nucléaire pousse les États-Unis et l'URSS à négocier.

Un conflit résolu par la négociation

La crise provoque une semaine de très fortes tensions entre les États-Unis et l'URSS. Kennedy et Khrouchtchev dialoguent par des lettres (doc. 5). Confronté à la ferme résolution de Kennedy et redoutant une escalade nucléaire (« si une guerre éclatait entre nous aujourd'hui, elle [...] entraînerait le monde entier dans un anéantissement cruel »), Khrouchtchev accepte finalement de retirer ses rampes de missiles et ordonne à ses cargos de faire demi-tour en échange de la garantie apportée par les États-Unis de ne plus essayer d'envahir Cuba et d'ouvrir une discussion sur le contrôle des armes nucléaires (« Nous serions heureux de continuer les discussions avec vous pour limiter la course aux armements nucléaires »). L'issue de la crise de Cuba débouche donc sur une période de détente entre les États-Unis et l'URSS.

SYNTHÈSE : En quoi la crise de Cuba est-elle emblématique de la guerre froide ?

En octobre 1962, des avions espions américains découvrent l'installation de rampes de missiles nucléaires soviétiques sur l'île de Cuba, située à quelques dizaines de kilomètres du territoire des États-Unis (doc. 1). Cette découverte pousse le président des États-Unis J.-F. Kennedy à adresser un ultimatum à l'URSS exigeant le retrait des rampes de lancement (doc. 2) et à déclencher un blocus naval des côtes de Cuba pour empêcher les cargos soviétiques transportant les missiles d'y accéder (doc. 1). Par ailleurs, les forces armées américaines sont mises en état d'alerte et une intervention militaire directe contre Cuba est même souhaitée par certains chefs militaires américains. La tension est à son comble et le dirigeant cubain Fidel Castro demande à l'URSS d'envisager une riposte nucléaire en cas d'attaque.

Pendant une semaine, les États-Unis et l'URSS s'affrontent dans un véritable bras de fer diplomatique qui menace de dégénérer en escalade nucléaire. La crainte d'un affrontement direct entre les deux Grands suscite une forte inquiétude dans l'opinion publique mondiale alors que le contentieux est porté devant l'ONU.

Kennedy et Khrouchtchev cherchent néanmoins à négocier pour éviter le pire. Face à la fermeté de Kennedy, Khrouchtchev accepte finalement de retirer ses rampes de missiles et ordonne aux cargos soviétiques transportant les missiles de faire demi-tour. Il obtient en échange la garantie par les États-Unis qu'ils n'attaqueront pas Cuba pour renverser le régime de Fidel Castro.

La crise de Cuba est emblématique car elle constitue un moment de fortes tensions entre les États-Unis et l'URSS sans pour autant que le conflit dégénère en un affrontement direct entre les deux Grands. Elle fut en effet le paroxysme de la guerre froide, car c'est la seule fois que l'on a pu craindre l'imminence d'une guerre nucléaire entre les deux Grands. Elle montre ainsi l'efficacité et les risques du système de la dissuasion nucléaire. Cette crise débouche ensuite sur une période de détente entre les États-Unis et l'URSS, marquée notamment par les premiers accords de contrôle des armes nucléaires. Elle est également emblématique de la guerre froide car elle montre comment le tiers-monde devient un champ d'affrontement entre les États-Unis et l'URSS par alliés interposés. Chacun essayant d'y obtenir de nouveaux avantages stratégiques alors qu'en Europe, centre névralgique de la guerre froide, la situation semblait bloquée. La crise de Cuba offre ainsi l'exemple d'un conflit périphérique de la guerre froide.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Le 2 septembre 1945, Hồ Chí Minh, chef du Vietminh, déclare unilatéralement l'indépendance du Vietnam : « le Vietnam a le droit d'être libre et indépendant » (doc. 1). Cette proclamation s'inscrit dans le contexte de la défaite et du départ de l'armée japonaise qui occupe l'Indochine pendant la Seconde Guerre mondiale. Elle suscite l'hostilité de la France qui veut reprendre le contrôle de l'Indochine, sa principale possession coloniale en Asie depuis la fin du XIX^e siècle. À partir de 1946, elle engage donc une guerre contre le Vietminh. Mais à partir de 1949, elle installe Bao Dai, l'ex-empereur du Vietnam, à la tête d'une République du Vietnam dont l'armée est encadrée par des militaires français (doc. 2). Elle lui concède ainsi ce qu'elle avait refusé à Hồ Chí Minh. La question de l'autonomie, voire de l'indépendance du Vietnam, ne semble plus être désormais le principal problème. Il s'agit surtout pour la France, alliée des États-Unis dans la guerre froide, d'empêcher la victoire des communistes qui pourrait remettre en cause la préservation de leurs intérêts économiques.

2. L'année 1954 est marquée par la défaite militaire française contre le Vietminh à Dien Bien Phu (nord du Vietnam) : 3 300 militaires français sont tués et 10 000 sont faits prisonniers. Cette défaite pousse la France à reconnaître l'indépendance de ses colonies d'Indochine : le Vietnam, le Cambodge et le Laos.

3. L'objectif des Américains est d'empêcher l'expansion du communisme en Asie du Sud-Est en vertu de la stratégie du *containment*. En effet, le Vietminh est une organisation communiste qui bénéficie du soutien de l'URSS et de la Chine qui devient un pays communiste en 1949 (doc. 5). À partir des années 1950, les États-Unis apportent donc une importante aide financière à la France pour soutenir son effort de guerre contre le Vietminh comme l'évoque le pasteur M.-L. King dans un sermon prononcé en 1967 : « Nous en sommes arrivés à assumer plus de 80 % du coût de la guerre. » Puis, à partir de 1954, ils soutiennent la dictature anticomuniste de Ngo Dinh Diem qui succède à Bao Dai à la tête du Sud-Vietnam à partir de 1955. Enfin, au début

des années 1960, les États-Unis débute leur engagement militaire direct qui se caractérise par des bombardements aériens sur le Nord-Vietnam communiste et l'envoi de troupes pour combattre la guérilla communiste au Sud-Vietnam (doc. 5).

4. L'engagement américain au Vietnam contribue à affaiblir l'image des États-Unis pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le soutien des États-Unis à la dictature du Sud-Vietnam détériore leur image de « défenseurs du monde libre ». Par ailleurs, leur politique est en contradiction avec le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes inscrit dans la charte de l'ONU en 1945 : « Les États-Unis sont arrivés, déterminés, à ce qu'Hồ Chí Minh n'unifie pas la nation temporairement divisée » (doc. 3). Par ailleurs, leur engagement militaire est particulièrement violent et meurtrier. 58 000 soldats américains sont tués ainsi que des centaines de milliers de civils vietnamiens. Le doc. 4 montre la destruction d'un village par un bombardement au napalm. Les images de ces atrocités font le tour du monde et contribuent à mettre en accusation les États-Unis. L'image du cliché de Nick Ut montrant une jeune fille brûlée par le napalm et hurlant de douleur suscite une émotion internationale.

5. Pendant la guerre d'Indochine, le projet d'indépendance pour lequel combat le Vietminh communiste dirigé par Hồ Chí Minh est concurrencé par la création d'une République du Vietnam dirigée par l'ex-empereur Bao Dai soutenu par les Français. On voit ainsi des soldats vietnamiens combattre aux côtés des Français contre le Vietminh (cf. doc. 2 où Bao Dai passe en revue des soldats vietnamiens et leurs officiers français). À partir de 1954, le Vietnam est officiellement divisé entre un Nord-Vietnam communiste et un Sud-Vietnam soutenu par les États-Unis. Cette situation contribue au déclenchement d'une guérilla communiste au Sud-Vietnam contre la dictature de Ngo Dinh Diem qui provoque l'intervention militaire des États-Unis. À partir de 1969, le président des États-Unis Nixon commence à désengager ses troupes qui sont remplacées par des soldats vietnamiens équipés par les Américains comme le montre le doc. 4. Enfin, à la suite du retrait définitif des Américains en 1973, le Nord-Vietnam se lance à la conquête du Sud-Vietnam. Sa victoire, en 1975, entraîne la réunification du Vietnam sous l'autorité des communistes qui donnent le nom d'Hồ Chí Minh Ville à Saigon, ville symbole du colonialisme et de l'interventionnisme américain.

PARCOURS 2 : Synthétiser des informations

	Une guerre de décolonisation	Une guerre périphérique de la guerre froide	Une guerre civile
Dates	1946-1954	1964-1975	1946-1975
Enjeux	La lutte contre la domination coloniale de la France et l'indépendance du Vietnam	L'endigement de l'expansion communiste (« <i>containment</i> ») en Asie du Sud-Est par les Américains	L'unification du Vietnam
Acteurs clés	<ul style="list-style-type: none"> – Le Vietminh dirigé par Ho Chi Minh – L'armée et le gouvernement français – Bao Dai, ex-empereur du Vietnam qui devient président de la République du Vietnam en 1950 	<ul style="list-style-type: none"> – Le Sud-Vietnam, dirigé par Diem entre 1955 et 1963 – Le Nord-Vietnam communiste – La guérilla communiste au Sud-Vietnam – Le gouvernement et l'armée américains 	<ul style="list-style-type: none"> – La République du Vietnam dirigée par Bao Dai entre 1950 et 1955, puis par Diem entre 1955 et 1963 – Le Nord-Vietnam communiste – La guérilla communiste au Sud-Vietnam
Événements clés	<ul style="list-style-type: none"> – 2 septembre 1945 : proclamation de l'indépendance du Vietnam par Hô Chi Minh – Mai 1954 : défaite française lors de la bataille de Dien Bien Phu 	<ul style="list-style-type: none"> – 1954 : début du soutien politique des États-Unis au Sud-Vietnam – 1964 : début de l'engagement militaire américain au Vietnam – 1973 : retrait militaire américain 	<ul style="list-style-type: none"> – 1954 : les accords de Genève – 1969 : le début de la vietnamisation du conflit – 1973-1975 : la conquête du Sud-Vietnam par les communistes

SYNTHÈSE : Pourquoi le Vietnam est-il un théâtre de conflits permanents et meurtriers entre 1945 et 1976 ?

En septembre 1945, Hô Chi Minh, chef du Vietminh, une organisation communiste créée en 1941 pour lutter contre les Japonais et les Français en Indochine, proclame de manière unilatérale la déclaration d'indépendance du Vietnam. Les Français, qui veulent reprendre le contrôle de leurs colonies d'Indochine, s'opposent à cette décision. L'échec des négociations entre la France et Hô Chi Minh provoque le début de la guerre d'Indochine en 1946, une guerre de décolonisation. En 1950, pour affaiblir politiquement le Vietminh, la France crée la République du Vietnam dirigée par Bao Dai, l'ex-empereur du Vietnam. En 1954, l'armée française subit une défaite retentissante lors de la bataille de Dien Bien Phu (3 500 tués et 10 000 prisonniers). Cet événement marque la fin de la domination coloniale de la France en Indochine. La France signe avec le Vietminh les accords de Genève en 1954 qui reconnaissent l'indépendance du Vietnam, du Cambodge et du Laos. Mais Ngo Dinh Diem, qui dirige le Sud-Vietnam, et les Américains refusent de signer les accords de Genève et ne reconnaissent pas la légitimité du Vietnam Nord communiste. Les États-Unis redoutent en effet l'unification du Vietnam sous le contrôle des communistes. À partir du début des années 1960, une guérilla communiste soutenue par le Nord-Vietnam se

déclenche contre la dictature du Sud-Vietnam (doc. 5). Elle provoque l'intervention militaire des États-Unis dans la guerre du Vietnam entre 1964 et 1973. Celle-ci est une des principales guerres périphériques de la guerre froide puisque le Vietnam est situé dans le tiers-monde et qu'il s'agit d'un affrontement militaire indirect entre les États-Unis et l'URSS qui soutient le Nord-Vietnam. Les États-Unis bombardent les villes du Nord-Vietnam et envoient des milliers de soldats pour combattre la guérilla communiste au Sud-Vietnam. Cette intervention est très violente. 58 000 soldats américains et des centaines de milliers de civils vietnamiens sont tués. Les images des atrocités sont médiatisées dans le monde entier et contribuent à affaiblir l'image des États-Unis. À partir de 1969, Richard Nixon, le nouveau président des États-Unis, amorce le désengagement militaire des États-Unis. C'est la vietnamisation du conflit : les soldats américains sont peu à peu remplacés par des soldats vietnamiens. La guerre du Vietnam prend alors plus que jamais la tournure d'une véritable guerre civile. En 1973, le retrait total de l'armée américaine ouvre la voie à la conquête du Sud-Vietnam par le Nord-Vietnam communiste qui s'empare de Saigon et réunit le pays en 1975. Saigon, ancienne capitale coloniale et de la dictature sud-vietnamienne, est rebaptisée symboliquement Hô Chi Minh Ville en mémoire d'Hô Chi Minh, mort en 1969 et érigé en héros de la nation.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Dans les années 1950, la Chine apporte un soutien militaire et matériel aux alliés du camp communiste lors de la guerre de Corée (1950-1953) et lors de la guerre d'Indochine (1946-1954). Elle intervient ainsi militairement aux côtés de l'armée nord-coréenne pour l'aider à repousser l'armée américaine qui intervient pour soutenir la Corée du Sud. L'affiche montre ainsi deux soldats, un Chinois et un Nord-Coréen, côte à côte et brandissant leur arme dans un mouvement symétrique. Les deux personnages figurent une parfaite égalité entre les deux pays, conforme à l'idéologie communiste et à sa condamnation de l'impérialisme. Les États-Unis sont représentés à droite de l'image par le drapeau américain et un chef militaire à l'expression apeurée portant dans ses bras un petit singe déguisé (la Corée du Sud ?). Il semble fuir face aux deux soldats figurés comme deux colosses, l'un deux tendant le bras et pointant le doigt comme pour soumettre à ses ordres le personnage symbolisant les États-Unis. Le document 4 illustre le maoïsme qui constitue un modèle communiste concurrent de celui de l'URSS. L'immense portrait de Mao, à l'arrière-plan de l'image, permet de constater la persistance du culte de la personnalité organisé par le parti communiste chinois. Cela traduit, d'une certaine manière, l'opposition du maoïsme à la déstalinisation mise en œuvre par Khrouchtchev en URSS à partir de 1956.

2. Dès les années 1950, la Chine apporte son soutien à la décolonisation en Asie et en Afrique. En 1955, Zhou Enlai, le ministre des Affaires étrangères de la Chine communiste, participe à la conférence de Bandung, considérée comme le véritable acte de naissance du tiers-monde. Celui-ci y exprime, lors d'un discours à la tribune, « son appui [...], à la juste lutte pour l'indépendance nationale et la liberté des peuples que livrent tous les peuples d'Asie et d'Afrique pour secouer le joug du colonialisme » (doc. 2). Par ailleurs, la Chine cherche à s'affirmer comme un leader du tiers-monde en dénonçant la domination des grandes puissances et en prônant un ordre mondial égalitaire comme en témoigne Deng Xiaoping dans le discours qu'il prononce à la tribune de l'ONU en 1974 : « La Chine appartient au tiers-monde. [...] le gouvernement et le peuple chinois soutiennent fermement tous les peuples et toutes les nations [...] pour développer leur économie nationale et résister au colonialisme, à l'impé-

rialisme et aux désirs d'hégémonie. [...] La Chine n'est pas une superpuissance et jamais elle ne cherchera à en être une. »

3. La Chine se considère comme un pays du tiers-monde victime comme les autres de la volonté de domination (« l'impérialisme ») des deux superpuissances de la guerre froide. Dès les années 1950, Mao considère ainsi que la bombe atomique constitue pour l'URSS un moyen de dominer la Chine : « En fait, l'Union soviétique veut nous contrôler. Voilà pourquoi elle ne veut pas que nous ayons la bombe. » C'est une des raisons qui poussent la Chine à mettre au point sa propre bombe atomique en 1964. Par ailleurs, à partir de 1956, Mao est hostile à la coexistence pacifique et à la déstalinisation lancées par Khrouchtchev, le successeur de Staline à la tête de l'URSS. Qualifiant les États-Unis de « tigre de papier », il considère comme une trahison toute volonté de négocier avec cette puissance impérialiste. Au début des années 1960, la rupture entre la Chine et l'URSS semble donc consommée. Dans les années 1970, l'hostilité de la Chine à l'égard de l'URSS semble encore très vive. Deng Xiaoping, le délégué chinois à l'ONU qui prend la tête de la Chine après la mort de Mao, qualifie ainsi l'URSS de « superpuissance qui arbore l'enseignement du socialisme » et l'accuse de se montrer « perfide ».

4. Le rapprochement entre la Chine et les États-Unis est symbolisé, entre autres, par le voyage de Nixon à Pékin où il rencontre Mao et Zhou Enlai en 1972. Le doc. 4 montre Richard Nixon et Zhou Enlai assistant à une partie de ping-pong opposant des athlètes chinois et américains. Le sport est ici utilisé comme un instrument de rapprochement diplomatique (on parle de « diplomatie du ping-pong »). Le rapprochement avec les États-Unis permet à la Chine de sortir de son isolement diplomatique provoqué par sa rupture avec l'URSS et son hostilité virulente à l'encontre des États-Unis. Cette reconnaissance lui permet ainsi de prendre la place de Taïwan comme membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Cet événement marque une étape fondamentale contribuant à légitimer la Chine communiste aux yeux de la communauté internationale et à lui donner un statut de puissance.

5. Le rapprochement entre les États-Unis et la Chine au début des années 1970 est surprenant car il s'agit d'un véritable revirement diplomatique. En effet, dans les années 1950, à l'époque où la Chine était encore alliée à l'URSS, Mao qualifiait les États-Unis de « tigre de papier » et dénonçait la coexistence pacifique avec les États-Unis proposée par Khrouchtchev comme une trahison du camp com-

muniste. Il se déclare ainsi prêt à un affrontement direct avec les États-Unis : « Elle [l'URSS] craint que nous ne provoquions les États-Unis. Mais nous n'avons pas peur de nous heurter à d'autres pays. » Cependant, malgré le rapprochement avec les États-Unis dans les années 1970, la Chine n'abandonne pas sa rhétorique anti-américaine. Ainsi Deng Xiaoping accuse-t-il les États-Unis d'être, avec l'URSS, « les plus grands exploiters et oppresseurs internationaux de notre époque ».

PARCOURS 2 : Rédiger un paragraphe

Idée 1. Malgré son alliance avec l'URSS dans les années 1950, la Chine apparaît très vite comme l'un des principaux adversaires de l'ordre bipolaire.

– **Argument 1.** En 1960, la Chine de Mao rompt son alliance avec l'URSS. En effet, à partir de 1956, Mao commence à prendre ses distances avec l'URSS : il dénonce sa volonté de domination (doc. 3), la politique de déstalinisation et le lancement par Khrouchtchev de la coexistence pacifique entre l'URSS et les États-Unis. À partir de 1960, la Chine n'appartient donc à aucun des deux blocs de la guerre froide.

– **Argument 2.** Dans les années 1960, la Chine devient une puissance nucléaire (doc. 3). Dès les années 1950, Mao considère que l'arme atomique est un moyen de s'affranchir de la tutelle soviétique : « Voilà pourquoi [l'URSS] ne veut pas que nous ayons la bombe. La vérité, c'est qu'elle ne pourra jamais nous contrôler. » En 1964, elle se dote de l'arme nucléaire, ce qui lui donne une plus grande autonomie face aux deux Grands.

– **Argument 3.** Au début des années 1970, la Chine se rapproche des États-Unis tout en conservant une hostilité à l'encontre d'un pays qu'elle dénonce comme faisant partie, avec l'URSS, des « plus grands exploiters et oppresseurs internationaux de notre époque » (doc. 5). Elle considère ainsi qu'elle peut négocier avec le leader du bloc de l'Ouest sans pour autant renouer avec les logiques d'alliance de la guerre froide.

Idée 2. Dans le même temps, la Chine cherche à s'affirmer comme un leader du tiers-monde.

– **Argument 1.** La Chine affirme à plusieurs reprises sa volonté d'aider les pays du tiers-monde dans leurs différentes luttes contre la domination des grandes puissances. Lors de la conférence de Bandung de 1955, elle affirme ainsi, par la voix de son délégué Zhou Enlai, « son appui [...], à la juste lutte pour l'indépendance nationale et la liberté des peuples que livrent tous les peuples d'Asie et d'Afrique pour secouer le joug du colonialisme » (doc. 2). En 1974, Deng Xiaoping déclare : « le gouvernement et le peuple chinois soutiennent

fermement tous les peuples et toutes les nations opprimées dans leur lutte pour gagner ou défendre leur indépendance nationale, pour développer leur économie nationale et résister au colonialisme. » (doc. 5)

– **Argument 2.** L'entrée de la Chine à l'ONU en 1971 lui permet d'affirmer sa puissance diplomatique. Le discours de Deng Xiaoping à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU en 1974 illustre ainsi la manière dont la Chine cherche à s'affirmer comme porte-parole des pays du tiers-monde face aux deux Grands. (doc. 5)

Limites. La rupture avec l'URSS en 1960 et son hostilité aux États-Unis isolent diplomatiquement la Chine et limitent sa capacité d'influence. Cet isolement la pousse donc à se rapprocher des États-Unis qui apparaissaient pourtant comme son ennemi juré.

SYNTHÈSE : Comment la Chine de Mao devient-elle un acteur clé des relations internationales pendant la guerre froide ?

En 1949, le dirigeant communiste Mao prend le pouvoir en Chine à la suite de sa victoire dans la guerre civile qui l'opposait au gouvernement nationaliste de Tchang Kai Chek. Dans un contexte de guerre froide entre les États-Unis et l'URSS et de bipolarisation des relations internationales, la Chine communiste devient un allié naturel de l'URSS avec laquelle Mao signe un traité d'amitié et d'assistance mutuelle dès 1950. Alignée sur le modèle soviétique, la Chine soutient militairement les alliés communistes (doc. 1) lors de la guerre de Corée (1950-1953) et lors de la guerre d'Indochine (1946-1954). Elle commence ainsi à affirmer son rôle de puissance dans le tiers-monde et participe en 1955 à la conférence de Bandung lors de laquelle son délégué Zhou Enlai affirme le soutien de la Chine « aux peuples en lutte contre la domination coloniale en Asie et en Afrique » (doc. 2).

À partir de 1956, ses relations se tendent avec l'URSS, puis sont rompues en 1960. Mao reproche en effet au dirigeant soviétique Khrouchtchev sa politique de déstalinisation et le lancement de la coexistence pacifique avec les États-Unis. Cette dernière est considérée par Mao comme une trahison du camp communiste. Par ailleurs, il considère l'URSS comme une puissance impérialiste qui cherche à contrôler la Chine en lui proposant notamment sa protection nucléaire (doc. 3). Dès lors, Mao développe un communisme chinois autonome, le maoïsme, et rompt ses relations avec l'URSS en 1960. En 1964, la Chine se dote de la bombe atomique, se donnant ainsi les moyens d'une grande puissance.

Dans les années 1960, la Chine communiste cherche à s'affirmer comme leader du tiers-monde en nouant des liens de coopération et en proposant un modèle communiste alternatif aux pays d'Asie et d'Afrique cherchant leur voie de développement. Elle renvoie dos à dos les deux Grands, considérés comme des puissances impérialistes et belliqueuses.

Mais cette politique isole diplomatiquement la Chine. Dans les années 1970, celle-ci parvient à rompre cet isolement en amorçant un rapprochement inattendu avec les États-Unis, marqué notamment par le voyage du président des États-Unis Richard Nixon à Pékin où il rencontre Zhou Enlai et Mao. Ce rapprochement permet par ailleurs à la Chine de prendre le siège permanent, avec droit de veto, qu'occupait Taïwan au Conseil de sécurité de l'ONU.

Entre 1950 et le début des années 1970, la Chine essaie donc de s'affirmer comme une puissance sur la scène internationale en contestant l'ordre bipolaire et en proposant un modèle communiste concurrent du modèle soviétique. Elle devient également une puissance nucléaire et l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à l'ONU. Cependant, sa faiblesse économique marque les limites de son modèle et de sa capacité d'influence sur le monde.

POINT DE PASSAGE

L'année 1968 dans le monde p. 154-155

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Il y a d'abord la contestation étudiante, qui prend la forme d'une mobilisation internationale contre la guerre du Vietnam et contre l'ordre établi. Elle s'exprime sous la forme de manifestations, de congrès, d'occupation d'universités (France), d'affrontements violents avec les forces de l'ordre (Mexique, Japon). Aux États-Unis, la contestation étudiante contre la guerre du Vietnam se double d'une contestation contre les inégalités sociales qui frappent plus particulièrement les Afro-Américains et d'autres minorités. Elle se traduit notamment par des émeutes dans certains ghettos noirs des grandes villes américaines. En France, la contestation étudiante s'étend au monde ouvrier avec le déclenchement de la grève générale en mai. Enfin à Prague, en Tchécoslovaquie, ce sont des milliers de personnes qui envahissent les rues pour s'opposer pacifiquement à l'invasion de l'armée soviétique qui intervient pour mettre un terme au printemps de Prague, politique de réformes remettant en cause le modèle soviétique.

2. Lors du congrès international Vietnam organisé en Allemagne en février 1968, Rudi Dutschke, l'un des leaders du mouvement des étudiants socialistes allemands, déclare la nécessité d'un « changement », « nécessaire » et « possible » et des « batailles à mener contre l'ordre bourgeois en Europe » (doc. 1). Il évoque aussi une « longue marche contre les institutions », faisant ainsi allusion à « la grande marche » qui constitue l'un des épisodes de l'histoire de la révolution communiste en Chine dans les années 1930. Il tient donc un discours révolutionnaire d'extrême gauche qui vise à mobiliser les étudiants dans un projet de renversement de la société bourgeoise. Ces idées révolutionnaires animent aussi les étudiants français qui occupent la Sorbonne au mois de mai 1968. On voit ainsi sur le doc. 2 des affiches des portraits des grandes figures révolutionnaires que sont Marx, Lénine et Mao. Par ailleurs, la banderole « servir le peuple » est une dénonciation d'institutions qualifiées de « bourgeoises » par les étudiants qui voudraient les renverser au nom du peuple.

3. La contestation étudiante trouve l'un de ses principaux facteurs de mobilisation dans la guerre du Vietnam, symbole de l'oppression des grandes puissances contre les peuples du monde. L'offensive du Têt lancée par la guérilla communiste au Sud-Vietnam en janvier 1968 constitue ainsi un catalyseur de cette contestation. La solidarité avec le tiers-monde est ainsi un élément fédérateur de la contestation étudiante. Par ailleurs, les étudiants sont influencés par de grandes figures révolutionnaires du tiers-monde comme Mao ou Hô Chi Minh.

4. Le « printemps de Prague » constitue une véritable remise en cause du modèle soviétique. Le dirigeant tchécoslovaque Dubcek veut assouplir la dictature communiste dans son pays et instaurer un socialisme « à visage humain » capable de répondre aux aspirations populaires de liberté. Cette réforme est lancée sans l'accord de l'URSS et marque donc une remise en cause de la tutelle soviétique sur les démocraties populaires. La crainte de voir d'autres pays d'Europe de l'Est suivre l'exemple tchécoslovaque pousse l'URSS à intervenir militairement pour mettre fin au « printemps de Prague ». Cette intervention suscite une vive opposition en Tchécoslovaquie, notamment à Prague où les chars soviétiques tentent de disperser « par la simple menace de leurs canons, la foule qui les injurie » (doc. 3). Cette intervention justifie ainsi les critiques accusant l'URSS d'être une puissance impérialiste. Les poings tendus par les athlètes afro-américains victorieux sur le podium des J.O de Mexico (doc. 5) sont un geste symbolique de la révolte des Afro-Américains contre les inégalités sociales et les discriminations raciales

dont ils sont victimes aux États-Unis. Les deux athlètes affichent ici leur soutien au *black power*. Cet événement met ainsi en relief les faiblesses de la démocratie américaine et contribue à détériorer son image à travers le monde.

PARCOURS 2 : Synthétiser des informations

a. Une contestation multiforme à l'échelle mondiale

– **Doc. 1, 2 et 4** : les étudiants se mobilisent à travers le monde pour dénoncer l'ordre établi, la logique guerrière du monde bipolaire et l'impérialisme des grandes puissances. Cette mobilisation prend la forme de manifestations, de rassemblements internationaux (doc. 1) et parfois d'actions violentes comme au Japon (doc. 4).

– **Doc. 4** : mais la contestation ne se limite pas aux étudiants. Ainsi, dans certains pays, elle se généralise comme en France où la crise étudiante s'élargit au monde ouvrier avec le déclenchement d'une grève générale.

b. Les deux Grands face aux limites de leur modèle

– **Doc. 3** : la répression du printemps de Prague en Tchécoslovaquie illustre les limites du modèle soviétique. La foule des Praguais se heurte aux chars soviétiques.

– **Doc. 5** : le poing levé des athlètes américains aux J.O de Mexico constitue une dénonciation de la condition des Afro-Américains et montre les limites de la démocratie américaine marquée par de fortes inégalités sociales et des discriminations raciales.

c. Le tiers-monde, moteur de la mobilisation internationale

– **Doc. 1 et 4** : la guerre du Vietnam constitue un facteur important de la mobilisation de la jeunesse. L'offensive du Têt lancée par la guérilla communiste au Sud-Vietnam en janvier constitue un catalyseur de la contestation.

– **Doc. 1 et 2** : le maoïsme est une source d'inspiration idéologique pour la jeunesse étudiante. Rudi Dutschke, l'un des principaux leaders des étudiants socialistes allemands fait ainsi référence à la « longue marche » de Mao et des communistes chinois. Par ailleurs, les étudiants français qui occupent la Sorbonne en mai 1968 affichent des portraits de Mao sur les murs de l'université.

SYNTHÈSE : En quoi l'année 1968 marque-t-elle une rupture avec l'ordre bipolaire installé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ?

L'année 1968 constitue un moment de contestation d'une ampleur sans précédent à l'échelle mondiale. C'est d'abord une contestation multiforme marquée par une très large mobilisation des étudiants

à travers le monde. En Europe, en Asie de l'Est, aux États-Unis, les étudiants se mobilisent contre la guerre du Vietnam et l'ordre établi par des manifestations, des occupations d'universités qui dégénèrent parfois en violentes émeutes comme au Japon ou au Mexique (doc. 4). C'est une mobilisation marquée par un esprit de solidarité internationale. Ainsi le Congrès international Vietnam organisé par les étudiants allemands réunit-il 3 000 étudiants issus de 15 pays différents.

Mais la contestation ne se limite pas au mouvement étudiant. Par exemple, en France, les ouvriers rejoignent les étudiants en participant à une grève générale qui bloque le pays au cœur du mois de mai.

On assiste aussi à des formes de mobilisation plus spécifiques comme en Tchécoslovaquie où la population pragoise envahit les rues pour s'opposer pacifiquement à l'invasion des chars soviétiques venus mettre fin au « printemps de Prague », la politique de réformes et de libéralisation de la dictature communiste entreprise par Dubcek en Tchécoslovaquie.

En effet, l'année 1968 constitue une profonde remise en cause des grands modèles idéologiques et du monde bipolaire. La guerre du Vietnam constitue l'un des principaux facteurs de mobilisation des étudiants qui dénoncent l'impérialisme des États-Unis. L'impérialisme de l'URSS est aussi dénoncé par les étudiants et suscite la mobilisation des Praguais au mois d'août. La détente entre les États-Unis et l'URSS, qui se manifeste notamment par le sommet de Glassborough (doc. 1), est d'ailleurs dénoncée par les étudiants allemands comme une entente entre les deux superpuissances pour maintenir leur domination sur le monde.

Chaque modèle est également contesté de l'intérieur. Aux États-Unis, les discriminations dont sont victimes les Afro-Américains sont dénoncées par les athlètes noirs américains victorieux qui tendent leur poing durant l'hymne national en signe de lutte et de ralliement au *black power*. En Tchécoslovaquie, le printemps de Prague constitue une remise en cause de la dictature communiste en réponse aux aspirations du peuple à la liberté et à l'indépendance nationale (doc. 3).

Enfin, le tiers-monde constitue un véritable moteur de la mobilisation internationale. La guerre du Vietnam constitue l'un des principaux facteurs de la mobilisation étudiante. Les étudiants présents au Congrès international Vietnam scandent ainsi le nom du leader Hô Chi Minh en apprenant les nouvelles de l'offensive du Têt. Par ailleurs, le tiers-monde constitue une source d'inspiration idéologique. Le maoïsme influence les étudiants.

Rudi Dutschke se réfère à « la longue marche » menée par les communistes chinois (doc. 1) alors que les étudiants français qui occupent la Sorbonne au mois de mai affichent des portraits de Mao sur les murs de l'université. Cette fascination d'une partie de la jeunesse pour Mao s'explique notamment par la Révolution culturelle lors de laquelle Mao appelle les étudiants chinois à dénoncer la domination de leurs aînés. L'année 1968 est d'ailleurs marquée par le coup d'arrêt de cette Révolution culturelle avec la répression de la jeunesse, mais la censure et la propagande de Mao parviennent à masquer les effets de cette répression.

ÉTUDE Les conflits du Proche et du Moyen-Orient

p. 156-157

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. L'Iran est un pays du Moyen-Orient frontalier de l'URSS (doc. 3) et doté d'importantes ressources en pétrole. Ces deux raisons poussent les États-Unis à en faire un allié solide dans la région en vertu de la stratégie du *containment*. Le rapport fait en 1952 par les services secrets américains souligne ainsi que : « La perte de l'Iran par défaut ou par intervention soviétique : a) serait une menace majeure pour la sécurité du Moyen-Orient tout entier [... et] b) permettrait aux communistes de refuser au monde libre l'accès au pétrole iranien » (doc. 1). Un an après ce rapport, les États-Unis renversent le Premier ministre iranien Mossadegh qui décide de nationaliser le pétrole iranien au détriment des compagnies privées occidentales. Les États-Unis perçoivent, dans une telle mesure, le risque de voir l'Iran dériver vers la voie du socialisme comme l'évoque également le rapport des services secrets américains : « Les tendances actuelles en Iran ne sont pas favorables au maintien au pouvoir d'un régime non communiste pour une longue période. »

2. Le 27 juillet 1956, le président de l'Égypte, Nasser – arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État contre le roi d'Égypte en 1952 – annonce la nationalisation du canal de Suez, c'est-à-dire la prise de contrôle par l'État égyptien de l'exploitation du canal et des revenus correspondant. Ils sont estimés par Nasser, dans sa déclaration, à 35 millions de livres (140 millions de dollars). Nasser dénonce le fait que

« 44 % des actions » de la société gérant le canal soient détenues par l'Angleterre. Le canal de Suez, qui relie la mer Rouge à la Méditerranée, est en effet une artère stratégique majeure pour le commerce maritime mondial qui génère d'importants revenus. Cette décision constitue pour Nasser un moyen de sortir son pays de la pauvreté : « la pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation du peuple qui l'est ». Nasser justifie cette décision par le fait que la compagnie gérant le canal est une société égyptienne et que « le canal a été creusé par 120 000 Égyptiens ».

3. La proclamation de l'État d'Israël déclenche le conflit israélo-arabe en 1948. Celui-ci oppose Israël et ses voisins arabes (l'Égypte, la Syrie, le Liban et la Jordanie) qui refusent d'en reconnaître l'existence. En 1967, Israël inflige une défaite cuisante à ses ennemis et parvient à agrandir son territoire en s'emparant notamment de Jérusalem-Est où se trouvent les lieux saints (doc. 4). Israël inflige une nouvelle défaite à ses voisins arabes lors de la guerre du Kippour en 1973. À partir de 1964, la création de l'OLP aggrave la conflictualité dans la région. En effet, la charte de l'OLP dénonce le partage de la Palestine en 1947 et la création d'Israël comme « des décisions illégales et artificielles et se donne comme objectif l'unité arabe et la libération de la Palestine ». L'OLP utilise l'arme du terrorisme contre Israël et ses alliés (doc. 6).

4. Le Moyen-Orient est une région stratégique pour le pétrole. Comme le montre le doc. 3, les pays riverains du Golfe persique – Irak, Iran, Koweït, Qatar, États de la Trêve (Émirats arabes unis) – possèdent en effet une part importante des réserves mondiales et jouent un rôle prépondérant dans sa production. Par ailleurs, plusieurs détroits (Ormuz, Bab-el-Mandeb) ainsi que le canal de Suez constituent des points de passage stratégiques du commerce mondial. Le contrôle de ces ressources peut donc constituer un facteur de conflits à l'échelle mondiale. La nationalisation du Canal de Suez provoque ainsi une guerre qui oppose l'Égypte à la France, au Royaume-Uni et à Israël et qui entraîne l'intervention diplomatique des États-Unis et de l'URSS. Puis, suite à la guerre du Kippour (la quatrième guerre israélo-arabe) en 1973, les pays arabes « utilisent à l'encontre de l'Occident l'arme pétrolière » qui provoque l'entrée dans « l'ère de la crise mondiale » (doc. 6).

PARCOURS 2 : Synthétiser des informations

	Enjeux de la guerre froide	Enjeux politiques régionaux	Enjeux économiques
Acteurs clés	<ul style="list-style-type: none"> – Les États-Unis et leurs principaux alliés dans la région : Arabie saoudite, Iran, Turquie et Israël. – L'URSS et ses principaux alliés dans la région : Égypte, Syrie et Irak. 	<ul style="list-style-type: none"> – L'Égypte de Nasser promoteur du panarabisme. – Israël qui suscite l'hostilité de ses voisins arabes (Égypte, Syrie, Jordanie, Liban). – L'OLP qui lutte pour la création d'un État palestinien. 	<ul style="list-style-type: none"> – L'Arabie saoudite, l'Irak et l'Iran et les autres pays riverains du golfe Persique qui détiennent une part importante des réserves et des exportations mondiales de pétrole. – Les États-Unis qui tentent de prendre le contrôle du pétrole dans la région. – L'Égypte de Nasser qui exploite les revenus du canal de Suez, point de passage stratégique du commerce mondial.
Événements clés	<ul style="list-style-type: none"> – Le renversement du Premier ministre iranien Mossadegh par la CIA en 1953. – La crise de Suez en 1956. – L'intervention américaine au Liban en 1958. 	<ul style="list-style-type: none"> – La création de l'État d'Israël et le déclenchement de la première guerre israélo-arabe. – La crise de Suez en 1956 lors de laquelle Israël intervient militairement aux côtés de la France et du Royaume-Uni pour tenter de renverser Nasser. – La guerre des Six Jours en 1967 qui permet à Israël d'occuper de nouveaux territoires arabes et de devenir une grande puissance régionale. – La guerre du Kippour (4^e guerre israélo-arabe) en 1973 qui maintient le <i>statu quo</i> dans la région. 	<ul style="list-style-type: none"> – Le renversement du Premier ministre iranien Mossadegh par la CIA en 1953 pour empêcher la nationalisation du pétrole iranien. – La nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1953 pour trouver les ressources financières nécessaires au développement de l'Égypte. – La guerre du Kippour provoque le premier choc pétrolier et une crise mondiale en 1973.

SYNTHÈSE : Pourquoi le Proche et le Moyen-Orient constituent-ils un foyer de conflits depuis 1948 ?

Le Proche et le Moyen-Orient sont un théâtre d'affrontement de la guerre froide. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis étendent leur sphère d'influence dans la région en s'alliant à l'Arabie saoudite, à la Turquie et à l'Iran. Ils mettent ainsi en œuvre leur stratégie de *containment* dans une région dont les États septentrionaux partagent des frontières avec l'URSS. En 1953, les États-Unis renversent le Premier ministre Mossadegh inspiré par les idées socialistes et suspecté de vouloir se rapprocher de l'URSS (doc. 1). Suite de la crise de Suez en 1956, l'URSS étend à son tour sa sphère d'influence dans la région en s'alliant d'abord à l'Égypte, puis à la Syrie et à l'Irak. Cette alliance permet à ces pays de bénéficier du soutien d'une grande puissance dans le conflit qui les oppose à Israël depuis 1948. Par exemple, en 1956, les pres-

sions diplomatiques de l'URSS permettent de sauver Nasser face à l'offensive menée par la France, le Royaume-Uni et Israël.

La création d'Israël en 1948 provoque la première guerre israélo-arabe. Les pays arabes voisins d'Israël ne reconnaissent pas la légitimité de l'État d'Israël, considéré comme une usurpation d'une terre arabe : « La Palestine est une terre arabe unie par des liens nationaux étroits aux autres pays arabes » (doc. 5). Ainsi, l'hostilité contre Israël devient-elle l'un des principaux ciments du panarabisme prôné notamment par Nasser. La guerre des Six Jours en 1967 constitue un tournant du conflit israélo-arabe. Après avoir déclenché une offensive surprise, Israël inflige une cuisante défaite à l'Égypte, à la Syrie et à la Jordanie. Il parvient à occuper plusieurs territoires arabes (le Golan, le Sinaï, la Cisjordanie et Gaza) et devient une puissance incontournable dans la région. À partir de 1964, la création de l'OLP permet le développement d'un nationalisme palestinien qui

veut créer un État-nation palestinien. L'OLP utilise le terrorisme comme moyen d'action contre Israël et ses alliés occidentaux. En 1973, les pays arabes tentent de prendre leur revanche avec la guerre du Kippour. Mais la quatrième guerre israélo-arabe ne parvient pas à modifier les équilibres stratégiques régionaux. En revanche, cette guerre provoque le premier choc pétrolier qui montre la place des enjeux économiques dans les conflits qui traversent la région (doc. 6).

Le Proche et le Moyen-Orient constituent la première région du monde pour ses réserves et ses exportations de pétrole. La région comporte également plusieurs points de passage stratégiques situés sur les grandes routes maritimes du commerce mondial (détroits d'Ormuz et de Bal-el-Mandeb, canal de Suez). Le contrôle du canal de Suez est ainsi à l'origine de l'une des principales crises d'ampleur mondiale qui se produit dans la région. La nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956 provoque une

offensive combinée de la France, du Royaume-Uni et d'Israël pour renverser le dirigeant égyptien. Celui-ci est sauvé par les pressions conjuguées des États-Unis et de l'URSS. Mais c'est surtout le pétrole qui constitue l'un des principaux facteurs de rivalités internationales et de conflit dans la région. Dès 1945, les États-Unis s'allient à l'Arabie saoudite qui dispose des plus importantes réserves de pétrole de la région. En 1953, la CIA renverse le Premier ministre iranien Mossadegh qui voulait nationaliser le pétrole et donc le soustraire au contrôle des grandes compagnies occidentales. Surtout, en 1973, la guerre du Kippour provoque le premier choc pétrolier, à la suite de la décision prise par les pays arabes exportateurs de pétrole de quadrupler les prix du pétrole pour sanctionner les pays occidentaux qui ont soutenu Israël. Cet événement entraîne une crise mondiale et met en évidence le nouveau « clivage Nord-Sud, opposant pays développés et pays du tiers-monde » (doc. 6).

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Étape 1 – Analyser la consigne et le document

- Interroger chaque terme de la consigne :
 - **Qui ?** Les pays du tiers-monde ; J. Nehru (Premier ministre indien) ; Che Guevara
 - **Quand ?** De 1955 (conférence de Bandung) aux années 1960
 - **Où ?** L'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine
 - **Quoi ?** L'affirmation politique (non-alignement) et les problèmes de développement du tiers-monde
- Identifier la problématique suggérée par la consigne : Comment le tiers-monde affirme-t-il son identité à partir des années 1950 ?
- Analyser les documents

- Nature, auteur, contexte, destinataires : les deux textes qui se complètent sont des extraits de discours prononcés par des acteurs clés du mouvement tiers-mondiste. J. Nehru et Che Guevara s'adressent aux représentants des pays qui assistent aux conférences mais, au-delà, au monde entier.
- Sens général : L. S. Senghor, délégué sénégalais, parle d'un « coup de tonnerre » à propos de la conférence de 1955. L'affirmation du tiers-monde, selon l'expression du démographe français Alfred Sauvy, est en effet un événement marquant dans un monde encore dominé par les puissances occidentales. L'idée de non-alignement rappelée en note 2 du doc. 1 est au cœur du sujet. Elle permet de comprendre la logique qui anime les leaders du tiers-monde.

Étape 2 – Organiser la réponse

Plan	Documents	Connaissances
I. Le contexte de 1950 : des inégalités	Doc. 1 : « Nous étions à la traîne et nous le sommes toujours. » Doc. 2 : « pays sous-développé »	– Le tiers-mondisme : idéologie qui attribue la responsabilité des difficultés du tiers-monde aux pays occidentaux.
II. L'affirmation du tiers-monde	Doc. 1 : « nous sommes des continents frères » Doc. 2 : « faire entendre [...] la voix des peuples d'Amérique latine »	– En 1965, Cuba est le seul pays d'Amérique latine à faire partie du mouvement des non-alignés créé à Belgrade en 1961.
III. Les fragilités	Doc. 1 : « aux chaînes de notre propre fabrication » Doc. 2 : « la misère des nôtres »	– Le non-alignement : terme utilisé par J. Nehru dès 1954 pour désigner le refus de la domination politique et économique des grandes puissances, dans le contexte d'un monde bipolaire. Il donne naissance à un courant idéologique puis à une véritable organisation.

Étape 3 – Exemple de corrigé rédigé

En 1952, le démographe français Alfred Sauvy désigne par l'expression « tiers-monde » les pays nés de la décolonisation et marqués par les difficultés de développement, situés en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Les documents proposés sont deux discours prononcés par des leaders emblématiques du tiers-monde, lors de conférences au cours desquelles les pays du tiers-monde s'affirment dans un monde structuré par le bloc américain et le bloc soviétique. Dans quelle mesure ces deux documents nous permettent-ils de comprendre l'affirmation du tiers-monde à partir des années 1950 ? Nous évoquerons d'abord l'ampleur des inégalités qui caractérise le monde des années 1950-1960, avant d'analyser les revendications du tiers-monde. Nous terminerons par l'étude des contradictions politiques qui fragilisent son unité.

Dans les années 1950-1960, le tiers-monde dénonce les inégalités économiques et politiques à l'échelle internationale. J. Nehru affirme avec force que le retard de développement est la première caractéristique du tiers-monde : « Nous étions à la traîne et nous le sommes toujours » Che Guevara fait le même constat en parlant de Cuba comme d'un « pays sous-développé ». Dans les années 1960, l'expression est très utilisée pour désigner les pays pauvres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. La situation est effectivement difficile dans les pays nés d'une décolonisation souvent violente : Che Guevara parle à Alger, capitale d'un pays qui a, trois ans auparavant, arraché son indépendance au prix d'une longue guerre qui l'a appauvri.

J. Nehru et Che Guevara livrent le même diagnostic sur la responsabilité des grandes puissances dans les difficultés du tiers-monde. Ainsi Nehru affirme-t-il que les pays du tiers-monde ont « été laissés pour compte », dénonçant « la domination et le colonialisme ». De son côté, Che Guevara affirme la nécessité de « rompre les liens coloniaux et néocoloniaux ». Ces deux discours s'inscrivent donc dans l'idéologie du tiers-mondisme qui attribue la responsabilité des difficultés du tiers-monde aux pays occidentaux.

Dans ce contexte, les pays du tiers-monde cherchent à s'organiser et à renforcer leurs liens de solidarité. Dans son discours Nehru évoque la solidarité entre l'Afrique et l'Asie : « c'est à l'Asie à venir en aide à l'Afrique [...] nous sommes des continents frères. ». Cette aide doit être avant tout politique car les pays asiatiques qui ont, pour la plupart, accédé à l'indépendance au moment de la conférence de Bandung sont désormais en mesure d'agir politiquement pour contribuer à l'émancipation des peuples africains.

Le discours de Che Guevara évoque la situation de l'Amérique latine qu'il englobe au sein du tiers-

monde : « faire entendre [...] la voix des peuples d'Amérique latine ». En 1965, Cuba est en effet le seul pays d'Amérique latine à faire partie du mouvement des non-alignés créé à Belgrade en 1961 à l'initiative de Nehru, Nasser (Égypte) et Tito (Yougoslavie), et qui cherche à constituer une forme de troisième bloc pour contester l'ordre bipolaire.

Mais le tiers-monde est traversé par des contradictions politiques qui fragilisent son unité. Si J. Nehru et Che Guevara se retrouvent dans la même dénonciation du « colonialisme » occidental et du constat du retard de développement (« la misère des nôtres », doc. 2), leurs choix politiques sont différents. Il n'y a pas d'unité politique du tiers-monde. J. Nehru évoque les « chaînes de notre propre fabrication ». Il souligne la nécessité d'une « nouvelle indépendance, [...] nouvelle liberté, [...] nouvelle autonomie ». Il jette ainsi les bases de la doctrine du non-alignement. Les pays qui se reconnaissent dans le refus de l'alignement sur le « camp de la Russie ou de l'Amérique » se retrouvent à la conférence de Belgrade en 1961, menés par J. Nehru.

Le discours de Che Guevara s'inscrit dans une tout autre logique. Malgré sa présence à la conférence de Belgrade en 1961, Cuba est alliée de l'URSS et « construit le socialisme », réfutant ainsi le strict neutralisme voulu par J. Nehru. Che Guevara vise implicitement les États-Unis en dénonçant « l'impérialisme » et « les capitaux monopolistes » qui « se sont emparés du monde ».

Enfin, là où J. Nehru prône l'action diplomatique et la concertation internationale (« Nous devons vivre ensemble et coopérer »), Che Guevara prône l'action violente : « lutte [...] menée avec des armes politiques, des armes réelles ou avec les deux à la fois. »

Les deux documents permettent donc de dresser un portrait contrasté du tiers-monde dans les années 1950-1960. Les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine affirment alors avec force leur identité, tentant de secouer le joug des grandes puissances, renforçant leur solidarité et en faisant de la question du développement une priorité. Cependant, le tiers-monde manque cruellement d'unité pour échapper à l'ordre bipolaire imposé par les grandes puissances et rattraper son retard de développement.

SUJET BLANC

Proposition de plan détaillé :

I. La Chine, une nouvelle grande puissance au début des années 1970 ?

1. Le portrait gigantesque de Mao (élément du doc.) : symbole du maoïsme, modèle communiste concurrent du modèle soviétique.

2. Nixon et Zhou Enlai côte à côte (élément du doc.) : la montée en puissance de la Chine (ex. bombe atomique en 1964) incite à sa reconnaissance diplomatique par les États-Unis malgré leur forte hostilité idéologique.

II. La Chine, un nouvel acteur clé des relations internationales

- 1. La Chine communiste nouvel acteur à l'ONU (la photo est prise un an après son entrée à l'ONU) : cette évolution traduit l'influence nouvelle de la Chine de Mao sur la communauté internationale.
- 2. Le maoïsme cherche à s'affirmer comme un modèle dans le tiers-monde, mais aussi auprès de la jeunesse occidentale (voir l'année 1968).

SUJET BAC E3C

Réponse à une question problématisée

p. 162

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Étape 1 – Analyser la question posée

- Interroger chaque terme de la consigne pour identifier :
 - **Les limites chronologiques** : 1949 (la bipolarisation du monde est en place : la Chine devient communiste, l'OTAN est créé) ; 1975 (apogée de la détente États-Unis/URSS et fin de la guerre du Vietnam)
 - **Les limites spatiales** : l'échelle mondiale
 - **Le(s) phénomène(s) historique(s)** : la bipolarisation du monde ; la décolonisation ; l'émergence du tiers-monde
 - **Les mots clés** : tiers-monde ; guerre froide
 - **Les acteurs historiques** : blocs de l'Est et de l'Ouest ; pays du tiers-monde
- Plusieurs pays sont des acteurs clés pour ce sujet. La bipolarisation se constitue autour de deux pays : les États-Unis et l'URSS. Du côté du tiers-monde, c'est-à-dire des pays majoritairement nés de la décolonisation, la Chine, l'Inde ou encore l'Égypte sont au cœur des revendications tiers-mondistes.

Étape 2 – Organiser la réponse

Plan	Connaissances
I. La formation des blocs et le tiers-monde (1949-1962)	- L'URSS s'érige en leader de la lutte contre l'impérialisme. Exemple : aide (financière, militaire) aux organisations communistes qui luttent pour l'indépendance de leur pays (ex. Vietminh). - ...

II. Le tiers-monde, théâtre d'affrontements entre les deux Grands (1949-1962)	- La crise de Suez en 1956. L'Égypte nationalise le canal de Suez. Son président, Gamal Abdel Nasser, s'impose comme un leader du tiers-monde face aux pays occidentaux. - ...
III. L'affirmation du tiers-monde et la détente entre les deux Grands (1962-1975)	- La rupture entre la Chine et l'URSS fragilise le bloc de l'Est et pousse l'URSS à approfondir son dialogue avec les États-Unis qui se rapprochent de la Chine dans les années 1970. - ...

Étape 3 – Rédiger la réponse

En 1949, la Chine devient communiste. Elle revendique tout d'abord son appartenance au bloc de l'Est, s'alliant à l'URSS, dans le contexte de la bipolarisation du monde. Très vite, elle affirme sa volonté d'indépendance et son statut de leader d'une nouvelle catégorie de pays, les pays du tiers-monde, qui refusent l'hégémonie des deux Grands, États-Unis et URSS. L'exemple de la Chine est révélateur de la question qui se pose à de nombreux pays, souvent nés de la décolonisation, en Afrique, en Asie ou en Amérique latine : Comment se construire dans le contexte d'un monde bipolaire dominé par les États-Unis et l'URSS ? À partir de 1949, alors que la bipolarisation commence à se figer en Europe, les États-Unis et l'URSS cherchent à étendre leur sphère d'influence dans le tiers-monde. Cette rivalité fait du tiers-monde un théâtre d'affrontements. À partir des années 1960, il s'affirme, en particulier la Chine, dans le contexte plus apaisé de la détente entre les deux Grands.

À partir de 1949 la bipolarisation s'étend en Asie, en Amérique latine et en Afrique. La décolonisation permet à l'URSS de s'ériger en leader de la lutte contre ce qu'elle nomme « l'impérialisme » occidental. Elle aide financièrement et militairement des organisations communistes qui luttent pour l'indépendance, comme le Vietminh pendant la guerre d'Indochine entre 1946 et 1954. Elle s'allie aux États communistes qui s'imposent en Corée du Nord et en Chine (1949), au Nord-Vietnam (1954) et à Cuba (à partir de 1959). Enfin, l'URSS apporte son soutien à des États comme l'Égypte qui cherchent un appui international pour lutter contre la tutelle des puissances occidentales du bloc de l'Ouest. De leur côté, les États-Unis étendent leur politique de *containment* pour contrer la progression du communisme dans le tiers-monde. À partir de 1950,

ils soutiennent financièrement la France qui combat contre le Vietminh communiste dans la guerre d'Indochine. Ils signent des traités d'alliance avec le Japon, la Corée du Sud et Taïwan. C'est à propos des risques de diffusion du communisme en Asie de l'Est que le président américain Eisenhower expose sa théorie des dominos en 1954. Les États-Unis renforcent aussi leur système d'alliance au Moyen-Orient avec le pacte de Bagdad (Turquie, Irak, Iran, Pakistan) en 1955.

Dans les années 1950, le tiers-monde devient le théâtre de guerres et de crises majeures entre l'Est et l'Ouest. Entre 1950 et 1953 la guerre de Corée est la première guerre périphérique de la guerre froide. Une guerre périphérique est une guerre dans laquelle les États-Unis et l'URSS s'affrontent indirectement par alliés interposés. Soutenue par l'URSS et la Chine, la Corée du Nord communiste envahit la Corée du Sud alliée des États-Unis. L'intervention militaire américaine permet de repousser les armées nord-coréenne et chinoise. C'est un conflit très violent.

En 1956, la nationalisation du canal de Suez par le président égyptien Nasser provoque une guerre et une crise diplomatique internationale. L'URSS contribue à l'échec de l'intervention militaire du Royaume-Uni et de la France contre l'Égypte.

À Cuba, Fidel Castro, dirigeant communiste du pays, veut s'affirmer comme le chef de file de l'opposition à l'hégémonie des États-Unis sur le continent américain. La crise de 1962 est provoquée par la décision du dirigeant soviétique Khrouchtchev, allié de Cuba, d'y implanter des missiles nucléaires. Le président américain réplique par un blocus naval et une menace de représailles qui fait craindre une escalade nucléaire. La crise est résolue par la négociation et ouvre une nouvelle phase dans les relations entre les États-Unis et l'URSS. C'est la détente.

À partir des années 1960, l'affirmation du tiers-monde constitue un facteur de la détente Est-Ouest. Le tiers-monde s'organise politiquement notamment avec la naissance du mouvement des non-alignés en 1961. De simple enjeu de la confrontation Est-Ouest, il devient désormais un acteur international qui conteste l'ordre bipolaire mis en place par les deux Grands.

La Chine rompt avec l'URSS en 1960, se pose en leader du tiers-monde tout particulièrement en Afrique, puis opère un rapprochement avec les États-Unis au début des années 1970. L'affirmation de la Chine comme puissance autonome incite l'URSS à rechercher l'apaisement dans ses relations avec les États-Unis.

Cependant, malgré la détente, le tiers-monde reste le théâtre de l'affrontement le plus violent de la rivalité Est-Ouest. Entre 1964 et 1975, la guerre du

Vietnam constitue la guerre périphérique la plus meurtrière de la guerre froide. À la suite du retrait américain en 1973, la guerre s'achève en 1975 avec la victoire des communistes qui réunifient le Vietnam.

Dès 1949, la bipolarisation se met en place et s'étend peu à peu au tiers-monde. Elle provoque des guerres très violentes dans lesquelles les États-Unis et l'URSS s'affrontent par alliés interposés. À partir des années 1960, l'affirmation du tiers-monde, et particulièrement de la Chine, participe à la détente entre les États-Unis et l'URSS, même si ces derniers ne renoncent pas à leur affrontement. Le tiers-monde constitue donc un espace clé de la guerre froide entre 1949 et 1975.

SUJET BLANC : Quelles formes l'affrontement entre les États-Unis et l'URSS prend-il entre 1947 et 1975 ?

Proposition de plan détaillé :

I. Un affrontement idéologique entre deux modèles antagonistes à vocation universelle

1. Le modèle américain : démocratie libérale, capitalisme et individualisme
2. Le modèle soviétique : idéal révolutionnaire, dictature communiste et collectivisme
3. La course à l'espace comme exemple du rôle de la propagande et de la compétition technologique dans le conflit

II. Un affrontement géopolitique entre deux puissances qui cherchent à défendre et à étendre leurs différentes sphères d'influence dans le monde

1. La bipolarisation du monde et la mise en place des blocs de la guerre froide
2. L'Europe, enjeu central de la guerre froide : exemple de Berlin
3. Le tiers-monde, principal théâtre des guerres périphériques entre les États-Unis et l'URSS

III. Un affrontement direct toujours évité grâce à la diplomatie et à la dissuasion nucléaire

1. Le système de dissuasion nucléaire ou « l'équilibre de la terreur », une garantie contre la guerre ?
2. Le rôle de la diplomatie : exemple de la crise de Cuba en 1962
3. De la coexistence pacifique à la détente : l'idée d'une cohabitation possible ?

REGARD CRITIQUE

p. 163

1. L'ONU est la plus importante institution internationale existante depuis 1945. Elle réunit la quasi-totalité des États indépendants de la planète. Le nombre de ses membres s'est considérablement accru à l'époque de la guerre froide. Avec la déco-

lonisation en Asie et en Afrique, il a été multiplié par 3. C'est donc l'institution la plus représentative de la communauté internationale. C'est aussi la seule en mesure de garantir un droit international et une forme de démocratie mondiale reflétée par le fonctionnement de son assemblée générale où l'égalité entre tous les États est garantie. L'ONU a ainsi pu jouer un rôle indirect dans la décolonisation en se transformant en véritable tribune de l'anticolonialisme au fur et à mesure qu'elle intégrait les représentants des jeunes nations indépendantes d'Asie et d'Afrique. Par ailleurs, l'ONU a joué un rôle important dans l'aide aux pays les plus pauvres par la mise en place d'institutions telles que le PNUD, et en offrant un cadre représentatif aux négociations internationales.

Cependant, l'ONU a souffert durant toute la guerre froide du blocage que pouvaient y exercer les grandes puissances disposant du droit de veto, conféré par leur statut de membre permanent au Conseil de Sécurité. L'opposition entre les États-Unis et l'URSS a ainsi rendu impossible certaines actions qui pouvaient aller à l'encontre des intérêts de l'une des deux superpuissances ou de leurs alliés. Enfin, l'ONU est dépourvue d'un réel pouvoir exécutif indépendant des États. En effet, son secré-

taire général n'est qu'un représentant de l'institution, sans réel pouvoir de décision.

2. Le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le respect de la souveraineté des États sont des principes fondamentaux de la charte fondatrice de l'ONU signée à San Francisco en 1945. Le respect de ces principes constitue ainsi une limite à l'action de l'ONU et l'empêche par exemple d'agir contre des dictatures qui oppriment les peuples et portent atteinte à leurs droits fondamentaux. On peut donc considérer que le droit d'ingérence, par exemple pour des raisons humanitaires, devrait être davantage affirmé pour permettre à l'ONU d'exercer plus de pouvoir sur certains États. Mais, dans la mesure où l'institution reste largement contrôlée par cinq grandes puissances disposant du droit de veto, on peut se demander dans quelle mesure une ONU aux pouvoirs renforcés ne risquerait pas de devenir un instrument de domination des États les plus puissants. La solution réside donc vers une réforme des institutions de l'ONU afin d'en améliorer le caractère démocratique. Pour cela, il faudrait par exemple élargir le nombre des membres permanents et mettre fin au droit de veto qui constitue un frein aux actions de cette organisation.

Comment la France tente-t-elle de reconstruire sa puissance avec 1945 ?

I. Introduction

Le sujet du chapitre se trouve au cœur de multiples enjeux historiographiques.

Le premier débat concerne la question des institutions et des régimes en place. La IV^e République a longtemps été dénigrée. Il est vrai que de Gaulle a su écrire sa geste dans la période, notamment à travers ses mémoires. Les historiens en livrent aujourd'hui une appréciation plus nuancée. Les années 1990 marquent à cet égard un tournant, tant avec des essais incisifs contre la V^e République (Jean-François Revel, *L'Absolutisme inefficace*, Plon, 1992) qu'avec des travaux donnant une image plus positive de la IV^e (numéro spécial de la revue *Pouvoirs*, 1996).

Sur la période, pour le cas français, un deuxième débat historiographique se greffe au premier, portant sur la question de la modernisation du pays durant les Trente Glorieuses. L'ouvrage éponyme de Jean Fourastié (*Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*), publié en 1979, livre un bilan très positif de ces trois décennies. On en dresse aujourd'hui des bilans plus critiques (voir bibliographie). Les « Trente Ravageuses » seraient des années de productivisme, de pollution, de consumérisme et d'accroissement des inégalités, autant de maux qui se perpétueraient aujourd'hui.

Enfin, la question de la place de la France dans le monde suscite également de nombreux débats. Longtemps, la perte de l'empire a été analysée comme une rupture majeure quant à la place de la France dans le monde. Or non seulement la France a maintenu des positions fortes dans ses anciennes colonies, mais, en outre, elle a trouvé des substituts à la puissance. L'ONU apparaît d'abord comme un projet assez vague et c'est principalement à travers le nucléaire, puis le projet européen, surtout avec Pompidou, que des alternatives sont creusées. Des travaux récents travaillent ces questions, parfois en les croisant, comme l'ouvrage de Gabrielle Hecht, *Uranium africain. Une histoire globale* (Le Seuil, 2016), qui donne à la France une place de choix dans l'analyse.

Ces questions doivent, bien sûr, être mises en relation les unes avec les autres, tant elles s'impactent mutuellement. Même si cela reste dans l'implicite, nous les avons fait ressortir dans le manuel, afin que les élèves puissent accéder à une certaine forme de pensée complexe.

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture relie d'emblée les deux échelles travaillées dans le chapitre. De Gaulle, figure incontournable de la période sur la scène nationale, est ici mis en scène lors de son voyage au Québec en 1967, témoignant du fait que la République ne renonce pas à l'idée de puissance.

La double page « Mots clés » met en avant les quatre notions centrales du chapitre : République, modernisation, puissance et décolonisation. Celles-ci sont explicitées et situées dans le temps. Sur-tout, elles sont mises en relation. En effet, l'ensemble fait système.

La double page « Repères » pose les données essentielles de la période : repères chronologiques et spatiaux et organigrammes institutionnels, afin d'aider les élèves à appréhender la question des institutions. Les documents sont conçus de manière à donner une approche dynamique de la période, à en faire ressortir les continuités et les ruptures.

La première double page « Cours » présente les difficultés liées à la reconstruction de la France après 1945. La IV^e République se lance dans de nombreux chantiers (économie, institution, place de la France dans le monde...), mais elle bute sur de multiples obstacles.

L'étude « Les défis de la reconstruction » permet d'incarner les éléments du cours, tout en posant certains éléments réinvestis par la suite (figure de Mendès France, empire...).

L'étude « La France et la construction européenne » permet de faire le lien entre le cours 1 et le cours 2, en mettant en avant des phénomènes de longue durée et les suites entre politiques européennes de la IV^e et de la V^e République.

Le point de passage et d'ouverture « La guerre d'Algérie et ses mémoires » montre le rôle ambigu de cette guerre. Si elle représente une rupture forte, notamment par le changement de régime qu'elle provoque, ses héritages s'enkystent dans la société française des années 1960 et de celles qui suivent.

La seconde double page « Cours » met en avant les transformations impulsées sous la V^e République, principalement sous l'égide de Charles de Gaulle. Si les réformes sont nombreuses et importantes et les succès réels, il convient de ne pas éluder les faiblesses du régime.

Le point de passage et d'ouverture « La Constitution de 1958 » présente, bien évidemment, le contenu de la nouvelle Constitution, mais il entend aussi en montrer la portée, les interprétations et les débats qu'elle suscite.

L'étude « La République gaullienne : indépendance et modernisation » a paru nécessaire pour permettre aux élèves de mieux comprendre les nombreuses transformations de la période et d'en saisir les réalisations de manière concrète.

Le point de passage et d'ouverture « Charles de Gaulle et Pierre Mendès France, deux conceptions de la République » permet de relever les liens entre les hommes, dont les parcours ont été liés durant un temps, mais aussi leurs profondes divergences quant aux questions institutionnelles.

La double-page « Réviser » vise à consolider les acquis, en mettant en avant les éléments clés (acteurs, dates, chiffres) tout en les reliant, dans une approche systémique et dynamique (schéma-bilan animé).

Les pages « Sujet Bac » ont été conçues de manière à exercer les élèves à une diversité de types d'épreuves (analyse de documents et réponse à une question problématisée), d'échelles (politique nationale et politique internationale) et de thèmes (économie, société, diplomatie).

La page « Regard critique » initie l'élève à des réflexions de chercheurs sur la période. Car si l'histoire s'écrit, elle fait aussi débat.

BIBLIOGRAPHIE

- **Michelle Zancarini-Fournel, Christian Delacroix**, *La France du temps présent (1945-2005)*, Belin, 2010 (essentiellement les chapitres II à VII).
- **Michel Winock**, *L'Agonie de la IV^e République*, Gallimard, Folio Histoire, 2006.
- **Michel Winock**, *La République se meurt (1956-1958)*, Gallimard, Folio Histoire, 1985.
- **Mathias Bernard**, *Histoire politique de la V^e République de 1958 à nos jours*, Armand Colin, 2008.

À ces outils de travail indispensables, on pourra ajouter d'autres titres, en fonction du choix des sujets à approfondir :

- **Benjamin Stora**, *La Gangrène et l'oubli. La mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, 1991.
- **Coll.**, *Une Autre Histoire des « Trente Glorieuses ». Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, La Découverte, 2013.
- **Michelle Zancarini-Fournel**, *Le Moment 68. Une histoire contestée*, Le Seuil, 2008.
- Le site Internet de la fondation Charles de Gaulle (charles-de-gaulle.org) propose des ressources pédagogiques. L'équivalent dédié à Pierre Mendès-France (mendes-france.fr) est moins fourni, mais peut être un contrepoint utile, particulièrement pour ce chapitre.
- L'Université du Luxembourg a compilé sur un site de nombreux documents iconographiques (cvce.eu) relatifs à la période.
- Sur la période, les fonds de l'INA sont d'une grande richesse (ina.fr).

III. Corrigés

REPÈRES

p. 168-169

1. Le Parlement occupe une place centrale dans les institutions de la IV^e République. Bien évidemment, il vote les lois. Mais, en outre, c'est lui qui élit le président et qui investit et contrôle le Gouvernement.

2. Avec la V^e République, le président devient l'acteur central des institutions. Il nomme le Gouvernement et il peut dissoudre l'Assemblée nationale. Son rapport au Parlement est donc renversé par rapport aux institutions de la IV^e République.

3. La puissance française dans le monde prend de multiples formes : rôle central dans de grandes organisations internationales (ONU, Europe des Six), maîtrise de l'arme nucléaire et présence sur tous les continents, par l'intermédiaire d'anciennes colonies ou de territoires ultramarins.

ÉTUDE

Les défis de la reconstruction p. 172-173

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Pour Jean Wroblewski, la période se caractérise par de multiples défis. Il s'agit tout à la fois de reconstruire et de moderniser le pays (objectif de production de « 100 000 tonnes » fixé par l'État) et d'assurer de meilleures conditions de vie aux mineurs (« gratuité des soins », hausse des salaires de 20 %).

2. Le redémarrage de l'économie est favorisé par un engagement fort de l'État, qui nationalise les mines (doc. 1) et organise des plans (doc. 2) pour coordonner les efforts de reconstruction et de modernisation et accroître la production.

3. En 1955, Jean Effel se moque de l'instabilité gouvernementale. Responsables devant l'Assemblée nationale, devant s'appuyer sur des coalitions souvent fragiles, les gouvernements perdent vite la confiance des députés et sont alors poussés à démissionner. Le caricaturiste les représente ainsi sur des « sièges éjectables ».

4. Ce billet met en scène un empire pacifié et harmonieux, notamment avec le décor floral, sous la houlette de la France (drapeau au centre). La figure centrale évoque Marianne et montre la place particulière de la métropole dans cet ensemble impérial qui couvre l'Europe, l'Afrique et l'Asie, continents représentés par les différents personnages.

5. Pour Pierre Mendès France, la reconstruction doit viser de nombreux secteurs. Sur le plan intérieur, il s'agit de moderniser le pays et d'assurer une

amélioration du niveau de vie des Français, tout en maintenant une certaine rigueur budgétaire. Dans le même temps, il s'agit de repenser la place de la France dans le monde et en Europe et, notamment, de régler la guerre d'indépendance en Indochine.

PARCOURS 2 : Réaliser un schéma

– Économie : planification (doc. 2), nationalisation (doc. 1), modernisation (doc. 1)

– Société : amélioration du niveau de vie des Français (doc. 1 et 5)

– Institutions : instabilité gouvernementale (doc. 3)

– Place dans le monde : maintenir la puissance (doc. 4 et 5)

SYNTHÈSE : Comment la IV^e République tente-t-elle de reconstruire la puissance française ?

Il s'agit de mettre en avant la variété des secteurs touchés par les politiques de reconstruction et de modernisation (économie, société, institution). En outre, il faut montrer que cette volonté de reconstruction touche aussi bien la métropole que l'empire et qu'elle est à relier à la volonté de maintenir la puissance française dans le monde.

ÉTUDE La France et la construction européenne

p. 174-175

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Pour Robert Schuman, l'objectif fondamental de la construction européenne est de garantir la « paix » en Europe, par la coopération économique et des « réalisations concrètes » communes.

2. Le message politique de cette affiche, réalisée dans le contexte de la guerre froide, est qu'une Europe unie doit échapper à l'écrasement entre les blocs est (drapeau soviétique) et ouest (drapeau américain).

3. La rencontre de Gaulle-Adenauer est un moment marquant de l'histoire de l'Europe au xx^e siècle. En effet, la France a affronté la Prusse en 1870-1871, puis l'Allemagne dans deux guerres mondiales. Cette scène de réconciliation est donc un tournant dans les relations diplomatiques entre les deux grandes puissances continentales. Elle a une portée européenne que l'on peut lire sur les affiches (« Vive l'Europe unie »).

4. Pour la France, la PAC doit permettre de moderniser son agriculture (mécanisation, notamment) et de garantir de meilleurs revenus aux agriculteurs.

5. De multiples arguments sont évoqués pour (accès à un grand marché pour l'exportation, coopération économique, qui doit permettre une amélioration du niveau de vie des habitants) ou contre (perte de souveraineté) l'entrée de la France dans la CEE.

PARCOURS 2 : Préparer un exposé oral

Cet exposé sur l'entrée de la France dans la CEE devrait évoquer les éléments suivants :

- sécurité : objectif de paix (doc. 1), réconciliation franco-allemande (doc. 3), refus de la logique des blocs (doc. 2) ;
- rayonnement : coopération économique (doc. 1), modernisation (agriculture, notamment : doc. 4) ;
- stabilité : mise en place d'institutions (doc. 4 et 5).

SYNTHÈSE : Comment la France de l'après-guerre s'engage-t-elle dans la construction européenne ?

L'engagement de la France dans la construction européenne peut s'organiser en trois parties. On peut d'abord mettre en avant le rôle pionnier de la France, notamment à travers de grandes figures comme Robert Schuman. On peut ensuite évoquer les gains attendus à travers la construction européenne (économiques, diplomatiques). Enfin, on pourra rappeler les freins et les oppositions qui existent en France face au projet européen.

POINT DE PASSAGE La guerre d'Algérie et ses mémoires

p. 176-177

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La réaction des autorités françaises face aux revendications algériennes est vive : envoi de soldats (doc. 1), violences (doc. 2), etc. L'idée de l'indépendance algérienne est, au départ, totalement écartée. Pour Mitterrand, « l'Algérie, c'est la France » (doc. 1).
2. L'impact de la guerre en métropole est important. La vie politique est touchée, de Gaulle étant même victime d'un attentat en 1962. Cet acte, réalisé par des Français, révèle une forme de guerre civile.
3. La France est fragilisée au plan international à cause de la guerre d'Algérie. La plupart des pays du monde soutiennent le GPRA dans sa lutte pour l'indépendance algérienne (tant les États-Unis que l'URSS). Certains lui livrent même des armes (Chine, par exemple), ou l'invitent à des conférences (Égypte, notamment). Le GPRA est même reconnu par l'ONU.
4. Des mémoires variées, voire opposées, naissent à l'issue du conflit. Les partisans de l'Algérie fran-

çaise vivent l'indépendance comme une meurtrissure, de même que les harkis et leurs descendants. Chez beaucoup de Français, on observe un phénomène d'occultation, voire d'amnésie (doc. 5), notamment de la violence exercée par l'armée en Algérie (doc. 1).

PARCOURS 2 : Préparer un exposé oral

Cet exposé sur les conséquences de la guerre d'Algérie en France pourrait suivre le plan suivant :

- I. Les conséquences politiques de la guerre d'Algérie : arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle, renforcement du pouvoir présidentiel (chronologie et doc. 3)
- II. Les conséquences diplomatiques de la guerre d'Algérie : isolement de la France puis défaite (doc. 4 et chronologie)
- III. Les conséquences sur la société française de la guerre d'Algérie : diffusion de la violence dans la société (doc. 1, 2 et 3), mémoires meurtries et conflictuelles (doc. 5)

SYNTHÈSE : Quelles sont les conséquences de la guerre d'Algérie en France ?

Les conséquences de la guerre d'Algérie sont multiples. Il convient d'évoquer tour à tour ses conséquences politiques, diplomatiques et son impact sur la société française (lire supra).

POINT DE PASSAGE La Constitution de 1958

p. 180-181

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La Constitution est préparée en peu de temps, par une équipe réduite constituée de fidèles de Charles de Gaulle (doc. 1).
2. Le rôle particulier du président ressort notamment dans les éléments qui suivent. Le président est tout d'abord le garant de la Constitution et des institutions. Par ailleurs, il nomme le Premier ministre et il préside le Conseil des ministres. Enfin, il est le chef des armées (doc. 1 et 2).
3. Pour François Mitterrand, la constitution de la V^e République pose problème car elle permet une concentration de pouvoir trop forte et sans contrôle entre les mains d'un seul homme. C'est ce qui l'amène à comparer le président à un « dictateur » (doc. 5).
4. La mise en scène de la naissance de la V^e République peut donner raison à François Mitterrand. En effet de Gaulle, à la tribune, préside comme un roi du sommet de son trône, à moins qu'il ne soit un

souverain lors d'une cérémonie de sacre (doc. 3), un « roi sans couronne » (doc. 5).

5. La nouvelle Constitution est adoptée par référendum, à l'issue d'un vote organisé le 28 septembre 1958. Ce choix vise à donner à la V^e République une légitimité populaire (doc. 4). Une intense propagande a été menée pour obtenir un vote favorable (doc. 3).

PARCOURS 2 : Faire une recherche sur Internet

– **Une naissance contestée avec une procédure inédite :** Mendès France rejette les circonstances dans lesquelles de Gaulle revient au pouvoir. Le 1^{er} juin 1958, il déclare à l'Assemblée nationale : « Je ne puis admettre de donner un vote contraint par l'insurrection et la menace d'un coup de force militaire ».

– **Une nouvelle conception de la République :** la V^e République est marquée par une forte présidentialisation. Jamais un homme (le président) n'avait eu autant de pouvoir, sans être contrôlé, dans une République en France.

– **De nouvelles pratiques politiques :** de Gaulle (mais aussi Mendès France) utilise les nouveaux médias, comme la radio et la télévision, pour parler directement aux Français.

SYNTHÈSE : Comment un nouveau régime se met-il en place en 1958 ?

La mise en place du régime peut être présentée à travers la figure du président de la République. On montrera comment, tout à la fois, il devient le principal détenteur de la légitimité politique et comment il cumule les pouvoirs sans réel contrôle de son action.

ÉTUDE La République gaullienne : indépendance et modernisation
p. 182-183

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. De multiples éléments illustrent la modernisation de la France : déploiement de grandes infrastructures de transport (ponts, tunnels, aéroports), développement du tourisme dans des régions de montagnes (Alpes) ou littorales (Languedoc), mais aussi essor industriel (ZIP) et technologique (nucléaire, aéronautique).

2. La politique financière mise en place en 1958 vise à mettre fin à l'inflation pour assurer un budget stable et équilibré à l'État et permettre à la France

d'être compétitive dans les échanges économiques internationaux.

3. Les buts de Charles de Gaulle, lors de son voyage au Mexique, sont tout à la fois de défendre et de promouvoir sa politique et de renforcer la place de la France sur la scène internationale, face à l'influence américaine.

4. La filière nucléaire prend une place importante en France. Elle est tout à la fois un symbole de la réussite technologique française (doc. 1), savamment mis en scène (doc. 3), et une condition essentielle de son indépendance diplomatique et de sa souveraineté (doc. 5).

5. Pour de Gaulle, la France ne doit plus être ancrée dans le camp américain, mais sortir des logiques du monde bipolaire de la guerre froide pour tenir une place originale, ouverte à tous les camps et, en même temps, pleinement indépendante.

PARCOURS 2 : Compléter un tableau

Indépendance nationale	Modernisation
– Filière nucléaire (doc. 1, 3 et 5) – Aéronautique (doc. 1) – Indépendance économique (doc. 2) – Diplomatie indépendante (doc. 4 et 5)	– Grandes infrastructures de transport (doc. 1) – Filière nucléaire (doc. 1 et 3) – Croissance économique (doc. 2)

SYNTHÈSE : Quelle politique Charles de Gaulle mène-t-il pour moderniser la France et affirmer son indépendance ?

La politique de Charles de Gaulle vise tout à la fois à moderniser la France et à affirmer son indépendance sur la scène internationale. En reprenant les éléments des documents, il s'agit d'abord de montrer les diverses mesures prises pour réussir ces deux objectifs. Au-delà, il importe de montrer les liens entre les deux idées. La modernisation est ainsi une des conditions de l'indépendance de la France. Le doc. 5 illustre clairement cette connexion.

POINT DE PASSAGE Charles de Gaulle et Pierre Mendès France, deux conceptions de la République
p. 184-185

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Opposé à la IV^e République, de Gaulle quitte la vie politique jusqu'en 1958. Il revient au pouvoir sous la V^e République, en tant que président. À l'in-

verse, Mendès France joue un rôle politique sous la IV^e République, notamment en tant que président du Conseil (équivalent du Premier ministre). Mais, adversaire de la V^e République, il refuse de participer à ses institutions.

2. Pour Mendès France, la V^e République n'est pas un régime authentiquement démocratique. En remettant tous les pouvoirs au président, les citoyens se dessaisissent de leur capacité de contrôle politique.

3. Pour de Gaulle, la place éminente du président de la République doit lui permettre de se placer au-dessus des querelles partisans et d'assurer l'unité des pouvoirs de l'État.

4. Mendès France reproche à de Gaulle de concentrer les pouvoirs entre ses mains sur la longue durée. Son arrivée au pouvoir, dans une atmosphère d'insurrection, lui paraît également critiquable.

5. Pour Mendès France, la société française souffre en 1968 d'un manque de démocratie à tous les niveaux (« dans l'entreprise et dans l'Université », doc. 5). La fonction présidentielle incarne pour lui ce déficit de vie démocratique.

PARCOURS 2 : Classer des informations

Les éléments qui les rassemblent sont ici mis en italique.

Charles de Gaulle	Pierre Mendès France
<i>Résistant</i> <i>Républicain et démocrate</i> Vie politique en 1944-1946 et de 1958 à 1969 Appelé au pouvoir en 1958 Favorable à une fonction présidentielle forte Remis en cause par Mai 68	<i>Résistant</i> <i>Républicain et démocrate</i> Vie politique de 1944 à 1958 Refuse de voter l'investiture de Charles de Gaulle Opposé à une fonction présidentielle forte Soutenu lors de Mai 68

SYNTHÈSE : En quoi les conceptions de la République de Pierre Mendès France et de Charles de Gaulle s'opposent-elles ?

De Gaulle et Mendès France sont tous deux des républicains et des démocrates. Mais leurs visions de la République diffèrent. Pour faire ressortir l'opposition de leurs conceptions politiques, on pourra insister sur le rôle que doit tenir, pour eux, un Parlement et, surtout, leurs visions divergentes de la fonction présidentielle.

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

La crise sociale de Mai 68 éclate brutalement, après une décennie d'apparente prospérité économique et sociale, les années 1960 constituant l'apogée des Trente Glorieuses. Nous utiliserons les documents proposés pour analyser ce caractère paradoxal des événements de Mai 68. Le premier document associe un discours du président de la République Charles de Gaulle à un graphique montrant l'accroissement des bacheliers. Le second est une photographie de presse prise au cœur des manifestations de Mai 68. Comment expliquer ce paradoxe qui fait que la modernisation de la société aboutit à la contestation de Mai 68 ? Dans une première partie, nous mettrons en avant les signes de modernisation de la société française durant la décennie « gaullienne ». Puis, dans une seconde partie, nous analyserons les ressorts de la contestation qui s'installe à la fin de la période.

La France connaît une décennie d'incontestable modernisation, tant économique que sociale, sous l'impulsion décisive de l'État. La prospérité des Français repose avant tout sur la croissance économique, source d'emplois et de production de biens de consommation. Selon Charles de Gaulle, le « développement est en cours », et les prévisions de croissance sont de « 5 ou 6 % par an », soit une croissance très forte. Ces prévisions faites en 1960 se révèlent justes : la France connaît une croissance économique de 5,8 % entre 1959 et 1970. L'économie repose encore sur un secteur industriel dynamique et qui s'intègre à l'économie mondiale sous l'impulsion de grandes entreprises comme les Chantiers navals de l'Atlantique. C'est cependant le secteur tertiaire qui connaît alors un fort développement.

Les effets sur le niveau de vie des Français sont spectaculaires. Charles de Gaulle évoque une progression du « pouvoir d'achat » de « 4 %/an », dressant un portrait idéalisé d'un jeune couple tourné vers un avenir radieux. Effectivement, la société française se transforme alors rapidement : la consommation élevée dans des hypermarchés flambant neuf soutient la production. L'automobile symbolise cette prospérité et ses effets sur la qualité de vie des Français : 24 % des ouvriers ont une voiture à la fin des années 1950. Les loisirs et le tourisme de masse poursuivent leur progression, sur le littoral méditerranéen en particulier. De 1958 à 1968, la proportion des bacheliers dans une génération passe de 8,8 % à 19,6 %.

À travers les expressions « Notre choix est fait » et « nos plans », Charles de Gaulle s'attribue, en tant que président de la République, une part importante de ces transformations. Il est vrai que l'État joue alors un rôle moteur et accompagne la prospérité. Les échanges se font grâce à un « nouveau franc » mis en circulation dès 1960. De grandes infrastructures voulues par l'État bouleversent les lieux de vie des Français et facilitent leurs déplacements, comme le tunnel du Mont-Blanc en 1965. Le président de la République, doté de larges pouvoirs par la Constitution de 1958, reçoit le soutien des Français par le référendum de 1962 sur l'élection au suffrage universel du président et s'adresse régulièrement à eux lors d'allocutions télévisées ou radiophoniques.

Pourtant, un mécontentement s'installe progressivement au sein de la société. La banderole (doc. 2) brandie par les manifestants en 1968 porte l'inscription « Contre les ordonnances ». Il s'agit d'une référence à la réforme de la Sécurité sociale, grand acquis social de 1945, menée par le gouvernement en 1967. L'événement témoigne de débats sur la répartition de la richesse économique et de la volonté de l'État de réduire le coût des dépenses sociales.

La question du pouvoir d'achat est également évoquée par la référence au « V^e Plan » sur la banderole. Couvrant la période 1966-1970, le plan de l'État qui impulse les grandes orientations économiques et sociales prévoit en effet des mesures pour limiter les hausses de salaires, mécontentant directement les salariés. En 1967, la progression de la gauche aux législatives sanctionne cette politique de l'État. De nombreux Français s'inquiètent des inégalités sociales qui touchent de plus en plus les jeunes générations qui arrivent nombreuses sur le marché de l'emploi et perçoivent des salaires peu élevés. Le graphique (doc. 1) montre que le nombre de bacheliers reste finalement limité soit, en moyenne, 11,2 % d'une classe d'âge sur la période. Les études supérieures restent limitées à une minorité issue des classes sociales privilégiées.

La contestation éclate brutalement durant le mois de mai 1968, chez les étudiants avant de gagner d'autres catégories sociales. Le doc. 1b montre que la hausse des bacheliers est forte à partir de 1966. Leur arrivée massive dans les universités pousse le gouvernement à tenter d'en limiter les effets en orientant les étudiants vers la voie professionnelle, c'est le « plan Fouchet » (doc. 2). Les étudiants sont alors en première ligne de la contestation qui prend forme, comme le montrent (doc. 2) les noms de l'UNEF et de la FGEL, deux syndicats étudiants. De fait, les événements de mai 1968 démarrent à Nanterre et à la Sorbonne et se poursuivent dans

le Quartier latin, notamment les 3 et 10 mai. Mais les étudiants en appellent aux autres catégories de la population : « ouvriers » et « paysans » (banderole, sur le doc. 2). Le 13 mai, neuf millions de personnes participent à la grande journée de grève, point d'orgue de la crise sociale.

La modernisation de la société française, accompagnée par l'État, est réelle (première partie), tant sur le plan économique que sur le plan social. Cependant, la croissance et la prospérité n'empêchent pas une contestation grandissante du pouvoir (deuxième partie). La modernisation globale de la société s'est accompagnée d'inégalités croissantes, en particulier pour les jeunes générations de la fin des années soixante, créant un sentiment de malaise social. Elle est l'un des éléments d'explication de la démission de la présidence de la République de Charles de Gaulle en 1969. Les documents proposés permettent de bien mettre en évidence la dualité de la période pour laquelle on ne retient souvent que les aspects positifs alors que la prospérité globale masque de réelles inégalités. Cependant, le choix d'un cadrage serré sur la décennie des années 1960 ne permet pas de montrer que les mutations sociales s'inscrivent dans un contexte plus global, à la fois chronologique, celui des Trente Glorieuses, et géographique, celui de l'ensemble des pays occidentaux.

SUJET BLANC : Montrez les enjeux de la reconstruction de la France d'après-guerre à travers l'exemple de la planification.

Problématique : Quels sont les différents rôles joués par la planification dans la reconstruction d'après-guerre ?

I. Moderniser l'économie

- Un « consensus productif » (doc. 2)
- Des plans qui touchent tous les secteurs (doc. 1 : bâtiment, avec le ciment ; industrie avec le charbon et l'acier ; agriculture, avec l'engrais...)

II. Repenser la place de l'État

- Rôle d'arbitre et d'impulsion (doc. 1 et 2)
- Garant des intérêts nationaux (doc. 1 : balance commerciale)

III. Des enjeux politiques

- Assurer l'ancrage dans le camp occidental, avec le plan Marshall (doc. 2)
- Assurer le bien-être des populations (doc. 2)
- Légitimer l'État (doc. 1)

Bilan : Élaboration d'une économie mixte qui tiendra lieu de modèle durant toutes les Trente Glorieuses.

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

En 1945, la France se trouve dans une position ambiguë. Si elle fait partie des vainqueurs de l'Allemagne nazie, elle a été envahie et a joué un rôle mineur dans les combats. À la Libération, elle doit donc assurer la reconstruction de sa puissance, c'est-à-dire de sa capacité à imposer ses valeurs et ses intérêts dans le monde. Trois parties paraissent nécessaires pour traiter le sujet. Il convient, d'abord, d'étudier les défis géopolitiques auxquels le pays doit faire face en 1945 (première partie). Dans une deuxième partie, on mettra en avant les différentes stratégies utilisées pour rayonner dans le monde. Cependant, nous le verrons, cette volonté se heurte à de nombreuses limites (troisième partie).

En 1945, la France doit faire face à de multiples défis pour reconstruire sa puissance internationale. Sur le plan économique, la situation est critique. Des villes entières ont été rasées (Brest, Le Havre, Saint-Malo, Saint-Nazaire...). Près de 6 000 ponts ont été détruits. En outre, malgré l'aide du plan Marshall, la situation économique reste précaire jusqu'en 1960. L'inflation est mal maîtrisée et l'endettement de l'État reste élevé. La France doit régulièrement négocier des aides auprès des Américains. Sa puissance économique est donc très amoindrie.

Sur le plan diplomatique, la situation de la France est également précaire. Certes, le pays obtient un des cinq sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU lors de sa fondation, le 26 juin 1945, mais son empire se délite peu à peu. En 1945, des manifestations en Algérie sont violemment réprimées et Leclerc est envoyé pour s'opposer aux Indochinois qui ont déclaré leur indépendance. En 1947, l'armée intervient à Madagascar pour mater une vaste insurrection. En 1954, les accords de Genève entérinent la perte de l'Indochine. Le Maroc et la Tunisie, qui avaient toujours refusé d'adhérer à l'Union française, obtiennent leur indépendance en 1956. C'est dans ce contexte qu'ont lieu les attentats du FLN en Algérie, le 1^{er} novembre 1954, et que commence la guerre d'Algérie.

Face à ces défis, en vue d'assurer son rayonnement dans le monde, la France développe trois stratégies. Dans le monde bipolaire de la guerre froide, elle choisit tout d'abord de se garantir le soutien d'un allié puissant : les États-Unis. La France bénéficie ainsi du plan Marshall et Jean Monnet négocie régulièrement auprès d'eux des aides financières

pour équilibrer les comptes de l'État. En 1949, elle participe à la fondation de l'OTAN. Dans la guerre d'Indochine, au nom de la lutte contre le communisme, elle obtient le soutien logistique de l'armée américaine.

En parallèle, la France se lance dans la construction européenne, qui doit lui permettre de renforcer son poids dans le monde. Ministre des Affaires étrangères, Schuman pousse à la création de la CECA en 1951. En 1957, la France signe les traités de Rome, établissant un grand marché commun économique, et de l'Euratom. En 1962, le lancement de la politique agricole commune (PAC) est pensé pour lui permettre de moderniser son agriculture.

Cependant, dès 1945, la France cherche en parallèle la voie de son indépendance. Elle réussit à obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU et elle crée le Commissariat à l'énergie atomique (décret du 18 octobre 1945). De 1960 à 1961, la France réalise quatre essais d'explosions atomiques dans le désert algérien.

Ces efforts ne portent pas tous leurs fruits. En 1962, la France reste dans une situation ambiguë. On peut relever plusieurs limites à sa puissance. D'abord, le pays peine à trouver sa place dans un monde bipolaire. De 1945 à 1962, elle reste très largement ancrée dans le camp américain, une nécessité pour elle, pour survivre dans le monde de la guerre froide face à la menace soviétique. Membre fondateur de l'OTAN, le pays accueille des soldats américains sur près de 200 sites sur son sol national.

En outre, la France doit abandonner son rêve impérial. L'Union française est un échec. Après la défaite de Diên Biên Phu, la France n'arrive pas à finir la guerre en Algérie autrement qu'en accordant l'indépendance à son ancienne colonie (accords d'Évian le 18 mars 1962). En 1960, la plupart de ses territoires d'Afrique subsaharienne et Madagascar deviennent indépendants et sont admis à l'ONU. Enfin, la politique européenne ne se solde pas que par des succès. Ainsi, le projet de la Communauté européenne de défense (CED) est finalement abandonné en 1954.

Dans une première partie, nous avons vu que la France faisait face à de nombreux défis en 1945 en vue de reconstruire sa puissance. Pour les relever, le pays explore plusieurs pistes. Mais les succès restent limités. Pour autant, la France ne renonce pas à l'idée de puissance ni à celle d'indépendance. Et si, en 1962, ces objectifs restent un but plus qu'une réalité, des fondements importants ont été posés, qui permettront au pays, par exemple, de quitter l'OTAN pour retrouver sa totale indépendance militaire, en 1966.

SUJET BLANC : Quelle place Charles de Gaulle occupe-t-il dans la vie politique française de 1945 à 1970 ?

Problématique : Pourquoi peut-on dire que Charles de Gaulle est une figure incontournable de la vie politique française de 1945 à 1970 ?

I. De Gaulle, un long bail au pouvoir

- De Gaulle rétablit la légalité républicaine après l'épisode de Vichy (GPRF)
- De Gaulle aux fondements de la V^e République
- De Gaulle et la personnalisation du pouvoir

II. De Gaulle, un épouvantail pour les opposants et donc une personnalité incontournable

- L'opposition de gauche (Mendès France)
- L'opposition des partisans de l'Algérie française
- La crise de Mai 1968

III. De Gaulle, une référence politique au-delà des actes

- De 1946 à 1958 : une figure politique qui reste incontournable, malgré le retrait de la vie politique (cf. le rappel en 1958)
- Après 1969 : de Gaulle, ses héritages, ses héritiers (Pompidou...)

Bilan : La figure de Charles de Gaulle dépasse l'homme lui-même, et reste une référence politique majeure plusieurs décennies après sa mort.

REGARD CRITIQUE

1. Dans les années 1950 et 1960, pour un foyer, accéder à l'automobile est le signe d'une certaine réussite sociale. L'automobile représente alors également un symbole de liberté. Elle permet de gagner en autonomie dans ses déplacements.
2. Sans possibilité de recyclage, l'automobile est vouée à finir en déchet et à participer à la pollution environnementale (« un demi-million de carcasses automobiles » par an). En outre, la circulation automobile engendre de nombreux accidents de la route (2,5 % de coût sur le PIB en 1976).
3. De nombreuses logiques qui émergent durant les Trente Glorieuses restent actuelles : consumérisme, pollution, « obsolescence programmée » par exemple.

Comment le monde fait-il face à la crise économique et politique des années 1970 à la fin de la guerre froide ?

I. Introduction

Le chapitre introduit le troisième thème du programme. Il se différencie du deuxième chapitre en évoquant le monde entier et pas uniquement la France. À l'échelle internationale, l'attention est attirée surtout sur les pays occidentaux, à savoir l'Europe et les États-Unis. Les autres pays sont évoqués au travers de leurs relations avec ces puissances économiques et sociales installées.

Le chapitre insiste sur la notion de rupture. Il amène à mettre en lumière dans différents domaines les bouleversements des années 1970-1980. L'intitulé du programme insiste clairement sur le rôle central à accorder à l'économie dans le traitement de la période. L'enjeu est de mesurer les conséquences de la fin des « Trente Glorieuses ». Ceci implique que les aspects politiques liés à la guerre froide sont moins mis en avant.

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture évoque l'évènement qui symbolise le mieux la période de basculement des années 1970-1980 : la chute du mur de Berlin. Il permet de confronter deux idées reçues sur la période : d'une part, qu'elle est communément appelée « crise » mais d'autre part qu'elle est aussi celle du triomphe du modèle démocratique dans le monde.

La double page « Mots clés » permet de présenter quatre notions synthétisant les enjeux du chapitre : crise, libéralisation économique, démocratisation et islamisme.

La double page « Repères » propose deux cartes à deux échelles différentes. La première présente le cheminement de la démocratisation en Europe. Dans un premier temps, la communauté européenne s'étend à l'ouest avant de voir son modèle s'étendre à l'est en 1989. La deuxième carte présente la mondialisation en train d'émerger : démocratie et économie libérale s'imposent progressivement dans le monde entier. L'effondrement de l'URSS conforte le pouvoir des États-Unis.

La première double page « Cours » traite des évolutions économiques. Il s'agit donc d'une étude thématique qui couvre toute la période. Elle traite des causes de la crise en évoquant ses conséquences économiques, sociales et politiques.

L'étude « Les chocs pétroliers : la nouvelle donne économique internationale (1973 et 1979) » porte sur les chocs pétroliers de 1973 et 1979. L'objectif est de se focaliser sur la source énergétique principale dans les années 1970. La perspective est donc surtout économique. Les causes et les conséquences des « chocs » sont étudiées de manière globale mais aussi dans leurs dimensions régionales.

L'étude « Les sociétés occidentales face à la crise économique » permet de présenter les effets complexes de la crise pour les sociétés mais aussi les difficultés rencontrées par les pays occidentaux pour juguler les conséquences négatives du bouleversement économique.

Le point de passage « Ronald Reagan et Deng Xiaoping : deux acteurs majeurs d'un nouveau capitalisme » cherche à montrer que les deux hommes incarnent des politiques dont les objectifs sont similaires. La Chine et les États-Unis sont deux économies très différentes dont les intérêts convergent à la fin des années 1970.

La seconde double page « Cours » traite des conséquences géopolitiques de la crise économique des années 1970, que ce soit l'affaiblissement des États-Unis, les tensions au Moyen-Orient et l'affirmation de l'islamisme, jusqu'à la fin du monde bipolaire et la recomposition du monde.

L'étude « La révolution islamique d'Iran » analyse ce phénomène politique dans sa dimension régionale et nationale, voire internationale. Le modèle iranien ouvre un nouveau chapitre politique dont les conséquences s'étendent au-delà des frontières de ce pays.

L'étude « La démocratisation de l'Europe méridionale » fournit des clés de lecture pour analyser cette évolution majeure. Le Portugal, la Grèce et l'Espagne sont évoqués. Le thème de la signification de cette vague démocratique pour l'Europe entière est abordé.

Le point de passage « L'année 1989 dans le monde » reprend les principaux événements de ce tournant historique. Les ruptures en Europe et en Asie sont particulièrement mises en lumière. La fin de la guerre froide ne signifie cependant pas la « fin de l'histoire » et les germes des développements ultérieurs sont déjà présents en 1989.

L'étude « L'effondrement de l'URSS et de l'Empire soviétique (1985-1991) » approfondit la question de l'effondrement du communisme et offre des clés de compréhension des mécanismes menant à la dislocation de l'union soviétique.

BIBLIOGRAPHIE

- **Martin Albrow**, « Un choc, quel choc ? », *La Vie des idées*, 1^{er} juillet 2011.
- **Serge Berstein, Pierre Milza**, *Histoire du vingtième siècle*, t. 3 *La Croissance et la crise de 1953 à nos jours*, Hatier, 1987.
- **Sabine Effosse, Laure Quennouëlle-Corre**, *L'Économie du monde depuis 1945*, La Documentation photographique, n° 8110, 2016.
- **Pierre Grosser**, *1989 (l'année où le monde a basculé)*, Perrin, coll. Tempus, 2019 (2009).
- **Ian Kershaw**, *L'Âge global. L'Europe de 1950 à nos jours*, Seuil, 2020.
- **Francis Fukuyama**, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Champs essai, 2018 (1992).
Une interprétation « à chaud » de la fin du monde de la guerre froide. L'expression « fin de l'histoire » est restée mais le contenu du livre a quelque peu été oublié. Il détient pourtant des analyses historiques à redécouvrir.
- **Nicolas Werth**, *Histoire de l'Union soviétique*, PUF, 1992.
La référence en langue française concernant l'histoire de l'URSS.

III. Corrigés

REPÈRES

196-196

1. La Grèce en 1981 puis l'Espagne et le Portugal en 1986 rejoignent la Communauté européenne.

2. À la fin des années 1980, le bloc communiste s'effondre. Les démocraties populaires d'Europe de l'Est abandonnent le système politique imposé par l'URSS après 1945. L'Union soviétique disparaît aussi, laissant place à plusieurs États désormais indépendants.

3. Les grandes organisations internationales sont le G7 (qui réunit les 7 pays les plus riches du monde), l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), la CEE (Communauté économique européenne) et l'ONU (Organisation des Nations unies). La guerre du Golfe en 1990-1991 est menée par la communauté internationale. Sous couvert de la résolution 678 du Conseil de sécurité des Nations unies du 29 novembre 1990, des troupes combattent l'Irak qui a envahi le Koweït. C'est la première fois

depuis 1950 qu'une intervention internationale est mise en place par l'ONU.

4. La démocratisation touche toutes les régions du monde. En Europe et en Amérique du Sud, l'évolution est spectaculaire : les régimes autoritaires laissent progressivement la place à des régimes démocratiques. Le Chili, qui avait été un symbole de la dictature avec l'arrivée au pouvoir d'Augusto Pinochet en septembre 1973, connaît un processus de retour à la démocratie entre 1988 et 1990. L'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est fait aussi figure de symbole : les « révolutions » en Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie ou Roumanie marquent les opinions publiques. La fin de l'Union soviétique en décembre 1991 est un événement encore plus retentissant. Le processus est plus mesuré en Asie (Corée du Sud, Thaïlande) et en Afrique. La fin du régime d'Apartheid en Afrique du Sud a néanmoins une grande portée symbolique dans le monde entier.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La hausse brutale des prix du pétrole en 1973 marque une rupture fondamentale : depuis 1945, le baril de pétrole coûtait entre 10 et 20 dollars. Brusquement, en 1973, il passe à plus de 50 dollars. Un palier est franchi : le baril ne redescend que très brièvement sous les 20 dollars en 1998. La deuxième rupture a lieu autour de 1985 : après une dizaine d'années où les prix se sont envolés (atteignant même près de 100 \$ en 1979), les prix connaissent une relative stabilisation autour de 30 dollars le baril jusqu'en l'an 2000.

2. Comme le rappelle la caricature du doc. 3, la prospérité des économies des pays occidentaux repose sur une industrie très dépendante de l'énergie fournie par le pétrole. Les pays occidentaux sont aussi des sociétés de l'automobile (doc. 4). Ceci fait du pétrole un besoin vital pour ces économies. Cette importance de l'approvisionnement est aussi visible dans le dispositif qui, jusqu'en 1973, permettait aux « compagnies concessionnaires » (qui extraient le pétrole) de fixer elles-mêmes les prix (doc. 2).

Pour les pays exportateurs, le pétrole est une source de revenus considérables. Les « chocs pétroliers » correspondent à des augmentations des prix subites. L'« or noir » est aussi un moyen de pression permettant à ces pays de « développer leurs relations politiques et économiques avec les pays qui utilisent leur pétrole » (doc. 3).

3. En octobre 1973, quand les pays de l'OPEP décident d'augmenter fortement les prix du pétrole, ils sont dans une situation de quasi-monopole : les économies en Europe et au Japon sont extrêmement dépendantes de ces exportations (doc. 5). La décision de l'OPEP prise au moment de la guerre du Kippour a donc des effets économiques mondiaux immédiats. En 1979, c'est la « situation politique en Iran », c'est-à-dire de la disparition du régime du Shah et de l'arrivée au pouvoir des islamistes (doc. 4), qui est à l'origine du choc pétrolier.

4. En 1973, le Moyen-Orient possède un quasi-monopole sur l'exportation du pétrole : cette région vend 989 millions de tonnes principalement à l'Europe occidentale et en Asie (Japon notamment). Les autres régions productrices occupent une place marginale (Amérique latine, Afrique du Nord et de l'Ouest). Les deux grandes puissances mondiales que sont les États-Unis et l'URSS ont recours massivement à l'autoconsommation (respectivement 511 et 378 millions de tonnes de pétroles).

La crise des années 1970 modifie en profondeur le paysage du marché pétrolier mondial. Le Moyen-Orient, qui regroupe la majorité des pays de l'OPEP, a perdu sa position hégémonique. Sa production exportée a connu une chute vertigineuse passant de 989 à environ 500 millions de tonnes. C'est une conséquence de la forte hausse des prix du pétrole à partir de 1973 : les pays importateurs ont limité leur consommation et cherché d'autres exportateurs offrant de meilleurs tarifs. Les pays du Moyen-Orient, et notamment l'Arabie saoudite, sont incités par ailleurs à faire baisser l'offre de pétrole sur le marché mondial pour faire remonter les prix. En effet, pour atténuer les effets de la hausse des prix du pétrole moyen-oriental, de nouveaux gisements sont apparus ou ont vu leur production augmenter : la mer du Nord en Europe, l'Alaska ou la Chine en sont des exemples. La dépendance des pays industriels vis-à-vis du Moyen-Orient s'est réduite et le marché mondial du pétrole s'est régionalisé : les flux massifs ont été remplacés par une multitude de flux de moindre importance. La stratégie de l'URSS est une exception : fragilisé économiquement, le pays a toujours plus recours à l'autoconsommation (+ 57 millions de tonnes « autoconsommées » entre 1973 et 1988).

5. Le 25 mai 1979, le magazine *L'Express* se fait l'écho d'une crainte de « rationnement » de l'énergie. La couverture représente une pompe à essence qui tient une pipette dont elle distille le contenu au tapis d'usines à ses pieds. La très forte augmentation des prix du pétrole en 1979 impose aux économies importatrices de pétrole de limiter leur consommation. Le gouvernement lance un grand plan d'économie d'énergie. Cette campagne est restée dans la mémoire collective comme le moment de la « chasse au gaspi », le « gaspi » était un personnage de bande dessinée qui devait sensibiliser la société au « gaspillage » de carburant notamment et inciter à limiter la consommation.

PARCOURS 2 : Synthétiser des informations

– **Conséquences géopolitiques** : Inversion du rapport de force entre pays occidentaux et OPEP / Redéfinition de la géographie de la production pétrolière / Tensions entre les pays occidentaux, l'Iran et l'Arabie saoudite.

– **Une rupture en deux temps** : (en haut) : 1973 (en bas) : 1979

– **Conséquences économiques** : Renchérissement du prix de l'énergie / Adaptation nécessaire des économies / Nouvelles stratégies d'approvisionnement en pétrole.

SYNTHÈSE : Quelles sont les conséquences des chocs pétroliers des années 1970 ?

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 marquent un basculement économique et géopolitique. Ils se traduisent par une hausse des prix du pétrole exportés depuis le Moyen-Orient vers les pays occidentaux. L'énergie la plus utilisée, qui était bon marché, devient coûteuse : un nouveau contexte économique commence. Il oblige les pays occidentaux à s'adapter rapidement. Il révèle aussi le fait que les économies des pays développés sont extrêmement dépendantes des pays exportateurs de pétrole qui, à partir de 1973, fixent de façon indépendante le prix du pétrole. Les États-Unis, l'Europe et le Japon ont moins prise sur les choses qu'auparavant. Ils dépendent désormais de la conjoncture au Moyen-Orient. Les chocs pétroliers modifient enfin radicalement le paysage de l'approvisionnement en pétrole. Les pays modifient leurs stratégies et les échanges mondiaux d'hydrocarbures se complexifient : le Moyen-Orient perd son quasi-monopole au profit d'une multiplication des lieux de productions.

ÉTUDE Les sociétés occidentales face à la crise économique p. 202-203

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Les graphiques du doc. 1 montrent que la période des « Trente Glorieuses » est révolue. Les pays occidentaux connaissent une « croissance molle ». Les foyers de croissance sont désormais ailleurs et les taux de croissance des pays riches se situent en dessous de la moyenne mondiale. Les pays du bloc communiste connaissent une récession. Les années 1970 sont aussi marquées par une forte inflation, c'est-à-dire une augmentation des prix. Comme le montre le doc. 2, dès janvier 1974, le fait que « tout va être plus cher » après le choc pétrolier est perçu par les populations. Comme le rappelle le doc. 3, ce renchérissement est dû à la perte relative de la valeur de la monnaie. Pour reprendre les mots du président Carter, l'expression « solide comme un dollar » a perdu sa pertinence. L'inflation n'est jugulée que dans les années 1980 (doc. 1). Le doc. 3 permet d'identifier les causes de cette crise économique : hormis l'augmentation des prix du pétrole, « la productivité des travailleurs américains accuse une baisse indubitable ». Enfin, le chômage augmente et s'installe (doc. 1) : quasi inexistant au début des années 1970, il se pérennise à un taux compris entre 5 et 10 % de la population active.

2. Les doc. 2 et 3 montrent la façon dont les conséquences de la crise sont immédiatement ressenties par les sociétés. La qualité de vie est

dégradée (baisse du pouvoir d'achat, nécessité d'économiser, perte des repères et des certitudes économiques). Ce nouveau contexte crée une crise de confiance (doc. 3) : l'opinion publique aux États-Unis pense, à partir des années 1970, que les enfants vivront moins bien que les parents. La crise sociale engendre aussi des tensions sociales (doc. 5) : l'hiver 1978-1979 et ses grèves massives en Grande-Bretagne en sont restés un symbole.

3. Les pays industrialisés ont conscience de la communauté de leurs destins économiques. Les six économies les plus riches de la planète créent une instance en 1975 (le G6) : les dirigeants de ces pays s'engagent à se rencontrer fréquemment pour trouver conjointement une sortie de crise (doc. 4). Le doc. 6 montre les hésitations des gouvernements face à la situation économique. Dans un premier temps, le Premier ministre Jacques Chirac mène une politique de rigueur : pour freiner l'inflation, il limite les dépenses. Mais, face aux difficultés sociales qu'engendre cette politique, le gouvernement français réoriente son action et propose une politique de relance : l'État augmente ses dépenses et finance des investissements publics, des baisses d'impôts et l'aide à la consommation.

PARCOURS 2 : Compléter le tableau

Une situation économique inédite...
<ul style="list-style-type: none">- Faible croissance voire récession (doc. 1)- Forte inflation (doc. 1)
... dont les conséquences sociales pèsent sur les sociétés
<ul style="list-style-type: none">- Augmentation des prix (doc. 2)- Augmentation du chômage (doc. 1)- Crise de confiance vis-à-vis du politique (doc. 3 et 5)
La réponse des États
<ul style="list-style-type: none">- Création du G6 (doc. 4)- Politique de relance (doc. 6)

SYNTHÈSE : Quelles sont les manifestations et les conséquences de la crise économique sur les sociétés occidentales ?

Le choc pétrolier de 1973 marque le début d'une période de difficultés économiques : les années de forte croissance sont désormais révolues. La récession menace les économies occidentales, l'inflation est forte, la monnaie perd de sa valeur quand les prix augmentent. Le chômage s'installe durablement dans le paysage social. Cette rupture brutale provoque une crise de confiance et des tensions dans les sociétés occidentales. Les États répondent comme ils le peuvent à cette crise inédite : le G6

est la manifestation d'une volonté de coopérer à l'échelle internationale. Avec un succès mitigé, les gouvernements entreprennent des politiques de rigueur (limitation des dépenses publiques) ou de relance (augmentation des mêmes dépenses).

POINT DE PASSAGE Ronald Reagan
et Deng Xiaoping : deux acteurs majeurs
d'un nouveau capitalisme p. 204-205

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. L'objectif de la politique dite néolibérale est de réduire l'intervention de l'État dans l'économie. En d'autres termes : abandonner le modèle de l'État-providence. Ce modèle, qui s'était affirmé dans les années 1930, encourageait l'intervention de la puissance publique dans la sphère économique. Les mesures prises par Ronald Reagan cherchent au contraire à limiter son rôle : les dépenses publiques baissent ainsi que les prélèvements (impôts et taxes). La baisse des impôts et taxes bénéficie notamment aux grandes entreprises (doc. 2). L'économie est en partie déréglementée (doc. 1) : le texte de Françoise Coste prend comme exemple la « souplesse » dont fait preuve le gouvernement vis-à-vis des lois *antitrust* (doc. 2). L'État ne limite plus la taille des entreprises au risque de ne plus garantir la libre concurrence sur le marché. Par la baisse de la masse monétaire, l'État refuse de relancer l'économie par l'injection de dollars pour soutenir le système économique (doc. 1).

2. La politique de Reagan est favorable au *business*, c'est-à-dire au monde des affaires. Elle fait baisser les charges (doc. 1 et 2) supportées par les entreprises. Les réglementations imposées par l'administration sont allégées ou supprimées (doc. 1 et 2) : c'est le cas notamment concernant les fusions/acquisitions d'entreprises. Le gouvernement favorise le financement par le biais du monde de la finance : la Bourse devient le lieu où les grandes entreprises trouvent des crédits.

3. Le gouvernement communiste accueille désormais à bras ouverts les investisseurs. La présence d'une publicité pour une compagnie pétrolière française sur la place la plus célèbre de Chine, la place Tiananmen à Pékin, est la preuve que les mentalités ont changé (doc. 3). Même si le régime reste communiste, le gouvernement garantit, sous conditions, aux grandes entreprises internationales l'accès à l'immense marché chinois. Néanmoins, si on lit bien le doc. 4, cet accès n'est pas direct : il se fait par l'entremise de l'État chinois.

4. Le dirigeant chinois a pour objectif d'enrichir la Chine : il cherche la croissance économique. Deng Xiaoping prend acte du retard technologique de son pays : la politique de repli de ses prédécesseurs (notamment Mao Zedong) a montré ses limites. Par ailleurs, pour alimenter la croissance, le chef du gouvernement chinois veut attirer des investissements étrangers. Ce sont les « capitaux étrangers » qui doivent financer la modernisation du pays.

5. La politique des deux hommes politiques stimule fortement la croissance dans les deux pays. Après la forte récession de 1982, les États-Unis retrouvent un taux proche des 5 % par an. Les effets sont bien plus spectaculaires en Chine : l'industrialisation rapide du pays lui permet d'afficher un taux supérieur à 10 %. Néanmoins, ces bons résultats sont soumis à de fortes variations : le krach boursier d'octobre 1987 provoque par exemple à nouveau une récession.

PARCOURS 2 : Construire un schéma

États-Unis	Chine
R. Reagan	D. Xiaoping
Reaganomics	Quatre Modernisations
Capitalisme libéral	Capitalisme d'État
Grandes entreprises	État

SYNTHÈSE : Comment Ronald Reagan et Deng Xiaoping entreprennent-ils de relancer l'économie de leur pays ?

Les deux dirigeants ont un objectif commun : ils veulent développer les échanges commerciaux à l'échelle internationale. Ceci les amène à voir converger leurs intérêts. Ronald Reagan fait le pari politique d'un recul de la place de l'État dans l'économie. Il prend une série de mesures favorables aux grandes entreprises avec pour but de stimuler leur activité. Cette politique sera surnommée « les Reaganomics ». Elle consiste d'abord en une limitation des impôts pour les entreprises et une réduction du contrôle de l'État sur les activités économiques. Parallèlement, le gouvernement américain réduit ses dépenses notamment dans le domaine des aides sociales. Enfin, le président des États-Unis décide de réduire la masse monétaire pour casser l'inflation. Cette politique entraîne une croissance des grandes entreprises américaines qui deviennent des multinationales. Par ailleurs, le financement par la Bourse se généralise : Wall Street connaît une vitalité inédite. La Chine est aussi un élément de cette stratégie globale des États-Unis.

Sous l'impulsion de Deng Xiaoping, la Chine entreprend en effet de s'ouvrir aux entreprises

internationales. Le régime communiste s'engage progressivement sur la voie de la dérégulation. D'abord, les investissements étrangers sont accueillis dans les zones économiques spéciales. Plus tard, ce sera dans le pays tout entier. L'argent des entreprises étrangères finance la modernisation et l'industrialisation du pays. Pour créer de la croissance, le régime communiste utilise les outils du libéralisme international. Cependant, cette ouverture économique se fait sous le contrôle étroit de l'État chinois.

ÉTUDE

La révolution islamique d'Iran p. 208-209

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Le nouveau régime est une théocratie. Le principe politique fondamental de la République d'Iran est le respect de la religion islamique. Le principe monarchique d'un dirigeant héréditaire est rejeté. Le nouveau régime n'est pas non plus une démocratie car il refuse le principe de la souveraineté nationale qui s'exprime par le vote.
2. Les États-Unis sont l'ennemi principal désigné par l'Iran. La prise de l'ambassade américaine à Téhéran le 4 novembre 1979 est un événement politique médiatique fondateur de la République islamique (doc. 1). Plus largement, le régime rejette l'influence des pays occidentaux et donc la logique de guerre froide. L'URSS et l'Europe sont tout autant désignés comme des ennemis (doc. 3). L'allusion à la « libération de Jérusalem » fait référence à un autre adversaire international : Israël.
3. L'islamisme de la République iranienne se donne une vocation universelle : son modèle doit, selon Khomeiny, conquérir les « principaux bastions dans le monde » (doc. 3). L'idée est d'apporter une alternative au libéralisme démocratique comme au communisme. Il appelle pour cela à l'unité de combat de tous les pays musulmans. L'Iran se présente ainsi comme un leader des pays du tiers-monde. L'affaire de l'écrivain Salman Rushdie en 1989 est une manifestation de cette volonté de rayonnement international (doc. 5). La condamnation par Khomeiny provoque des manifestations violentes dans de nombreux pays. La vie de l'écrivain est menacée depuis 1989.
4. Le 22 septembre 1980 commence la guerre entre l'Iran et l'Irak. Le régime irakien de Bagdad dirigé par Saddam Hussein est alors soutenu par les États-Unis. Par ailleurs, les musulmans chiites sont majoritaires dans la population irakienne et Nadjaf est un lieu saint pour les membres de cette branche de l'islam minoritaire dans la région. Cette

proximité religieuse rapproche l'Iran des Irakiens chiites. L'enjeu énergétique est aussi une explication de la guerre : l'Irak a des ressources importantes et un accès au golfe Persique.

5. L'Iran est le plus grand pays chiite au sein d'un Moyen-Orient majoritairement sunnite. Le pays occupe par ailleurs une position stratégique dans la région : il partage des frontières avec l'URSS et la Turquie, pays membre de l'OTAN. La conquête de l'Afghanistan par l'URSS montre combien les Iraniens ont pu se sentir encerclés par les alliés des États-Unis à l'Ouest et les Soviétiques au Nord et à l'Est. Repoussant la logique de la guerre froide, la République islamique refuse de s'allier à l'une des deux puissances mondiales. Le pays est par ailleurs une puissance régionale : il influence ses voisins par son rôle religieux (présence de lieux saints chiites sur son territoire), ses ressources en pétrole et sa superficie.

PARCOURS 2 : Synthétiser des informations

L'islamisme	Le rejet de l'Occident
<p>Doc. 2 : l'affirmation de la religion comme fondement du nouveau régime politique.</p> <p>Doc. 5 : la capacité à peser sur les débats intellectuels, religieux et politiques dans le monde entier.</p>	<p>Doc. 1 : l'hostilité d'abord vis-à-vis des États-Unis.</p> <p>Doc. 3 : refus de la guerre froide ; hostilité vis-à-vis d'Israël ; projet de révolution islamiste mondiale.</p> <p>Doc. 4 : projet d'indépendance régionale au Moyen-Orient contre l'influence des États-Unis et de l'URSS</p>

Synthèse : Comment la révolution en Iran impose-t-elle l'islamisme et le rejet de l'Occident ?

L'islamisme est un projet politique qui met le respect de la religion musulmane au centre de ses conceptions. En 1979, en Iran, un gouvernement islamiste prend le pouvoir pour la première fois. Cette « révolution » s'impose d'abord car elle présente un projet cohérent à plusieurs échelles. À l'intérieur du pays, elle propose de régler des problèmes sociaux et politiques en s'appuyant sur des critères religieux. Aux échelles régionale et internationale, c'est la solidarité entre les nations musulmanes qui doit permettre de renforcer l'influence du Moyen-Orient et, plus globalement, des pays pauvres du globe. La politique extérieure islamiste propose, en d'autres termes, de « sortir de la guerre froide » : le nouveau gouvernement de Téhéran désigne comme ennemi notamment les

États-Unis mais aussi l'URSS, l'Europe et Israël. Le projet islamiste est donc un rejet à tous les niveaux du modèle occidental.

Ce programme est porté par un grand pays du Moyen-Orient : l'Iran, plus grand pays chiite du monde qui possède d'importantes richesses pétrolières. Sa position au Moyen-Orient, au contact des zones d'influence américaine et soviétique, en fait un carrefour stratégique.

ÉTUDE La démocratisation de l'Europe méridionale

p. 210-211

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Pour Jean-François Revel, la fin des dictatures dans les pays méditerranéens marque une rupture importante : elle achève le processus de démocratisation de l'Europe de l'Ouest. Près de 20 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le continent qui a créé, vu s'enraciner et exporté les « grands totalitarismes modernes » achève sa mutation démocratique. Cela permet à l'Europe de l'Ouest d'incarner son modèle politique libéral de façon homogène face au communisme.
2. Les événements qui ont lieu à l'école polytechnique d'Athènes en 1973 sont un tournant politique en Grèce. La façon dont le régime réprime les étudiants met à jour un clivage social : d'une part, les jeunes étudiants soutenus par la majorité de la population, de l'autre, un pouvoir politique aux mains de l'armée dont la violence va crescendo. Un coup d'État balaie le pouvoir mais le nouveau gouvernement, qui se lance dans une entreprise militaire à Chypre, est proche de provoquer une guerre contre la Turquie. Cette politique des militaires grecs achève de discréditer leur gouvernement.
3. Les œillets sont mis dans le canon des fusils. La « révolution » est donc d'abord pacifique : il n'y a pratiquement pas de combats violents (seuls quatre morts sont à déplorer le 25 avril 1975). La révolution est aussi populaire : la fleur offerte aux soldats est le symbole du soutien de la population portugaise au coup d'État.
4. Le régime instauré en 1978 est une monarchie constitutionnelle. Le pouvoir est monarchique car un roi, désigné sur la base de l'hérédité, est le chef de l'État. Cependant, celui-ci exerce ses fonctions dans les limites définies par la Constitution, qui respecte la division des pouvoirs. La nation élit au suffrage universel des représentants qui contrôlent le gouvernement. Le roi est donc celui qui garantit avant tout le fonctionnement démocratique du régime.

5. Depuis 1973 et un premier élargissement, neuf États forment la communauté économique européenne. Les neuf étoiles en haut à droite de l'image y font référence en jouant avec le symbole du drapeau européen composé de douze étoiles. Les négociations d'entrée de la Grèce au sein de la CEE ont débuté en 1976. Le dessin a probablement été réalisé au moment où celles avec le Portugal et l'Espagne commencent en 1977. Ce décalage chronologique explique le podium sur lequel la Grèce se trouve sur la plus haute marche. Le podium est constitué d'urnes : comme les chaînes qui sont brisées, ce motif fait allusion au processus de démocratisation en route dans les trois pays d'Europe du Sud. Les personnages représentant la Grèce et le Portugal se réjouissent de laisser leur étoile rejoindre les autres, c'est-à-dire d'adhérer à la Communauté européenne. La situation semble plus difficile en Espagne : ceci fait sans doute allusion au fait que la transition démocratique dans ce pays n'est achevée qu'en 1982, après de multiples tensions politiques et sociales.

PARCOURS 2 : Compléter le tableau

Définir la démocratie
<p>Doc. 4 : séparation des pouvoirs, droits individuels pour les citoyens et souveraineté populaire.</p>
Décrire le processus démocratique en Europe méridionale
<p>Doc. 1 : un processus à l'échelle du continent et du ^{xx}e siècle.</p> <p>Doc. 2 : un processus accompagné de violences.</p> <p>Doc. 3 : un processus pacifique et bénéficiant d'un soutien populaire.</p> <p>Doc. 4 : la mise en place de constitutions démocratiques.</p>
Expliquer le rôle de la Communauté européenne
<p>Doc. 1 : l'Europe occidentale incarne la démocratie face à l'Europe orientale dominée par le communisme.</p> <p>Doc. 5 : un élargissement rapide de la CEE.</p>

SYNTHÈSE : Comment la démocratie se développe-t-elle dans l'Europe méridionale des années 1970 ?

La démocratie s'impose dans les années 1970 dans trois pays : le Portugal, la Grèce et l'Espagne. Le premier facteur qui l'explique est le vieillissement des régimes autoritaires qui étaient au pouvoir dans ces pays. Leurs leaders sont désormais âgés. Par ailleurs, les dictatures semblent être devenues un

héritage de l'histoire et ne plus correspondre aux aspirations des populations. En Grèce, le régime militaire engage le pays dans des conflits que les Grecs refusent. Au Portugal, ce sont les conflits coloniaux qui sont refusés.

Le deuxième facteur qui explique le développement de la démocratie est l'aspiration des peuples à voir s'installer ce type de régime. La jeunesse en particulier souhaite vivre selon les principes des libertés individuelles et collectives. La révolte de l'école polytechnique d'Athènes en 1973 ou la révolution des Œillets en 1974 montrent ce rôle central joué par la jeune génération.

Le dernier point qui explique le succès de la démocratie dans ces pays est la perspective que représente l'entrée dans la Communauté économique européenne. Celle-ci, créée en 1957, apparaît comme un rassemblement de pays économiquement prospères et politiquement libéraux. Les Portugais, Grecs et Espagnols désirent participer à ce projet commun car il est synonyme de modernisation pour leurs pays.

POINT DE PASSAGE

L'année 1989 dans le monde p. 212-213

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Le chef de l'État soviétique affirme pour commencer que la confrontation entre l'URSS et les États-Unis n'est plus de mise : la guerre froide est terminée. Les relations entre les deux Grands sont désormais fondées sur la « confiance ». Ensuite, il reconnaît le principe de la souveraineté populaire et de l'indépendance nationale dans le domaine des relations internationales. Par ailleurs, l'Union soviétique et les États-Unis ne sont plus les deux seules puissances mondiales : le monde « bipolaire » a laissé progressivement place à un « monde multipolaire ». Gorbatchev décrit en fait une planète mondialisée dominée par la Triade et voyant la puissance chinoise émerger. Enfin, l'enjeu environnemental est, d'après lui, devenu majeur (« les problèmes écologiques ; les problèmes de préservation des ressources naturelles »).

2. Les talibans, qui arrivent au pouvoir en 1996, sont des combattants islamistes. Ce sont les soldats qui ont combattu l'occupation soviétique entre 1979 et 1989. Ils ont une idéologie comparable à celle de l'islamisme iranien dans la mesure où ils désirent mettre en place un ordre politique inspiré par la religion musulmane. Mais, à la différence des Iraniens, ce groupe appartient à la branche sunnite de l'islam. Après la fin de la guerre en Afghanistan, le pays devient la base arrière de l'islamisme. Dans les années 1990, les talibans soutiennent

des guerres civiles. Parallèlement, le terrorisme contre les pays occidentaux se développe (attentat du 11 septembre 2001).

3. La fin du bloc de l'Est se fait, dans de nombreux pays, au travers d'élections démocratiques : c'est le cas en Pologne, Slovénie, Croatie puis Hongrie (doc. 1). De ce point de vue, l'exécution de Ceausescu en Roumanie apparaît comme une exception. Le témoignage de Serge July montre qu'il n'y a eu ni « négociation » ni « insurrection » (doc. 5). L'Union soviétique a laissé faire et les populations ont fait le reste : sans coup férir, elles ont contourné et démantelé le « rideau de fer » et le mur de Berlin. Le « pique-nique paneuropéen » du 19 août 1989 a été l'un des premiers événements marquants de ce processus (doc. 1).

4. Le régime fait intervenir l'armée en juin 1989 pour réprimer le soulèvement populaire en faveur d'une démocratisation. Cette affirmation de l'autorité de l'État contre les droits individuels et collectifs rappelle les méthodes utilisées par l'URSS face aux soulèvements dans le bloc de l'Est pendant la guerre froide, notamment à Prague en 1968.

PARCOURS 2 : Préparer un oral

1989, une année charnière	
La fin d'une période	Le début d'une nouvelle période
Guerre froide Démocratisation Communisme en Europe	« Exception chinoise » Islamisme Hégémonie américaine

SYNTHÈSE : Pourquoi 1989 constitue-t-elle une année charnière ?

L'événement majeur de l'année 1989 est la fin de la guerre froide. Après une quarantaine d'années de confrontation, les États-Unis et l'URSS décident de coopérer de façon sincère. Ce rapprochement bouleverse le paysage stratégique mondial : il fait espérer l'avènement d'un monde de paix. Dans un premier temps, ce sont les États-Unis qui apparaissent comme les grands gagnants géopolitiques. En 1989, on a pu parler d'« hégémonie américaine ».

L'autre symbole de l'année 1989 est la chute du mur de Berlin dans la nuit du 9 novembre. La disparition du « mur de la honte » rend manifeste l'effondrement du bloc communiste. Les populations des pays d'Europe de l'Est accèdent à la démocratie. Cette vague de démocratisation pacifique concerne le monde entier.

Cependant, l'année 1989 ne correspond pas à « la fin de l'histoire », comme on a pu le croire alors. Le

soulèvement en faveur de la démocratie est violemment réprimé en Chine par le régime communiste. La fin de la guerre en Afghanistan s'accompagne d'une propagation des conflits armés générés par des groupes islamistes. Les attentats du 11 septembre 2001 trouvent en grande partie leur origine dans le conflit afghan. Le retrait de l'Union soviétique plonge des pays dans l'insécurité. Ces événements préfigurent les tensions mondiales actuelles.

ÉTUDE L'effondrement de l'URSS et de l'Empire soviétique (1985-1991)

p. 214-215

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Le dirigeant soviétique parle à la fin du mois de novembre 1989, après la chute du mur. Après 5 ans au pouvoir, une politique de réformes économiques – *perestroïka* – et une libéralisation des régimes communistes en Europe de l'Est, Gorbatchev constate que les Russes veulent voir leur quotidien changer « réellement ». Les changements ont été annoncés, certains ont eu lieu, d'autres n'ont pas encore été réalisés. D'après l'auteur, l'accélération des réformes économiques est un impératif.

2. Tant que l'Union soviétique existait, l'indépendance des pays baltes était impossible. En effet Gorbatchev, à la tête de l'URSS, était le garant de l'intégrité de cet État. S'il avait accepté l'indépendance d'un de ses territoires, ceci aurait ouvert la voie à d'autres « sécessions ». Le putsch de l'été 1991 fait perdre le pouvoir à Gorbatchev : celui-ci se retrouve pris entre deux camps désormais irréconciliables. D'un côté, les libéraux menés par Eltsine qui veulent la fin de l'URSS et l'indépendance de la Russie ; de l'autre, les communistes conservateurs qui veulent le statu quo et la perpétuation de l'Union soviétique. La défaite des deuxièmes en août 1991 précipite la fin de l'URSS et permet l'indépendance des pays baltes et bientôt de la Russie.

3. La scène se passe devant la Maison blanche à Moscou : il s'agit du siège du gouvernement (on voit le bâtiment à l'arrière-plan). Au premier plan, le peuple de Moscou se presse autour d'un char, dont on ne voit pas bien qu'il s'agit d'un blindé. Seul un personnage en uniforme est visible sous le drapeau : la prise de vue oppose le pouvoir civil au pouvoir militaire. À gauche, Boris Eltsine parle avec conviction à la foule. Il ne se met pourtant pas en avant : il est présenté comme un « homme du peuple ». À droite, un drapeau de la Russie est déployé par des manifestants. Ce drapeau n'est pas celui de l'Union soviétique. La photographie traduit le message suivant : le peuple russe veut l'indé-

pendance et la liberté, et Boris Eltsine porte cette volonté. Le photographe cherche à montrer que ce dernier possède la légitimité nécessaire pour devenir le chef de l'État non plus soviétique mais russe.

4. Des Républiques restent proches de la Russie et forment avec elle une communauté qui est l'héritière de l'URSS : la Communauté des États indépendants (CEI). Il s'agit de la Biélorussie (ou Belarus) et des États d'Asie centrale ainsi que du Caucase. Ces pays s'engagent à conserver des liens étroits dans le respect de leur indépendance mutuelle. Les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) refusent d'adhérer à cette communauté : ils rejoignent l'Union européenne en 2004. Les relations tendues entre la Russie et l'Ukraine ainsi qu'entre la Russie et la Géorgie amènent rapidement à une prise de distance entre ces pays. Ceci même si l'Ukraine avait initialement participé à la création de la CEI.

5. Le deuxième paragraphe du texte insiste sur l'indépendance des États vis-à-vis de la Russie. On peut lire que les relations seront fondées sur « la reconnaissance mutuelle et le respect de la souveraineté des États ». Le droit à l'autodétermination est proclamé comme étant essentiel. Pour les signataires – y compris Moscou – cette description correspond à une critique des manières de faire de la défunte Union soviétique en matière de politique extérieure.

PARCOURS 2 : Commenter une frise chronologique

En 1985, Michael Gorbatchev arrive au pouvoir à Moscou : il entreprend une politique de réformes nommée *perestroïka*. La seconde moitié des années 1980 est marquée par l'application de cette volonté de réforme qui débouche sur l'effondrement du communisme en Europe de l'Est. Les Soviétiques ne voyant pas leur quotidien changer assez vite, les tensions se multiplient. L'été 1991 est une ligne de partage : les conservateurs communistes tentent sans succès de reprendre le pouvoir à Gorbatchev. L'opinion publique soutient désormais non plus l'homme des réformes de 1985 mais un politique plus libéral, Boris Eltsine. Le putsch raté provoque la dissolution de l'URSS et la mise en place d'une nouvelle structure, la CEI. À l'intérieur de cette communauté, le rôle de la Russie est moins dominant qu'au sein de l'URSS.

SYNTHÈSE : Comment expliquer la dislocation de l'URSS et de l'Empire soviétique ?

La politique de réformes entreprise par Michael Gorbatchev en 1985 marque une inflexion dans l'histoire de l'Union soviétique. Pour la première

fois depuis 1917, la volonté de libéralisation vient du cœur même du pouvoir ; ceci rompt avec la tradition soviétique qui voulait que Moscou impose de façon autoritaire ses décisions. La *perestroïka* de Gorbatchev ouvre donc la possibilité d'une réorganisation de l'Union soviétique.

Le deuxième facteur est la volonté de certains pays d'accéder à l'indépendance : les pays baltes – Estonie, Lettonie et Lituanie – souhaitent sortir de l'Union soviétique pour ne plus subir l'influence russe. Les tensions nationalistes se multiplient dès la fin des années 1980.

La crise politique de l'été 1991 est une autre cause de la dislocation de l'Union soviétique. La situation politique et l'opinion publique évoluent rapidement en Russie : les communistes conservateurs refusant le changement s'opposent aux libéraux nationalistes souhaitant la fin de l'Union soviétique et donc du communisme. La victoire de la seconde orientation entraîne la dissolution de l'Union soviétique en décembre 1991. La Russie devient indépendante et les anciennes Républiques qui formaient l'URSS n'entretiennent plus que des relations de bon voisinage avec Moscou.

SUJET BAC E3C

Analyse de document

p. 218-219

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

En 1988, Margaret Thatcher est la Première ministre de Grande-Bretagne depuis près de 10 ans. Le libéralisme, modèle politique et économique qu'elle promeut avec le président des États-Unis Ronald Reagan, semble s'être imposé comme une solution à la crise économique. Le 20 septembre 1988, elle présente sa vision de la politique et de l'économie à des étudiants du collège d'Europe à Bruges en Belgique. Cette allocution est aussi une façon de rendre public la façon dont elle envisage la construction européenne. Pour analyser le texte, nous répondrons à la question suivante : comment la Première ministre britannique justifie-t-elle son opposition à l'intervention de l'État en matière économique ? Dans une première partie, nous montrerons l'hostilité de Margaret Thatcher vis-à-vis de l'intervention étatique dans l'économie. Ensuite nous présenterons, en deux temps, les arguments qu'elle avance pour la justifier : le contexte mondial qui explique son choix et les bénéfices qu'elle en attend.

À toutes les échelles, la Première ministre britannique estime qu'il faut limiter au maximum l'influence de l'État dans l'économie (« réduire l'intervention gouvernementale »). Selon un mot

d'ordre essentiel pour les libéraux, elle aspire à « déréglementer » l'économie, à faire disparaître les règles définies par le politique en matière économique. Cette ambition thatchérienne ne se limite pas aux sociétés prises individuellement : elle est mondiale. La volonté d'affaiblir le rôle joué par les frontières pour stimuler le « commerce mondial » préfigure la globalisation des échanges qui s'accélère dans les années 1980-1990. Les capitaux et les marchandises devraient, d'après l'auteure, circuler sans contrainte. Pour atteindre ce but, l'auteure souligne le rôle joué par deux institutions : à l'échelle continentale, le « marché unique européen » et, à l'échelle internationale, le GATT (qui préfigure l'OMC). On peut remarquer que Margaret Thatcher privilégie les organismes qui ont une forte dimension économique aux dépens de ceux qui sont plus « politiques ». Ainsi elle n'appelle pas de ses vœux la mise en place d'une Union européenne (qui émerge alors et est créée en 1992 avec le traité de Maastricht) ou le renforcement du rôle des Nations unies.

La Première ministre justifie son point de vue en faisant d'abord référence au contexte mondial depuis les années 1970. C'est la répétition d'un argument qui l'avait amené à gagner les élections en 1979 : face à une « croissance lente », il faut une réaction politique énergique. Néanmoins, cette réaction doit être en rupture avec les modèles précédents d'intervention gouvernementale. En visant principalement le système communiste, elle rappelle l'échec de la « planification centrale » qui caractérise « l'économie dirigée par l'État ». Il est vrai que le discours de 1988 est énoncé dans le contexte de graves difficultés économiques au sein du bloc communiste. Le dirigeant soviétique lui-même, Mikhaïl Gorbatchev, a reconnu la profonde crise de l'économie communiste et la nécessité de la réformer par la *perestroïka*. La critique de M. Thatcher vise sans doute aussi les politiques keynésiennes, c'est-à-dire les investissements de l'État pour relancer la demande dans le cadre d'une économie de marché. Il s'agit d'une attaque formulée par une femme politique du parti conservateur contre la gauche travailliste : pour elle, le modèle de l'État-providence est périmé. En effet, le contexte de concurrence mondiale accrue imposerait aux pays d'Europe une sorte de révolution. Pour se mesurer aux « États-Unis et au Japon » notamment, une réorientation économique et politique des sociétés est nécessaire. Sur quels fondements pense-t-elle pouvoir construire ce nouvel ordre ?

Margaret Thatcher estime que le retour à la croissance ne repose pas sur la volonté de l'État mais sur l'initiative individuelle, celle des entreprises surtout. D'après elle, la société doit s'en remettre

à « l'effort et à l'initiative personnels », autrement dit à « la libre entreprise dans le cadre du droit ». L'idée est de laisser au marché le soin de répondre aux demandes des populations. Ceci se ferait, d'après elle, au bénéfice des clients : la mise en concurrence sans entrave de l'offre profiterait à la demande (« des tarifs moins élevés et un choix élargi »). La libéralisation et le retrait de l'État permettraient par ailleurs le renforcement de certains acteurs sociaux. La Première ministre prend l'exemple de Londres et de son quartier d'affaires, la City, « plus grand centre financier d'Europe » qui « accueille depuis longtemps les institutions financières du monde entier ». Ce territoire et ces banques font figure de « champions » apte à être concurrentiels sur la scène internationale : c'est un point fort qui attire l'activité et qui peut générer des profits. La stratégie de Margaret Thatcher assume donc une rupture : l'objectif du politique est désormais moins de limiter les écarts de richesse que de (laisser) « faire la différence ». En cela, on a pu parler d'une « révolution libérale ».

Margaret Thatcher affirme, dès les années 1980, une conception du rôle de l'État dans l'économie qui en limite fortement l'action au profit des entreprises. On peut souligner combien ce discours révèle une particularité britannique. Le discours de Margaret Thatcher est l'expression d'un positionnement qui n'est pas fondamentalement remis en cause par ses successeurs au pouvoir. Les mots de la Première ministre britannique sont une justification avant l'heure de la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne en 2020 : pour Londres et beaucoup de Britanniques, l'UE devrait être un outil de libéralisation mais surtout pas un « super-État ».

SUJET BLANC : Vous expliquerez pourquoi cette photographie de l'américain Jeff Widener est devenue l'une des plus célèbres du xx^e siècle.

Le 4 juin 1989, le photographe Jeff Widener a pris cette photo : elle est devenue mondialement célèbre. Pour quelles raisons ?

Depuis avril 1989, des milliers d'étudiants manifestent sur la place principale de Pékin, la place Tienanmen : ils exigent une démocratisation du régime communiste chinois. En 1989, un « vent de liberté » souffle. Les régimes communistes d'Europe de l'Est se libéralisent progressivement. Le dirigeant soviétique Michael Gorbatchev a garanti que son pays n'interviendrait pas si leurs populations souhaitaient abandonner le communisme. Dans ces conditions, la répression du mouvement étudiant les 4 et 5 juin par le régime chinois

crée un sentiment d'effroi dans le monde entier : plus de 15 000 jeunes sont tués par l'armée.

Dans la mémoire collective, cette photo devient une sorte de symétrie de ce qui se passe bientôt à Berlin lors de la chute du mur. Quand la ville allemande devient le symbole de la liberté des peuples à choisir leur destin, le massacre de Tienanmen envoie un message inverse. L'image de cet homme seul avec ses sacs en plastique à la main qui bloque une colonne de chars a ému le monde. Corps fragile face aux blindées, il a symbolisé une forme de résistance héroïque et dérisoire, celle de l'individu face à l'arbitraire de la force.

SUJET BAC E3C

Réponse à une question problématisée

p. 220

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

La chute du mur de Berlin en 1989 est très souvent un évènement présenté comme un symbole de la fin de la guerre froide. Mais, en Europe, il renvoie à un autre changement majeur : la fin du morcellement politique avec le retour de gouvernements démocratiques à l'Est, après plus de 40 ans de communisme. C'est l'aboutissement d'un long processus de progrès du modèle démocratique débuté dans les années 1970 en Europe méridionale. Comment expliquer ce basculement politique qui a mené à la diffusion du modèle démocratique dans toute l'Europe ? Dans un premier temps, nous expliquerons la capacité d'attraction de ce modèle politique dans les années 1970 en Europe méridionale tout particulièrement. Dans un second temps, nous présenterons les étapes et les mécanismes de sa diffusion au cours des années 1980 en direction de l'Europe de l'Est.

Au début des années 1970, trois pays d'Europe méridionale, le Portugal, l'Espagne et la Grèce, sont encore des dictatures. Cependant, elles sont sur le déclin. À Madrid et Lisbonne, les hommes forts du régime – Franco et Salazar – sont vieillissants ; ils sont au pouvoir depuis les années 1930-1940. Au début des années 1970, la crise économique touche durement ces trois pays et accentue le mécontentement social. En 1974, des mouvements sociaux débouchent sur une démocratisation de la vie politique : le régime des Colonels est contesté par les étudiants à Athènes dès 1973 tandis que la révolution des Œillets emporte la dictature de l'Estado Novo au Portugal en 1974. L'Espagne se dote d'une Constitution démocratique en 1978.

Cette aspiration à la démocratie est nourrie par un modèle : la Communauté économique euro-

péenne (CEE) mise en place à partir de 1957. Les pays qui la constituent sont des sociétés démocratiques et économiquement prospères. L'élargissement de la CEE qui passe de 6 à 9 en intégrant en 1973 la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark, accentue l'attractivité de la Communauté européenne. Dès leur changement de régime, les pays d'Europe du Sud demandent à intégrer la CEE : la Grèce devient membre en 1981, l'Espagne et le Portugal en 1986.

Ce mouvement de démocratisation a lieu dans le contexte de la guerre froide. La détente qui consiste en un rapprochement des États-Unis et de l'Union soviétique contribue au renforcement des valeurs démocratiques. La conférence d'Helsinki en 1975 réunit les deux Grands ainsi que tous les pays européens : cette rencontre met la démocratisation au centre du débat public sur tout le continent.

La conférence d'Helsinki en 1975 crée beaucoup d'attentes au sein des populations d'Europe de l'Est. Les mouvements de contestation se multiplient dans les pays communistes. Un des exemples les plus marquants est la Pologne. Le syndicat Solidarité dirigé par Lech Walesa mène un mouvement de résistance vis-à-vis du gouvernement communiste. À partir de 1980, par des grèves, notamment aux chantiers navals de Gdansk, les syndiqués demandent le respect des droits individuels. Cette contestation bénéficie d'un large soutien au sein de la société. L'influente Église catholique et le pape d'origine polonaise Jean-Paul II appuient ce mouvement. Dans l'ensemble des démocraties populaires, les gouvernements communistes sont confrontés à des dissidences. Les signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie dénoncent les agissements du pouvoir communiste.

Ces mouvements sociaux sont, dans un premier temps, réprimés par les régimes communistes. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique en 1985 inverse la tendance : le dirigeant annonce sa volonté de réformer le système communiste. La *perestroïka* (« restructuration ») et la *glasnost* (« transparence ») sont mises en place. Ces décisions annoncent l'émergence d'un contexte plus favorable pour les dissidents. L'aspiration à la démocratie déstabilise des gouvernements dont la source de la légitimité n'est pas l'élection mais la fidélité inconditionnelle à Moscou.

L'année 1989 est le théâtre de l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est. La fin de la République démocratique allemande après la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989 en devient le symbole.

La période des années 1974-1989 est celle d'un basculement majeur : le modèle démocratique, jusque-là limité à la partie occidentale de l'Europe,

s'impose au Sud puis à l'Est et devient la norme dans toute l'Europe.

À la différence des années 1920, durant lesquelles la démocratisation n'avait été que provisoire, le processus est désormais solidement engagé. La poursuite de la construction européenne, avec en particulier l'adhésion des anciens pays communistes d'Europe de l'Est à l'Union européenne en 2004 puis 2007 achève ce processus.

Sujet blanc : Quelles réponses le libéralisme économique apporte-t-il à la crise des années 1970-1980 ?

Dans les pays occidentaux, les années 1970 sont marquées par une crise économique profonde qui se manifeste de différentes manières : baisse de la croissance et de la productivité, inflation, augmentation du coût de l'énergie comme du chômage. Face à ces difficultés, les gouvernements utilisent des solutions qui, depuis les années 1930, sont devenues « classiques » : ils injectent de l'argent public dans le système économique grâce à des investissements massifs. Ce sont des politiques de relance dites « keynésiennes ». La création du G6 montre aussi la volonté des pays occidentaux de développer leur coopération. Cependant, ces initiatives ne permettent pas de juguler la crise économique.

Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, au début des années 1980, les élections amènent au pouvoir deux figures politiques, Ronald Reagan et Margaret Thatcher, qui ont un programme économique dit « (néo)libéral ». Ils veulent rompre avec les recettes keynésiennes. Leur politique cherche à renforcer les grandes entreprises. Pour cela, les gouvernements font baisser les impôts et taxes. L'intervention de l'État dans le fonctionnement de l'économie est limitée : la justice intervient moins dans ce domaine et les règles de contrôle sont assouplies. À l'opposé, le poids économique de la sphère publique est réduit. Une cure d'austérité est imposée aux administrations qui doivent réduire leurs dépenses. Pour casser l'inflation, la masse monétaire est réduite.

Cette politique prend tout son sens dans un monde ouvert : les partisans du libéralisme économique sont favorables à la mondialisation émergente. Les règles du commerce international sont, elles aussi, assouplies pour favoriser au maximum les échanges. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la dérégulation a permis l'émergence, grâce à des fusions, de grandes entreprises multinationales. La modernisation de la Chine grâce à l'afflux de capitaux venu des pays occidentaux est aussi une manifestation de cette nouvelle stratégie écono-

mique mondiale. La libre circulation des capitaux a pour conséquence la financiarisation de l'économie : le boom que connaissent les bourses mondiales l'illustre.

Cette politique économique libérale des années 1980 a fait naître le monde globalisé des années 1990-2000.

REGARD CRITIQUE

p. 221

1. La réponse russe a été très différente selon les lieux. En Russie, le texte montre combien les pouvoirs publics ont adopté une politique de laisser-faire. Le « parc des monuments tombés » s'est élaboré de façon spontanée : les statues et autres traces monumentales de la période soviétiques y ont été « abandonnées » car « les autorités [ne savaient] que faire de ce souvenir encombrant ». La collection de traces a été constituée « pratiquement par hasard ». Les traces du passé communiste évoquent pour la population la fin de la dictature soviétique : la destruction de la statue de Dzerjinski en août 1991 avait notamment symbolisé une profonde libéralisation politique du pays.

À l'inverse, s'agissant des traces de ce passé dans les anciens pays communistes d'Europe de l'Est, la classe politique russe est inflexible : le souvenir du passé soviétique ne doit pas disparaître ! La réaction d'Andrei Klimov montre la grande importance attachée à la perpétuation de cette mémoire du communisme à l'étranger.

2. La première controverse concerne le rôle que l'État doit jouer dans cette sauvegarde des traces du passé communiste. Le cas du « parc des monuments tombés » à Moscou montre que l'État russe tolère des pratiques mémorielles commémorant la chute de l'URSS. Ces pratiques sont portées par la société et le gouvernement semble être dans un entre-deux : il ne fait pas disparaître ces traces mais il n'a pas non plus de discours donnant un sens symbolique et politique à celles-ci.

Dans les anciens pays du bloc communiste, la situation est différente. En Lituanie, Estonie et Hongrie, la conservation de ces traces ne semble pas créer de polémiques : elles sont conservées comme des restes historiques rappelant un moment de l'histoire du pays. En Pologne, les traces du communisme sont, au contraire, assimilées à un passé de soumission à la Russie. La destruction de monuments hérités du communisme (« plus de 500 » ?) serait la condition de l'affirmation de l'identité polonaise. La Russie oppose à la démarche de Varsovie des arguments historiques : d'après A. Klimov, les monuments érigés à l'époque communiste ne sont pas simplement des souvenirs périmés de l'impérialisme russe. En effet, d'après lui, ces monuments rappellent le souvenir toujours vivant du sacrifice des Russes pour libérer l'Europe de l'Est de l'occupation nazie. Quand, pour les Polonais, les traces du passé communistes rappellent l'après-guerre et la guerre froide, pour les Russes, elles rappellent la Deuxième Guerre mondiale.

Pourquoi la période de 1974 à 1988 qui suit les Trente Glorieuses constitue-t-elle un tournant ?

I. Introduction

Ce chapitre a pour objectif de comprendre les principales transformations sociales, politiques et culturelles en France à la suite des chocs pétroliers des années 1970. Il s'agit de s'interroger sur les recompositions de la société française face à la crise économique, mais aussi d'étudier les réponses politiques apportées aux nouvelles revendications qui s'expriment alors tout particulièrement parmi les femmes, les jeunes et les populations issues de l'immigration.

L'émergence dans l'espace public de nouveaux groupes sociaux constitue l'un des aspects les plus importants de cette période. Les femmes, tout d'abord, poursuivent leurs combats pour l'obtention de nouveaux droits et d'une place plus importante au sein de la société française. La légalisation de l'interruption volontaire de grossesse en 1975 est, pour elles, une étape majeure : désormais, l'IVG n'est plus un délit. Il devient un acte certes toujours strictement encadré par la loi mais qui relève avant tout du choix individuel de chaque femme. La démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur qui profite aux générations du baby-boom, aux jeunes filles tout particulièrement, favorise l'évolution des mentalités. Enfin, les immigrés, groupe social central dans un contexte économique défavorable, se heurtent à des difficultés d'intégration qui se multiplient. Chacun de ces groupes sociaux porte des revendications qui traduisent une volonté de renouvellement des pratiques politiques et de modernisation de la société française. L'élection du plus jeune président de la V^e République en 1974 constitue une réponse à cette attente des citoyens français. Valéry Giscard d'Estaing met en effet en œuvre une série de mesures sociétales dont la plus emblématique est l'abaissement de l'âge de la majorité civique de 21 à 18 ans. Elles s'inscrivent dans la continuité des revendications exprimées depuis la fin des années 1960. Elles constituent une première rupture politique majeure après la longue période de la France gaullienne. Cependant, la persistance d'un contexte de crise économique conduit à une situation d'alternance politique avec l'élection de François Mitterrand en 1981, suivie de la victoire des socialistes aux élections législatives la même année. Élu en partie avec le soutien de la jeunesse, le premier président de gauche adopte des lois sociétales, telles que l'abolition de la peine de mort, qui constituent une seconde rupture politique, donnant une nouvelle impulsion au tournant social commencé dans les années 1970.

Ces évolutions de la société française s'accompagnent de mutations culturelles profondes. La transformation du paysage audiovisuel français entre 1974 et 1988 contribue non seulement à la diffusion de nouvelles idées, mais favorise également l'émergence de nouvelles pratiques telles que le hip-hop, la publicité, le *Street art*, etc. Ces nouvelles formes d'expression sont particulièrement visibles au cours des années 1980, que ce soit dans le cadre de la politique de grands travaux impulsée par les pouvoirs publics, ou dans les manifestations associatives qui répondent de plus en plus aux attentes des médias audiovisuels.

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture met en avant des problématiques clés du chapitre. La photographie met en avant la jeunesse. Les deux jeunes, au centre, portent le kéfié. Ce foulard des paysans arabes, devenu un symbole de la lutte des Palestiniens d'abord contre les Britanniques (années 1930), puis contre les Israéliens (années 1960-1970), est porté en signe de reconnaissance de la jeunesse militante, contestataire, anticonformiste. Ces jeunes s'informent par l'intermédiaire de la presse sur l'actualité sociale de leur pays. En l'occurrence, les journaux relatent la Marche pour l'égalité et contre le racisme (la « Marche des Beurs ») organisée en 1983 en réponse aux violences urbaines dont sont victimes les jeunes issus de l'immigration.

La double page « Mots clés » met en avant les notions principales du chapitre qui sont contextualisées dans la perspective des années 1970 et 1980. Il ne s'agit en effet pas seulement de comprendre le sens du mot « société », mais de l'envisager dans son contexte : celui d'une société française en mutation dans les années 1970 et 1980. De même, le contexte politique est essentiellement marqué par la situation inédite de l'alternance qui s'impose en 1981.

La double page « Repères » permet à la fois de proposer une chronologie des principaux événements abordés dans ce chapitre, mais aussi de fournir quelques documents qui expliquent le contexte politique de cette période. Les diagrammes représentant la composition de l'Assemblée nationale et les cartes des résultats des élections présidentielles entre 1974 et 1988 fournissent ainsi des repères précis permettant de comprendre l'alternance politique.

La première double page « Cours » est consacrée aux mutations sociales et culturelles de la France entre 1974 et 1988. Il s'agit tout d'abord de montrer le contexte de crise qui s'affirme à partir des années 1970 pour ensuite analyser les différentes mutations de la société française qui s'illustrent par de nouvelles pratiques culturelles.

L'étude « Une société en mutation » a pour objectif de proposer un dossier de synthèse sur les principaux groupes sociaux qui s'imposent dans le débat public et politique des années 1970 et 1980 : les femmes, les jeunes et les immigrés.

Le point de passage « L'épidémie du sida en France : recherche, prévention et luttes politiques » constitue une entrée permettant de mobiliser les principales notions du chapitre. L'apparition de l'épidémie du sida au début des années 1980 est en effet associée à la stigmatisation de plusieurs groupes sociaux : les homosexuels, les toxicomanes et les immigrés. La lenteur des réactions politiques laisse le champ libre à de nouvelles formes d'engagement (notamment associatif) et à de nouvelles formes de communication (par la publicité, les *happenings* et manifestations de levée de fonds).

Le point de passage « 1975. La légalisation de l'interruption volontaire de grossesse » permet d'approfondir l'une des étapes essentielles dans l'évolution des droits des femmes en France. Portée par Simone Veil, cette loi s'est imposée comme un symbole d'une société nouvelle émergeant dans les années 1970, et dans laquelle les femmes revendiquent une place égale à celle des hommes.

La deuxième double page « Cours » est consacrée au tournant politique en France entre 1974 et 1988. Elle présente tout d'abord le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) afin de comprendre les principales caractéristiques de l'alternance politique qui se met en place à partir de l'élection de François Mitterrand en 1981.

L'étude « L'alternance politique avec l'élection de François Mitterrand (1981) » a pour objectif d'illustrer ce tournant politique par l'analyse comparée des programmes, des discours, des représentations et des mesures qui distinguent les deux présidents de la République française qui se succèdent entre 1974 et 1988.

Le point de passage « 1981. L'abolition de la peine de mort » permet d'approfondir l'une des principales mesures qui incarnent l'alternance politique en 1981. Bien que la population française soit encore majoritairement favorable à la peine capitale, le candidat François Mitterrand s'engage à l'abolir lors de la campagne des élections présidentielles afin de marquer la rupture avec ses prédécesseurs de droite.

L'étude « La politique culturelle de François Mitterrand » permet de montrer que l'alternance politique s'illustre également dans le domaine culturel. Le ministre Jack Lang est en effet chargé de mettre en œuvre une politique culturelle ambitieuse qui symbolise la modernité et le projet sociétal de la gauche au pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

- **Christian Delacroix, Michelle Zancarini-Fournel**, *La France du temps présent (1945-2005)*, Belin, 2014.
Cet ouvrage constitue l'une des synthèses les plus complètes sur la période (plus particulièrement les chapitres XVII et XVIII).
- **Jean Vigreux**, *Croissance et contestations, 1958-1981*, Seuil, 2014.
- **Ludivine Bantigny**, *La France à l'heure du monde. De 1981 à nos jours*, Seuil, 2013.
Ces deux ouvrages complémentaires sont particulièrement utiles dans le cadre de ce chapitre car ils proposent à la fois une histoire politique et une histoire sociale du politique.
- **Ludivine Bantigny, Jenny Raflik, Jean Vigreux**, « La société française de 1945 à nos jours », *La Documentation photographique*, septembre-octobre 2015.
- **Élisa Capdevila, Martin Veber, Isabelle Fauduet**, « Culture, médias, pouvoirs aux États-Unis et en Europe occidentale (1945-1991) », *La Documentation photographique*, mai 2019.
Ces deux publications proposent des entrées et des ressources documentaires en lien direct avec ce chapitre, mais aussi des pistes d'ouverture intéressantes pour prolonger la réflexion sur d'autres espaces et d'autres thématiques.
- **Philippe Poirrier**, *Société et culture en France depuis 1945*, Seuil, 1998.
Ce livre propose des synthèses très pratiques sur la place des femmes, des étrangers, des jeunes, des politiques culturelles, des budgets de l'enseignement secondaire et supérieur, etc. Les données statistiques sont particulièrement intéressantes pour approfondir les études.

SITOGRAPHIE

- www.ina.fr
Le site de l'Institut national de l'audiovisuel constitue une ressource indispensable pour illustrer ce chapitre avec des reportages sur les banlieues dans les années 1970 et 1980, le discours de Simone Veil lors du vote de la loi sur l'IVG à l'Assemblée nationale, etc.

III. Corrigés

REPÈRES

p. 226-227

1. L'année 1981 est une rupture politique car les partis de gauche (socialistes et communistes) remportent les élections législatives, suite à l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. La majorité gouvernementale, composée de ministres socialistes et communistes, est ainsi soutenue par une large majorité de députés (329 sur 491) afin de mettre en œuvre rapidement les mesures du programme commun.

2. Certaines parties du territoire français sont marquées par une grande stabilité d'opinion politique. C'est notamment le cas de la Corse qui vote majoritairement pour les candidats de la droite entre 1974 et 1988, tandis que le nord de la France vote majoritairement pour les candidats de la gauche durant la même période. Néanmoins, d'autres parties du territoire français sont révélatrices de l'alternance politique au début des années 1980. Par exemple, la Bretagne et la Champagne-Ardenne passent progressivement

de la droite à la gauche lors des élections présidentielles de 1974, 1981 et 1988.

3. L'élection présidentielle est un moment politique important pour les Français. C'est l'une des élections qui rassemble les meilleurs taux de participation : plus de 87 % des électeurs se déplacent ainsi pour voter en 1974 et plus de 84 % en 1988.

ÉTUDE

Une société en mutation

p. 230-231

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Plusieurs facteurs contribuent au processus de ghettoïsation des banlieues françaises. Tout d'abord, l'État et les collectivités territoriales tentent d'éradiquer les bidonvilles qui abritent essentiellement des populations issues de l'immigration (Portugais, Algériens, etc.) en proposant des solutions de logement dans les grands ensembles situés dans les banlieues françaises. Or, à la même

période, « l'État réoriente sa politique et ses crédits vers l'aide aux ménages qui veulent accéder à la propriété individuelle de leur pavillon ». Ainsi, les banlieues françaises se transforment-elles progressivement en ghettos car elles n'accueillent plus que des populations très modestes, tandis que les classes moyennes accèdent à la propriété privée.

2. Plusieurs éléments témoignent de l'émergence de difficultés d'intégration des populations issues de l'immigration au sein de la société française. Tout d'abord, les populations issues de l'immigration font l'objet de multiples discriminations. Le décret sur le regroupement familial de 1976 dresse en effet une liste de contraintes qui témoignent d'une image péjorative des immigrés.

Ensuite, la politique de logement mise en œuvre dans les années 1970 ne favorise pas la mixité sociale. Les populations les plus modestes, qui sont souvent issues de l'immigration, sont logées dans de grands ensembles sociaux, ce qui limite les échanges entre populations d'origines et de cultures différentes.

3. De la fin des années 1960 à la fin des années 1980, l'accès à l'enseignement secondaire et supérieur se démocratise. Le taux de scolarisation à 15 ans passe ainsi de 62,1 % en 1967-1968 à 97,6 % en 1989-1990. De même, l'accès aux études supérieures des jeunes de 20 ans passe de 4 % en 1967-1968 à 35,2 % en 1989-1990. Cette évolution s'explique aussi par la part grandissante de l'accès des femmes aux universités.

4. De nouvelles formes d'engagement civique se développent chez les jeunes entre 1974 et 1988. D'abord, l'abaissement de la majorité civile en 1974 permet à plus de 2,4 millions de jeunes d'accéder au droit de vote lors des élections. Ensuite, dans la continuité des mobilisations de mai 1968, de nombreux jeunes s'engagent désormais dans le cadre d'associations et de manifestations pour défendre leurs droits. C'est notamment le cas en 1986 pour s'opposer au projet de loi Devaquet visant à réformer les universités françaises afin de mettre en œuvre une sélection des étudiants.

5. Le pouvoir politique répond aux évolutions de la société des années 1970 et 1980 en proposant des adaptations législatives. L'évolution de la place des femmes dans la société française s'accompagne en effet de lois, comme la loi Roudy de 1983 qui renforce les droits des femmes dans le domaine professionnel (recrutement, rémunération et évolution des carrières).

PARCOURS 2 : Préparer un oral

L'importance de la génération du baby-boom

Doc. 3 et doc. 4

- Doc. 3 : l'augmentation du pourcentage de jeunes scolarisés est un révélateur de l'évolution de la structure de la société avec un nouvel équilibre : plus de jeunes filles.
- Doc. 4 : le chiffre 2,4 millions de jeunes qui accèdent au droit de vote, donc qui ont entre 18 et 21 ans, est révélateur du poids de la jeunesse.
- Approfondir : faire une recherche sur la pyramide des âges de la société française des années 1970.

De nouvelles revendications sociales

Doc. 4 et doc. 5

- Doc. 4 : elles s'expriment par le vote et les manifestations. Elles réaffirment les grandes valeurs de la République, en particulier l'égalité (banderoles : hommes/femmes ; Français de souche/d'origine étrangère).
- Doc. 5 : l'accès à la vie professionnelle pour les femmes défendu par les syndicats (CFDT ici).
- Approfondir : faire une recherche sur la question des salaires.

Les réponses politiques

Doc. 3, doc. 4, doc. 5

- Doc. 3 : mesures gouvernementales, ici un décret sur les droits des immigrés.
- Doc. 4 : la loi abaissant la majorité de 21 à 18 ans.
- Doc. 5 : la loi Roudy sur l'égalité professionnelle.
- Approfondir : faire une recherche sur la question du temps de travail (39 heures et 5^e semaine de congés payés voulue par F. Mitterrand)
- <https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000000489/l-instauration-des-39-heures-et-de-la-5e-semaine-de-conges-payes.html>

SYNTHÈSE : Quelles sont les principales mutations sociales de 1974 à 1988 ?

La société française est traversée par de multiples mutations entre 1974 et 1988.

Tout d'abord, les femmes revendiquent une place plus importante et une égalité de droits avec les hommes. Elles obtiennent par exemple le droit à l'interruption volontaire de grossesse en 1975 à la suite d'une forte mobilisation des mouvements féministes tels que le Mouvement de libération des femmes (MLF). L'augmentation constante de la scolarisation des filles leur permet par ailleurs de revendiquer une place plus importante dans le

monde de l'entreprise, mais aussi le droit à l'égalité professionnelle, relayé par la loi Roudy de 1983.

En parallèle, les jeunes issus de la génération du baby-boom occupent une place de plus en plus importante dans la société française. Ces enfants qui ont grandi dans le contexte des Trente Glorieuses entrent pleinement dans la société de consommation avec la volonté de profiter du développement des loisirs et du tourisme. Par ailleurs, l'allongement de la scolarité entraîne de nouvelles formes d'engagement pour ces jeunes adultes qui exercent leur droit de vote dès l'âge de 18 ans en 1974 et s'investissent dans de multiples causes sociétales.

À l'inverse, les populations issues de l'immigration rencontrent de plus en plus de difficultés d'intégration. Si les bidonvilles disparaissent progressivement au cours des années 1970, ils sont remplacés par des banlieues à l'habitat dégradé qui favorisent une forme de ghettoïsation. Cette situation se traduit par de fortes tensions qui dégénèrent parfois en émeutes, comme à Vaulx-en-Velin en 1979.

POINT DE PASSAGE L'épidémie du sida en France : recherche, prévention et luttes politiques

p. 232-233

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La propagation du sida peut être qualifiée d'épidémie car l'augmentation du nombre de cas est exponentielle au cours des années 1980. Les premiers malades apparaissent en 1981 et dépassent le nombre de 4 000 personnes contaminées en 1988.

2. Dans sa lettre datée du 29 septembre 1984, Daniel Defert justifie la création de l'association AIDES par les nombreuses difficultés de diffusion des résultats de la recherche sur le sida. Il affirme notamment que « les médecins confinent encore leurs scrupules déontologiques à taire ou non la chose au malade ». En somme, la discrimination qui touche alors les victimes du sida est telle que certains médecins n'informent pas systématiquement les patients du diagnostic, augmentant ainsi les risques de contamination.

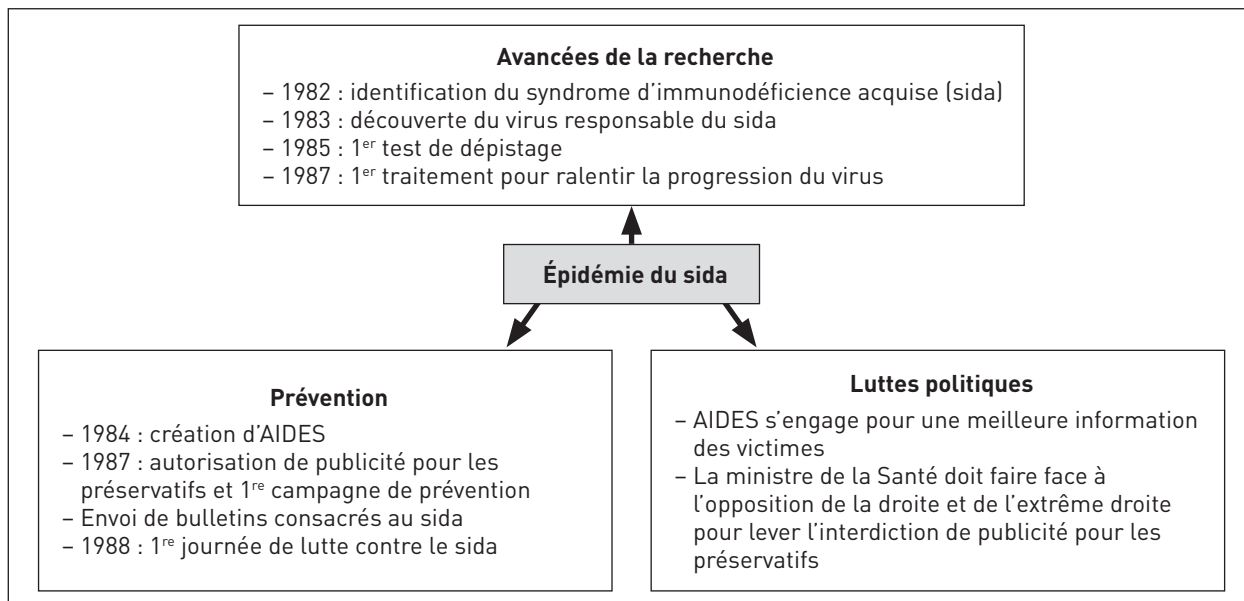
3. Face à l'augmentation du nombre de victimes de l'épidémie du sida, plusieurs actions de prévention sont mises en œuvre. Tout d'abord, des associations telles que AIDES sont créées afin d'informer les malades et faire pression sur les pouvoirs publics pour qu'ils accélèrent la recherche médicale. Ensuite, à partir de 1986, la législation évolue afin de rendre obligatoire la déclaration des maladies transmissibles, dont le sida. Ainsi, les autorités sanitaires et médicales peuvent-elles suivre l'évolution de l'épidémie et adapter la prévention

à l'évolution de la maladie. De même, l'interdiction de la publicité pour les préservatifs est levée dans la deuxième moitié des années 1980 lorsque les pouvoirs publics se rendent compte qu'il s'agit de l'un des meilleurs moyens de protection contre la maladie. Enfin, une stratégie de communication est mise en œuvre afin d'alerter la population et limiter les risques de transmission. En 1988 notamment, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) organise la première journée mondiale de lutte contre le sida. Trois ans plus tard, le ruban rouge devient un symbole de la lutte contre cette maladie. À l'échelle nationale, les premières campagnes de prévention sont organisées en 1987 et le ministère de la Santé fait même envoyer des bulletins d'information sur le sida à l'ensemble de la population française avec les factures téléphoniques.

4. Le rôle des associations est très important dans la lutte contre le sida. Dès sa création en 1984, AIDES s'impose comme l'un des principaux acteurs dans la lutte contre cette maladie en France. Dans une lettre écrite le 29 septembre 1984, son fondateur Daniel Defert fixe les principales missions de cette structure : encourager la recherche médicale, informer et défendre les malades, mais aussi organiser la prévention, plus particulièrement auprès des homosexuels qui constituent les principales victimes de la maladie. Quelques années plus tard, la ministre de la Santé Michèle Barzach reconnaît que ces associations ont été un « moteur social très important et durable », permettant aux malades de trouver un soutien et un espace d'expression que les personnels médicaux ne pouvaient pas toujours leur proposer.

5. Le combat contre cette épidémie ne se limite pas au domaine médical. Il s'agit également d'une lutte politique. D'une part, la ministre de la Santé Michèle Barzach rappelle dans son interview donnée au journal *Le Point* en 2013 qu'il relève de la responsabilité des autorités publiques « d'informer la population » et de « promouvoir le seul dispositif capable d'éviter la contamination, le préservatif ». C'est d'ailleurs pour cette raison que l'interdiction de la publicité pour les préservatifs est levée en 1987 et que la première campagne de prévention organisée par le ministère de la Santé et de la Famille a lieu la même année. D'autre part, la ministre explique également à quel point certaines mesures ont été difficiles à mettre en œuvre, notamment en raison de la « lutte contre l'extrême droite » et « ses alertes concernant une possible transmission par la salive, la sueur et les moustiques ». À cette période, le président du Front national Jean-Marie Le Pen s'illustre par l'utilisation du néologisme péjoratif « sidaïque » pour désigner les victimes du sida qui font déjà l'objet d'une importante discrimination.

PARCOURS 2 : Synthétiser des informations



SYNTHÈSE : Dans quelle mesure l'épidémie du sida est-elle révélatrice des mutations de la société française et des nouvelles formes d'engagement politique ?

L'épidémie du sida est révélatrice des mutations de la société française et des nouvelles formes d'engagement politique entre 1974 et 1988. Au début des années 1980, la maladie du sida se propage dans un premier temps parmi les homosexuels, les toxicomanes. Les préjugés et les discriminations l'emportent alors, retardant la mobilisation des pouvoirs publics. Face à cet immobilisme, de nouvelles formes d'engagement politique se mettent en place. Dès 1984, Daniel Defert lance la création de l'association AIDES en mémoire de son compagnon Michel Foucault décédé des suites du sida. Cette structure a joué un rôle important dans la mobilisation des pouvoirs politiques, l'encouragement de la recherche médicale et le soutien aux malades. D'autres associations, telles qu'*Act Up*, se développent en France quelques années plus tard avec des méthodes de mobilisation et de communication très volontaristes et adaptées au paysage audiovisuel.

POINT DE PASSAGE 1975.

La légalisation de l'interruption volontaire de grossesse

p. 234-235

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Plusieurs acteurs ont successivement porté le projet de loi relatif à l'IVG. Tout d'abord la ministre de la Santé Simone Veil, chargée par le président

de la République Valéry Giscard d'Estaing de porter ce projet de loi à l'Assemblée nationale. Quelques années plus tard, la ministre déléguée aux droits de la femme poursuit la mise en œuvre de cette loi en obtenant le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale. Ces femmes politiques sont également soutenues par de nombreuses associations féministes (comme le Mouvement de libération des femmes) qui militent pour une avancée des droits des femmes en France.

2. L'ouverture vers une légalisation de l'IVG est possible en 1975 car le contexte social et législatif est favorable. Plusieurs mesures visant à améliorer le droit des femmes ont en effet été adoptées depuis le début des années 1960. C'est notamment le cas de la fondation du planning familial en 1960, de l'autorisation de la contraception en 1967 puis de son élargissement aux mineures, mais aussi de son remboursement par la Sécurité sociale en 1974. Par ailleurs, l'historienne Michèle Riot-Sarcey précise que cette loi s'inscrit dans un contexte d'« évolution des mentalités » qui permet aux femmes d'accéder à des carrières professionnelles qui les conduisent à vouloir davantage contrôler leur maternité.

3. La revendication du droit à l'avortement s'inscrit dans une lutte plus large des femmes pour le droit à disposer de leur corps. Avant le droit à l'avortement, les femmes obtiennent un accès plus facile à la contraception, notamment depuis l'adoption de la loi Neuwirth en 1967. L'association de ces revendications se lit de manière particulièrement explicite dans le nom de l'un des mouvements qui porte ces combats : le Mouvement pour la liberté de l'avortement et la contraception (MLAC).

4. Plusieurs arguments sont avancés pour justifier l'adoption du droit à l'interruption volontaire de grossesse. D'abord, le « Manifeste des 343 » témoigne que des femmes de tout milieu social recourent couramment à l'avortement malgré son interdiction. Or ces opérations, réalisées dans la clandestinité, mettent en péril la santé physique et psychique des femmes. Dans son discours à l'Assemblée nationale du 26 novembre 1974, la ministre Simone Veil insiste également sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement d'une mesure en faveur des femmes mais d'une évolution législative qui défend « l'intérêt de la nation ».

5. Plusieurs arguments sont avancés par les opposants à la légalisation de l'IVG, et la ministre de la Santé Simone Veil tente d'y répondre point par point. D'abord, d'aucuns considèrent qu'il s'agit d'une revendication qui ne défend que l'intérêt des femmes au détriment des droits des hommes et des enfants. Ainsi, c'est l'ensemble du modèle familial qui serait menacé par cette mesure. D'autres affirment que cette légalisation pourrait entraîner une multiplication des avortements et, par conséquent, une baisse de la natalité.

PARCOURS 2 : Synthétiser des informations

Une revendication liée à l'évolution de la place des femmes dans la société
<ul style="list-style-type: none"> – Les femmes revendiquent le droit à des carrières professionnelles plus ambitieuses. – Les femmes revendiquent le droit à disposer de leurs corps.
Un contexte politique favorable
<ul style="list-style-type: none"> – Avant l'IVG, le droit à la contraception s'est assoupli en France. – L'élection de Valéry Giscard d'Estaing et la nomination de Simone Veil au ministère de la Santé favorisent l'adoption de cette loi.
Des oppositions
<ul style="list-style-type: none"> – Une crainte de la dénatalité en France. – Une crainte de voir disparaître les modèles familiaux traditionnels.

SYNTHÈSE : Pourquoi la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse constitue-t-elle un tournant dans l'évolution des droits des femmes en France ?

La légalisation de l'interruption volontaire de grossesse constitue un tournant dans l'évolution des droits des femmes en France. Cette évolution législative permet en effet aux femmes d'obtenir le droit de disposer de leur corps.

Avec la maîtrise de la contraception, les femmes peuvent choisir de mettre un enfant au monde si et quand elles le souhaitent. En 1975, l'IVG leur donne de plus la possibilité d'interrompre une grossesse non désirée. Ainsi, les femmes peuvent désormais revendiquer une sexualité indépendante de leur fonction reproductive.

Ces nouveaux droits participent de l'évolution de la place des femmes dans la société française. Elles peuvent dès lors poursuivre des études plus longues si elles le souhaitent et commencer une carrière professionnelle avant de porter leur premier enfant.

ÉTUDE L'alternance politique avec l'élection de François Mitterrand (1981)
p. 238-239

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. L'élection de 1981 constitue un tournant politique pour la gauche et un événement important pour François Mitterrand. C'est en effet la première fois que la gauche parvient à remporter l'élection présidentielle depuis le début de la V^e République en 1958. Il s'agit aussi d'une victoire marquante pour François Mitterrand. Les journaux du 11 mai 1981 témoignent de l'importance de l'événement en titrant : une « victoire historique ».

2. Valéry Giscard d'Estaing, candidat à sa réélection en 1981, est évidemment très critique envers son principal adversaire. Dans un discours prononcé lors d'un meeting organisé à Charenton-le-Pont le 6 avril 1981, il reproche au candidat socialiste de faire des promesses dont le coût pourrait conduire à la ruine de la France et de ses habitants : « l'alternative, c'est qu'on va ruiner la France [...]. 140 milliards de dépenses nouvelles, elle ne le peut pas. » Les principaux reproches adressés à François Mitterrand ne reposent donc pas tant sur la nature de son programme que sur le financement de ses propositions.

3. Les « 110 propositions pour la France » de François Mitterrand témoignent d'une volonté de rupture politique forte avec le septennat précédent. D'un point de vue économique, le candidat socialiste propose des nationalisations massives afin de reprendre le contrôle de certains secteurs industriels et bancaires considérés comme stratégiques. C'est notamment le cas de Suez et de la Société marseillaise de crédit. D'un point de vue social, François Mitterrand s'engage durant la campagne électorale à abolir la peine de mort malgré l'opposition d'une majorité de la population française. Enfin, d'un point de vue culturel, il est prévu d'autoriser les radios privées locales afin de renforcer

la liberté d'expression. Toutes ces mesures s'inscrivent dans une forme de libéralisme dans le domaine social et d'une forme de socialisme dans le domaine économique, c'est-à-dire des positions idéologiques opposées aux idées généralement associées à la droite.

4. Selon les historiens Serge Bernstein et Michel Winock, l'alternance politique de 1981 ne constitue

pas une rupture sur le plan des institutions de la V^e République. Bien que François Mitterrand ait été à l'origine des critiques les plus virulentes à l'encontre du régime politique, les auteurs notent qu'il se serait coulé « sans sourciller dans le costume institutionnel taillé aux mesures de Charles de Gaulle ». Le président de la République socialiste profite ainsi des pouvoirs que lui confère ce régime présidentiel.

PARCOURS 2 : Compléter une frise chronologique

Mai 1981 : une élection qui marque une rupture politique	1981-1982 : la gauche au pouvoir adopte des mesures qui transforment la société française	Long terme : une alternance politique aux conséquences limitées sur le plan des institutions
<p>François Mitterrand remporte l'élection présidentielle après avoir été candidat à trois reprises (1965, 1974 et 1981).</p> <p>Alternance politique entre la droite et la gauche confirmée par les élections législatives qui aboutissent à une majorité gouvernementale de gauche.</p>	<p>Dans le domaine économique (exemple : nationalisation de plusieurs entreprises).</p> <p>Dans le domaine social (exemple : abolition de la peine de mort et cinquième semaine de congés payés).</p> <p>Dans le domaine culturel (exemple : autorisation des radios privées et création de plusieurs manifestations valorisant des formes de culture populaire (fête de la Musique, fête du Cinéma)).</p>	<p>François Mitterrand ne modifie pas la Constitution afin de réduire les pouvoirs du président de la République.</p>

SYNTHÈSE : Pourquoi l'élection de François Mitterrand en 1981 constitue-t-elle une rupture dans l'histoire de la V^e République ?

L'élection de François Mitterrand en 1981 constitue une rupture dans l'histoire de la V^e République. Tout d'abord, c'est la première fois depuis 1958 qu'un candidat de gauche remporte l'élection présidentielle. C'est la première alternance politique de la V^e République. Au lendemain des résultats, la presse n'hésite pas à évoquer une « victoire historique ». Durant les premières années de son septennat, François Mitterrand fait adopter par l'Assemblée nationale une série de mesures issues de son programme électoral et visant à mettre en œuvre une politique de gauche. D'un point de vue économique, plusieurs entreprises telles que Suez sont nationalisées afin de permettre au pouvoir politique de reprendre le contrôle de certains secteurs

stratégiques. D'un point de social, le ministre de la Justice Robert Badinter est chargé de proposer un projet de loi abolissant la peine de mort. Sur le plan culturel, des mesures symboliques comme l'autorisation des radios privées locales ou la création de la fête de la Musique sont prises en direction de la jeunesse, qui a été l'un de ses principaux soutiens. Cependant, si l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République française marque une rupture dans l'histoire de la V^e République, cela ne se traduit pas par une rupture institutionnelle. Bien qu'il ait été l'un des principaux opposants au régime présidentiel voulu par le général de Gaulle en 1958, François Mitterrand ne cherche pas à modifier la Constitution.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La peine de mort n'a pas été abolie avant 1981 en France car, selon le projet de loi du 26 août 1981, « la nation tout entière, agitée depuis deux siècles de ce tourment, n'osait s'en débarrasser ». Diverses affaires criminelles, comme l'enlèvement et l'assassinat d'un enfant par Patrick Henry en 1976, conduisent l'opinion publique à réclamer le maintien de la peine capitale.

2. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer l'évolution de l'opinion publique en faveur de l'abolition de la peine de mort. D'abord, selon Carine Marcé de l'institut d'études et de sondages TNS Sofres, cette évolution s'explique par « une élévation générale du niveau d'études » car « le rejet de l'exécution capitale s'accroît avec le diplôme ». La démocratisation de l'enseignement secondaire et supérieur a joué un rôle important dans le positionnement d'une partie des jeunes citoyens français. Ensuite, la position de la commission sociale de l'épiscopat français contre la peine de mort en 1978 conduit une part importante des catholiques français à changer d'avis sur le sujet. Enfin, Jacques Chirac, dans les années 1990, ne remet pas en cause l'abolition voulue par François Mitterrand. On peut noter cependant que, malgré son recul sur la période, la part des Français favorables à la peine de mort reste majoritaire.

3. Le projet de loi portant abolition de la peine de mort en France replace cette décision dans le contexte international en précisant que « le moment est venu pour la France, qui fut si souvent à l'avant-garde des libertés et du progrès du droit, de combler le retard qu'elle a pris en ce domaine par rapport aux pays d'Europe occidentale ». La France est en effet le 35^e pays à abolir la peine de mort dans le monde, mais l'un des derniers d'Europe occidentale. Or les promoteurs de cette mesure rappellent que ce retard est en contradiction avec l'histoire d'un pays précurseur dans la défense des droits de l'Homme et l'abolition de l'esclavage.

4. Bien que François Mitterrand ait utilisé cette mesure comme l'un des marqueurs de l'alternance politique lors de la campagne électorale de 1981, l'organisation du vote sur l'abolition de la peine de mort à l'Assemblée nationale le 19 septembre 1981 montre que cette question dépasse les clivages politiques. Cette évolution législative portée par une majorité de gauche est également soutenue par une part non négligeable des députés du centre

et de la droite. Ces chiffres confirment « l'effet de génération » mentionné par Carine Marcé, qui semble être un facteur plus important que le positionnement politique sur cette question.

PARCOURS 2 : Préparer un oral

Voir les pistes proposées dans la rubrique « Aide ».

SYNTHÈSE : Pourquoi l'abolition de la peine de mort constitue-t-elle une mesure symbolique de l'alternance politique en 1981 ?

L'abolition de la peine de mort constitue une mesure symbolique de l'alternance politique en 1981. Cette mesure constitue d'ailleurs une promesse de campagne que le candidat François Mitterrand met en avant pour symboliser la rupture politique avec son prédécesseur.

Tout d'abord, cette proposition est en opposition avec la majorité de l'opinion publique mesurée par plusieurs sondages. Pourtant, malgré le risque électoral encouru, François Mitterrand se prononce en faveur de l'abolition de la peine de mort. Par ce positionnement, il entend incarner une alternative claire au candidat de la droite. De plus, il est encouragé dans cette voie par l'avocat Robert Badinter qui milite lui-même depuis plusieurs années pour cette évolution législative.

Lorsque le projet de loi est présenté en août 1981, le gouvernement met en avant un autre argument : l'image de la France dans le monde. Le texte rappelle en effet que la France a toujours été « à l'avant-garde des libertés et du progrès du droit » et qu'une telle décision a aussi pour objectif de restaurer son prestige dans le monde, un prestige qui aurait été amoindri par les mandatures précédentes.

Cependant, les résultats du vote à l'Assemblée nationale témoignent d'une rupture politique relative. De nombreux députés du centre et de la droite votent en faveur de ce texte, témoignant ainsi d'une évolution législative qui s'inscrit dans la logique des mutations de la société française et non pas uniquement dans des logiques politiciennes.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Dès son arrivée à la présidence de la République, François Mitterrand place la culture parmi les priorités de son septennat. Tout d'abord, il augmente considérablement le budget du ministère de la Culture qui passe d'environ 3 milliards de francs en 1981 à près de 10 milliards de francs en 1986. Ensuite, il s'implique personnellement dans les

dossiers culturels en lançant par exemple la préparation du bicentenaire de la Révolution française et en décidant de la construction d'une Cité internationale de la musique.

2. Sous la présidence de François Mitterrand et le ministère de Jack Lang, l'État reconnaît et valorise de nouvelles pratiques culturelles telles que l'artisanat, les « humbles et grands métiers », mais aussi le cinéma et tous les types de musique (classique, jazz, rap, hip-hop, etc.). Cette évolution s'inscrit dans une volonté de valoriser de nouvelles pratiques culturelles jusqu'alors considérées comme populaires aux côtés d'une culture dite « élitiste ».

3. Différents moyens sont mobilisés par l'État pour favoriser l'émergence d'une culture populaire. Des budgets importants sont consacrés à des projets prestigieux et parisiens, mais aussi à des programmes plus modestes et dont la mise en œuvre s'applique à l'ensemble du territoire national. La généralisation du 1 % des constructions publiques (qui prévoit de consacrer 1 % des sommes engagées pour les constructions publiques à la réalisation d'une œuvre d'art contemporaine intégrée au projet architectural) permet également d'augmenter les commandes des artistes locaux. Le ministère de la Culture lance aussi de nombreuses opérations médiatiques et festives afin de mobiliser la population autour de projets artistiques. C'est notamment le cas de la fête du Cinéma et de la fête de la Musique au cours de laquelle tous les musiciens, y compris amateurs, sont invités à jouer dans les rues.

4. La politique culturelle de François Mitterrand et de Jack Lang s'inscrit dans une volonté de rayonnement mondial pour la France. Dans sa conférence de presse du 24 septembre 1981, le président de la République annonce déjà des projets avec une forte dimension internationale : « un projet de biennale Nord-Sud », une « Cité internationale de la musique » qui sera créée dans le parc de la Villette, et une « maison pour l'Islam » qui deviendra l'Institut du monde arabe.

L'objectif est non seulement de tisser des liens avec d'autres pays du monde (notamment les anciennes colonies françaises), mais aussi de renforcer le prestige de la culture française et francophone dans le monde. La politique des grands travaux s'inscrit d'ailleurs dans cette logique en restaurant ou construisant des lieux ayant pour ambition de s'imposer comme des pôles touristiques mondiaux et de renforcer le statut de Paris comme ville mondiale. Aujourd'hui encore, le Louvre reste le musée le plus visité du monde.

PARCOURS 2 : Compléter un tableau

Valoriser de nouvelles formes de culture populaire
<ul style="list-style-type: none"> – L'artisanat, les humbles et grands métiers. – Le cinéma. – La musique sous toutes ses formes (amateurs et professionnels, classique, jazz, hip-hop, etc.).
Servir l'unité nationale
<ul style="list-style-type: none"> – La culture est intégrée en milieu scolaire comme une pratique commune au même titre que l'histoire et les mathématiques. – La culture est mobilisée dans des manifestations festives comme les commémorations du bicentenaire de la Révolution française ou bien la fête de la Musique. – Une augmentation budgétaire permet de financer des projets culturels sur l'ensemble du territoire national et pas seulement à Paris.
Contribuer au rayonnement de la culture française dans le monde
<ul style="list-style-type: none"> – La biennale Nord-Sud a pour ambition de développer une diplomatie culturelle, notamment au sein de la francophonie. – La commémoration du bicentenaire de la Révolution française vise à rappeler le rôle précurseur de la France dans la défense des droits humains. – La politique des grands travaux permet d'asseoir la place de Paris comme ville mondiale, et notamment comme capitale culturelle mondiale avec des musées parmi les plus visités du monde (le Louvre, Orsay, etc.).

SYNTHÈSE : Dans quelle mesure la politique culturelle voulue par François Mitterrand est-elle révélatrice des mutations de la société française ?

La politique culturelle défendue par François Mitterrand est révélatrice des mutations de la société française.

Tout d'abord, il s'agit d'une politique culturelle ouverte à tous les groupes sociaux qui s'inscrit dans une volonté de servir l'unité nationale. Une place importante est accordée aux pratiques culturelles des jeunes qui bénéficient d'une plus grande reconnaissance. La bande dessinée, le hip-hop et la mode sont par exemple des domaines qui se développent énormément au cours des années 1980. De même, le projet de Maison de l'Islam vise à adresser un message positif à certaines populations immigrées et originaires d'Afrique du Nord en reconnaissant l'intérêt de leurs apports culturels au sein de la société française.

Ensuite, la politique culturelle voulue par François Mitterrand a pour ambition de réconcilier deux formes de culture longtemps opposées : la culture élitiste et la culture populaire. En favorisant le développement d'une éducation artistique en milieu scolaire, le ministre de la Culture Jack Lang permet à tous les enfants, quelles que soient leurs origines sociales, de découvrir le cinéma, mais encore le théâtre et la musique afin de susciter d'éventuelles carrières dans ces domaines. La présidence de François Mitterrand est également marquée par l'apparition de manifestations culturelles festives (fête de la Musique, fête du Cinéma, journées du Patrimoine) qui sont autant d'occasions de rencontres entre citoyens français issus de milieux différents mais rassemblés autour d'une même pratique culturelle.

Enfin, la politique culturelle voulue par François Mitterrand est également ouverte aux transformations techniques et à la modernisation de la société française. Si le parc de la Villette et la cité des Sciences et de l'Industrie sont des projets initiés par ces prédécesseurs, le président de la République encourage leur réalisation. La libéralisation des ondes mise en œuvre au début du septennat contribue quant à elle à l'émergence de la musique électronique.

SUJET BAC E3C

Analyse de documents

p. 246-247

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Malgré les contraintes techniques et légales qui ont longtemps permis à l'État d'exercer un monopole dans la radiodiffusion, les « radios pirates » se multiplient au cours des années 1970. C'est notamment le cas de Radio Lorraine-Cœur-d'Acier, créée en 1979 par la Confédération générale du travail (CGT) (doc. 1). Ce phénomène conduit l'État à envisager une libéralisation des ondes qui est finalement actée par le nouveau président élu en 1981, François Mitterrand. Stéphane Hessel, membre de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, est dès lors chargé de la distribution des fréquences (doc. 2). Comment la libéralisation des ondes radio contribue-t-elle au tournant culturel des années 1980 ? Nous montrerons tout d'abord que les radios pirates s'inscrivent dans une logique de contestation politique et sociale (partie 1), mais qu'elles sont aussi révélatrices des mutations de la société française entre 1974 et 1988 (partie 2).

Tout d'abord, les radios pirates s'inscrivent dans une logique de contestation politique et sociale dans les années 1970. Radio Lorraine-Cœur-

d'Acier (doc. 1) est en effet initiée par un syndicat (la Confédération générale du travail) afin d'accompagner la lutte des ouvriers contre les fermetures d'usines sidérurgiques dans la ville de Longwy. Ces luttes syndicales s'inscrivent dans le contexte de la crise économique des années 1970 qui fait suite à la période des Trente Glorieuses. La France connaît une vague de désindustrialisation avec un déclin du monde ouvrier au profit du secteur tertiaire. La question des radios pirates devient rapidement un débat politique qui oppose la droite et la gauche à la fin des années 1970 et lors de la campagne électorale de 1981. Stéphane Hessel explique dans son témoignage que « le parti socialiste avait milité avant l'élection présidentielle pour que les radios puissent devenir une source plus grande de liberté de communication », tandis que la droite tentait de protéger le monopole de l'État dans ce secteur. Dès lors, après la victoire de François Mitterrand en 1981, la libéralisation des ondes est décidée et mise en œuvre par la loi sur la communication audiovisuelle adoptée en 1982. Ces nouvelles dispositions législatives permettent non seulement le développement de nouvelles radios (comme NRJ dès 1981) mais aussi la création de nouvelles chaînes de télévision telles que Canal+ en 1974.

Dès lors, les dizaines de radios libres qui se multiplient au début des années 1980 sont révélatrices du tournant culturel de la période. Le texte imprimé sur l'autocollant de Radio Lorraine-Cœur-d'Acier (doc. 1) illustre tout particulièrement cette tendance. Il précise en effet que cette radio est « ouverte à tous sans aucune exclusive », ce qui signifie qu'il s'agit d'une radio participative visant à porter la voix des auditeurs et non plus seulement à transmettre les informations officielles de l'État. Une contre-culture s'affirme ainsi progressivement en contestation à une culture de masse. Le succès est d'ailleurs immédiat puisque Stéphane Hessel précise qu'« il y avait alors près de cinq fois plus de demandes que de fréquences possibles ».

Cette nouvelle forme de liberté d'expression semble donc répondre à une attente forte de la société française qui s'est également exprimée sous d'autres formes, notamment lors des nombreuses manifestations et marches organisées dans les années 1980. C'est par exemple le cas en 1986 pour contester la loi Devaquet visant à réformer l'université française. La libéralisation des ondes donne donc l'occasion à de nombreux groupes sociaux de s'exprimer et de porter leurs revendications. La Haute Autorité de la communication audiovisuelle avait d'ailleurs pour mission, selon Stéphane Hessel, « de faire en sorte qu'aient accès aux ondes ceux qui n'avaient généralement pas accès à la radio, par exemple, les associations

d’immigrés ». L’un des objectifs de ces radios associatives est ainsi de favoriser la visibilité et de lutter contre les discriminations subies par les populations issues de l’immigration, mais aussi par les femmes et les jeunes.

La libéralisation des ondes a donc fortement contribué au tournant culturel des années 1980 et à la transformation du paysage audiovisuel français. Si les radios pirates sont d’abord apparues dans une logique de contestation politique et sociale au

cours des années 1970, l’affirmation des radios libres à partir du début des années 1980 a favorisé une meilleure représentation de nouveaux groupes sociaux dans les médias. Cependant, bien que ces nouveaux médias se soient construits dans une logique alternative entre 1974 et 1988, ils ont été rapidement concurrencés par une logique commerciale. Dès lors, de nombreuses radios associatives ont disparu au profit de radios appartenant à de grands groupes privés.

SUJET BLANC : Montrez que la lutte contre l’épidémie du sida n’est pas seulement médicale mais aussi politique.

Proposition de plan détaillé :

PLAN	DOCUMENTS	CONNAISSANCES
I. La lutte contre l’épidémie du sida est médicale	<p>Doc. 6. « Il fallait, en premier lieu, informer la population de l’existence d’une nouvelle affection et de ses modes de contamination. »</p> <p>Doc. 6. « Comme la maladie se transmettait par voie sexuelle, il fallait promouvoir le seul dispositif capable d’éviter la contamination, le préservatif. »</p>	<p>- Les premiers cas de victimes du sida apparaissent en 1981. Ce sont essentiellement des homosexuels masculins, des toxicomanes et des hémophiles.</p> <p>- Ce n’est qu’en 1983 que le virus responsable du sida est découvert par une équipe de l’institut Pasteur en France.</p>
II. La lutte contre l’épidémie du sida est politique	<p>Doc. 6. « Cette maladie [...] a suscité beaucoup de fantasmes et de discriminations [...]. La lutte contre l’extrême droite a été rude. »</p> <p>Doc. 6. « Sa publicité était interdite depuis longtemps, car il était considéré comme un anticonceptionnel. Il a donc fallu faire voter une loi. »</p> <p>Doc. 5. Les premières campagnes de prévention sont réalisées par le ministère de la Santé et de la Famille et le Comité français d’éducation pour la santé en 1987.</p>	<p>- Le président du Front national Jean-Marie Le Pen utilise le terme péjoratif « sidaïque » pour qualifier les malades du sida.</p> <p>- La loi permettant de lever l’interdiction de publicité pour les préservatifs est votée en 1987.</p> <p>- L’association AIDES est créée en 1984 afin d’encourager la recherche mais aussi soutenir les victimes de l’épidémie.</p>

SUJET BAC E3C

Réponse à une question problématisée

p. 248

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Lors du second tour de l’élection présidentielle en 1974, Valéry Giscard d’Estaing se présente comme « le président de tous les Français ». Le slogan a certes pour ambition de rassembler les électeurs derrière sa candidature, mais il témoigne également des divisions de la société française. De nouvelles catégories sociales s’affirment en effet au cours des Trente Glorieuses en France. Les femmes, les jeunes et les immigrés revendiquent une place et des droits plus importants, contribuant ainsi à l’émergence progressive d’un nouveau modèle de

société. Lorsqu’il est élu président de la République française en 1974, Valéry Giscard d’Estaing a 48 ans et incarne un renouvellement politique susceptible de répondre aux attentes de cette société en mutation. Il est cependant remplacé en 1981 par François Mitterrand dont le premier mandat se termine en 1988. Cette période est marquée par d’importantes transformations de la société française qu’il convient de comprendre. Pour cela, nous étudierons tout d’abord le combat des femmes pour obtenir de nouveaux droits (partie 1), tandis que la démocratisation de l’enseignement secondaire et supérieur contribue à l’affirmation de la place des jeunes au sein de la société française (partie 2). À l’inverse, nous verrons que la crise économique des années 1970 a pour conséquence l’apparition de nouvelles difficultés d’intégration pour les immigrés (partie 3).

Tout d’abord, les femmes revendiquent de nouveaux droits et obtiennent une place plus importante dans la société française entre 1974 et 1988. L’allongement de la scolarité des filles et la progression des femmes sur le marché du travail sont un premier pas vers plus d’égalité entre les femmes et les hommes. Françoise Giroud est nommée secrétaire d’État à la condition féminine entre 1974 et 1976 ; Marguerite Yourcenar est la première femme élue membre de l’Académie française en 1980. Par ailleurs, la contraception élargie aux mineures et remboursée par la Sécurité sociale en 1974, puis la loi Veil légalisant l’interruption volontaire de grossesse en 1975 contribuent à l’affirmation de nouveaux modèles familiaux.

Les jeunes, qui représentent une part plus importante dans la population du fait du baby-boom, revendiquent également une place plus importante dans la société française. Leur combat s’inscrit dans le contexte d’une démocratisation de l’enseignement secondaire et supérieur, notamment suite à la mise en place du collège unique en 1975. En 1977, seulement 27 % des jeunes âgés de 18 ans sont scolarisés ; ils sont plus de 70 % en 1988. Une telle progression de la formation contribue à l’émergence d’une jeunesse particulièrement engagée qui obtient l’abaissement de la majorité de 21 à 18 ans en 1974 et qui s’investit dans de nombreuses manifestations, notamment contre le projet de loi Devaquet visant à réformer les universités françaises en 1986.

Alors que les femmes et les jeunes occupent une place plus importante dans la société française de 1974 à 1988, les immigrés font l’objet de ségrégations et rencontrent des difficultés d’intégration. La crise économique des années 1970 se traduit en effet par une montée du chômage qui touche plus particulièrement les populations issues de l’immigration. Regroupées dans des logements sociaux en banlieue, elles sont victimes d’une forme de ghettoïsation. La discrimination à leur encontre engendre parfois des violences urbaines, comme à Vaulx-en-Velin en 1979. Elle donne aussi naissance à de nouvelles formes d’engagement, par exemple à travers la « Marche pour l’égalité et contre le racisme » de 1983 et la création de l’association « SOS Racisme » en 1984 avec son slogan « Touche pas à mon pote ».

La société française est marquée par de nombreuses mutations entre 1974 et 1988. Suite au baby-boom et aux événements de Mai 68, les femmes et les jeunes portent de nouvelles revendications et obtiennent de nouveaux droits. À l’inverse, la crise économique des années 1970 entraîne de nombreuses difficultés d’intégration pour les immigrés. Dans tous les cas, ces mutations se sont traduites par de nouveaux questionnements politiques qui ont donné lieu à de multiples réformes, sans pour autant parvenir à supprimer les inégalités entre les femmes et les hommes, ni les discriminations à l’encontre des populations issues de l’immigration.

SUJET BLANC : Quelles sont les conséquences politiques des mutations de la société française de 1974 à 1988 ?

Proposition de plan détaillé :

PLAN	CONNAISSANCES
I. L’émergence de nouvelles problématiques politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Une lente progression de la représentativité politique des femmes : création d’un secrétariat d’État à la Condition féminine en 1974 ; adoption d’une loi pour l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes en 1983. - Des difficultés d’intégration des populations issues de l’immigration dans le contexte de la crise économique. Un secrétariat des travailleurs immigrés est créé en 1974, mais le chômage continue à toucher majoritairement cette catégorie de population qui fait l’objet de nombreuses discriminations.
II. L’affirmation de nouvelles formes d’action politique	<ul style="list-style-type: none"> - Apparition et développement d’associations militantes telles que SOS Racisme ou AIDES en 1984. - Un renouveau des mouvements sociaux : importantes mobilisations autour de la « Marche pour l’égalité et contre le racisme » ou encore contre la loi Devaquet.
III. Une recomposition du paysage politique	<ul style="list-style-type: none"> - Émergence de nouvelles forces politiques (Front national, écologistes) dans le contexte de la crise économique et sociale. - Alternance politique entre la droite et la gauche avec l’élection de François Mitterrand en 1981. L’espoir suscité par cette victoire est cependant de courte durée et la déception des électeurs se traduit par la victoire de la droite aux élections législatives de 1986 et l’instauration de la première cohabitation.

1. Plusieurs éléments permettent d'affirmer l'existence d'une « culture jeune ». Depuis plusieurs siècles, il existe des « pratiques propres aux jeunes » telles que les bals populaires et les fêtes de mai. Or, à partir des années 1960, la jeunesse occidentale se caractérise par ses loisirs et sa sociabilité, et plus particulièrement par l'écoute d'une musique qui leur est destinée : yé-yé dans les années 1960, rock et punk dans les années 1970 et enfin popularisation du hip-hop et rap à partir des années 1980.

2. La jeunesse constitue certes un groupe social spécifique, mais elle n'en est pas moins plurielle. L'historienne Ludivine Bantigny précise en effet que les pratiques et loisirs de la « jeunesse occidentale » ne sont pas forcément partagés par les jeunes appartenant à d'autres aires civilisationnelles. De même, « les différences d'ordre social et économique restent prégnantes sur les comportements culturels ». En somme, les jeunes en milieu urbain ou rural, les jeunes d'origine sociale aisée ou modeste, partagent peut-être les mêmes références culturelles, mais n'ont pas forcément les mêmes pratiques culturelles.

Comment les puissances répondent-elles aux défis du monde contemporain depuis la fin de la guerre froide ?

I. Introduction

Ce chapitre vise à éclairer les tensions d'un monde devenu progressivement multipolaire en analysant le jeu et la hiérarchie des puissances. Seront mises au jour les formes et l'étendue des conflits ainsi que les conditions et les enjeux de la coopération internationale.

On mettra en perspective : les nouvelles formes de conflits (terrorisme, conflits asymétriques et renouvellement de l'affrontement des puissances) ; les crimes de masse et les génocides (guerres en ex-Yougoslavie, génocide des Tutsis) ; l'effort pour mettre en place une gouvernance mondiale face aux défis contemporains (justice internationale, réfugiés, environnement). Le chapitre s'appuie sur deux PPO : la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud et le 11 septembre 2001.

L'image d'ouverture de chapitre montre des soldats réunis en 2018 dans le cadre d'un exercice militaire conjoint entre l'URSS, la Chine et la Mongolie. Cette photographie souligne les logiques de coopération régionale qui se mettent en place dans une géopolitique mondiale en constante évolution et où de nouvelles puissances s'imposent face à l'hyperpuissance américaine. La double page « Repères » permet de situer le chapitre dans son contexte chronologique et spatial par la confrontation de deux planisphères, l'un centré sur les États-Unis pour souligner la mise en place d'un nouvel ordre américain en 1991 ; l'autre, en projection polaire, qui souligne les multiples défis à surmonter par la communauté internationale dans un monde devenu multipolaire. L'étude consacrée à la guerre du Golfe est l'occasion d'interroger la puissance américaine alors que la guerre froide prend fin et qu'un nouvel ordre mondial s'installe, caractérisé par davantage de multilatéralisme. Pour autant, les conflits perdurent sous des formes intra-étatiques comme dans les Balkans où, comme le montre l'étude sur le jugement des criminels de guerre en ex-Yougoslavie, l'ONU impose que les coupables soient poursuivis et jugés devant une instance judiciaire internationale *ad hoc*, le TPIY. La fin du régime d'Apartheid en Afrique du Sud (voir p. 262-263) s'explique en partie par le bouleversement de la géopolitique mondiale et la pression grandissante de la communauté internationale. Le 11 septembre 2001 marque une rupture dans l'équilibre mondial installé depuis la fin de la guerre froide (voir p. 266) et l'émergence de nouveaux acteurs non-étatiques dans les relations internationales. Dans le monde contemporain, le Moyen-Orient, auquel est consacrée une étude, reste la région la plus conflictuelle au monde. Face aux défis et aux menaces du monde contemporain, une opinion publique mondiale est en train de s'affirmer et cherche à peser sur les États, comme le montre l'étude p. 270-271.

II. Du programme au manuel

L'ouverture du chapitre présente une photographie qui témoigne de la mise en place de partenariats et de coopérations régionales, y compris dans le domaine militaire. Dans un monde multipolaire, les puissances se concurrencent ou s'entraident.

La double page « Mots clés » présente les définitions et contexte des quatre notions centrales du chapitre : puissance, conflictualité, gouvernance mondiale, mondialisation.

La double page « Repères » suit la logique des cours : la carte 1 montre un monde centré sur les États-Unis, unique hyperpuissance, qui témoigne de la mise en place d'un nouvel ordre mondial après 1991. La carte 2 montre les nouvelles tensions et multipolarités depuis 2001.

La première double page « Cours » présente la nouvelle hiérarchie des puissances née de la fin de la guerre froide dans un monde devenu plus complexe, mais où de nouvelles formes de coopérations s'affirment.

L'étude « La guerre du Golfe, une victoire américaine ? » interroge les éléments de la puissance américaine et le nouvel ordre mondial voulu par les États-Unis, non exempt de contestations.

L'étude « Juger les crimes de masse en ex-Yougoslavie : le TPIY » souligne à la fois les nouvelles formes de conflictualité nées de la fin de la guerre froide mais aussi le nouveau rôle que l'ONU entend endosser. Ne pouvant imposer la paix, l'organisation entend en revanche que les crimes de masse soient jugés devant une instance judiciaire internationale créée à cet effet.

Le point de passage « La fin de l'Apartheid en Afrique du Sud » permet de montrer l'impact que peut avoir l'action concertée de la communauté internationale dans un contexte favorable (fin de la guerre froide et arrivée au pouvoir d'un réformateur).

La seconde double page « Cours » porte sur les nouveaux défis et acteurs dans le monde contemporain en montrant les enjeux géopolitiques dans un monde multipolaire, les défis économiques face aux inégalités qui persistent et l'urgence climatique.

Le point de passage « Le 11 septembre 2001 » montre la rupture que constituent les attentats revendiqués par Al-Qaïda : leur impact aux États-Unis mais aussi dans le monde puisqu'ils impliquent une nouvelle stratégie de défense américaine.

L'étude « Le Moyen-Orient, un foyer de conflits » permet d'expliquer pourquoi cette région est toujours la plus conflictuelle au monde, ainsi la multiplicité des acteurs qui y interviennent.

L'étude « L'émergence d'une opinion publique mondiale » montre le rôle croissant des acteurs non-étatiques dans l'expression d'une citoyenneté transnationale.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- **Pascal Boniface**, *Atlas des relations internationales*, Armand Colin, 2018.
- **Michel Foucher**, *Le Retour des frontières*, Paris, Perrin, 2016.
- **Béatrice Giblin**, *Les Conflits dans le monde. Approche géopolitique*, Armand Colin, 2016.

Ouvrages thématiques

- **Fabrice Balanche**, « Géopolitique du Moyen-Orient », *Documentation photographique*, n° 8102, novembre-décembre 2014.
- **Hélène Dumas**, *Le Génocide au village*, Seuil, 2014.
- **Abdelaslem El Difroui**, *Le Djihadisme*, Que sais-je ?, PUF, 2016.
- **Philippe Gervais-Lambony**, « Afrique du Sud : entre héritages et émergence », *Documentation photographique*, n° 8088, juillet-août 2012.
- **Chapour Haghighat**, *Histoire de la crise du Golfe. Des origines aux conséquences*, Complexe, 1992.
- **François Géménne, Aleksandar Rankovic**, *Atlas de l'Anthropocène*, Presses de Science Po, 2018.
- **Philippe Ryfman**, *Les ONG*, La Découverte, 2014.

III. Corrigés

REPÈRES

p. 254-255

1. Les États-Unis sont une puissance nucléaire, détentrice d'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Membres du G7 et du G20, ils disposent d'une force de projection mondiale, symbolisée par la présence de flottes militaires dans tous les océans du globe. Ils ont tissé un réseau de partenariats et d'alliances multiples à l'échelle internationale. Une gouvernance collective se met en place avec lenteur.

2. L'ancienne organisation fondée sur la bipolarisation n'est plus. Les États-Unis apparaissent comme la seule hyperpuissance dans un monde unipolaire où des puissances concurrentes tentent d'émerger avec difficulté. De nouveaux acteurs apparaissent sur la scène internationale et les conflits régionaux perdurent en Afrique et au Moyen-Orient.

3. Au début du ^{xxi}e siècle, le monde est confronté à de nouveaux défis et de nouvelles menaces : irruption d'un terrorisme islamiste de masse, États défaillants, conflictualité grandissante et diffuse,

inégalités économiques et sociales qui alimentent les flux migratoires. L'urgence climatique impose des mesures collectives drastiques.

ÉTUDE La guerre du Golfe, une victoire américaine ? p. 258-259

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Les acteurs de la guerre du Golfe sont l'Irak, le pays agresseur, le Koweït, le pays agressé, et les pays de la coalition internationale emmenée par les États-Unis et autorisée par l'ONU.

2. Les objectifs du conflit sont, d'après le président George Bush :

- « maintenir la primauté du droit » : rétablir le Koweït dans ses frontières ;
- « défendre des intérêts vitaux » : le Moyen-Orient est la première réserve d'hydrocarbures ;
- « s'orienter vers une période historique de coopération » : une intervention militaire acceptée par tous ;
- établir une nouvelle ère « moins menacée par la terreur, plus forte dans la recherche de la justice et plus sûre dans la quête de la paix, où tous les pays du monde peuvent prospérer et vivre en harmonie » : fin de la guerre froide ;
- créer « un monde où les États reconnaissent la responsabilité commune de garantir la liberté et la justice » : multilatéralisme.

Ce que l'on peut résumer par la formule de « nouvel ordre mondial » caractérisé par la coopération et le multilatéralisme mais dominé par les États-Unis (« ne se laisseront pas intimider »).

3. Le Moyen-Orient recèle la première réserve d'hydrocarbures au monde et donc « des intérêts communs vitaux ». L'agression irakienne constitue une menace majeure dans une région où les États-Unis comptent alliés (Arabie saoudite) mais aussi ennemis (Iran).

4. La guerre du Golfe, bien qu'autorisée par l'ONU, est aussi dénoncée comme une opération aux intérêts purement économiques visant à préserver les intérêts des grandes compagnies pétrolières. C'est ce que dénoncent les slogans brandis par les manifestants : « 200 000 Irakiens sont morts pour les profits pétroliers des compagnies américaines ».

PARCOURS 2 : Analyser un discours

L'anaphore de la fin du discours, « les États-Unis et le monde », montre le rôle prédominant que le pays entend jouer dans ce « nouvel ordre mondial » né de la fin de la guerre froide. En tant qu'hyperpuissance, c'est à eux que revient le rôle de gendarme du monde : pour la défense des « intérêts vitaux », de la « primauté du droit » contre « l'agression ».

SYNTHÈSE : Dans quelle mesure le règlement de la guerre du Golfe illustre-t-il la mise en place d'un nouvel ordre mondial américain ?

La victoire contre l'Irak, dans le cadre d'une intervention militaire décidée par l'ONU, est perçue comme une victoire américaine. Elle témoigne cependant d'une gestion plus multilatérale des relations internationales.

La victoire est l'occasion pour le président américain G. H. Bush de définir les grandes lignes du « nouvel ordre mondial » tel qu'il s'établit à la fin de la guerre froide, alors que l'URSS est en train de disparaître et que les États-Unis apparaissent comme l'unique hyperpuissance.

ÉTUDE Juger les crimes de masse en ex-Yougoslavie : le TPIY p. 260-261

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La guerre des Balkans a pour origine, à partir de 1991, la sécession de plusieurs nationalités souhaitant quitter la Fédération yougoslave (Slovénie, Croatie, Bosnie). Cet éclatement de la Yougoslavie aboutit à une série de guerres civiles (doc. 2) marquées par de nombreux crimes de guerre (génocide, crimes contre l'humanité et viols, doc. 1 et 5) et une recomposition des frontières (Kosovo, Macédoine, doc. 2).

2. Les conflits des Balkans ont eu comme conséquence l'implosion de la Yougoslavie, la naissance de nouveaux États, sur des bases nationales, après des guerres civiles qui opposent Serbie, Croatie et Bosnie. Les guerres se caractérisent par « des tueries massives », « des viols massifs », des pratiques de « nettoyage ethnique » et même de « génocide » avec le massacre de Srebrenica. Elles entraînent des déplacements de population : 700 000 Serbes, 400 000 Croates, plus de 300 000 Albanais. Au total, 2 millions de personnes ont quitté leur foyer sans espoir de retour.

3. L'ONU décide, en mai 1993, la création d'un Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), afin de poursuivre et juger les personnes ayant violé le droit international humanitaire sur le territoire de l'ex-Yougoslavie à compter du 1^{er} janvier 1991 (résolution 827). L'article 2 du statut du tribunal précise qu'il est habilité à poursuivre toute personne accusée d'infractions graves aux Conventions de Genève fixant les lois et coutumes de la guerre : génocide, crimes contre l'humanité, homicides, tortures, traitements inhumains, destruction ou appropriation des biens, prises d'otages, etc.

4. Rodovan Karadzic, ancien président de la République serbe de Bosnie, général de l'armée serbe, après avoir fui la justice pendant plusieurs années, est arrêté en 2008. Il est condamné à quarante ans de prison pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Pour le secrétaire général de l'ONU, ce verdict « envoie un signal fort à tous ceux qui sont en position de responsabilité, leur indiquant qu'on leur demandera des comptes pour leurs actes » : plus d'impunité pour les criminels de guerre quelle que soit leur position.

PARCOURS 2 : Mettre un événement en perspective

Le TPIY constitue une étape importante dans la mise en place d'une justice internationale. C'est le premier tribunal international chargé de juger les auteurs de crimes de masse (crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide) depuis les tribunaux de Nuremberg et de Tokyo. Il montre que, dorénavant, plus aucun responsable politique ou militaire ne pourra échapper à la justice s'il s'est rendu coupable de ce type de crimes.

SYNTHÈSE : Quels sont les enjeux de la mise en place du TPIY ?

Les conflits qui éclatent dans les Balkans dans les années 1990 font resurgir des crimes de masse que l'Europe voulait croire à jamais révolus à l'intérieur de ses frontières. L'incapacité de l'ONU à mettre un terme aux violences n'empêche pas l'Organisation de mettre en place en 1993 un tribunal international dans le but de juger les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité dans la région. En effet, c'est la jurisprudence de Nuremberg qui est reprise et confirmée. Dorénavant, les responsables doivent rendre compte de leurs actes commis en temps de guerre et ce quelle que soit leur fonction dans la hiérarchie politique et militaire. C'est ce que prouve notamment l'arrestation de Slobodan Milosevic, ancien chef d'État de la Serbie pendant le conflit, et sa comparution devant le tribunal en 1999.

POINT DE PASSAGE La fin de l'Apartheid en Afrique du Sud p. 262-263

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Le régime d'Apartheid est un régime ségrégationniste blanc qui établit dans la loi des droits inégaux selon la couleur de peau des Sud-Africains. De nombreux lieux sont par exemple interdits à la mixité « raciale », comme les transports publics ou les plages (doc. 2).

2. Dans les années 1990, le bouleversement de la géopolitique mondiale, avec la disparition de l'URSS et la réaffirmation de l'ONU comme acteur majeur des relations internationales, change la donne. Mis au ban de la communauté internationale depuis plusieurs années (exclusion de l'Assemblée générale de l'ONU en 1974, sanctions commerciales depuis 1985), régulièrement stipendié lors de manifestations comme en août 1986 à Düsseldorf, le régime sud-africain est fragilisé.

3. Les deux principaux artisans de la fin de l'Apartheid sont Frederick de Klerk, arrivé au pouvoir en 1989, et Nelson Mandela, leader de l'ANC et plus ancien prisonnier politique au monde (condamné en 1963 à la prison à vie pour son activisme anti-Apartheid). Dès son élection, de Klerk affirme son intention d'un « changement drastique » dans les institutions et sa volonté de libérer Mandela pour en faire son interlocuteur dans la transition politique qu'il entend mener. La libération de Mandela et sa participation au processus de transition permettent un passage pacifique à la démocratie. Les deux hommes reçoivent conjointement le Prix Nobel de la paix en 1993. Mandela est élu président à la suite des élections d'avril 1994.

4. Pour de Klerk, cela passe par « une Constitution nouvelle et juste qui permettra à tous les habitants de jouir à égalité des mêmes droits, traitements et possibilités dans tous les domaines – constitutionnel, social et économique ». Pour Mandela, il s'agit de « réduire les abîmes » entre Blancs et Noirs, d'obtenir, après « l'émancipation politique », la fin de « l'esclavage, de la pauvreté, de la privation, de la souffrance, de la discrimination » et de construire une « nation arc-en-ciel ».

PARCOURS 2 : Mener une recherche personnelle

Nelson Mandela (1918-2013)

Avocat, il accède à la tête du Congrès national africain (ANC) au moment de la mise en place de l'Apartheid qu'il combat. En 1964, il est condamné à la prison à vie pour sabotage, trahison et complot. Durant toute sa captivité, il refuse d'être libéré contre le renoncement public à la lutte anti-Apartheid. Libéré le 11 février 1990, il œuvre à l'abolition du régime ségrégationniste et à la mise en place de la démocratie. Il est élu président de la République en 1994, poste qu'il occupe jusqu'en 1999.

Synthèse : Comment l'Apartheid a-t-il pris fin en Afrique du Sud ?

Plusieurs facteurs expliquent la fin du système d'Apartheid en Afrique du Sud :

- des facteurs externes : le bouleversement de la géopolitique mondiale avec la fin de la guerre froide et un rééquilibrage des relations internationales au profit de l'ONU, le poids de l'opinion publique mondiale ;
- des facteurs internes : isolement diplomatique et économique de plus en plus difficile à supporter, élections qui amènent au pouvoir un réformateur, de Klerk, lequel en libérant Mandela, héros de la lutte contre l'Apartheid, assure une transition politique pacifique.

POINT DE PASSAGE

Le 11 septembre 2001

p. 266-267

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Les attentats du 11 septembre 2001 désignent un ensemble d'événements qui se sont déroulés de manière concomitante sur le sol des États-Unis : le détournement de quatre avions de ligne par des terroristes islamistes afin de les retourner contre des bâtiments civils, politiques et militaires : les tours du WTC à New York, le Pentagone à Arlington (Virginie), la Maison Blanche à Washington (cible non atteinte). Ces attentats sont revendiqués par le réseau Al-Qaïda dirigé par le Saoudien Oussama Ben Laden qui prétend, au nom de l'islam, lutter contre « les valeurs de la civilisation occidentale sous la domination de l'Amérique ». Dans son appel au djihad, il englobe la lutte contre les « Juifs », nécessaire à la « sécurité de la Palestine ».

2. Les attentats sont un traumatisme aux États-Unis qui, depuis Pearl Harbor, n'avaient jamais été atteints directement sur leur sol par un acteur étranger. Ils sont perçus et présentés par la presse comme un acte de guerre. La réponse américaine :
 – un ultimatum au régime taliban en Afghanistan ;
 – une nouvelle stratégie globale : la guerre préventive contre la terreur ;
 – un retour à l'unilatéralisme porté par une vision manichéenne du monde.

3. Al-Qaïda adopte une stratégie de « guerre irrégulière » ou asymétrique, en utilisant l'arme du terrorisme de masse qui vise les civils et choisit des cibles symboliques. L'organisation islamiste s'appuie aussi sur l'arme de la communication. À l'heure de l'information mondialisée, les attentats sont vécus en directs sur toutes les télévisions du monde. Ils démontrent la fragilité de l'hyperpuissance américaine qui n'a pas su anticiper (la CIA est d'ailleurs mise en cause), et qui n'a pas non plus pris la mesure de la menace représentée par ces nouveaux acteurs de relations internationales que sont les organisations terroristes.

PARCOURS 2 : Mettre un événement en perspective

Les attentats du 11 septembre 2001 constituent une rupture dans les relations internationales à plusieurs titres. Ils remettent en cause le « nouvel ordre mondial » américain établi en 1991, à l'issue de la guerre du Golfe. L'hyperpuissance voit sa domination contestée et les symboles de sa puissance attaqués. Les attentats illustrent également l'irruption sur la scène internationale de nouveaux acteurs non-étatiques. Par la terreur, Al-Qaïda (créé en Afghanistan en 1987 durant la guerre contre l'URSS), avec à sa tête le milliardaire saoudien Oussama Ben Laden, impose son discours politique sur la scène médiatique mondiale. Enfin, l'attaque impose aux États-Unis une contre-attaque. Elle passe par l'intervention militaire en Afghanistan mais plus globalement par une redéfinition de la stratégie américaine globale : guerre préventive contre la terreur, unilatéralisme assumé.

SYNTHÈSE : Dans quelle mesure les attentats du 11 septembre 2001 sont-ils révélateurs des nouvelles formes de conflictualité dans le monde contemporain ?

Les attentats du 11 septembre 2001 témoignent d'une conflictualité et d'une violence diffuses dont les formes sont en permanente évolution. Ils sont à l'origine d'un recours inédit (dans les sociétés occidentales) à la violence contre les civils. Le 11 septembre 2001, c'est la première fois que des kamikazes transforment des avions de ligne en avions suicide. Depuis cette date, les attaques terroristes se sont multipliées dans les pays occidentaux, notamment sous la forme d'attentats suicide. Au Moyen-Orient, dans la zone sahélienne en Afrique, au Nigeria, les groupes terroristes continuent de faire régner la terreur, imposant la création de coalitions internationales pour les combattre.

ÉTUDE Le Moyen-Orient, un foyer de conflits

p. 268-269

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Des facteurs multiples expliquent la conflictualité au Moyen-Orient :

- la diversité ethnique : populations arabe, kurde, perse, turque, juive ;
- la diversité religieuse : musulmans sunnites et chiites, juifs (Israël), chrétiens disséminés en petites communautés ;

- la présence de lieux saints des trois religions monothéistes ;
- région stratégique : réserves de pétrole (Arabie saoudite, Koweït, Irak, Iran), passages stratégiques majeurs (détroits d'Ormouz et de Bab-el-Mandeb, canal de Suez) ;
- les logiques de puissance entre acteurs régionaux ;
- les revendications nationales : Palestiniens, Kurdes ;
- la présence d'acteurs non-étatiques : organisations terroristes notamment l'État islamique (EI) ;
- les flux de réfugiés qui déstabilisent les équilibres ;
- les interventions de puissances étrangères : intervention américaine en Irak (2003-2011), coalition internationale contre l'EI (depuis 2014).

2. Les accords d'Oslo prévoient la reconnaissance par l'État d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), en tant que représentant du peuple palestinien, de « leurs droits légitimes et politiques mutuels » à vivre « dans un climat de coexistence pacifique » et de sécurité. Il est reconnu une autorité palestinienne autonome, élue, pour les territoires de Cisjordanie et de Gaza, lesquels sont évacués par les forces militaires israéliennes. Ces accords n'ont qu'en partie été respectés : l'Autorité palestinienne existe mais elle est aujourd'hui divisée (OLP en Cisjordanie, Hamas à Gaza). L'État palestinien n'a pas vu le jour. Les territoires n'ont pas été entièrement évacués et les colonies juives s'y multiplient.

3. Au Moyen-Orient, les logiques régionales jouent un rôle important dans la conflictualité latente : opposition des puissances sunnite/chiite (Arabie saoudite/Irak), conflit israélo-palestinien latent, Turquie opposée à la naissance d'un État kurde.

4. Les interventions étrangères s'expliquent par le caractère stratégique de la région et des risques que ferait courir sa déstabilisation. Les États-Unis sont intervenus trois fois (guerre du Golfe, guerre en Irak, coalition internationale contre l'EI). Cependant, depuis le début des années 2010, ils se voient concurrencer dans la région par la politique d'influence menée par la Russie de Poutine qui espère « engranger des dividendes de nature économique ».

PARCOURS 2 : Comprendre un traité international

Les accords d'Oslo sont historiques car il s'agit de la première reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. Jusqu'alors, l'État israélien refusait les négociations avec une organisation terroriste, et ce bien que l'OLP ait officiellement renoncé à la violence depuis 1988. Pourtant, l'OLP rechigne

à supprimer de sa charte les articles appelant à l'anéantissement d'Israël.

Les accords d'Oslo obligent chacun des deux acteurs à reconnaître à l'autre le droit à l'existence et à la sécurité.

SYNTHÈSE : Pour quelles raisons le Moyen-Orient compte-t-il parmi les régions les plus conflictuelles au monde ?

Le Moyen-Orient est une mosaïque culturelle, ethnique et religieuse qui abrite les lieux saints des trois religions monothéistes. À ce titre, il attire des pèlerins venus du monde entier. La région recèle également les principales réserves pétrolières mondiales, attisant les concurrences et les logiques de puissance. La naissance de l'État d'Israël en 1948 a introduit un nouvel acteur politique dans la région, soutenu par les États-Unis. La question palestinienne n'est toujours pas réglée et empoisonne les relations régionales et internationales. La présence d'organisations terroristes combattant au nom du djihad déstabilise la région et pousse à l'intervention de coalitions militaires internationales.

ÉTUDE L'émergence d'une opinion publique mondiale

p. 270-271

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Les dix ONG les plus influentes dans le monde agissent dans les domaines suivants : lutte contre la pauvreté et la violence, aide d'urgence, aide au développement économique.

2. Les citoyens sont de plus en plus nombreux à s'engager dans des combats humanitaires, en intégrant des ONG, ou citoyens, en s'engageant dans de multiples causes (politiques, environnementales).

3. Des mouvements de protestation transnationaux (Indignés, Attac) luttent contre la toute-puissance des milieux économiques et financiers, en dénonçant notamment les tentatives de ces milieux pour échapper à l'impôt (« évasion fiscale »). Face au changement climatique global, la jeunesse emmenée par sa nouvelle héroïne, Greta Thunberg, s'engage pour critiquer la lenteur des États à entreprendre la nécessaire transition écologique.

PARCOURS 2 : Réaliser un exposé

Exemples :

- santé : Médecins sans frontières ;
- droits de l'Homme : Amnesty international ;
- lutte contre la pauvreté : Action contre la faim.

SYNTHÈSE : Comment les acteurs non-étatiques cherchent-ils à peser dans le débat public face aux défis contemporains ?

Le développement des NTIC a favorisé un élargissement de l'espace public comme lieu de débats citoyens. Dans un monde où le poids des États décroît face à la puissance des FTN, des groupes de pression et à la prolifération des acteurs non-étatiques, la société civile s'engage sur des enjeux transnationaux : les inégalités de développement, l'aide aux réfugiés, le réchauffement climatique, le respect des droits de l'Homme. Les modes d'action sont multiples : manifestations et rassemblements pacifiques, occupations de lieux, grève scolaire, etc.

SUJET BAC E3C

Analyse de document

p. 274-275

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Lorsqu'il se présente devant le Congrès, le 6 mars 1991, le président G. H. Bush vient rendre compte devant la représentation nationale américaine de l'issue de la guerre que le pays vient de mener, à la tête d'une coalition internationale, contre l'Irak. Cependant, le président américain s'oriente rapidement vers un exposé emphatique de sa vision du monde pour l'avenir, dressant les grandes lignes de la future politique extérieure américaine. Quels sont donc les objectifs de cette politique extérieure américaine définis par G. H. Bush ? Nous analyserons tout d'abord ce qu'il désigne sous le terme de « monde nouveau », puis nous verrons la place que les États-Unis entendent y occuper. Pour terminer, nous soulignerons l'importance accordée par le président américain à ses « amis et alliés ».

G. H. Bush présente avec optimisme un monde qu'il qualifie de « nouveau », la nouveauté étant celle d'une promesse de « paix » (le mot est répété pas moins de six fois dans l'extrait proposé) et de « stabilité ». Il est vrai que la victoire face à l'Irak, pour laquelle les États-Unis ont joué un rôle clé, constitue pour eux bien plus qu'une simple victoire militaire. C'est une victoire que le président américain présente comme celle « de la loi et du droit » face à un « agresseur » : elle témoigne de la supériorité des régimes démocratiques, qui défendent le droit international face à des dictatures conquérantes. L'Irak visait en effet tout particulièrement le contrôle des champs pétrolifères du Koweït.

Mais quand il affirme que « la guerre est finie », s'il s'agit de la guerre du golfe en premier lieu, on peut aussi y voir une allusion à la fin de la guerre froide dont il dit plus loin qu'elle appartient au passé

pour le monde désormais libéré « de l'impasse » de cette guerre. En effet, 1991 est aussi l'année de l'effondrement de l'URSS communiste, de la fin de la bipolarisation qui a plongé le monde dans de longues années de tensions internationales. Désormais, le monde est unipolaire, dominé par les États-Unis.

Cependant, malgré son optimisme, le président américain souligne les menaces qui perdurent. Il parle en particulier de « la prolifération des armes de destruction massive et les missiles ». Certains États cherchent alors effectivement à se doter de la bombe atomique (Corée du Nord, Iran) tandis que d'autres développent des armes chimiques et biologiques. Le texte évoque aussi la persistance de conflits locaux, comme entre Israël et ses voisins arabes, et le fait que l'Irak, malgré sa défaite, « requiert une vigilance particulière ».

Ces menaces entraînent, selon G. H. Bush, la nécessité pour les États-Unis de jouer un rôle spécifique dans ce monde nouveau, celui d'en assurer « l'ordre ». Seule hyperpuissance mondiale, l'Amérique s'érige en « gendarme du monde », gardienne d'un « nouvel ordre mondial ». Les États-Unis sont en effet les seuls à disposer d'une force de projection planétaire. Le pays concentre 45 % des moyens militaires mondiaux, « l'Amérique se tient prête à assurer la paix », affirme G. H. Bush. Cependant, au-delà des grands idéaux affichés (« liberté » et « droits de l'Homme »), le président tient à assurer aux députés et sénateurs américains, qui rendent des comptes à leurs électeurs, que les « intérêts nationaux » sont une priorité dans l'action extérieure. En effet, l'intérêt pour un « Golfe stable et sûr » est lié à la présence du pétrole. La mobilisation américaine reste toujours associée à la défense de ses intérêts stratégiques.

G. H. Bush n'oublie pas que les États-Unis sont les promoteurs de la mondialisation libérale et qu'ils dominent l'économie mondiale. Partout dans le monde, le pays a besoin de partenaires. L'action internationale américaine est donc étroitement associée aux enjeux économiques : « nous devons favoriser le développement économique », dit le président américain qui voit également dans le Moyen-Orient « une région riche en ressources naturelles avec un potentiel humain riche mais inexploité ».

Même s'il affirme que la place des États-Unis dans le « monde nouveau » doit être centrale, G. H. Bush n'en conçoit pas moins l'ambition de partager la responsabilité de la paix et de la stabilité avec des « amis et alliés ». À plusieurs reprises, il cite les « Nations unies » et présente l'ONU comme un acteur clé d'une gouvernance mondiale reposant sur une gestion collective des tensions et une coo-

pération internationale. Après 1991, l'ONU retrouve effectivement son rôle, mis au second plan durant la guerre froide à cause des blocages au sein du Conseil de sécurité. L'organisation multiplie les opérations de maintien de la paix (20 entre 1989 et 1994).

En égrenant la liste des partenaires qui ont participé à la victoire contre l'Irak, les « nations de l'Amérique du Nord et de l'Europe, de l'Asie et de l'Amérique du Sud, de l'Afrique et du monde arabe, tous unis », le président souligne avec force son multilatéralisme, sa volonté de concilier la position de tous les États dans la gestion des relations internationales sur la base « d'accords de sécurité mutuelle ».

Dans ce discours officiel, le président G. H. Bush présente les principaux axes de la politique étrangère américaine dans un monde libéré de la guerre froide. Si les États-Unis sont les seuls à détenir une force de projection mondiale et sont soucieux de défendre prioritairement leurs intérêts, ils ont néanmoins la volonté d'agir dans un cadre multilatéral. Cependant, les années qui suivront verront rapidement se réduire les ambitions de coopération internationale. En 1997, les États-Unis ne signeront pas le protocole de Kyoto concernant les enjeux climatiques au nom de leurs intérêts économiques. En 2001, les attentats du 11 septembre signeront le retour de l'unilatéralisme américain dans le contexte de lutte contre l'islamisme.

SUJET BLANC : Présentez le document et montrez comment il illustre la réaction américaine au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

Ce document est un discours du président américain G. W. Bush, prononcé devant le Congrès neuf jours après les attentats du 11 septembre 2001 qui ont touché les États-Unis. L'enquête a rapidement mis en évidence la responsabilité de l'organisation terroriste islamiste Al-Qaïda. Dans ce discours, adressé à la représentation nationale, Bush expose la réponse américaine aux attentats et, plus globalement, la stratégie de guerre contre la terreur que le pays entend dorénavant adopter.

I. La désignation de l'ennemi

Deux ennemis nommés :

- « réseau d'organisations terroristes [...] connu sous le nom d'Al-Qaïda », « un groupe radical de terroristes » ;
- « Les talibans doivent agir ».

II. Une réponse stratégique globale et unilatérale

- Réponse immédiate : « Livrez aux autorités américaines tous les dirigeants de l'organisation Al-Qaïda, qui se cachent [en Afghanistan] ».

- Stratégie à plus long terme : « Notre guerre contre la terreur [...] ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste qui peut frapper partout dans le monde aura été repéré, arrêté et vaincu ».
- Le pays ne se place pas dans un cadre multilatéral et affirme au contraire une vision unilatérale.

III. L'affirmation d'une lutte civilisationnelle

- Un combat pour des valeurs universelles : « le combat du monde entier », « chaque pays, dans chaque région, doit maintenant prendre une décision ».
- ... qui légitime une vision manichéenne et unilatérale du monde : « Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes », « la civilisation », « progrès et pluralisme, tolérance et liberté ».

SUJET BAC E3C

Réponse à une question problématisée

p. 276

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Les attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis ont affaibli l'hyperpuissance et révélé l'apparition de nouveaux acteurs sur la scène internationale. La concurrence de puissances installées, l'émergence de nouvelles puissances et la réaffirmation d'anciennes montrent une redéfinition de la hiérarchie mondiale. Dans ce contexte, s'affirme de plus en plus la volonté d'une régulation supranationale établissant des règles d'organisation à l'échelle de la planète. On peut dès lors se demander quels sont les enjeux et les défis liés au bouleversement de la géopolitique mondiale. Pour répondre à la problématique, nous montrerons d'abord comment s'établit la nouvelle hiérarchie des puissances au début du ^{xxi}e siècle, puis dans une deuxième partie, nous soulignerons les défis économiques liés aux conséquences de la crise financière de 2008 avant de nous intéresser, dans une troisième partie, aux menaces liées au changement climatique global.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont ébranlé l'hyperpuissance. Le contexte géopolitique est dorénavant plus complexe. Certains États apparaissent menaçants car ils cherchent à se doter de l'arme nucléaire en violation du droit international. L'apparition d'acteurs non étatiques sur la scène internationale (mouvements terroristes, mafias) favorise une conflictualité diffuse.

L'élection de Donald Trump (2016) a fait entrer les États-Unis dans une période d'incertitude sur le plan diplomatique tandis que d'autres États lui disputent le leadership. La Chine, deuxième puis-

sance mondiale, est devenue un acteur majeur sur tous les continents. La Russie de Vladimir Poutine réaffirme sa puissance sur la scène internationale avec ses démonstrations militaires en Ukraine et en Syrie (2014).

La crise financière de 2007-2008 s'étend au monde et entraîne un élargissement de la gouvernance économique mondiale. Dans une économie mondialisée, les conséquences de la crise financière qui s'est déclenchée à l'été 2007 aux États-Unis se font ressentir aussi bien dans les pays riches que dans les puissances émergentes. Le commerce international se rétracte et le chômage augmente dans de nombreux pays. La crise révèle les limites de la « mondialisation heureuse » qui, si elle a contribué à faire sortir de la très grande pauvreté des millions d'individus, n'en a pas moins creusé les inégalités. En 2008, pour répondre aux défis de la crise, les pays du G20 s'entendent sur la supervision de la finance mondiale et une meilleure coordination des politiques économiques afin de relancer la croissance. Cependant, les firmes développent des logiques transnationales leur permettant d'échapper à la régulation et à la fiscalité.

Le changement climatique global suscite des inquiétudes de plus en plus grandes dans l'opinion mondiale. Depuis le Sommet de la Terre de Rio (1992), une gouvernance politique mondiale sur le climat s'est mise en place sous l'égide des Nations unies. Cependant, les résultats des Conférences annuelles des parties (COP) restent peu concluants. Par ailleurs, plusieurs chefs d'État affirment des positions climato-sceptiques (Trump aux États-Unis, Bolsonaro au Brésil). Face à cela, les citoyens se mobilisent. En lançant, en novembre 2018, l'idée d'une grève scolaire pour le climat, la jeune militante écologiste suédoise Greta Thunberg est devenue l'icône de la lutte contre le changement climatique global.

La redéfinition de la hiérarchie mondiale des puissances a donné naissance à un monde multipolaire. Si l'hyperpuissance américaine continue d'être la seule à disposer d'une force de projection mondiale, son hégémonie est de plus en plus contestée. L'apparition d'acteurs non étatiques sur la scène mondiale complexifie par ailleurs les relations internationales. À cela s'ajoutent les défis liés aux inégalités de développement et au changement climatique global. La gouvernance mondiale dans les domaines économique et climatique montre ses limites, ce dont s'inquiète l'opinion publique mondiale.

SUJET BLANC : Comment les États-Unis conçoivent-ils leurs relations avec le monde depuis 1991 ?

En 1991, l'effondrement de l'URSS met un terme à la bipolarisation du monde établi depuis 1947. La fin de la guerre froide assure la victoire de l'hyperpuissance américaine et de son modèle politique, économique et culturel. La guerre du Golfe (janvier 1991) confirme l'hégémonie militaire des États-Unis et leur permet d'affirmer un nouvel ordre mondial. Cette hégémonie est brutalement remise en cause par les attentats islamistes du 11 septembre 2001, lesquels imposent à l'hyperpuissance de redéfinir une stratégie globale dans un monde devenu multipolaire.

I. Un nouvel ordre mondial organisé par l'hyperpuissance (de 1991 à 2001)

1. La victoire américaine dans la guerre froide
2. La guerre du Golfe
3. Un cadre multilatéral

II. La définition d'une nouvelle stratégie globale dans un cadre multipolaire (depuis 2001)

1. Le 11 septembre 2001, l'ébranlement de la puissance
2. Le retour à l'unilatéralisme américain et l'affirmation d'une nouvelle stratégie...
3. ...dans un monde où des puissances concurrentes s'affirment

REGARD CRITIQUE

p. 277

1. Les nouvelles technologies de l'information et la communication (TIC) donnent un accès direct, instantané et sans filtre à l'actualité prise sur le vif, soit par des médias soit par les acteurs ou participants d'un événement. Les réseaux sociaux et leur plateforme d'échange d'images en assurent ensuite une diffusion mondiale.

2. Les arguments pour : une diffusion mondiale de l'information, en temps réel, avec une mise à jour quasi instantanée permet de suivre l'évolution des événements, de contrer la censure.

Les arguments contre : l'actualité devient un spectacle devant lequel chacun peut s'émouvoir à bon compte, c'est aussi un produit qui fait vendre et cherche le « clic ».

CHAPITRE 10 La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

Manuel p. 278-303

Comment, depuis 1992, l'Union européenne poursuit-elle sa construction malgré les divergences entre ses États membres ?

I. Introduction

Ce chapitre invite à montrer les évolutions de la construction de l'Union européenne depuis sa création en 1992. Ces évolutions sont marquées par un double phénomène. Tout d'abord celui de l'élargissement. L'Union européenne est ainsi passée de 12 États membres à sa création en 1992 à 28 États membres en 2013. Cette entrée massive de nouveaux pays a nécessairement des conséquences dans la façon de gouverner de l'UE, et c'est ici le deuxième phénomène qui a marqué l'évolution de l'Union depuis 1992, à savoir celui de l'approfondissement. Les institutions et les politiques européennes ont connu plusieurs changements depuis 1992.

L'enjeu principal de ce chapitre est de parvenir à contextualiser les événements marquants de l'histoire de la construction européenne. Le contexte permet en effet de comprendre les raisons qui ont permis ou non les différents élargissements, et l'approfondissement des politiques européennes. Plusieurs temps forts rythment ces évolutions.

• Du point de vue de l'élargissement :

– Le contexte de fin de la guerre froide dans les années 1990 a un impact direct sur l'entrée des pays d'Europe centrale et de l'Est dans l'Union européenne. Dès 1992, le traité de Maastricht est signé, déjà avec l'idée d'un futur élargissement en direction des anciens pays communistes, réalisant ainsi le rêve d'une union de paix et de solidarité à l'échelle du continent.

– À l'inverse, le contexte de difficultés rencontrées par l'UE à travers différentes crises, en particulier celle de la zone euro et celle des migrants, expliquent la montée de l'euroscepticisme dans les années 2010, et la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en 2020. Il explique également le fait que l'Union européenne soit prudente quant à la question de futurs élargissements.

• Du point de vue de l'approfondissement :

– En 1992, lors de la signature du traité de Maastricht, 12 États font alors partie de la CEE, et ce depuis plusieurs années (1986 pour les derniers pays entrés, à savoir le Portugal et l'Espagne). La Commission européenne, dirigée par Jacques Delors, travaille activement à un approfondissement du projet européen. Un consensus est ainsi trouvé. Le traité de Maastricht marque une avancée importante dans l'approfondissement du projet européen en dépassant l'objectif économique initial de la Communauté européenne (réaliser un marché commun) et en lui donnant une vocation politique. Il marque en particulier la volonté de créer une Europe des citoyens, avec la création de la citoyenneté européenne.

– Au début des années 2000, le contexte est marqué par l'entrée de dix nouveaux États membres, prévue pour 2004. Cet élargissement massif oblige à repenser le fonctionnement des institutions européennes, ce que le traité de Nice de 2001 avait déjà commencé à préparer. Mais les tensions créées par un élargissement aussi massif, notamment avec une redistribution des aides européennes qui doit désormais tenir compte du niveau de développement des pays d'Europe de l'Est, entraîne une montée de l'euroscepticisme dans l'opinion publique de plusieurs pays d'Europe de l'Ouest. Le rejet du projet de Constitution européenne, finalement remplacé par le traité de Lisbonne en 2007, ne peut se comprendre sans ces éléments de contexte.

Au regard de ces temps forts, deux grandes périodes peuvent être dégagées.

• Tout d'abord **les années 1990-2000**, au cours desquelles ont lieu les différents élargissements (mis à part celui de 2013 concernant la Croatie) et où sont signés les principaux traités définissant le fonctionnement de l'UE. Pour affiner la chronologie, on peut distinguer :

– Les années 1990, marquées par la signature du traité de Maastricht et l'élargissement porté à trois nouveaux États (Autriche, Suède et Finlande). Cette décennie est caractérisée par une volonté d'approfondir le projet européen, même si tous les États ne sont pas obligés d'adhérer à l'ensemble des politiques de l'UE (espace Schengen par exemple).

– Les années 2000, ensuite, sont celles de l'élargissement massif de 2004 en direction des pays d'Europe centrale et de l'Est, majoritairement anciennement communistes et dont le niveau de développement est bien inférieur à celui des autres États membres. Cet élargissement massif suscite des mécontentements et un certain recul dans l'approfondissement du projet européen, notamment avec le rejet du projet de Constitution européenne. L'euroscepticisme gagne du terrain. Un compromis est trouvé avec l'idée d'une Europe « à la carte » : les États membres peuvent adopter ou refuser les mesures européennes, comme l'euro ou l'espace Schengen.

• Enfin, **les années 2010** méritent une place à part car elles sont ponctuées par plusieurs crises qui mettent à mal la solidarité entre les pays membres de l'Union européenne, et montrent les limites de la gouvernance européenne. La crise de la zone euro, puis la crise des migrants et enfin le Brexit, révélateur de la montée de l'euroscepticisme dans une partie des gouvernements et de l'opinion publique européenne, sont les trois grandes crises qui rythment les années 2010.

Toutefois, l'Union européenne semble avoir réussi le pari de surmonter chacune d'elles, qui sont l'occasion privilégiée d'étudier les limites de l'Union européenne, mais aussi ses points forts.

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture présente une photographie de jeunes Brexiter (partisans de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne) manifestant à Londres le 29 mars 2019. L'analyse de leurs revendications, telles qu'elles apparaissent sur leurs pancartes, permet de comprendre à la fois les enjeux du référendum britannique (tenu en 2016) sur la sortie du pays de l'UE tout comme les obstacles contre lesquels bute la construction de la Communauté européenne. « Leave means leave » signifie « Partir, c'est partir » : il s'agit de respecter les résultats du vote britannique de 2016 (le « Leave » l'emporte à 51,89 %). On peut également entendre dans cette revendication une critique plus générale adressée à l'Union européenne qui, selon ses détracteurs, ne respecte pas assez la voix des peuples. On rappellera ainsi que le « non » français et néerlandais au référendum sur le projet de Constitution européenne (2005) a été en partie annulé par le traité de Lisbonne en 2007 (signé par les parlementaires). Le slogan sur la casquette d'un jeune manifestant (« Make Britain great again ») rappelle le slogan utilisé par Donald Trump lors de la campagne présidentielle américaine en 2016. Il permet de prendre la mesure de la critique souverainiste adressée à l'Union européenne : la communauté européenne est, par exemple, accusée en Grande-Bretagne de ruiner et d'étouffer le pays par le poids de ses lois comme des contributions financières qu'elle exige. La photographie de la double page constitue ainsi un angle d'attaque intéressant pour comprendre les enjeux de la construction européenne depuis 1992 (adoption du traité de Maastricht), son élargissement, son approfondissement comme ses remises en cause dans la décennie 2010.

Une vidéo accompagne le document d'ouverture pour introduire le chapitre par un autre biais. Il permet de comprendre notamment les enjeux et les conséquences du traité de Maastricht à l'origine de la transformation de la Communauté économique européenne (CEE) en Union européenne (UE) : adoption de la monnaie unique (euro), abolition des frontières dans le cadre de la mise en place de l'espace Schengen...

La double page « Mots clés » met en avant quatre notions fondamentales pour comprendre les logiques de la construction européenne et ses contestations actuelles : approfondissement, élargissement, européisme et euroscepticisme. Chaque mot, défini et contextualisé, permet d'éclairer les points de passage et d'ouverture, ainsi que les études proposées au sein du chapitre.

La double page « Repères » traite le sujet grâce à un organigramme des principales institutions européennes et une carte à l'échelle du continent européen. Les deux documents montrent que l'Union européenne est une construction politique et territoriale. Le document sur les institutions permet de comprendre combien l'UE se dote d'instruments politiques pour assurer son approfondissement. La carte donne quant à elle la mesure de ses élargissements successifs tout comme de ses contestations actuelles (avec par exemple le Brexit) ou bien de ses difficultés (retour des frontières dans l'espace Schengen pour tenter d'endiguer la crise migratoire qui s'abat sur le continent dans les années 2010). Une frise chronologique accompagne la double page pour fournir aux élèves les principaux repères chronologiques à retenir (notamment le traité de Maastricht en 1992, le traité d'Amsterdam en 1997 mais aussi la crise de la zone euro en 2008 ou le Brexit en 2020).

La première double page « Cours » aborde la première phase de la construction européenne au programme : de 1992 aux années 2000. Il s'agit ici de comprendre comment l'UE essaie de concilier l'élargissement de ses membres et l'approfondissement de ses institutions. Les deux premières parties du cours suivent un plan chronologique. La première se focalise ainsi sur le contexte de la naissance de l'Union européenne en rappelant notamment qu'elle est une création postérieure à la guerre froide. La nouvelle donne géopolitique ouvre la possibilité de relancer la constitution de la Communauté européenne en l'élargissant tout comme en l'approfondissant.

La seconde partie s'intéresse à la gouvernance européenne depuis 2004. Il s'agit ici de montrer les conséquences de l'élargissement massif de l'UE aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Si l'Union européenne sort agrandie de ce processus, elle doit également adapter ses institutions pour gérer l'intégration de nouveaux pays membres et faire face à de nouvelles contestations : une Europe à 27 ne se gère plus de la même façon qu'en 1957 (date de fondation de la CEE avec le traité de Rome) quand elle comportait seulement six membres...

La troisième partie du cours propose une approche thématique des politiques européennes qui permet de comprendre leurs forces (notamment la politique économique), leurs faiblesses (politique sociale) et leurs fragilités (politique diplomatique). La double page de cours propose enfin de « zoomer » sur l'événement fondateur de l'Union européenne : le traité de Maastricht de 1992.

Le point de passage « L'euro : genèse, mise en place et débats » permet d'aborder l'un des éléments clés de la construction de l'Union européenne. La mise en place d'une monnaie unique soulève en effet de nombreux débats comme la diversité des documents de la double page le rappelle. La création de l'euro pose ainsi des questions d'ordre politique (puisque l'Union européenne se dote, avec cette monnaie, d'un droit régalien jusqu'à présent réservé aux États membres de la Communauté) comme des questions d'ordre économique (fonctionnement de la Banque centrale européenne, convergence des économies nationales, politique économique commune...).

L'étude « L'élargissement de 2004 vers les pays de l'est de l'Europe » permet de comprendre en quoi 2004 constitue une date fondamentale dans la construction de l'Union européenne. Les documents mettent en lumière les enjeux de cet élargissement sans précédent et ses conséquences institutionnelles, idéologiques et politiques.

Le point de passage « Le tunnel sous la Manche » permet de comprendre pourquoi le tunnel sous la Manche renforce la coopération en Europe. Ce tunnel s'inscrit en effet dans le projet plus global du réseau transeuropéen des transports. Prouesse technologique, sa construction bouleverse cependant une partie des Britanniques car elle contrarie leur identité d'insulaires.

L'étude « L'Europe des citoyennes » propose une approche originale de la construction européenne. Il s'agit ici de mettre en lumière la politique menée par l'UE pour promouvoir l'égalité femme-homme en Europe. Si la représentation des femmes dans les institutions de la Communauté européenne augmente, force est cependant de constater que l'égalité prônée par l'UE est encore loin d'être pleinement assurée.

La seconde double page « Cours » s'intéresse aux difficultés rencontrées par l'UE dans la décennie 2010. Elle cherche à montrer que la décennie 2010 constitue une rupture dans l'histoire de la construction européenne en multipliant les obstacles à son approfondissement comme à sa politique d'élargissement. La première partie du cours se focalise sur les crises économiques et financières qui secouent l'UE depuis la crise de l'euro en 2008. La seconde partie explique combien la crise des migrants remet en cause l'espace Schengen et la solidarité entre les pays membres de l'UE. Enfin, la troisième se concentre sur le Brexit et l'euroscepticisme qui entravent aujourd'hui la construction comme le fonctionnement de l'UE. Un « zoom » sur la crise des migrants et le retour des frontières dans l'espace Schengen est proposé pour clore la double page.

L'étude « L'Union européenne : un modèle en crise » a comme ambition de brosser un tableau général des différentes crises qui s'abattent sur l'UE dans la décennie 2010. Elles remettent en cause son fonctionnement comme les fondements mêmes de son projet. Parmi ces crises, on compte la crise de l'euro en 2008, la crise des migrants et le Brexit. La double page est construite en parallèle à la double page de cours précédente.

BIBLIOGRAPHIE

- **Pierre Beckouche**, *Atlas d'une nouvelle Europe*, Autrement, 2005.
- **Élisabeth Combres, Florence Thinard**, *L'Union européenne*, Gallimard, 2007.
- **Olivier Costa, Nathalie Brack**, *Le Fonctionnement de l'Union européenne*, Université de Bruxelles, 2014 (2^e éd.).
- **Louis Dubouis** (dir.), *L'Union européenne*, La Documentation française, 2004.
- **Jean-Marc Février, Fabien Terpan**, *Les Mots de l'Union européenne : droit, institutions, politique*, Presses universitaires du Mirail, 2004.
- **Pascal Fontaine, Aymeric Bourdin**, *L'Union européenne : Histoire, institutions, politiques*, Points essais, 2012.
- **Bénédictte François**, *101 fiches pour comprendre L'Europe*, Paris, Belin, 2007.
- **Claude Perrotin**, *L'Union européenne : faits et chiffres*, Archipoche, Paris, 2014.
- **Jean-Claude Zarka**, *Union européenne 2016-2017. Les points clés sur la construction et le fonctionnement actuel de l'Union européenne (institutions et politiques)*, Gualino, 2016.

III. Corrigés

REPÈRES

p. 282-283

1. La fin de la guerre froide ouvre la possibilité à l'UE de s'élargir. En 1995, elle intègre tout d'abord les pays qui sont restés neutres pendant la guerre froide (Autriche, Finlande, Suède). L'élargissement de 2004 est de loin le plus important, puisqu'il conduit l'Union européenne à intégrer une très grande partie des anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est (ennemies de la CEE pendant la guerre froide) comme la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, les Pays baltes. L'UE s'ouvre également à l'Europe méditerranéenne en intégrant Malte et Chypre. Un dernier élargissement concerne, en 2007, la Roumanie et la Bulgarie (deux pays d'Europe de l'Est qui n'ont pu devenir auparavant membres de l'UE en raison de leurs difficultés économiques et sociales).

Pour assurer le fonctionnement d'une Union aux frontières désormais élargies, les Européens comptent sur deux institutions majeures : la Commission européenne et le Parlement européen. Elles sont épaulées par la Banque centrale européenne, le Conseil européen, la Cour de Justice européenne ainsi que le Conseil de l'Union européenne.

2. Les politiques de l'Union européenne ne sont pas communes à tous les pays membres. L'UE fonctionne comme un ensemble géographique à géométrie variable. Trois grandes catégories de pays se dégagent : les pays au cœur de l'UE participent à l'espace Schengen et possèdent l'euro (à l'image de la France, de l'Allemagne, de l'Italie). Des périphéries intégrées à l'UE reprennent seulement une des

deux politiques précédentes (des pays appartenant à Schengen sans avoir l'euro, tels que la Pologne ou la Suède ; des pays qui ont l'euro mais sans appartenir à l'espace Schengen, comme l'Irlande ou Chypre). L'UE compte également des pays qui sont simplement membres de la Communauté, sans avoir l'euro ni appartenir à l'espace Schengen : la Roumanie et la Bulgarie.

3. Le doc. 2 donne un aperçu des principales difficultés rencontrées par l'UE dans la décennie 2010. Les pays membres sont ainsi frappés par la crise de l'euro depuis 2008. Confronté à la crise des migrants, l'espace Schengen assiste, en son sein, au retour des frontières et des barrières. Décidé au terme d'un référendum en 2016 et réalisé en 2020, le Brexit fait enfin perdre un pays important à l'UE.

POINT DE PASSAGE L'euro : genèse, mise en place et débats

p. 286-287

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La mise en place de la monnaie unique joue un rôle clef dans la construction de la Communauté européenne. D'après Carole Lager, l'UE se sert de l'euro comme d'un instrument de légitimation. La monnaie unique permet de créer un sentiment d'appartenance parmi les Européens, symbolisé d'ailleurs sur les pièces et les monnaies par les ponts (qui relient les peuples entre eux) et les monuments ou personnages historiques du patrimoine européen (Mozart, la chouette grecque sym-

bole d'Athéna...). Comme les autres monnaies, l'euro est un instrument pour forger le lien social et symboliser l'unité entre les Européens. Frapper l'euro, c'est encore permettre à l'UE de se doter d'un pouvoir régalien (qui appartenait jusqu'à 2002 aux seuls États membres) et ainsi approfondir de façon décisive sa construction politique.

2. Les pays membres de l'UE n'ont pas tous adopté l'euro pour deux types de raisons. Certains refusent que la monnaie unique entame leur souveraineté politique (à l'image de la Grande-Bretagne jusqu'en 2020 ou la Suède). D'autres n'ont pas les capacités financières ou économiques pour devenir membres de la zone euro (par exemple la Roumanie). L'UE se présente ainsi comme un ensemble politique à plusieurs vitesses ou à géométrie variable. Le degré d'appartenance à l'UE varie d'un pays à l'autre.

3. La Banque centrale européenne joue un rôle majeur dans le fonctionnement de la Communauté européenne. Fondée en 1998 à Francfort et aujourd'hui présidée par Christine Lagarde, la BCE a pour mission de gérer la monnaie unique, d'assurer la stabilité des prix et de mener la politique économique et monétaire de l'UE. Pour assurer ces missions, elle doit fixer les taux d'intérêt auxquels elle prête aux banques commerciales de la zone euro, ce qui permet de contrôler la masse monétaire et l'inflation. Elle surveille également les institutions et les marchés financiers ainsi que le bon fonctionnement des systèmes de paiement.

4. L'euro est un instrument de puissance à l'échelle mondiale. Monnaie la plus utilisée dans le monde (derrière le dollar), l'euro sert de monnaie de réserve pour les banques centrales. C'est également une monnaie d'échange pour les exportations et les importations. Elle joue à ce titre un rôle clef pour maintenir l'UE sur la scène économique internationale.

5. L'euro a suscité de nombreux débats depuis sa mise en place. L'euro déplait notamment aux eurosceptiques car cette monnaie unique entame la souveraineté de chaque État et force les identités nationales à s'ouvrir à une identité européenne mal perçue en temps de crise. La crise de l'euro en 2008 a par ailleurs ravivé les mécontentements : on a souvent assimilé l'euro à la politique de rigueur budgétaire menée par la BCE à l'encontre de la Grèce. Parmi les défenseurs de la monnaie unique, on met souvent en avant sa stabilité et sa nécessaire adoption pour lutter contre les monnaies les plus fortes du monde (à l'image du dollar américain ou du yuan chinois). Par sa stabilité, l'euro permet à l'UE de jouer un rôle économique majeur dans le monde.

PARCOURS 2 : Structurer des informations

Genèse
<ul style="list-style-type: none"> – Fin de la guerre froide – Traité de Maastricht (1992) – Ouverture de l'UE aux pays de l'Europe centrale et orientale (élargissement en 2004 et en 2007)
Étapes de mise en place d'un outil financier européen
<ul style="list-style-type: none"> – Création de la BCE (1998) – Entrée en Bourse de l'euro (1999) – Mise en circulation effective de l'euro (2002) = 19 états adoptent la monnaie unique (zone euro) – De nombreux candidats à la zone euro : Roumanie, Bulgarie, Kosovo, Pologne, République tchèque, Croatie – Crise de la zone euro (2008)
Débats idéologiques et politiques
<ul style="list-style-type: none"> – Les détracteurs de l'euro (souverainistes, eurosceptiques) : remise en cause de l'identité nationale, perte d'un droit régalien pour l'État, construction d'une Europe fédérale (BCE...), crise de la zone euro, rigueur budgétaire lors de la crise de 2008 – Les partisans de l'euro : instrument financier et économique de première importance pour assurer la stabilité monétaire en Europe et pour lutter contre les puissances économiques rivales de l'UE (États-Unis, Chine) ; instrument de légitimation politique, idéologique et identitaire de l'UE.

SYNTHÈSE : Quels débats l'instauration de l'euro dans l'UE soulève-t-elle ?

La création de l'euro constitue une étape décisive dans la construction de la Communauté européenne. Traité fondateur de l'Union européenne, le traité de Maastricht (1992) envisage ainsi de réaliser l'ambition des pères fondateurs de la Communauté européenne (notamment Jean Monnet). Mise en Bourse en 1999, la monnaie unique circule à partir de 2002 et suscite alors de violents débats en Europe car elle interroge précisément l'avenir et l'identité de la Communauté européenne comme de ses pays membres.

Les détracteurs de l'euro se comptent principalement dans les rangs des souverainistes et des eurosceptiques. Ils reprochent à l'euro de nuire à l'identité nationale et d'enlever aux États des pays membres un droit régalien majeur. C'est la souveraineté de chaque pays qui risque, avec l'euro, de se diluer dans un ensemble politique aux ambitions

fédérales. Les critiques se font plus vives encore à l'encontre de la monnaie unique lors de la crise de 2008. La rigueur budgétaire adoptée par la BCE et soutenue par l'Allemagne afin de sauver la Grèce a nui à l'image de la monnaie unique.

Les partisans de l'euro soulignent au contraire son rôle clef dans la stabilité monétaire de l'Europe et dans sa puissance économique à l'échelle mondiale. C'est grâce à une monnaie forte que les Européens peuvent s'opposer aux puissances rivales (telles que la Chine et les États-Unis). Elle permet également de doper les échanges commerciaux du Vieux Continent sur la scène internationale. L'euro permet encore de légitimer l'existence politique de l'UE en lui attribuant un droit régalien. La monnaie unique conforte encore le sentiment d'appartenance à une même communauté. Elle constitue enfin, pour ses plus grands défenseurs, une étape décisive dans la construction fédéraliste de l'UE.

ÉTUDE L'élargissement de 2004 vers les pays de l'est de l'Europe p. 288-289

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Dans toute l'histoire de la construction européenne, l'élargissement de 2004 est le plus massif : 10 nouveaux États entrent en même temps. Au maximum, les élargissements précédents ont intégré trois nouveaux États membres.

2. L'entrée des pays d'Europe de l'Est est un tournant majeur car c'est la première fois que des pays anciennement communistes, qui appartenaient au bloc de l'Est pendant la guerre froide, entrent dans l'Union européenne (doc. 2 : « Treize ans après la chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide, l'Union européenne s'élargit aux pays restés pendant quarante ans de l'autre côté du "rideau de fer" »). Elle symbolise donc la réunification du continent européen après plus de quarante ans de guerre froide, ce que célèbrent les populations d'Europe de l'Est à l'image de la photographie du doc. 4 : l'europhilie est visible avec les banderoles, panneaux et chapeaux aux couleurs du drapeau jaune et bleu de l'Union européenne.

3. L'élargissement de 2004 pose plusieurs difficultés. Pour les pays d'Europe de l'Ouest, la difficulté concerne le changement économique que représente l'entrée de pays ayant un niveau de développement économique plus faible. La répartition des fonds européens en est nécessairement modifiée : « l'aide financière aux pays-candidats. [...] Pour

les Dix, cette aide représentera 2,5 % de leur PIB, soit 120 euros par habitant et par an » (doc. 2). De plus, cette nouvelle donne économique engendre des craintes au sein de la population, ce qui crée une montée de l'euroscpticisme : « Peur de délocalisations massives dans des pays aux charges sociales bien inférieures et crainte d'une concurrence déloyale de travailleurs venus de l'Est et proposant des salaires plus bas alimentent le discours europhobe » (doc. 3).

Pour les pays d'Europe de l'Est, les difficultés sont davantage d'ordre politique :

- les négociations leur ont souvent donné l'impression « d'être considérés comme des "citoyens européens de deuxième classe" » (doc. 2) ;
- ils doivent intégrer l'acquis communautaire dans leur législation nationale (doc. 2).

Une difficulté se pose à l'Union européenne dans son ensemble, celle d'avoir une Europe à plusieurs vitesses, où l'implication et l'adhésion des États membres aux politiques européennes sont inégales (doc. 2).

4. Étant donné que dix nouveaux pays entrent dans l'UE, les institutions européennes doivent s'adapter : intégrer des représentants de ces pays dans les différentes institutions, définir le nombre de députés de chaque État membre, revoir le processus de vote afin qu'il soit représentatif de la population des pays membres, etc. C'est pourquoi un projet de Constitution a été lancé afin de définir le nouveau fonctionnement des institutions européennes : « parallèlement au processus d'élargissement, s'est tenue entre 2002 et 2003 la Convention pour l'avenir de l'Europe chargée de rédiger un texte à portée constitutionnelle, modifiant les institutions européennes dans la perspective de l'entrée de nouveaux membres » (doc. 3). Cependant, ce projet a été rejeté en 2005 par référendum en France et aux Pays-Bas. Il a été remplacé par le traité de Lisbonne en 2007, qui redéfinit le fonctionnement des institutions européennes mais supprime toute référence à la notion de Constitution.

5. Depuis son entrée dans l'Union européenne, la Pologne a connu une croissance économique importante. Son PIB par habitant a gagné plus de 20 points d'indice : il est passé de 45 à 70 entre 2003 et 2017.

Concernant l'opinion publique polonaise, les réponses au sondage attestent d'une vision un tout petit peu plus positive de l'UE que la moyenne européenne, mais les résultats sont très proches (deux points d'écart pour espoir, confiance, peur).

PARCOURS 2 : Réaliser une présentation orale

I. Un élargissement historique

- Dans toute l'histoire de la construction européenne, l'élargissement de 2004 est le plus massif : 10 nouveaux États entrent en même temps.
- C'est la première fois que des pays anciennement communistes, qui appartenaient au bloc de l'Est pendant la guerre froide, entrent dans l'Union européenne. C'est donc un symbole de la réunification du continent européen.

II. Les difficultés

- L'écart de développement entre les pays membres et les nouveaux pays entrants, ce qui a des conséquences sur la répartition des fonds européens et sur l'opinion publique, avec une montée de l'europhobie dans les pays d'Europe de l'Ouest.
- L'adaptation politique, aussi bien à l'intérieur des nouveaux pays membres (adaptation de l'acquis communautaire dans la législation nationale) qu'au sein des institutions européennes (projet de Constitution européenne rejeté).

III. Les avancées

- Dans le domaine économique, les pays d'Europe de l'Est ont connu un important rattrapage économique depuis leur entrée dans l'UE en 2004. L'exemple du PIB par habitant polonais l'illustre.
- Dans le domaine politique, même si le projet de Constitution européenne a été rejeté, le traité de Lisbonne a permis de trouver un compromis et d'établir le nouveau fonctionnement des institutions européennes pour 27 États membres (28 depuis 2013 et l'entrée de la Croatie).
- Dans le domaine de l'opinion publique, à partir de la photographie et du sondage concernant la Pologne (doc. 4 et 5), plusieurs exemples montrant l'adhésion des populations au projet européen peuvent être relevés (29 pour la confiance, 30 pour l'espoir, seulement 3 pour la peur).

SYNTHÈSE : En quoi l'élargissement de 2004 constitue-t-il une étape cruciale dans la construction de l'Union européenne ?

L'élargissement de 2004 constitue une étape cruciale dans la construction de l'Union européenne en faisant de celle-ci une union à taille continentale, mais bouleversant de ce fait les équilibres jusque-là acquis.

En effet, dans toute l'histoire de la construction européenne, l'élargissement de 2004 est le plus massif : 10 nouveaux États entrent en même temps. L'entrée des pays d'Europe de l'Est en particulier est un tournant majeur car c'est la première fois que des pays anciennement communistes, qui appartenaient au bloc de l'Est pendant la guerre froide,

entrent dans l'Union européenne. Cet événement symbolise donc la réunification du continent européen après plus de quarante ans de guerre froide. Cet élargissement a eu des effets bénéfiques sur le long terme. Les pays d'Europe de l'Est, même s'ils n'ont pas encore rattrapé le niveau de développement économique des pays d'Europe de l'Ouest, ont connu une véritable accélération de leur croissance économique. Ainsi, le PIB par habitant de la Pologne a gagné plus de 20 points d'indice : il est passé de 45 à 70 entre 2003 et 2017.

Cependant, un tel élargissement bouleverse les équilibres de l'Union européenne. Du point de vue économique, les pays anciennement communistes ont un niveau de développement plus faible que celui des pays d'Europe de l'Ouest déjà membres de l'Union européenne. Une nouvelle répartition des fonds européens est mise en place, et la politique de cohésion en particulier soutient le développement des régions en retard de développement. Cette nouvelle donne économique entraîne une montée de l'europhobie, notamment dans les pays d'Europe de l'Ouest qui craignent la concurrence économique des pays d'Europe de l'Est.

Du point de vue politique, les équilibres sont également bouleversés. Au sein des institutions européennes, le fonctionnement d'une Union à 27 doit être repensé. Un projet de Constitution européenne a été rédigé par Valéry Giscard d'Estaing afin d'adapter les institutions à l'élargissement de 2004. Le terme même de Constitution prouve la volonté de l'Union européenne de franchir un cap dans le domaine de l'approfondissement. Cependant, rejeté par référendum en France et aux Pays-Bas en 2005, l'échec du projet de Constitution européenne illustre lui aussi la montée de l'europhobie. Ainsi, l'élargissement de 2004 constitue une étape cruciale de la construction européenne, la mettant au défi de parvenir à mettre d'accord une Union constituée de 27 États membres, dont tous n'ont pas la même vision du projet européen.

POINT DE PASSAGE

Le tunnel sous la Manche

p. 290-291

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. L'aspect historique de cet événement tient à plusieurs choses :

- c'est la réalisation d'un projet qui existait depuis le XIX^e siècle, concrétisé par M. Thatcher et F. Mitterrand (doc. 1) ;
- c'est une prouesse technologique (doc. 2), illustrée par la poignée de main des ouvriers français et britannique le 1^{er} décembre 1999 (doc. 4) ;

– c'est la fin de l'insularité de la Grande-Bretagne : « Car la Grande-Bretagne, techniquement, cessera d'être une île. Dire qu'une page d'histoire est tournée ne suffit pas... » (doc. 2).

2. Pour les Britanniques, l'insularité est au cœur de l'identité du pays. Le tunnel sous la Manche, en mettant fin techniquement à cette insularité, « suscite un certain malaise au sein d'une partie de l'opinion britannique. [...] C'est l'identité même du pays, telle qu'elle est mythifiée par ses habitants, qui est en jeu. »

3. Le tunnel est le fruit d'une collaboration entre les deux pays concernés : la France, alors dirigée par François Mitterrand, et le Royaume-Uni, alors dirigé par Margaret Thatcher (doc. 1). C'est donc une coopération politique entre ces deux pays qui a permis la réalisation du tunnel. Mais en arrière-plan, la réalisation du tunnel a également une dimension politique européenne : « Cette réalisation est donc un atout majeur pour le renforcement de l'Union européenne, [...] un pas supplémentaire pour le rapprochement entre les peuples eux-mêmes. [...] Au-delà de l'aspect primordial que revêt la liaison fixe transmanche pour l'approfondissement des relations bilatérales, je salue sa vocation européenne, dans les deux dimensions politique et économique. » (doc. 3)

4. Le tunnel sous la Manche permet le développement du fret ferroviaire (doc. 5) de façon plus rapide et plus écologique. De ce point de vue, il s'inscrit dans « la mise en œuvre du marché unique » (doc. 3) créé par le traité de Maastricht.

5. L'Union européenne cherche à créer une « Europe de la grande vitesse », c'est-à-dire à relier entre eux les différents États membres par des lignes ferroviaires à grande vitesse. Cette politique a pour but de rapprocher les peuples européens entre eux, et de proposer des moyens de transport rapides plus respectueux de l'environnement. Dans ce cadre, l'UE a identifié en 2003 une trentaine de projets RTE-T (Réseau Trans Européen de Transports), dont le tunnel sous la Manche fait partie, au même titre que le pont de l'Öresund (2000) ou encore les nouvelles traversées alpines en Suisse (2007 à 2019). L'UE soutient les aides dans la réalisation de ces projets de transport en participant au financement des grands travaux. Ainsi, le tunnel ne relie pas seulement par TGV Paris à Londres, mais permet également des liaisons directes avec la Belgique et les Pays-Bas (carte introductive), et désormais le sud de la France.

PARCOURS 2 : Structurer des informations

Un symbole fort de l'union des peuples européens

- Un projet datant du XIX^e siècle.
- Le tunnel rapproche les peuples européens entre eux : « Calais n'est plus qu'à une demi-heure de Folkestone et Londres n'est plus qu'à trois heures, bientôt, 2 h 30, plus tard sans doute moins encore, de Paris. Mais ce qui se passe entre nous n'est pas indifférent au reste de l'Europe et à son devenir [...]. À terme, cette liaison à grande vitesse reliera également Londres à Bruxelles, puis Amsterdam et Cologne, sans oublier la suite que le siècle prochain décidera. » (doc. 3)
- Une prouesse technologique, symbolisée par la poignée de mains des ouvriers français et britannique lors de la jonction des deux chantiers.
- La Grande-Bretagne n'est plus séparée de l'Union européenne par la mer.

Une coopération économique

- La réalisation du tunnel est le fruit d'une coopération économique entre États et secteur privé, par le système de la concession.
- Le tunnel permet la réalisation du marché unique avec la libre circulation des marchandises et des personnes.
- Le tunnel sert au transport de passagers mais aussi au fret ferroviaire. Cette voie souterraine est plus rapide et plus sûre que les liaisons traditionnelles par ferries.

Une coopération politique

- La coopération de deux chefs d'État, François Mitterrand et Margaret Thatcher (traité de Canterbury en 1986, ratification du projet à l'Élysée en 1987, inauguration du tunnel en 1994).
- Le soutien de l'Union européenne : le tunnel sous la Manche s'inscrit dans le programme du réseau transeuropéen de transport (RTE-T).

SYNTHÈSE : Comment le tunnel sous la Manche renforce-t-il la coopération européenne ?

Le tunnel sous la Manche renforce la coopération européenne de plusieurs façons. Il permet tout d'abord une coopération économique en participant à la réalisation du marché unique européen mis en place lors du traité de Maastricht. Par le biais du fret ferroviaire, les marchandises vont en effet pouvoir circuler de façon plus rapide que par les ferries

entre la Grande-Bretagne et le continent. Il illustre également l'investissement de l'Union européenne dans le domaine des technologies de pointe.

De plus, le tunnel sous la Manche renforce la coopération politique. D'une part, celle entre la France et le Royaume-Uni. Il est en effet le fruit de multiples rencontres entre les chefs d'État des deux pays (traité de Canterbury en 1986, ratification du projet à l'Élysée en 1987, inauguration du tunnel en 1994), mais aussi de la collaboration technologique entre ces deux mêmes pays, comme l'illustre la jonction des deux chantiers en 1994. D'autre part, le tunnel sous la Manche renforce la coopération politique entre les pays de l'Union européenne. En effet, l'UE participe à sa réalisation qui s'inscrit dans le réseau transeuropéen de transports à grande vitesse. Enfin, le tunnel sous la Manche participe au renforcement de la cohésion entre les peuples de l'Union européenne. En réduisant la distance temps qui sépare les peuples, les dirigeants espèrent renforcer le sentiment européen.

Le tunnel sous la Manche est ainsi un exemple de l'approfondissement des relations entre les pays membres de l'Union européenne.

ÉTUDE

L'Europe des citoyennes

p. 292-293

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. En ce qui concerne la représentation des femmes dans les institutions européennes, elles sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes clés. Le doc. 1 rappelle qu'en 1979 une femme a déjà occupé un poste clé, celui de présidente du Parlement européen (premier Parlement élu au suffrage universel). Il s'agissait de Simone Veil, mais elle était alors la seule femme à occuper un poste de présidente dans les institutions européennes. Cette situation a évolué depuis. Ainsi, Ursula von der Leyen est devenue en 2019 la présidente de la Commission européenne, et Christine Lagarde la présidente de la Banque centrale européenne (doc. 4). Des femmes occupent également des postes de commissaires importants, en particulier Margrethe Vestager qui cumule la responsabilité du Numérique en plus de celle de la Concurrence (doc. 2).

En ce qui concerne la représentation des femmes au Parlement européen, le nombre de femmes élues a plus que doublé entre 1979 et 2019 : il est passé de 15 % à 40 % avec une augmentation continue au fil des nouvelles élections (doc. 6).

2. L'Union européenne a mis en place plusieurs mesures pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Dans le domaine de l'emploi, l'Union européenne a créé :

- un plan d'action (« Nouveau départ ») destiné à combler l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes ;
- des programmes permettant [aux femmes] de se reconvertir et d'améliorer leurs compétences ;
- des mesures pour aider les femmes à réintégrer le monde du travail après une interruption de carrière, en fournissant des services de garde d'enfants, en leur donnant des conseils personnalisés et en sensibilisant les employeurs aux défis auxquels elles sont confrontées ;
- dans le domaine social, l'Union européenne a mis en place la campagne NON.NO.NEIN afin d'encourager les femmes et les hommes à s'opposer aux violences à l'égard des femmes.

De façon générale, l'UE « vise à aider les femmes à obtenir les emplois qu'elles souhaitent et le même salaire que les hommes, ainsi qu'à trouver un meilleur équilibre entre le travail et d'autres aspects de la vie ».

3. L'égalité femmes-hommes n'est pas encore acquise au sein de l'Union européenne. Du point de vue de la représentation politique, les hommes demeurent majoritaires au sein du Parlement. Pour le mandat 2019-2024, les hommes constituent 59,6 % des députés européens. D'autre part, malgré les mesures égalitaires prises par l'UE, l'égalité réelle n'est pas encore atteinte : « entre égalité formelle et égalité réelle, l'écart subsiste toujours ». De plus, les mesures égalitaires de l'UE connaissent des divergences parfois fortes au sein des États membres.

4. L'Union européenne ne parvient pas à imposer une égalité réelle en raison des préjugés qui demeurent, et qui s'adaptent aux mesures égalitaires afin de les détourner. De plus, les mesures égalitaires prises par l'Union européenne doivent être transposées dans la législation de chaque État membre. Cependant, ceux-ci sont libres de choisir les moyens et le rythme qu'ils veulent pour les appliquer. Certains ne le font donc que très lentement.

PARCOURS 2 : Réaliser une infographie

Présentez, dans une première partie, les mesures de l'UE en faveur de la parité dans la représentation politique ; la deuxième sera consacrée aux obstacles à ces mesures.

On attend de retrouver dans l'infographie :

Les mesures de l'UE en faveur de la parité dans la représentation politique	Les obstacles à ces mesures
<ul style="list-style-type: none">– L'Union européenne a été pionnière dans la représentation des femmes : Simone Veil, première femme présidente du Parlement européen en 1979.– Actuellement, plusieurs femmes sont à la tête des institutions européennes : Ursula von der Leyen, Christine Lagarde, Margrethe Vestager.– On compte 40,4 % de femmes députées au Parlement européen depuis les élections de 2019.– Certaines mesures ont pour objectif d'aider les femmes à obtenir les emplois qu'elles souhaitent et le même salaire que les hommes.	<ul style="list-style-type: none">– Entre égalité formelle et égalité réelle, l'écart subsiste toujours.– Persistance des préjugés qui détournent les mesures de l'UE en faveur de la parité.– Divergences parfois fortes au sein des États membres : ceux-ci sont libres de choisir les moyens et le rythme qu'ils veulent pour appliquer les directives européennes.

SYNTHÈSE : Comment l'Union européenne promeut-elle la parité dans ses institutions ?

L'Union européenne promeut la parité dans ses institutions de plusieurs façons. Tout d'abord, elle promeut la parité dans les politiques qu'elle met en œuvre. Elle a ainsi pris un certain nombre de mesures afin de favoriser l'emploi des femmes et de réduire les écarts de rémunération entre hommes et femmes. Elle estime que l'amélioration de l'égalité entre les femmes et les hommes pourrait entraîner la création de 10,5 millions d'emplois d'ici à 2050 et stimuler l'économie de l'UE à hauteur de 1 950 milliards à 3 150 milliards d'euros. Dans le domaine social, l'UE s'est également fixé l'objectif de mettre un terme à la violence à l'égard des femmes et des filles. Toutes ces mesures égalitaires s'expriment au travers de directives ou d'actes législatifs visant des objectifs à atteindre dans les pays membres.

De plus, l'Union européenne se veut pionnière dans la représentation des femmes au sein de ses institutions en plaçant des femmes à leur tête. Ainsi, dès 1979, c'est une femme, Simone Veil, qui prend la présidence du premier Parlement européen élu au suffrage universel. Depuis, les femmes sont de plus en plus nombreuses à occuper des postes clés

au sein des institutions européennes. La constitution de la dernière Commission européenne en 2019 en est un bon exemple : la présidence a été attribuée à Ursula von der Leyen, tandis que Christine Lagarde a été nommée à la présidence de la Banque centrale européenne.

Cependant, même si l'Union européenne promeut la parité dans ses institutions, cette dernière n'est pas encore atteinte. Lors des dernières élections du Parlement européen, les hommes restent majoritaires avec 50,6 % des sièges ; et surtout, les mesures égalitaires de l'UE connaissent des divergences parfois fortes au sein des États membres, certains ne transposant que très lentement ou de façon détournée les directives européennes dans leur législation nationale.

ÉTUDE L'Union européenne : un modèle en crise p. 296-297

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

- 1.** La décennie 2010 confronte l'Union européenne à trois crises majeures. La première a trait à l'économie : la zone euro entre en crise en 2008 ; les États aux finances publiques les plus fragiles en raison de leur surendettement sont menacés (Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Irlande). La deuxième crise relève du domaine social. À partir des années 2010, l'Europe est effectivement confrontée à une crise migratoire de grande ampleur : des migrants fuyant la misère (Afrique), la violence politique et la guerre (Syrie, Afghanistan) tentent effectivement de se réfugier en Europe, poussant certains États de l'espace Schengen à fermer leurs frontières. La dernière crise est de nature politique. En 2016, le gouvernement Cameron propose au peuple britannique de se prononcer sur le maintien de leur pays au sein de l'Union européenne. Le vote « Leave » l'emporte à plus de 51 %. Il faut presque quatre ans de négociations à la Chambre des communes comme entre le Royaume-Uni et l'Union européenne pour mettre en œuvre le Brexit (janvier 2020).
- 2.** La crise de la zone euro se traduit, dans les pays du sud de l'Europe, par de terribles conséquences sociales. Surendettés, les États grec, italien et espagnol doivent se plier à la politique d'austérité budgétaire imposée par l'Union européenne (BCE, Allemagne) et le FMI pour leur éviter la faillite et rester dans la zone euro. Les salaires des fonctionnaires, les retraites, les services publics et l'emploi d'une façon plus générale sont gravement touchés par la crise. Ce n'est qu'au prix d'immenses

sacrifices financiers que les Grecs réussissent à maintenir leur économie à flot et à demeurer dans la zone euro. Par-delà sa dimension financière et économique, la crise de l'euro remet en question la solidarité entre les pays du continent et le sens même du projet de l'UE.

3. Les conséquences de la crise migratoire qui frappe l'UE dans les années 2010 sont multiples. L'afflux des migrants a tout d'abord raison de l'espace Schengen : pour endiguer l'afflux des migrants, certains États décident de dresser de nouvelles barrières à leurs frontières. La crise se double d'une dimension politique : comme lors de la crise de l'euro, les pays membres de l'UE refusent de se montrer solidaires en répartissant, dans l'ensemble de l'UE, les migrants qui se pressent aux portes de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne. Ils s'entendent surtout pour fermer les frontières extérieures de l'UE dans le cadre de l'agence Frontex. La colère des peuples d'Europe de l'Est confrontés aux vagues migratoires se traduit également par une montée en puissance des populismes d'extrême droite. La gestion chaotique des flux migratoires conduit encore à de véritables drames humains : dans l'attente d'être reconduits dans leurs pays d'origine ou installés, en tant que réfugiés politiques, dans un pays de l'UE, les migrants s'entassent dans des centres installés aux frontières de l'UE (dans les îles du Dodécanèse en Grèce et à Lampedusa en Italie). La surpopulation de ces *hotspots* les confronte à des conditions de vie indignes.

4. Michel Rocard avance deux types de facteurs pour expliquer le Brexit. Le premier est un facteur culturel : insulaires, à la tête de la plus grande puissance mondiale au *xix*^e siècle, les Britanniques ne se sont jamais véritablement sentis européens. Leurs regards se tournent davantage vers leurs anciennes colonies ou vers les États-Unis. Le second facteur tient à la conception de l'UE par les Britanniques. La très grande majorité d'entre eux souhaitent limiter la construction européenne à son seul domaine économique. Souverainistes, ils ont tout fait pour entraver la construction d'une Europe fédérale en rejetant par exemple le traité de Maastricht et en refusant l'euro comme leur entrée dans l'espace Schengen.

5. Pour lutter contre la crise économique, les pays de l'UE ont choisi d'utiliser essentiellement une arme financière. Ils ont multiplié les plans de sauvetage financier pour les pays au bord de la faillite : la Grèce, le Portugal et l'Irlande, etc. à condition de se plier à une politique d'austérité sans précédent. Pour lutter contre la crise des migrants, les pays membres de l'UE ont préféré investir dans la créa-

tion de l'agence Frontex (pour surveiller les frontières extérieures de l'Europe) et de centres aux frontières plutôt que de jouer d'une véritable solidarité en répartissant les migrants dans l'ensemble de la Communauté européenne. Un plan de réinstallation des demandeurs d'asile dans l'ensemble de la communauté a cependant été adopté en 2015 (l'Allemagne accueillera ainsi plus d'un million de réfugiés syriens). Face au Brexit, l'UE mène enfin de longues négociations avec le gouvernement britannique pour construire leur relation future. S'agira-t-il d'un Brexit dur coupant définitivement le Royaume-Uni de l'UE, ou d'un Brexit doux maintenant des relations commerciales sans droits de douane au sein d'un marché unique ? Les négociations, en cours de discussion, seront d'autant plus longues que la crise du Covid-19 vient de les stopper provisoirement.

PARCOURS 2 : Structurer des informations
<p>Trois crises profondes</p> <ul style="list-style-type: none"> – Une crise financière (euro, 2008) – Une crise sociale (migrants) – Une crise politique (Brexit, 2016-2020)
<p>Une Europe fragilisée</p> <ul style="list-style-type: none"> – Des États au bord de la faillite (Espagne, Grèce, Portugal, Italie, Irlande) contraints de suivre une politique d'austérité économique sans précédent pour bénéficier des plans de sauvetage de l'UE et du FMI. – Des États confrontés à des vagues migratoires sans précédents venues d'Afrique et du Moyen-Orient. – Un coup d'arrêt dans la construction européenne : départ du Royaume-Uni après décision référendaire en 2016 (Brexit).
<p>Les réponses de l'UE</p> <ul style="list-style-type: none"> – Des plans de sauvetage prévus par la BCE. – Création de Frontex et de camps aux frontières méridionales de l'UE (Italie, Grèce). Plan de redistribution des demandeurs d'asile (2015). – Fermeture de l'espace Schengen avec de nouvelles barrières au cœur de l'Europe. – Longues négociations avec le Royaume-Uni pour construire ses relations futures avec l'UE (Brexit dur/Brexit doux).

SYNTHÈSE : Quelles crises des années 2010 remettent profondément en cause l'Union européenne ?

La décennie 2010 constitue pour l'UE une césure majeure dans son histoire. Trois crises majeures (économique, sociale et politique) mettent à dure épreuve son fonctionnement, testent la solidité des

relations entre ses États membres et questionnent les fondements mêmes du projet de la construction européenne.

La crise de la zone euro frappe l'UE à partir de 2008. Les États les plus endettés, essentiellement situés dans la partie méditerranéenne de l'UE (Espagne, Portugal, Italie et surtout Grèce, mais aussi Irlande) sont au bord de la faillite. Pour espérer obtenir des plans de sauvetage financier de la part de l'UE et du FMI, ils doivent mener une politique d'austérité économique sans précédent. Ce choix politique provoque de graves crises sociales : le montant des retraites et des salaires des fonctionnaires, les services publics, l'emploi sont gravement atteints. Il faut une décennie à la Grèce pour sortir de cette crise qui a bien failli la faire sortir de l'UE (Grexit).

La crise de l'euro est suivie d'une autre crise majeure : la crise des migrants. À partir des années 2010, des millions de personnes quittent l'Afrique et le Moyen-Orient (Syrie, Afghanistan) pour trouver refuge en Europe. Ils fuient le plus souvent la guerre (Syrie), la violence politique et de difficiles conditions de vie dans l'espoir de trouver une vie meilleure en Europe. Confrontés à plusieurs vagues migratoires, les pays membres de l'UE se perdent dans des politiques égoïstes et refusent de redistribuer les migrants dans l'ensemble du continent. Les frontières se ferment dans l'espace Schengen et conduisent à des drames humains en Méditerranée (naufrage des embarcations de migrants) ; des centres de détention (*hotspots*) sont créés en Italie (Lampedusa) et en Grèce (Lesbos, Samos) pour accueillir, dans des conditions indignes, les migrants. L'UE renforce son contrôle aux frontières extérieures grâce à l'agence Frontex. Si un plan de redistribution des demandeurs d'asile est adopté en 2015, il n'en reste pas moins que les pays de l'UE sont la proie de nouvelles vagues populistes d'extrême droite (gouvernement Orban en Hongrie ; M. Salvini en Italie).

La crise du Brexit frappe durement l'UE à partir de 2016. À la suite d'un référendum commandé par Cameron, les Britanniques se prononcent pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE. À partir de 2016 et jusqu'en 2020, de longues et âpres négociations sont menées à la Chambre des communes comme avec l'UE pour mettre en œuvre le Brexit. Conduiront-elles à un Brexit dur qui coupe définitivement le Royaume-Uni de l'UE ou à un Brexit doux qui maintient leurs relations commerciales au sein d'un marché unique sans droit de douane ? Le Brexit met également en question le statut de la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord ainsi que le maintien de l'Écosse (europophile) au sein du Royaume-Uni. Quoi qu'il en soit, le départ du Royaume-Uni constitue un coup d'arrêt net

dans l'histoire de la construction européenne qui, jusqu'en 2016, n'avait fait qu'intégrer de nouveaux pays (comme les PECO en 2004 et 2007).

SUJET BAC E3C

Analyse de document

p. 300-301

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

L'Union européenne doit actuellement faire face à un certain nombre de défis, que Jean-Claude Junker évoque dans son bilan sur l'état de l'Union européenne. Prononcé une fois par an devant le Parlement européen par le président de la Commission européenne, ce bilan présente les principales actions réalisées par l'UE au cours de l'année écoulée, et les futures lignes directrices de la politique européenne. En 2018, dans un contexte de difficultés pour l'Union européenne suite à la crise de la dette, à la crise des migrants et au Brexit, le discours de Jean-Claude Junker évoque trois lignes directrices sur lesquelles l'UE doit travailler. Quels sont les défis que l'Union européenne doit relever ?

La première difficulté rencontrée par l'Union européenne est celle de sa légitimité sur la scène internationale. En effet, comme l'explique Jean-Claude Junker, « l'Europe ne doit pas être un spectateur, un commentateur des événements internationaux » et elle ne doit pas retomber « dans l'incohérence des diplomaties nationales concurrentes et parallèles ». L'Union européenne est parfois qualifiée par les médias de « nain diplomatique » en raison de l'absence de position commune des États membres sur des sujets internationaux. L'UE ne dispose pas d'une diplomatie commune et encore moins d'une armée commune, le pouvoir militaire étant resté dans le domaine de la souveraineté nationale de chaque État. Cette absence de force armée, tout particulièrement, est un frein à son poids sur la scène internationale.

C'est pourquoi Jean-Claude Junker dit que « la voix européenne doit être intelligible, compréhensible, distinguable pour être écoutée et entendue ». Il cite à ce propos Federica Mogherini. Cette dernière occupait le poste de Haute représentante de l'Union pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité de 2014 à 2019. Ce poste a été créé par le traité de Lisbonne en 2007 afin de faire entendre la voix de l'Union européenne sur la scène internationale.

Cette question de la représentation de l'UE rejoint un autre enjeu, celui de la division de ses États membres. En effet, le texte invite à « rapprocher l'est et l'ouest de l'Europe ». « Mettons un terme à ce triste spectacle de la division intra-européenne », dit Jean-Claude Junker qui peut ici faire référence

aux tensions héritées de l'élargissement massif de 2004. L'entrée de nouveaux États membres, dont le niveau de vie était bien inférieur à celui des pays d'Europe de l'Ouest, a conduit à une redistribution des aides de l'Union européenne en faveur des nouveaux entrants. Il peut également faire référence aux divisions liées à la crise migratoire des années 2010. Bon nombre de pays d'Europe de l'Est ont alors rétabli et renforcé leurs frontières afin de contrôler les flux migratoires. La Hongrie a par exemple créé un mur sur sa frontière avec la Serbie.

C'est pour éviter ces divisions que Jean-Claude Junker rappelle que « notre continent et ceux qui ont mis fin à la guerre froide méritent mieux ». En effet, dès 1989 avec la chute du mur de Berlin, et en 1991 avec la dislocation de l'URSS, les dirigeants de l'Union européenne ont réfléchi à la possibilité d'élargir la construction européenne vers les anciens pays communistes d'Europe centrale et de l'Est. C'est dans cette optique qu'a été signé le traité de Maastricht en 1992. Le président de la Commission européenne rappelle cet héritage d'unité et de solidarité face aux divisions actuelles de l'Union.

En effet, l'Union européenne doit faire face à une montée de l'euroscepticisme. C'est ce à quoi Jean-Claude Junker fait référence en disant : « je voudrais avant tout que nous disions non au nationalisme malsain ». Plusieurs partis nationalistes et souverainistes connaissent une importante montée lors des élections dans divers pays européens. Certains sont même parvenus au pouvoir comme en Pologne ou en République tchèque. La victoire du « Leave » le 23 juin 2016, qui a conduit le Royaume-Uni à sortir de l'UE le 31 janvier 2020, est également une expression de cette montée de l'euroscepticisme.

Face à cette réalité, le texte explique que « le patriotisme du ^{xxi}^e siècle est à double dimension, l'une nationale, l'autre européenne, les deux ne s'excluant pas ». Jean-Claude Junker fait ici référence à la notion de fédéralisme. Il souhaite développer la construction politique de l'Union européenne, sans pour autant renoncer à l'identité de chacun des États membres.

À travers son bilan annuel, le président de la Commission européenne présente à la fois les défis que l'Union européenne doit relever mais aussi son point de vue sur les voies pour y parvenir : place de l'UE sur la scène internationale, divisions internes et montée de l'euroscepticisme. Pour lui, c'est en se souvenant de l'histoire et des buts premiers de l'UE, ainsi que par l'approfondissement des politiques européennes, que cette dernière pourra relever ces défis.

SUJET BLANC : Vous montrerez que la question de l'euro concentre les débats actuels concernant l'Union européenne.

L'introduction de l'étude doit notamment replacer le document dans son contexte historique et interroger les positions politiques de l'auteur comme les intentions de son article.

Journaliste français, directeur de la rédaction du magazine économique *Les Échos* depuis 2008, Éric Le Boucher est connu pour ses positions politiques centristes. Défenseur d'Emmanuel Macron pendant la crise des gilets jaunes depuis 2017, il adopte une position européiste à tendance fédéraliste dans son journal comme dans ses chroniques hebdomadaires d'analyse économique du quotidien *Le Monde*.

L'article d'Éric Le Boucher est publié en 2017, c'est-à-dire à la fin d'une décennie qui a particulièrement mis à mal le projet européen. Depuis 2008, l'Union européenne est effectivement confrontée à trois crises majeures : la crise de l'euro, la crise des migrants et la crise du Brexit (2016-2020). C'est dans ce contexte particulièrement tendu que l'européiste Éric Le Boucher choisit de défendre les acquis de la construction européenne contre ses détracteurs, eurosceptiques, souverainistes, populistes...

La problématique de l'étude doit reprendre les grandes lignes directrices du chapitre du manuel. Il s'agit notamment d'éclairer le texte à la lumière des débats qui opposent les européistes aux eurosceptiques au sujet de l'approfondissement de l'Union européenne.

I. L'Union européenne, une union économique efficace ?

1. Les faiblesses économiques de l'Union européenne à l'origine des critiques eurosceptiques (crise de l'euro en 2008, politique d'austérité imposée pour éviter un Grexit).

2. Les forces économiques de l'Union européenne comme arguments des européistes et des fédéralistes (souveraineté monétaire forte, fin de la guerre des dévaluations, dynamisme économique).

II. L'Union européenne, une communauté solidaire ?

1. Des plans de sauvetage destinés aux pays les plus en difficulté (Grèce, Portugal, Espagne, Italie).

2. Des soutiens difficiles à obtenir (fracture économique entre le nord et le sud de l'UE, mais aussi entre l'est et l'ouest de la communauté ; politique d'austérité comme condition d'obtention de plan de sauvetage ; égoïsmes nationaux face aux crises économiques mais aussi à la crise des migrants).

III. L'Union européenne, une communauté politique ?

1. Un approfondissement remis en cause au début du ^{xxi}^e siècle (échec des référendums sur le traité constitutionnel en 2005 ; peu de projets après la crise de 2008).

2. Une monnaie unique comme instrument de légitimation politique de l'UE et comme vecteur de construction d'une identité commune

SUJET BAC E3C

Réponse à une question problématisée

p. 302

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

1992 est une année charnière pour le continent européen : elle voit s'effondrer le communisme dans les démocraties populaires de l'Europe de l'Est et en URSS. La même année, l'Union européenne remplace l'ancienne Communauté économique européenne. La construction de l'Union européenne peut désormais envisager de prendre une nouvelle dimension en renforçant la coopération à l'échelle de tout le continent. Ainsi, comment a évolué la construction politique de l'Union européenne depuis 1992 ? 1992 marque une étape clé de la construction européenne, qui se poursuit de 1993 à 2004 par un renforcement de la gouvernance européenne. Cependant, depuis 2004, cette gouvernance est mise en doute.

L'année 1992 marque une étape clé dans la construction de l'Union européenne. Le traité de Maastricht transforme en effet la Communauté économique européenne (CEE) en Union européenne (UE). Ce traité s'inscrit dans la logique du fédéralisme, c'est-à-dire que les États membres délèguent une partie de leur souveraineté aux institutions européennes, franchissant ainsi un cap dans l'approfondissement des politiques européennes.

Trois « piliers » de l'Union européenne sont alors définis. Le premier est la coopération économique, avec la mise en place d'un marché unique et d'une monnaie unique, l'euro. Sa mise en circulation a lieu en 2002. De plus, les États membres partagent une Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Cette dernière est complétée par le troisième pilier, la coopération policière et judiciaire.

Le traité de Maastricht instaure également la citoyenneté européenne qui définit de nouveaux droits pour les citoyens des pays membres. Par exemple, les citoyens européens ont le droit de circuler, de séjourner, de travailler et d'étudier sur le territoire de chaque pays membre. Ils bénéficient

également du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales et aux élections du Parlement européen, dans l'État membre où ils résident.

De 1993 à 2004, la gouvernance européenne connaît une dynamique de renforcement. En effet, l'effondrement de l'URSS en 1991 met fin à la guerre froide et rend leur autonomie aux pays d'Europe centrale et de l'Est. Ce nouveau contexte de relations internationales apaisées permet le premier élargissement : les « pays neutres » qu'étaient l'Autriche, la Suède et la Finlande, intègrent l'UE en 1995.

En parallèle à cet élargissement, de nouvelles mesures vont dans le sens de l'approfondissement. En 1997, le traité d'Amsterdam crée « un espace de liberté, de sécurité et de justice » à l'intérieur de l'Union européenne. Il intègre ainsi la convention de Schengen qui permet la libre circulation des personnes sans contrôle aux frontières. Elle s'applique désormais à tous les États membres, avec des conditions particulières pour le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark. Le traité d'Amsterdam crée aussi un poste de Haut représentant pour la PESC, tout en intégrant dans le champ communautaire les questions de visas, d'asile et d'immigration.

En 2004, l'entrée de huit pays anciennement communistes d'Europe de l'Est dans l'Union européenne constitue un temps fort de la construction européenne qui semble alors vouée à un élargissement inéluctable.

Cependant, dans les années qui suivent 2004, plusieurs doutes traversent la construction européenne. L'élargissement massif de 2004 (anciens pays communistes auxquels s'ajoutent Malte et Chypre) se poursuit en 2007 avec l'entrée de la Roumanie et la Bulgarie puis, en 2013, de la Croatie. L'Union européenne est ainsi passée de 12 à 28 États membres. Cette entrée massive met à mal la cohésion des États membres et l'adhésion des populations. Le projet de Constitution européenne, visant notamment à réformer les institutions européennes pour les adapter à une Europe à 28, est rejeté par les référendums de 2005 en France et aux Pays Bas. C'est donc le traité de Lisbonne qui la remplace, faisant un pas en arrière dans le fédéralisme et confirmant le principe d'une Europe « à la carte ».

Enfin, l'Union européenne connaît plusieurs crises dans les années 2010, mettant à mal l'approfondissement du projet européen. Tout d'abord, la solidarité entre les États membres montre ses limites avec la crise économique de 2008 et surtout la crise migratoire. Face à ces difficultés, l'euro-scepticisme gagne du terrain dans plusieurs pays, et l'emporte au Royaume-Uni avec la victoire du « Leave » au référendum du 23 juin 2016. Le processus du Brexit est alors enclenché, conduisant à

la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en janvier 2020.

En 1992, le contexte de la fin de la guerre froide et l'instauration de l'Union européenne laissaient espérer une possible union à l'échelle du continent, marquant la fin d'une Europe divisée depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Union européenne, en même temps qu'elle s'est élargie à de nouveaux États, a approfondi ses compétences et s'est renforcée. Cependant, après une période d'accélération de la construction européenne, celle-ci est aujourd'hui fragilisée par les crises des années 2010 et particulièrement par la montée de l'euro-scepticisme, qui s'est exprimée de façon spectaculaire par le départ des Britanniques. De nombreux partis politiques, comme en France ou aux Pays-Bas, proposent de quitter l'Union. À l'image du Brexit en 2020, un Frexit est-il envisageable ?

SUJET BLANC : Quelles sont les limites à la construction de l'Union européenne depuis les années 2000 ?

Introduction : analyse de la question posée

- Les limites chronologiques : depuis les années 2000.
- Les limites spatiales : États membres de l'UE (2004 UE à 25 ; 2007 UE à 27, 2013 UE à 28 ; 2020 sortie du Royaume-Uni).
- Les acteurs historiques : États membres, institutions européennes.
- Les notions clés : élargissement, approfondissement, euroscepticisme, crises.

I. Une Europe à la carte

- Élargissement de 2004 : entrée de 10 nouveaux États membres, avec un fort écart de développement par rapport aux pays membres d'Europe de l'Ouest. L'aide financière massive de l'UE à ces pays provoque des mécontentements dans les États de l'Ouest qui s'estiment perdants. De plus, les élargissements successifs ont rendu complexe le processus de prise de décision.
- Tous les nouveaux pays membres n'ont pas la même vision de ce que devrait être le projet européen. Parmi les européistes, les souverainistes désirent avant tout une coopération économique, tandis que les fédéralistes recherchent également une intégration politique.
- Échec du projet de Constitution européenne, remplacé par le traité de Lisbonne : montre les limites du fédéralisme. Cette Constitution est cependant rejetée par les référendums de 2005 en France et aux Pays-Bas. Le traité de Lisbonne (2007) définit le nouveau fonctionnement de l'UE ainsi que la majorité qualifiée nécessaire à l'adoption d'une décision.

Il repose sur un compromis créant une Europe « à la carte » : les États membres peuvent adopter ou refuser les mesures européennes, comme l'euro ou l'espace Schengen.

II. Des crises économiques et sociales

- Une crise économique et sociale : la crise de la zone euro en 2011. En raison de la crise financière mondiale, de nombreux États ne satisfont plus aux exigences budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance (1997) : Irlande, Portugal, mais surtout Grèce. À cela s'ajoute la crise économique et sociale qui touche les pays membres de l'UE où le taux de chômage s'envole. Les pays ne s'entendent pas sur les politiques à suivre et la crise accentue la fracture entre les pays de l'Europe du Nord qui sortent plus rapidement de la crise que les pays du sud de l'UE.
- Une crise sociale : la crise des migrants. Depuis les années 2010, les flux migratoires vers l'Europe augmentent fortement. L'espace Schengen est alors remis en cause, certains États allant jusqu'à construire des murs (Hongrie par exemple), tout en acceptant très peu de demandes d'asile. Le problème migratoire fragilise la solidarité entre les États qui ne sont pas d'accord sur la politique d'accueil à adopter, et a également pour conséquence une montée de la xénophobie.

III. L'Union européenne au bord de l'implosion ?

- Montée des partis eurosceptiques dans plusieurs États membres : Hongrie, Pologne, République tchèque, Autriche.
- Un pays quitte l'Union européenne. 2016 : victoire du « Leave » au Royaume-Uni. Le Brexit est engagé. Après quatre années de négociations, le Royaume-Uni est sorti en 2020 de l'Union européenne.
- Les États membres ont fait preuve de solidarité dans les négociations avec le Royaume-Uni concernant sa sortie de l'Union européenne. La peur d'une sortie en cascades de pays membres de l'Union européenne n'a en fait pas eu lieu.

REGARD CRITIQUE

p. 303

1. Le Brexit risque d'affaiblir l'usage de l'anglais au sein des institutions européennes. Avec la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, les fonctionnaires européens vont sans doute revenir à un multilinguisme plus prononcé. Il faudra effectivement désormais publier les textes officiels de l'Union européenne dans au moins une des langues officielles des pays membres. Il est ainsi possible que le Brexit promeuve le retour du français au sein des institutions européennes. Dans la pratique, les fonctionnaires des institutions européennes risquent cependant de recourir encore

fréquemment à l'anglais qui est aujourd'hui une langue globale. L'usage de l'anglais est d'autant plus nécessaire que les Allemands ne cherchent pas à promouvoir l'utilisation de leur langue et que les peuples du sud de l'Europe ne sont pas réputés pour être de grands polyglottes.

2. Cette question permettra sans doute d'ouvrir le débat au sein de la classe. Il est nécessaire qu'une langue commune soit parlée pour assurer le fonctionnement rapide et efficace des institutions européennes. C'est sans doute aussi une condition indispensable au rapprochement des peuples en Europe et peut-être à l'approfondissement comme à l'élargissement de l'UE. Pour vivre ensemble au sein d'une même communauté, il est effectivement nécessaire de se comprendre. Comme la monnaie unique (euro), il faut une langue qui puisse jouer le

rôle de trait d'union dans une communauté large et diverse. Cependant les langues qui pourraient jouer ce rôle présentent toutes des faiblesses. L'anglais, langue globale de la mondialisation, n'est plus la langue d'un pays membre depuis le Brexit. L'allemand est peu parlé en Europe de l'Ouest, le Français rarement en Europe de l'Est. Le multilinguisme présente par ailleurs des avantages. À l'heure de la construction européenne (tout comme de la mondialisation), il est indispensable de parler plusieurs langues. Le multilinguisme ne doit pas seulement s'imposer dans la rédaction des textes officiels et des traités de l'UE. Il a lui aussi un rôle symbolique à jouer. Parler plusieurs langues européennes, c'est à la fois reconnaître la diversité culturelle de la communauté comme démontrer sa volonté de s'ouvrir à l'autre.

Comment la V^e République parvient-elle à s'adapter aux nouveaux enjeux politiques et sociaux au tournant du XXI^e siècle ?

I. Introduction

Il s'agit d'abord de montrer que la V^e République est « un régime stable qui connaît de nombreuses réformes institutionnelles ». On peut reprendre ici les analyses développées dans l'ouvrage collectif récent *La V^e République démystifiée* (2019). Dans son introduction, Olivier Duhamel rappelle en effet l'une des conditions nécessaires à la longévité de ce régime : « que la Constitution soit régulièrement amendée. Pour ne pas changer de République, il faut changer régulièrement la République. » Et en effet, la Constitution de la V^e République est celle qui a connu le plus de révisions, y compris dans sa période la plus récente. Au-delà de ce constat général, cet ouvrage permet de mettre en cause un certain nombre d'idées reçues sur le fonctionnement du régime.

Ainsi Nicolas Rousselier explique-t-il que l'instauration du quinquennat en 2000 débouche sur un « présidentielisme encombré de sa force » : en faisant du président non seulement le chef de l'État mais aussi le chef de la majorité gouvernementale, il exacerbe le décalage entre les attentes suscitées par l'élection présidentielle et la capacité réelle du président à réformer. « Maintenant les attentes sont si élevées et si concentrées sur la présidence, le périmètre des activités est si démesuré que les présidents subissent le contrecoup d'un nouveau type de syndrome : celui de la faiblesse des forts. »

De même, concernant le rôle du Parlement, Olivier Rozenberg explique que ses prérogatives, notamment en termes de contrôle de l'action gouvernementale, sont réelles et même renforcées par les réformes récentes : celle de 1995 sur la session unique et celle de 2008 qui renforce le pouvoir des commissions dans la procédure législative. Dans le même ordre d'idées, l'historienne Anne-Laure Olivier montre que la préparation des lois suppose souvent de longues négociations entre l'exécutif et le législatif. Le Sénat, en particulier, joue souvent un rôle de contre-pouvoir, car l'élection de ses membres est moins dépendante de celle du président de la République. La faiblesse du Parlement vient plutôt de son rapport à la société et de son éloignement vis-à-vis des citoyens : faible participation électorale, problème de représentativité et professionnalisation des représentants – éloignement renforcé, selon Éric Thiers, par le peu d'échos médiatiques d'un travail parlementaire souvent austère (vote de la loi, contrôle de l'action du gouvernement, évaluation des politiques publiques).

Dans cette réflexion institutionnelle, un point de passage et d'ouverture porte sur « l'approfondissement de la décentralisation ». Or, malgré plusieurs vagues de réformes, celle-ci reste un objet de tensions entre un État historiquement centralisé et des collectivités territoriales qui réclament davantage d'autonomie. Cela prolonge l'analyse que fait Loïc Azoulai des contradictions qui pèsent sur l'État : garantir la souveraineté nationale malgré la mondialisation, diriger l'économie malgré la libéralisation des marchés, combiner les demandes d'autorité avec les mouvements de contestation sociale.

Enfin les évolutions récentes de la vie politique conduisent à une mise en question du rôle des partis traditionnels, dont témoigne l'émergence de mouvements comme La France insoumise ou La République en marche. La politologue Anne Muxel souligne en effet que la défiance des citoyens est de plus en plus marquée : elle se traduit par de l'abstention, par une défiance forte des partisans des partis extrêmes qui n'ont pu accéder au pouvoir et par l'installation d'une culture protestataire. Ainsi la campagne présidentielle de 2017 interroge-t-elle le devenir de la bipolarisation : fragmentation inédite des candidatures, effondrement des partis de gouvernement traditionnels, qualification au second tour de deux candidats refusant de s'inscrire dans le clivage gauche/droite.

In fine, la capacité de la V^e République à se réformer est plébiscitée par les Français : une enquête d'opinion de 2018 citée dans l'ouvrage montre que le régime fait l'objet d'un soutien critique puisque nombreux sont ceux et celles qui souhaitent voir le système continuer à évoluer.

Par ailleurs le programme demande de montrer que la V^e République « s'efforce de s'adapter à des évolutions de la société », en premier lieu les questions liées à la laïcité. De l'affaire des « foulards de Creil » en 1989 à la polémique sur les mères voilées accompagnant les sorties scolaires, la V^e Répu-

blique a dû faire face à la visibilité accrue de l'islam dans la société. Cette question relance les débats sur la laïcité qui s'étaient apaisés au cours du ^{xx} siècle. Dans *Les 7 laïcités françaises* (2015), Jean Baubérot identifie les différentes représentations du principe de laïcité en France qui nourrissent ces débats. Il voit dans la période actuelle le « troisième seuil » de laïcisation, marqué par la tentation d'un passage de la neutralité de l'État en matière religieuse à celle des individus, ce que traduisent les lois de 2004 (port des signes religieux à l'école) et de 2010 (dissimulation du visage dans l'espace public).

La V^e République est également confrontée aux demandes d'une plus forte égalité entre les hommes et les femmes (point de passage et d'ouverture « La parité, du principe aux applications »). Mariette Sineau (*Femmes et pouvoir sous la V^e République, De l'exclusion à l'entrée dans la course présidentielle*, 2011) montre les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes dans l'accès aux responsabilités politiques : domination de la culture républicaine par un universel « neutre », « cache-sexe » du « monopole masculin sur la *res publica* » ; fonctionnement des partis politiques comme des « cénacles d'investiture » protégeant « la boutique » ; « isolationnisme » des féministes à l'égard des institutions et des organisations traditionnelles. De ce point de vue, le gouvernement Jospin (1997-2002) marque une étape décisive : accès des femmes à des ministères régaliens, féminisation du langage, loi sur la parité (2000). Mais Mariette Sineau tire un bilan en demi-teinte de cette dernière : la progression reste lente à l'Assemblée, en raison de l'absence d'obligation paritaire dans un scrutin uninominal et du choix des partis de gouvernement de préférer les sanctions financières à l'investiture de femmes. En outre, l'organisation du travail politique reste marquée par la séparation et la hiérarchie entre les sexes.

Enfin, la V^e République a également dû faire face aux mutations de la famille et à l'émergence de revendications en faveur de nouveaux droits. Dans un article paru dans *L'Histoire* (« La filiation plus forte que le mariage », *Les Collections de L'Histoire* n° 72, p. 86-90), Irène Théry montre comment la métamorphose qu'a connue la parenté depuis les années 1980 a engendré de nouvelles valeurs, de nouveaux espoirs, mais aussi des tentations de repli dans les redéfinitions du mariage (PACS, mariage pour tous) et de la filiation (PMA).

II. Du programme au manuel

La double page d'ouverture vise à réfléchir sur les enjeux très contemporains du fonctionnement de la République et de la démocratie en France. En effet, la scène photographiée a lieu place de la République, ce qui la situe dans une histoire longue allant de la III^e République (la place prend son nom en 1879) à la marche républicaine du 11 janvier 2015 en passant par le discours du général de Gaulle le 4 septembre 1958 sur la constitution de la V^e République. Ensuite, la scène permet d'interroger le fonctionnement actuel des institutions à partir de la pancarte portant le slogan « Réelle démocratie maintenant » : quelles sont les limites des institutions de la V^e République en matière de démocratie entendue comme participation des citoyens à l'exercice du pouvoir ? Enfin, cette scène permet d'évoquer les nouvelles formes de mobilisation qui ont émergé ces dernières années et qui se caractérisent par l'occupation de lieux symboliques, par des prises de parole spontanées et par l'absence d'encadrement par les corps intermédiaires traditionnels (syndicats, partis).

La double page « Mots clés » permet de dégager les notions centrales du chapitre. Chacune d'entre elles est associée à une étude qui permet d'en donner une incarnation concrète. Ces notions permettent d'interroger le fonctionnement institutionnel de la V^e République du point de vue des rapports entre exécutif et législatif (« présidentielisme ») mais aussi entre pouvoir central et pouvoirs territoriaux (« décentralisation »). Elles portent également sur la façon dont des principes essentiels de la République sont appliqués et réinterrogés à la faveur des évolutions sociales (« laïcité », « parité »).

La double page « Repères » permet d'une part d'évaluer les nombreuses modifications institutionnelles qui ont touché le fonctionnement de la V^e République depuis le début des années 1990 et d'en interroger les effets : rééquilibrage des pouvoirs ou renforcement du présidentielisme ? La réponse à cette question soulève un paradoxe puisque si la plupart des réformes visaient le premier effet, le fonctionnement réel de la vie politique a plutôt abouti au second. La carte sur la décentralisation permet d'en visualiser les lignes de force, en particulier le renforcement du poids des régions et des intercommunalités.

La première double page « Cours » est consacrée au fonctionnement des institutions et de la vie politique depuis 1988 autour de l'identification de ruptures et de continuités. En effet, la période est marquée par des inflexions importantes : recomposition de la vie politique avec le déclin des partis traditionnels et l'affirmation de nouvelles forces politiques, redéfinition des rapports entre pouvoir central et pouvoirs territoriaux avec la décentralisation, émergence de nouvelles formes de mobilisation politique. Mais le fonctionnement de la V^e République se caractérise aussi par des permanences fortes, en particulier le présidentialisme et le poids de l'État central.

Le point de passage « L'approfondissement de la décentralisation : objectifs et étapes » permet de périodiser ce processus autour des trois « actes » de 1982 à nos jours. Elle permet également d'en dégager les enjeux grâce aux extraits des débats parlementaires de 2003. Enfin, il est possible d'établir un bilan par l'analyse critique de l'appel de Marseille pour les libertés locales du 26 septembre 2018.

L'étude « Le partage des pouvoirs depuis 2002 : fonctionnement et débats » permet d'interroger les évolutions du rôle du président à la suite de l'instauration du quinquennat et d'analyser les débats actuels sur le fonctionnement des institutions.

L'étude « L'élection présidentielle de 2002 : un tournant ? » est l'occasion d'une réflexion sur la notion de crise politique et sur la capacité de la V^e République à y faire face. Elle permet d'articuler le temps long des permanences (le présidentialisme) et des évolutions profondes (l'implantation du Front national) avec le temps court de l'événement (l'élection de 2002 et la qualification de Jean-Marie Le Pen pour le second tour).

La deuxième double page « Cours » propose une réflexion sur l'articulation entre l'affirmation de principes républicains (laïcité, égalité, refus des discriminations) et la question de leur mise en œuvre : comment ces principes sont-ils interprétés ? Quelles limites rencontrent-ils dans leur application ?

Le point de passage et d'ouverture « La parité : du principe aux applications » permet d'étudier la complexité de cette notion : ses différentes dimensions (pas seulement politique, mais aussi professionnelle, économique, etc.), les débats qu'elle suscite, les limites qu'elle rencontre dans sa mise en œuvre.

L'étude « La réaffirmation de la laïcité à l'école » invite à réfléchir sur l'articulation entre la continuité d'un principe républicain dont les tenants sont rappelés dans la Charte de la laïcité de 2013 et sur la nécessité de le réinterroger à la faveur d'un contexte nouveau aboutissant à la loi de 2004 sur le port des signes religieux à l'école.

L'étude « Du PACS au mariage pour tous » permet de réfléchir aux enjeux des réformes de société : par quels acteurs sont-elles portées ? quel est le rôle du politique ? quels en sont les effets dans la société ?

BIBLIOGRAPHIE

- **Ludivine Bantigny**, *La France à l'heure du monde. De 1981 à nos jours*, Seuil, 2019.
- **Olivier Duhamel et alii**, *La V^e République démystifiée*, Presses de Sciences Po, 2019.
- **Mariette Sineau**, *Femmes et pouvoir sous la V^e République, De l'exclusion à l'entrée dans la course présidentielle*, Presses de Sciences Po, 2011.
- **Thomas Finault**, *Le Pouvoir territorialisé en France*, Presses universitaires de Rennes, 2012.
- **Valentine Zuber**, *La Laïcité en débat au-delà des idées reçues*, Le cavalier bleu, 2017.

III. Corrigés

REPÈRES

p. 308-309

1. Tout d'abord, le Parlement voit ses propres pouvoirs renforcés. Le passage en 1995 à une session unique de neuf mois au lieu de deux de trois mois

permet aux assemblées parlementaires d'exercer de manière plus continue leur mission de contrôle de l'action du gouvernement et d'adapter le rythme des réunions du Parlement aux exigences d'un travail législatif qui nécessite du temps. La réforme

de 1996 donne au Parlement un droit de regard sur l'équilibre financier de la Sécurité sociale. Enfin, la réforme de 2008 lui permet de partager avec le gouvernement son ordre du jour (c'est-à-dire la liste des sujets qu'une assemblée doit aborder au cours d'une séance). Depuis 1958, sa détermination dépendait essentiellement du gouvernement. Désormais, le gouvernement et les assemblées disposent chacun de deux semaines de séances sur quatre.

D'autre part, le Parlement se voit renforcé dans ses relations avec les autres pouvoirs. La réforme de 2008 a accru ses possibilités de contrôle de l'action gouvernementale, par la possibilité de créer des commissions d'enquête et l'obligation d'accompagner tous les projets de loi (d'origine gouvernementale) d'une étude d'impact qui doit permettre d'en mesurer les incidences économiques, financières, sociales et environnementales. La réforme a également passé le nombre de commissions parlementaires permanentes chargées d'examiner les projets et propositions de lois de 6 à 8 dans chaque assemblée et a allongé le temps qui leur est imparti pour cet examen. Par ailleurs, l'utilisation de l'article 49-3 est limitée aux projets de loi de finances et de financement de la Sécurité sociale. Pour les autres textes, le Premier ministre ne peut y recourir qu'une fois par session parlementaire. Enfin, la réforme de 2008 a instauré le référendum d'initiative partagée qui repose sur une initiative parlementaire soutenue par les citoyens. La procédure reste néanmoins complexe et difficile à mettre en œuvre.

2. La réforme de 2008 permet aux citoyens de participer à la mise en œuvre du référendum d'initiative partagée. Pour cela, une proposition de loi, présentée par un cinquième au moins des membres du Parlement, doit ensuite être soutenue par au moins un dixième des citoyens français inscrits sur les listes électorales. Si cette proposition de loi n'est pas examinée par le Parlement dans un délai de six mois, le président de la République doit la soumettre à référendum. La réforme de 2008 permet également à tout citoyen de contester la constitutionnalité d'une disposition législative à l'occasion d'un procès, lorsqu'il estime qu'un texte porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit. Néanmoins, la demande doit être validée d'abord par le juge, puis par la Cour de cassation ou le Conseil d'État (selon la nature de la juridiction devant laquelle la question a été posée).

3. Les échelons territoriaux renforcés par la décentralisation sont les régions et les intercommunalités. Depuis 1982, les régions ont régulièrement vu leurs compétences renforcées et elles ont fait

l'objet d'un redécoupage conduisant pour beaucoup d'entre elles à un agrandissement par fusion. Les intercommunalités sont devenues obligatoires depuis la loi de 2010 qui a en outre créé le statut de métropole, censé être plus adapté aux grandes agglomérations. La métropole est un EPCI (établissement public de coopération intercommunale) regroupant plusieurs communes, d'un seul tenant et sans enclave, qui s'associent pour élaborer un projet d'aménagement et de développement commun afin d'améliorer la compétitivité et la cohésion du territoire. Une métropole rassemble au moins 500 000 habitants et exerce de plein droit des compétences à la place des communes membres. Ces évolutions inquiètent les autres échelons territoriaux, en particulier les départements, régulièrement menacés de disparition, et les communes qui font néanmoins l'objet d'un attachement très fort de la part des citoyens.

POINT DE PASSAGE

L'approfondissement de la décentralisation : objectifs et étapes

p. 312-313

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La loi de 2003 est une étape majeure du processus de décentralisation car en faisant de celle-ci un principe constitutionnel, elle lui donne une valeur juridique et symbolique éminente.

2. Les transferts de compétences concernent des domaines très variés : économie et développement local, aménagement du territoire (urbanisme, voirie, transport), action sociale et logement, enseignement, formation professionnelle et apprentissage, culture.

3. Pour les communes, le renforcement des intercommunalités a pour premier intérêt de mettre en commun la gestion de certains services publics locaux (gestion des déchets, transports, etc.) ou la réalisation d'équipements locaux (équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire). Cela permet de mieux répartir les coûts et de profiter d'économies d'échelle. Il a pour deuxième intérêt de pouvoir conduire collectivement des projets de développement local : le soutien à l'agriculture locale, le rayonnement culturel (festival jazz à Vienne), etc. De façon plus générale, l'intercommunalité doit permettre de surmonter l'émiettement communal (la France compte plus de 36 700 communes, soit 40 % de l'ensemble des communes de l'Union européenne), de rassembler des moyens dispersés et de structurer les initiatives locales.

À l'échelle nationale, l'intercommunalité permet de mettre en place un maillage du territoire qui réponde aux défis du pays en matière d'aménagement du territoire, qu'il s'agisse des problèmes liés au développement urbain ou à la dévitalisation des espaces ruraux.

4. Les arguments développés au Congrès en 2003 par Jacques Pelletier et Nicole Borvo mettent aux prises deux conceptions des rapports entre la République et les citoyens. La première, qui soutient le projet de loi relatif à l'organisation décentralisée de la République, met en avant une « République des proximités » qui rapproche le citoyen de l'exercice du pouvoir, à rebours d'un « État centralisateur, protecteur, paternaliste et, de ce fait, très éloigné, trop éloigné du citoyen ». La seconde, qui s'oppose au projet de loi, craint un « éclatement de la République », qui mettrait à mal « l'égalité des citoyens et la cohésion sociale », en raison du manque de moyens des collectivités locales, des risques de clientélisme et des inégalités territoriales.

5. Dans leur « appel de Marseille pour les libertés locales », les présidents des trois associations représentant les maires, les départements et les régions de France dénoncent la persistance d'un État centralisé qui n'est pas apte, selon eux, à faire face aux « défis d'avenir » : « transition énergétique et écologique, nouveau modèle agricole, réindustrialisation ». Cela permet de rappeler que, comparativement à certains de ses voisins européens, la France reste un pays très centralisé, en raison d'une histoire longue qui remonte à la construction de l'État royal.

PARCOURS 2 : Classer des informations

Une décentralisation progressive

- Une décentralisation en plusieurs étapes : « acte I » (1983-1992), « acte II » (2003-2010), « acte III » (depuis 2014).
- Des transferts de compétences nombreux : économie et développement local, aménagement du territoire, action sociale et logement, enseignement, formation professionnelle et apprentissage, culture.

Une décentralisation en débat

- Les partisans de la décentralisation mettent en avant la nécessité de rapprocher les citoyens du pouvoir et la plus grande efficacité d'une approche territorialisée des problèmes (exemple des intercommunalités).
- Les opposants à la décentralisation dénoncent le manque de moyens des collectivités locales, les risques de clientélisme et les inégalités territoriales.

Une décentralisation inachevée ?

- Les représentants des collectivités locales considèrent que la décentralisation est insuffisante pour faire face aux défis d'avenir : « transition énergétique et écologique, nouveau modèle agricole, réindustrialisation ».

SYNTHÈSE : Comment et pourquoi la décentralisation se prolonge-t-elle depuis les années 1990 ?

La décentralisation s'est prolongée de façon progressive depuis les années 1990. La réforme de 1992 vient parachever l'« acte I » qui avait été initié par les lois Defferre de 1982-1983. Elle renforce les possibilités d'intercommunalité en créant les communautés de communes. Puis, la loi de 2003 marque un tournant majeur en faisant de la décentralisation un principe constitutionnel. C'est le début de l'« acte II » qui se poursuit par la loi de 2004 qui transfère de nouvelles compétences vers les régions et les départements et celle de 2010 qui oblige chaque commune à adhérer à un établissement public de coopération intercommunale et crée les métropoles. Enfin, les lois MAPTAM (2014) et NOTRe (2015) marquent l'entrée dans « l'acte III » en favorisant les métropoles (création des métropoles du Grand Paris et d'Aix-Marseille-Provence) et les régions (transfert de nouvelles compétences).

Mais cette décentralisation ne va pas sans susciter des débats. Ses partisans mettent en avant la nécessité de rapprocher les citoyens du pouvoir et la plus grande efficacité d'une approche territorialisée des problèmes. C'est le cas par exemple de l'intercommunalité qui doit permettre de surmonter l'émiettement communal, de rassembler des moyens dispersés et de structurer les initiatives locales. À l'échelle nationale, l'objectif est donc de mettre en place un maillage du territoire qui réponde aux défis du pays en matière d'aménagement du territoire. En revanche, les opposants à la décentralisation dénoncent le manque de moyens des collectivités locales, les risques de clientélisme et les inégalités territoriales.

La décentralisation est loin d'être un processus achevé. Comparativement à certains de ses voisins européens, la France reste un pays très centralisé, en raison d'une histoire longue qui remonte à la construction de l'État royal. C'est ce qu'ont dénoncé en 2018 dans leur « appel de Marseille pour les libertés locales » les présidents des trois associations représentant les maires, les départements et les régions de France.

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Le quinquennat, destiné à éviter le risque de cohabitation, renforce le présidentielisme du régime puisque le président de la République devient le véritable chef de la majorité au détriment du Premier ministre et à rebours de la conception gaullienne qui voyait le président comme un arbitre au-dessus de la mêlée. C'est ainsi que Nicolas Sarkozy avait été qualifié d'« hyperprésident » en raison de sa propension affichée à prendre en charge tous les dossiers. Il avait d'ailleurs désigné son Premier ministre François Fillon comme un simple « collaborateur ». Cela explique la référence à Bonaparte en Une du *Point*. Mais, comme le rappelle Serge Bernstein, cette évolution a aussi pour conséquence de désacraliser la fonction en plaçant le président en première ligne.

2. La réforme de 2008 comporte trois volets destinés à rééquilibrer l'organisation des pouvoirs. Tout d'abord, elle encadre davantage les pouvoirs du président de la République, en particulier en limitant à deux le nombre de mandats successifs. Néanmoins, elle lui accorde aussi la possibilité de s'exprimer devant les assemblées législatives réunies en Congrès. D'autre part, la réforme de 2008 renforce les pouvoirs du Parlement de façon assez conséquente, à la fois dans son rôle législatif et dans son rôle de contrôle de l'action gouvernementale. La limitation de la possibilité du recours au 49-3 par le gouvernement est également une évolution importante. Enfin, cette réforme octroie de nouveaux droits aux citoyens, en particulier la possibilité de soulever une question prioritaire de constitutionnalité.

3. Lors des manifestations des gilets jaunes entre la fin de l'année 2018 et le début de l'année 2019, de nombreuses revendications portaient sur les institutions de la V^e République. Elles se sont fédérées autour de deux acronymes : RIC et CARL. Le RIC désigne le référendum d'initiative citoyenne, soit un référendum que pourraient demander directement les citoyens sans passer par leurs représentants. Il diffère donc du référendum d'initiative partagée instauré par la réforme de 2008 par modification de l'article 11 de la Constitution auquel font référence les manifestants ainsi qu'à l'article 3 de la Constitution : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. » Ce référendum d'initiative citoyenne pourrait porter sur 4 objets rappelés dans l'acronyme CARL : une modification de la Constitution (Constituant), la suppression d'une loi (Abrogatoire), le départ d'un responsable politique

(Révocatoire), une proposition de loi (Législatif). Ces revendications traduisent donc l'aspiration d'une partie de la population à la mise en place de procédures de démocratie directe, en raison du sentiment que la démocratie représentative ne permet pas aux citoyens d'être véritablement écoutés.

4. François Hollande envisage deux solutions pour changer de régime : d'une part, le retour à un véritable régime parlementaire (comme l'étaient les III^e et IV^e Républiques), d'autre part, l'instauration d'un régime présidentiel, dans lequel les pouvoirs sont strictement séparés : ni responsabilité politique de l'exécutif devant le législatif, ni droit de dissolution de l'Assemblée pour le président. Il écarte la première solution, en raison des risques d'instabilité ministérielle et de l'irréversibilité de l'élection du président de la République au suffrage universel. Il se montre favorable à la deuxième solution, la seule à même selon lui de redonner un véritable rôle au Parlement.

PARCOURS 2 : Préparer un exposé

Les pouvoirs du président de la République

– La réforme du quinquennat et ses conséquences : renforcement du présidentielisme mais désacralisation de la fonction.

– La réforme de 2008 et ses conséquences : encadrement des pouvoirs du président mais possibilité de s'exprimer devant les assemblées législatives réunies en Congrès.

Le rôle du Parlement

– Le renforcement des pouvoirs du Parlement par la réforme de 2008 : dans l'élaboration de la loi (rôle des commissions parlementaires) et dans le contrôle de l'action du gouvernement.

– Le rééquilibrage des pouvoirs par rapport au gouvernement : partage de l'ordre du jour, limitation du recours au 49-3 par le gouvernement.

Les solutions envisageables

– Accroître les procédures de démocratie directe (proposition des gilets jaunes) avec le référendum d'initiative citoyenne afin de contourner les limites de la démocratie représentative.

– Passer à un régime présidentiel (proposition de François Hollande) avec un partage plus strict des pouvoirs exécutif et législatif afin de revaloriser le rôle du Parlement.

SYNTHÈSE : Pourquoi l'organisation des pouvoirs continue-t-elle à faire débat en France ?

L'organisation des pouvoirs continue à faire débat en France parce que les institutions de la V^e République souffrent d'un certain nombre de déséqui-

libres. Tout d'abord, elles sont marquées par un présidentialisme qui a été encore renforcé par la réforme du quinquennat. Le président de la République apparaît comme le principal, sinon le seul, responsable de la politique menée par le gouvernement au détriment du Premier ministre qui peine souvent à trouver sa place. C'est ainsi que Nicolas Sarkozy, qualifié d'« hyperprésident » ou de « Nicolas Bonaparte », avait rabaissé son Premier ministre François Fillon au rang de simple « collaborateur ». Ensuite, le fonctionnement de la vie politique laisse apparaître chez de nombreux Français un sentiment de défiance vis-à-vis du pouvoir, fondé sur l'impression de ne pas être réellement représentés (ce que traduit la montée de l'abstention depuis de nombreuses années).

Dès lors, de nombreux débats ont lieu sur l'organisation des pouvoirs. Ainsi, lors des manifestations de 2018 et 2019, les gilets jaunes ont proposé la mise en œuvre de procédures de démocratie directe, comme le référendum d'initiative citoyenne. De son côté, François Hollande, après la fin de son mandat, a proposé le passage à un régime présidentiel séparant de façon stricte les pouvoirs exécutif et législatif afin de redonner un véritable rôle au Parlement. (On peut ajouter qu'un mouvement comme La France insoumise a fait du passage à une VI^e République une de ses revendications fondamentales.)

ÉTUDE L'élection présidentielle de 2002 : un tournant ?

p. 316-317

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle de 2002 provoquent un « choc » dans l'opinion selon la Une du *Parisien*. Le journal évoque également un « tremblement de terre » dans sa sous-tribune. C'est la première fois que le candidat du Front national accède au second tour. Le Premier ministre sortant, Lionel Jospin, donné favori au début de la campagne, est éliminé. La gauche est absente du second tour pour la première fois depuis 1969.

2. Le document 3 donne une des clés de la présence de Jean-Marie Le Pen : l'éparpillement des voix de gauche entre de nombreux candidats, issus pour certains de la « gauche plurielle », socle du gouvernement Jospin : Jean-Pierre Chevènement, Noël Mamère, Christiane Taubira. Il faut y ajouter les scores élevés des candidats d'extrême gauche, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot.

3. La carte du vote pour Jean-Marie Le Pen laisse apparaître deux zones de force, toutes deux situées

au nord d'une ligne Le Havre-Lyon-Perpignan : un vaste Nord-Est d'une part et le pourtour méditerranéen d'autre part. Il faut y ajouter, au sud de cette ligne, la vallée de la Garonne. D'après les auteurs du document 5, la première zone s'explique essentiellement par des facteurs socio-économiques puisqu'elle correspond aux « régions industrielles en crise du Nord-Pas-de-Calais, des Ardennes, de Lorraine et de Picardie [...] mais aussi en Alsace, Franche-Comté et Rhône-Alpes ». La deuxième zone s'explique davantage par des raisons sociologiques et idéologiques : « La présence importante d'immigrés et de pieds-noirs [...] mais aussi et surtout le niveau élevé de la délinquance y constituent un terreau particulièrement fertile pour le FN. » Ce sont également ces raisons qui expliqueraient la poussée du Front national dans la vallée de la Garonne. Enfin, à une échelle plus grande, les élections de 2002 marquent une montée du vote en faveur de Jean-Marie Le Pen dans les zones rurales et périurbaines qui s'appuie sur la peur de la délinquance, la captation d'un électorat âgé par le « recentrage » de l'image du candidat Front national et les difficultés rencontrées à l'époque par les agriculteurs (réforme de la PAC, vache folle).

4. Jacques Chirac est finalement élu avec une majorité de plus de 80 % des voix au second tour. Ce score s'explique par une large mobilisation contre le candidat d'extrême droite. Cette élection sera suivie quelques semaines plus tard par une victoire confortable de la droite aux élections législatives, assurant à cette dernière la possession de l'ensemble des pouvoirs à l'échelle nationale.

PARCOURS 2 : Classer des informations

L'élection présidentielle de 2002 est le symptôme d'une crise de la V^e République

– L'élection présidentielle voit l'élimination du principal candidat de la gauche dès le premier tour et, pour la première fois, la qualification du candidat de l'extrême droite pour le second tour.

– Cette poussée du Front national s'explique par des facteurs de crise : la crise industrielle du nord-est de la France, la crise agricole dans les espaces ruraux, la crainte de la délinquance et de l'immigration.

– Elle s'explique aussi par la désaffection d'une partie des citoyens vis-à-vis de la politique qui se traduit par une forte abstention.

L'élection présidentielle de 2002 est le symbole de sa capacité d'adaptation

– Jacques Chirac est élu à une écrasante majorité au second tour grâce à la mobilisation contre l'extrême droite.

– C’est le premier président élu pour un quinquennat, ce qui, avec la victoire de la droite aux législatives qui suivent, lui garantit l’absence de tout risque de cohabitation

SYNTHÈSE : En quoi l’élection présidentielle de 2002 constitue-t-elle un tournant politique en France ?

L’élection présidentielle de 2002 marque un tournant d’abord parce qu’elle est marquée par la qualification du candidat de l’extrême droite pour le second tour pour la première fois dans l’histoire de la V^e République. Cette qualification s’explique de façon conjoncturelle par l’éparpillement des votes de gauche entre de nombreux candidats et par une campagne électorale centrée sur les questions d’insécurité et de façon plus structurelle par les effets de la crise économique et sociale et par la forte abstention qui traduit la désaffection d’une partie des citoyens vis-à-vis de la politique.

L’élection présidentielle de 2002 est également un tournant en ce qu’elle est la première qui suit le passage au quinquennat. Le président sortant, Jacques Chirac, a dû subir une longue cohabitation entre 1997 et 2002 avec Lionel Jospin. Ce sont les difficultés engendrées par cette situation institutionnelle qui l’ont poussé à proposer le passage au quinquennat par voie référendaire. Sa large victoire au second tour de la présidentielle, suivie de celle de la droite aux législatives, lui assure un plein exercice du pouvoir pour cinq ans.

POINT DE PASSAGE La parité :
du principe aux applications p. 320-321

PARCOURS 1 : Comprendre les documents

1. La législation a œuvré en faveur de la parité dans les domaines du travail (loi Roudy de 1983, loi Génisson de 2001, loi de 2006, loi Coppé-Zimmermann de 2011), de la famille (loi de 1993 sur l’autorité parentale), de la politique (lois de 2000, 2007), de la fonction publique (loi Sauvadet de 2012), de l’enseignement et de la recherche (loi de 2013).

2. Dans l’extrait de son article dans *L’Histoire*, Élisabeth Badinter développe deux arguments. D’une part, elle refuse ce qu’elle appelle la « discrimination positive » en référence à l’« *affirmative action* » aux États-Unis. C’est donc implicitement l’universel républicain qui est ici convoqué : la République ne reconnaît aucune communauté. D’autre part, elle estime que cette réforme s’oppose à la méritocratie républicaine : la compétence doit être le seul critère de recrutement pour n’importe quelle fonction.

3. Les lois sur l’égalité femmes-hommes n’ont pas atteint leurs objectifs dans la mesure où les écarts restent importants dans de nombreux domaines. Ils sont d’autant plus significatifs que l’on monte dans la hiérarchie. Par exemple, dans le domaine politique, on note un certain rééquilibrage au sein des assemblées : on compte 50 % de conseillères départementales en 2015 (doc. 3) et 39 % de députées en 2017 (doc. 4). En revanche, 92 % des présidences de conseils départementaux sont exercées par des hommes ainsi que l’ensemble des présidences de groupes parlementaires. De ce point de vue, la photographie des députées de La République en marche à l’Assemblée nationale, le 24 juin 2017, censée représenter le succès des candidates présentées par ce mouvement politique, maintient une vision paternaliste des rapports hommes-femmes avec la présence du président du groupe parlementaire Richard Ferrand au centre de l’image. De même, dans la fonction publique, les femmes représentent 55 % des catégories A, mais seulement 32 % exercent des fonctions d’encadrement et de direction. Enfin, si 58 % des étudiants à l’université sont des filles, la proportion s’inverse en classe préparatoire.

4. Ludivine Bantigny (doc. 5) avance trois explications à la persistance des inégalités salariales qui restent fortes en 2015 : 2 438 euros net pour les hommes contre 1986 pour les femmes (doc. 3). Tout d’abord, les « variations du temps de travail » dues aux arrêts maternité et au temps partiel imposé. On peut ajouter le temps très supérieur consacré quotidiennement par les femmes aux tâches domestiques (doc. 3) qui constitue souvent un frein à leurs ambitions professionnelles. Ensuite, les « écarts d’expérience et de qualification » : c’est d’autant plus vrai chez les cadres supérieurs, donc parmi les salaires les plus élevés, où les inégalités de salaires entre les sexes sont les plus fortes : les femmes cadres gagnent 21 % de moins que les hommes cadres. À l’inverse, l’écart le plus faible est constaté parmi les employés (8 %). Enfin, les « clichés sexués » : ils représentent un quart des inégalités salariales, toutes choses égales par ailleurs (tranches d’âge, type de contrat, temps de travail, secteur d’activité, taille d’entreprise).

PARCOURS 2 : Organiser des informations dans un plan

Les avancées législatives en faveur de l’égalité femmes-hommes

– Dans le domaine du travail (loi Roudy de 1983, loi Génisson de 2001, loi de 2006 ou encore loi Coppé-Zimmermann de 2011).

– Dans le domaine de la famille (loi de 1993 sur l’autorité parentale).

- Dans le domaine de la politique (lois de 2000, 2007).
- Dans le domaine de la fonction publique (loi Sauvadet de 2012).
- Dans le domaine de l'enseignement et de la recherche (loi de 2013).

Les résultats obtenus

- Des avancées : sur le plan politique (50 % de conseillères départementales en 2015 et 39 % de députées en 2017), dans la fonction publique (55 % des catégories A), dans l'enseignement supérieur (58 % des étudiants).
- Des limites, particulièrement fortes dès lors que l'on monte dans la hiérarchie : seulement 8 % des présidences de conseils départementaux, 32 % des fonctions d'encadrement et de direction dans la fonction publique, 42 % des étudiants en classe préparatoire.

Les explications de la persistance des inégalités

- Les « variations du temps de travail » dues aux arrêts maternité et au temps partiel imposé : on peut ajouter le temps très supérieur consacré quotidiennement par les femmes aux tâches domestiques (doc. 3) qui constitue souvent un frein à leurs ambitions professionnelles.
- Les « écarts d'expérience et de qualification » : c'est d'autant plus vrai chez les cadres supérieurs, donc parmi les salaires les plus élevés.
- Les « clichés sexués » : ils représentent un quart des inégalités salariales, toutes choses égales par ailleurs (tranches d'âge, type de contrat, temps de travail, secteur d'activité, taille d'entreprise).

SYNTHÈSE : Quelles politiques de lutte contre les inégalités femmes-hommes ont-elles été menées ?

Les politiques de lutte contre les inégalités femmes-hommes se sont traduites par de très nombreuses lois depuis le début des années 1980 dans de nombreux domaines : travail, famille, politique, fonction publique, enseignement et recherche. Menées au nom de l'égalité, certaines de ces lois ont d'ailleurs fait l'objet de débats, en particulier pour ce qui concerne la parité en politique. Selon ses opposants, la loi de 2000 imposant aux partis politiques de présenter un nombre égal de candidatures féminines et masculines contrevenait à la méritocratie et à l'universalisme républicains.

Ces lois ont obtenu des résultats mitigés. Elles ont incontestablement permis des progrès, mais sans résorber entièrement les inégalités qui restent d'autant plus fortes que l'on monte dans la hiérarchie. Par exemple, dans le domaine politique, si on compte 39 % de députées en 2017, l'ensemble des présidences de groupes parlementaires sont

exercées par des hommes. La multiplication même des lois démontre en partie leur manque d'efficacité.

La persistance de ces inégalités s'explique de différentes manières. Dans le cas des inégalités salariales, l'historienne Ludvine Bantigny identifie trois facteurs : les « variations du temps de travail » dues aux arrêts maternité et au temps partiel imposé, les « écarts d'expérience et de qualification », les « clichés sexués » qui représentent un quart des inégalités salariales, toutes choses égales par ailleurs (tranches d'âge, type de contrat, temps de travail, secteur d'activité, taille d'entreprise).

ÉTUDE La réaffirmation de la laïcité à l'école

p. 322

1. Jacques Chirac dans son discours du 17 décembre 2003 rappelle qu'il a réuni une commission, appelée Commission Stasi, et qu'il a largement consulté au sujet de la laïcité à l'école. En effet, depuis la fin des années 1980, un certain nombre de polémiques ont touché cette question dans la société française, en particulier à la suite de l'affaire de Creil en 1989. La question posée est celle du port par les élèves de tenues manifestant une appartenance religieuse.

2. En 2004, une loi est votée qui interdit le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse. Le port des signes discrets reste possible. En cas de non-respect de la loi, la priorité doit être donnée au dialogue.

3. Les principes rappelés par la Charte de la laïcité sont : la neutralité de l'État en matière religieuse, la garantie de la liberté de conscience, la protection des élèves contre toute forme de prosélytisme.

SYNTHÈSE : Pourquoi la laïcité fait-elle débat en France à partir des années 1990 ?

La visibilité accrue de l'islam dans la société française à partir de la fin des années 1980 provoque un regain des débats sur la laïcité, qui avaient eu tendance à s'apaiser au cours du xx^e siècle. Ces débats touchent particulièrement l'école où, à la suite de l'affaire de Creil en 1989, se pose la question du port par les élèves de tenues manifestant une appartenance religieuse.

Les débats sont tranchés par la loi de 2004, préparée dans le cadre de la commission Stasi, qui interdit le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse. Cette loi est accompagnée en 2013 de la Charte de la laïcité qui rappelle les principes essentiels de la laïcité en France : la neutra-

lité de l'État en matière religieuse, la garantie de la liberté de conscience, la protection des élèves contre toute forme de prosélytisme.

ÉTUDE

Du PACS au mariage pour tous p. 323

1. En 1999, le PACS est instauré. Il a pour objectif affiché par ses promoteurs de permettre aux couples homosexuels d'obtenir une reconnaissance juridique qui, sans ouvrir autant de droits que le mariage, leur garantit certaines protections. En 2013, le mariage est ouvert aux couples de même sexe qui en obtiennent l'intégralité des droits, en particulier en matière d'adoption et de succession.

2. Deux évolutions sont notables. D'une part, la hausse du nombre de PACS entre 2002 et 2018 s'est accompagnée d'une baisse des mariages (la baisse du nombre de PACS en 2011 correspond à l'année depuis laquelle les couples ne peuvent plus signer trois déclarations de revenus distinctes l'année de leur union). D'autre part, la très grande majorité des PACS ont été contractés par des couples hétérosexuels. Cela tendrait à montrer que le PACS a constitué un progrès dans la reconnaissance juridique des couples homosexuels, mais a aussi été utilisé par de nombreux couples hétérosexuels comme un moyen plus souple que le mariage pour institutionnaliser leur union. Quant au mariage entre couples de même sexe, il connaît un pic en 2014 puis a tendance à baisser : cela s'explique par un « effet de rattrapage » les premières années pour légaliser des unions qui auraient peut-être été contractualisées par un mariage plus tôt si cela avait été possible.

3. Les partisans du mariage pour tous mettent en avant l'égalité entre couples hétérosexuels et couples homosexuels, la nécessaire protection juridique de ces derniers et la lutte contre l'homophobie. Les opposants au mariage pour tous mettent en avant la préservation d'un modèle familial traditionnel fondé sur l'union d'un homme et d'une femme (ainsi que le refus de donner la possibilité à des couples homosexuels d'adopter des enfants). Beaucoup d'entre eux mettent également en avant leurs convictions religieuses, notamment au sein du collectif « La Manif pour tous ».

SYNTHÈSE : En quoi le PACS marque-t-il une évolution majeure dans la société française ?

L'adoption du PACS en 2000 marque une évolution majeure dans la société française dans la mesure où il propose un contrat alternatif au mariage, à la fois plus souple sur le plan administratif et ouvert à tous les couples, hétérosexuels et homosexuels.

Néanmoins, le PACS n'offre pas les mêmes garanties juridiques que le mariage, notamment en matière de succession et d'adoption. Il faut attendre 2013 pour que le mariage soit ouvert aux couples homosexuels.

Ces évolutions s'inscrivent dans des tendances longues de la société française, en particulier le déclin (relatif) du mariage. Cela explique en particulier que de plus en plus de couples hétérosexuels utilisent le PACS plutôt que le mariage pour institutionnaliser leur union. De même, si le nombre de mariages entre couples de même sexe a été relativement important dans les deux années qui ont suivi la loi de 2013, il a eu tendance ensuite à stagner voire à diminuer.

En tout état de cause, ces réformes de société ont suscité des débats très virulents dans la société française car reposant sur des valeurs considérées comme fondamentales : l'égalité des droits et le refus des discriminations d'un côté, la préservation d'un modèle familial traditionnel défini comme un fondement de la société de l'autre.

SUJET BAC E3C

Analyse de documents

p. 326-327

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

C'est dans les années 1980 que la question de la parité en politique émerge dans le débat public. Cette revendication de certains mouvements féministes vise à une représentation égalitaire des hommes et des femmes dans les institutions politiques. Il est donc intéressant d'étudier l'évolution de la place des femmes dans la vie politique de 1988 à nos jours en se demandant dans quelle mesure elle tend vers une situation de parité.

Pour y répondre, nous étudierons deux graphiques produits par l'Observatoire des inégalités sur l'évolution de la part des femmes parmi les députés et dans les conseils régionaux. Ils permettent de voir que si la période allant de 1988 à nos jours marque d'incontestables progrès dans la proportion de femmes exerçant des fonctions politiques, il subsiste des limites importantes avant d'atteindre une situation de parité réelle.

Tout d'abord, les deux graphiques montrent que la période allant de 1988 à nos jours marque d'incontestables progrès dans la proportion de femmes exerçant des fonctions politiques. En effet, la part des femmes à l'Assemblée nationale progresse puisque, d'après le document 1, elle passe de 5,5 % en 1988 à 39 % en 2017. L'inflexion est forte entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, puisque les femmes ne représentent encore que

6 % des députés en 1993 contre 18 % en 2007. Par ailleurs, la part des femmes conseillères régionales augmente également fortement puisque, d'après le document 2, elle passe de 12 % en 1992 à 48 % en 2015. Là aussi, le tournant semble être le début des années 2000, puisque le chiffre de 48 % est atteint dès 2004 (contre 27 % en 1998). Ces données fournies par les documents sont confirmées par la plupart des autres scrutins, en particulier départementaux et municipaux. Elles s'inscrivent donc dans une tendance générale. Celle-ci s'explique en grande partie par les effets de la loi votée en 2000 sur la parité en politique. En effet, celle-ci oblige les partis à présenter autant de candidates que de candidats pour les scrutins de liste (comme les élections régionales) et les incite fortement à faire de même pour les scrutins uninominaux (comme les élections législatives), sous peine d'amendes. Cette loi a ensuite été renforcée par celles de 2007 et 2014.

Néanmoins, les deux graphiques font également apparaître des limites importantes dans la progression vers une situation de parité en politique. En effet, le document 1 montre que les femmes restent encore minoritaires à l'Assemblée nationale en 2017 (moins de 40 % des élus) et le document 2 montre que très peu de femmes sont élues à la présidence des conseils régionaux, malgré quelques progrès récents : on comptait 12 % de présidentes en 1992, 4 % en 1998 et 2004, 8 % en 2010 et 19 % en 2015. Ces limites s'expliquent d'abord par les réticences de certains partis politiques à appliquer la loi, puisque les grands partis majoritaires préfèrent souvent réinvestir les hommes déjà en place, quitte à payer des amendes. Même lorsqu'ils choisissent des femmes comme candidates aux élections législatives, ils les investissent souvent dans des circonscriptions électoralement défavorables. De ce point de vue, la victoire en 2017 du mouvement La République en marche, qui présentait beaucoup de candidats et candidates novices, a permis l'élection de nombreuses femmes. Les limites constatées s'expliquent aussi par une application inégale de la parité selon les scrutins : les femmes sont en effet plus rarement élues aux fonctions exécutives, qu'il s'agisse des présidences de régions ou des fonctions de maire (même si la loi de 2007 a étendu l'obligation de parité à l'élection des adjoints au maire et des vice-présidences des conseils régionaux). C'est finalement davantage dans les fonctions exécutives où elles sont nommées (au gouvernement par exemple) que la place des femmes progresse.

La loi sur la parité de 2000, renforcée par les lois de 2007 et 2014, a permis une progression indéniable de la place des femmes dans la vie politique,

en particulier à l'Assemblée nationale ou dans les conseils régionaux. Mais cette progression souffre encore de nombreuses limites, notamment pour les fonctions exécutives élues. Le bilan apparaît donc contrasté. On peut alors se demander si les progrès constatés entraîneront des changements dans les mentalités et les pratiques pour tendre vers une parité réelle ou si d'autres évolutions de la loi seront nécessaires.

SUJET BLANC : La fonction présidentielle, un débat constant tout au long de la V^e République.

Après qu'il a quitté le pouvoir, François Hollande fait paraître dans *Le Monde* du 21 octobre 2019 une tribune intitulée « Instaurer un véritable régime présidentiel, avec un Parlement plus fort ». Le contexte est alors celui d'une contestation du fonctionnement des institutions de la V^e République, en particulier par le mouvement des « gilets jaunes » qui a débuté un an plus tôt. François Hollande interroge ainsi la fonction présidentielle dont le général de Gaulle avait voulu faire le pivot central des institutions, comme il le rappelle dans sa conférence de presse du 31 janvier 1964, deux ans après le référendum qui a instauré l'élection du président de la République au suffrage universel. La confrontation de ces deux documents permet donc d'interroger un paradoxe : comment expliquer que la fonction présidentielle, que de Gaulle concevait comme le facteur clé de la stabilité du régime, continue à faire débat soixante ans après la fondation de la V^e République ?

I. De Gaulle et Hollande : le refus commun d'une République parlementaire

– **Document 1** : « faire en sorte que le pouvoir ne soit plus la chose des partisans mais qu'il procède directement du peuple. »

→ Fondation par le général de Gaulle en 1958 de la V^e République sur le rejet du « régime des partis » qui définit, selon lui, la IV^e République.

– **Document 2** : « J'écarte une VI^e République parlementaire qui ne serait qu'un retour à la IV^e et ne serait pas de nature à nous permettre d'affronter les épreuves de notre temps ».

→ Contraste entre une IV^e République très instable en raison des nombreux renversements de gouvernements et une V^e République, très stable, même en temps de crise (mai 1968, crise des gilets jaunes).

II. De Gaulle et Hollande : des conceptions divergentes du rôle du président

– **Document 1** : « Il doit être évidemment entendu que l'autorité indivisible de l'État est déléguée toute

entière au président par le peuple qui l'a élu, et qu'il n'y en a aucune autre, ni ministérielle, ni civile, ni militaire, ni judiciaire, qui ne puisse être conférée ou maintenue autrement que par lui. »

→ Volonté du général de Gaulle de faire du président le pivot central des institutions : élection par le peuple, plein exercice de l'autorité de l'État, rôle d'arbitre (présidentialisme).

→ Importance des convictions propres du général de Gaulle (discours de Bayeux) et du contexte (pérenniser les institutions dans la durée).

– **Document 2** : « À l'inverse, je plaide pour l'instauration d'un véritable régime présidentiel, lequel revient, contrairement à bien des idées reçues, à donner au Parlement une place bien plus éminente que sa position actuelle. En effet, dans ce cadre, le président ne nomme plus un Premier ministre, mais une équipe dont il est le chef. Dès lors que le gouvernement n'est plus responsable devant l'Assemblée nationale, le président perd son droit de dissolution. »

→ Volonté de François Hollande d'instaurer un régime présidentiel revalorisant en réalité le rôle du Parlement par une séparation plus stricte entre l'exécutif et le législatif.

→ Importance des convictions de François Hollande (prise de conscience par l'exercice du pouvoir des travers du présidentialisme) et du contexte (défiance croissante des citoyens à l'égard du pouvoir qui se manifeste dans le temps long par l'abstention et dans le temps court par la crise des gilets jaunes).

Si le général de Gaulle a dû, comme lors de la conférence de presse du 31 janvier 1964, justifier le rôle prééminent accordé par la V^e République à la fonction présidentielle, c'est bien parce que ce choix a dès le départ fait l'objet de contestations. Celles-ci se sont poursuivies, même si le régime a su faire la preuve de sa stabilité. Elles ont connu un regain ces dernières années dans un contexte de défiance croissante des Français à l'égard du pouvoir. C'est pourquoi François Hollande propose en 2019 le passage à un régime présidentiel qui revalorise en réalité le rôle du Parlement. C'est néanmoins pour l'heure une proposition qui trouve peu d'échos dans l'opinion, une partie de celle-ci semblant davantage attachée à la mise en place de procédures de démocratie directe, comme le référendum d'initiative citoyenne.

SUJET BAC E3C

Réponse à une question problématisée

p. 328

SUJET GUIDÉ : Corrigé rédigé

Depuis 1962, la V^e République se caractérise par le présidentialisme, régime dans lequel l'essentiel du pouvoir revient au président au détriment du gouvernement et des assemblées législatives. Lorsque François Mitterrand est réélu en 1988, il s'inscrit dans l'héritage de la pratique du général de Gaulle, fondée sur le temps long du septennat. En revanche, l'actuel président, Emmanuel Macron, élu pour cinq ans, incarne un autre style présidentiel, plus interventionniste. Peut-on parler pour autant d'un renforcement du pouvoir du président de la République ?

Jusqu'en 2002, les présidents de la République s'inscrivent dans la continuité du présidentialisme gaullien. François Mitterrand (1988-1995) et Jacques Chirac (1995-2002) sont les héritiers d'une « monarchie républicaine » fondée sur le suffrage universel du président de la République et le temps long du septennat. Ils fixent les grandes orientations politiques, laissant ensuite le gouvernement les mettre en œuvre. Par ailleurs, ils recourent à la pratique du référendum, sur les questions européennes (1992, 2004) et institutionnelles (2000), prolongeant ainsi la marginalisation du Parlement. Enfin, ils marquent de leur empreinte la politique étrangère (guerre du Golfe en 1991 pour Mitterrand, refus de l'intervention en Irak en 2003 pour Chirac), « domaine réservé » traditionnel du président.

Néanmoins, dans les deux cas de figure, leur présidence est perturbée par des cohabitations : François Mitterrand avec le Premier ministre Edouard Balladur entre 1993 et 1995 et Jacques Chirac avec Lionel Jospin comme Premier ministre entre 1997 et 2002. Le président conserve alors un rôle clé sur le plan international tandis que, sur le plan intérieur, c'est le Premier ministre, à la tête de la majorité parlementaire, qui détermine et conduit de façon effective la politique de la nation. Le pouvoir du président est alors considérablement réduit.

Le passage au quinquennat en 2000 marque une étape importante dans l'évolution du présidentialisme. C'est en effet pour éviter la répétition des cohabitations que Jacques Chirac fait adopter cette réforme par référendum. Celle-ci modifie l'équilibre des pouvoirs. Le président de la République, élu juste avant l'Assemblée nationale et pour la même durée que celle-ci, devient le véritable chef de la majorité parlementaire – qui lui doit son élection – au détriment du Premier ministre. Cela renforce

donc la subordination de l'Assemblée nationale et du gouvernement vis-à-vis du président. Celui-ci ne peut plus exercer les fonctions d'arbitre ou de recours théorisées par le général de Gaulle. Élu en 2007, Nicolas Sarkozy traite son Premier ministre, François Fillon, de simple « collaborateur ».

Néanmoins, la réforme constitutionnelle de 2008 rétablit un plus grand équilibre entre pouvoirs exécutif et législatif en donnant au Parlement une meilleure maîtrise de son ordre du jour. En outre, elle encadre certaines des prérogatives du président, notamment le recours aux pouvoirs exceptionnels par l'article 16, et limite à deux le nombre de ses mandats potentiels. Mais elle contribue également à renforcer le présidentielisme en donnant au président le droit de s'adresser directement au Parlement réuni en Congrès. Fin 2019, ce droit a ainsi été utilisé par Nicolas Sarkozy en 2009, François Hollande en 2015, Emmanuel Macron en 2017 et 2018.

Ce renforcement institutionnel du pouvoir du président de la République s'accompagne néanmoins d'un risque d'affaiblissement politique. En effet, le quinquennat place le président de la République en première ligne, renforçant les attentes et donc les risques de déception à son égard, ce que traduisent les courbes de popularité des différents présidents. Ainsi le quinquennat tend à désacraliser la fonction présidentielle en la ramenant au niveau des luttes politiques traditionnelles. Dès lors, en cas de difficulté, le Premier ministre ne constitue plus un véritable fusible politique comme auparavant. L'historien Nicolas Rousselier parle d'un présidentielisme « encombré de sa force ».

Afin de remédier à ce risque d'affaiblissement politique, les présidents successifs élus à partir de 2002 adoptent des réponses différentes. Jacques Chirac (2002-2007) tend à s'effacer derrière ses Premiers ministres Jean-Pierre Raffarin puis Dominique de Villepin. À l'inverse, Nicolas Sarkozy (2007-2012) fait preuve d'un activisme important tant sur le plan médiatique que politique, recevant le surnom d'« hyperprésident ». François Hollande (2012-2017) théorise une « présidence normale », davantage en retrait, laissant beaucoup de marge à ses Premiers ministres, notamment Manuel Valls (2014-2016). Enfin, Emmanuel Macron (2017-...) affirme vouloir revenir à une présidence « gaullo-mitterrandienne », que le temps du quinquennat rend cependant difficile.

En conclusion, le pouvoir du président de la République de 1988 à nos jours connaît une évolution paradoxale. Sur le plan institutionnel, le pouvoir du président s'est renforcé. En effet, le quinquennat fait de ce dernier le véritable chef de la majorité au détriment du Premier ministre. Mais, désormais en

première ligne, le président est fragilisé sur le plan politique. On ne peut donc pas parler d'un renforcement du pouvoir du président de la République mais d'une évolution contrastée, mélange de renforcement institutionnel et d'affaiblissement en termes d'image dans l'opinion publique.

Les hésitations des différents présidents entre intense activité présidentielle (N. Sarkozy, E. Macron) et retrait relatif (J. Chirac, F. Hollande) montrent que le fonctionnement institutionnel de la V^e République depuis l'instauration du quinquennat n'est pas pleinement fixé et nécessitera sans doute encore des ajustements dans l'avenir.

SUJET BLANC : Comment la V^e République fait-elle face aux nouveaux enjeux de société depuis 1988 ?

À partir des années 1980, la V^e République est confrontée à de nouveaux enjeux de société. Ceux-ci sont portés par la visibilité accrue de certains groupes comme les musulmans ou les homosexuels ou encore par le renouvellement des revendications féministes. Pour y répondre, les dirigeants au pouvoir doivent à la fois s'inscrire dans le cadre des principes républicains et apporter des solutions nouvelles, en particulier sur le plan des droits. On peut donc se demander quelle est la part des continuités et des ruptures dans la façon dont la V^e République fait face aux nouveaux enjeux de société depuis 1988.

I. La volonté de réaffirmer certains principes républicains fondamentaux : une réponse qui s'inscrit dans une continuité ?

– Contexte : une visibilité accrue de l'islam dans la société qui réinterroge le principe de laïcité (affaire du foulard de Creil en 1989).

– Des débats dans la société : une conception libérale de la laïcité qui s'oppose à une conception plus stricte (à propos de l'école, de l'entreprise, de l'espace public).

– La réponse : la loi de 2004 qui interdit le port des signes religieux ostensibles à l'école et la Charte de la laïcité en 2013 (qui rappelle les principes de 1905).

II. L'octroi de nouveaux droits : des réponses qui constituent des ruptures ?

– Contexte : l'émergence de nouvelles revendications en faveur d'une plus grande égalité portée par les mouvements féministes ou homosexuels.

– Des débats dans la société : opposition à la parité au nom de l'universalisme républicain, opposition à de nouveaux droits pour les homosexuels au nom de valeurs traditionnelles et religieuses.

– Les réponses : l’octroi de nouveaux droits (lois sur la parité, PACS, ouverture du mariage aux couples homosexuels), mais avec des limites (limitation de la PMA aux couples hétérosexuels stériles).

La V^e République a fait face aux nouveaux enjeux de société depuis 1988 d’une part en réaffirmant certains principes fondamentaux comme la laïcité et en accordant de nouveaux droits comme le PACS, la parité ou le mariage pour tous. Néanmoins, la part respective des continuités et des ruptures doit être nuancée. Si la laïcité est réaffirmée, c’est aussi au prix d’une inflexion par rapport à la conception libérale qui avait inspiré la loi de 1905. À l’inverse, si des droits nouveaux sont accordés, marquant ainsi une certaine rupture (parité, mariage pour tous), ils le sont au nom de valeurs républicaines comme l’égalité et le refus des discriminations.

REGARD CRITIQUE

p. 329

1. Michelle Zancarini-Fournel analyse le mouvement des gilets jaunes par comparaison avec le passé d’abord en montrant que, dans un temps court, ce mouvement s’inscrit dans un renouvellement des « formes de protestation politique et de démocratie collective ». Celles-ci se caractérisent par « l’horizontalité, le refus des chefs ou leaders » qui tranche « avec les formes organisationnelles du xx^e siècle dans les partis et les syndicats ». Elles sont

déjà présentes dans le mouvement Nuit debout au printemps 2016. Michelle Zancarini-Fournel reste prudente dans l’analyse en rappelant qu’il existe « des situations très spécifiques, différentes pour chaque rond-point ».

Michelle Zancarini-Fournel replace ensuite le mouvement des gilets jaunes dans le temps long en essayant de montrer les points communs avec des mouvements du passé : les jacqueries d’Ancien Régime, la Révolution française, le poujadisme, mai 1968. Ici encore, elle propose une analyse très nuancée en soulignant aussi les écarts avec ces références historiques qui se caractérisent par leur caractère très hétéroclite.

2. L’analyse du présent par les historiens s’inscrit dans un champ d’études qui s’est développé depuis la fin des années 1970 sous l’appellation d’« histoire du temps présent ». Certes, cette pratique se heurte à des difficultés méthodologiques : fermeture de nombreuses archives, manque de recul, risque d’être pris dans le vif des débats de société et des enjeux mémoriels. En revanche, elle bénéficie d’atouts importants, notamment la possibilité d’interroger les acteurs et les témoins. Surtout, aux yeux de ses partisans, l’histoire du temps présent est validée par le recours aux démarches qui fondent la scientificité du travail historien : l’analyse critique des sources, la réflexion sur les temporalités, la contextualisation.